

## Vers un référendum au Sahara occidental

OUTRE l'Irak et quelques autres dossiers critiques, l'ONU affronte un nouveau défi : le Sahara occidental. L'avenir de cette ancienne colonie espagnole, que le Maroc administre depuis 1975, est en effet incertain, même si Hassan II la considère, « pour toujours », comme partie intégrante du royaume marocain. Le secrétaire général des Nations unies s'apprête à soumettre au Conseil de sécurité son rapport définitif sur cet épineux dossier qui devrait être refermé, dans les mois à venir, par un référendum d'autodétermination.

Sur le rapport intérimaire de M. de Cuellar, dont la mise au net avait été notablement retardée par la crise du Golfe, l'Algérie avait émis des objections et le Maroc, des réserves. Il semble, aujourd'hui, vu de New York, que ces différends sur la composition du corps électoral et la présence de troupes marocaines aient été aplanis et que la voie soit, enfin, ouverte pour l'organisation de la consultation.

NE serait-ce pas un peu vite dit ? Certes, l'Algérie, occupée à régler ses problèmes intérieurs, est moins attentive à ce qui se passe au Sahara occidental. Probablement aussi moins combattive pour défendre le droit à l'existence d'un « Etat » qu'elle a porté sur les fonts baptismaux à l'époque où elle entretenait des relations exécrables avec Rabat. Reste à attendre le résultat des élections législatives algériennes du 27 juin pour mesurer l'enthousiasme de ceux qui les gagneront à se faire les avocats de la cause sahraouie.

Hassan II, pour sa part, appelle de ses vœux ce référendum dont il avait accepté le principe en 1981, à Nairobi, lors d'un sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Mais, bien entendu, à ses yeux, « il ne s'agit que d'un référendum territorial » (de notre) intégrité territoriale qui doit avoir lieu « pour confirmer à (notre) unité territoriale une opposabilité à l'égard de tous ».

A la vérité, le roi du Maroc dans cette aventure électorale que s'il est assuré d'en sortir vainqueur. Son prestige pâtirait durement d'un échec. Ne s'est-il pas présenté à « son » peuple comme le « rassembleur » des énergies autour de la « cause sacrée des provinces sahariennes », qui a lourdement hypothéqué la vie politique ?

L'idéal, pour le souverain marocain, qui, militairement, reste maître du terrain, serait de négocier un bon compromis avec ceux d'en face, le référendum de pure forme ne servant qu'à l'avaliser. A l'image de ce qui s'est fait entre la France et l'Algérie, au moment de l'indépendance. Mais les discussions directes entre Hassan II et des responsables du Front Polisario sont demeurées sans suite. Quant aux défections de dirigeants sahraouis, elles n'ont pas eu l'effet escompté, même si ces « déserteurs » ont mis au jour les faiblesses et les divisions du mouvement sahraoui.

Si les choses ne se présentent pas comme il l'entend, Hassan II pourra toujours se retrancher habilement derrière les partis d'opposition, plus que jamais hostiles à l'organisation d'un référendum, à leurs yeux, « dépassé ». « Vox populi, vox Dei ».

Lire page 8  
l'article de SERGE MARTI

## Pour tenter de limiter l'exode des réfugiés Washington interdit à Bagdad de nouvelles opérations anti-kurdes

Washington a, le 10 avril, mis en garde Bagdad contre toute attaque aérienne — y compris avec des hélicoptères — dans les régions où se trouvent les réfugiés kurdes. Le président Bush semble s'être finalement convaincu de la nécessité d'une « zone de sécurité » en Irak pour ces réfugiés. La Maison Blanche a cependant affirmé qu'une telle zone existe déjà de facto étant donné les avertissements américains depuis le week-end dernier.



## « Ils doivent pouvoir rentrer chez eux »

HAKKARI (frontière turco-irakienne)  
de notre envoyée spéciale

La scène était tragique au camp de Çukurca, du côté turc de la frontière, mercredi matin 10 avril. Oubliés du monde, les réfugiés étaient trahis par les éléments. Durant toute la nuit, la pluie et la neige étaient tombées sur des milliers de familles sans protection.

Le froid était insupportable. Après une nuit terrible, des dizaines de réfugiés sanglotaient. Les cadavres de sept bébés,

morts de froid durant la nuit, recroquevillés dans les couvertures leur servant de linceul, reposaient à l'intérieur de la mosquée.

Le long de la route menant au village, se déroulait la lente procession funéraire, dans le vent glacial. Une plaie béante à la jambe — souvenir des bombardements irakiens — une grand-mère était portée sur le dos d'un garçon d'une douzaine d'années vers le dispensaire du village.

NICOLE POPE  
Lire la suite et les articles de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX et HENRI PIERRE, page 3

## Accord électoral entre le RPR et l'UDF MM. Chirac et Giscard d'Estaing définissent une stratégie commune

Le bureau politique de l'Union pour la France (UPF), réunissant les représentants de l'UDF et du RPR, a conclu, mercredi 10 avril, un accord général concrétisant l'union de l'opposition. Le manifeste adopté par l'UPF précise, notamment, l'organisation d'un système de « primaires » pour l'élection présidentielle, et prévoit que, pour les élections régionales et législatives, l'opposition présentera partout des candidats communs.

Par Daniel Carton et André Passeron

Il y avait une obligation autant morale que politique pour l'opposition à relancer, en ce début de printemps, la dynamique de son union. Dès lors que ses trois groupes parlementaires venaient d'affirmer leur solidarité en déposant, mardi 9 avril, une motion de censure commune contre le gouvernement, il aurait été paradoxal et politiquement suicidaire que, dès le lendemain, RPR et UDF étalent publiquement leurs divergences lors de la réunion du bureau politique de l'Union pour la France. Depuis l'échec du 8 novembre dernier, né d'un désaccord brutal sur l'organisation de « primaires » prési-

dentielles en cas d'élection anticipée, chacun avait pu mesurer les effets négatifs, dans l'opinion, de semblables égarements. La rivalité repartait de plus belle entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac, la désapprobation des électeurs de chaque camp s'accroissait, l'ironie sur les divisions du Parti socialiste devenait moins fondée, le Front national trouvait une occasion supplémentaire de se gausser, et, au sein de cette opposition, un climat délétère semblait s'installer au Parlement.

La prise en compte de tous ces périls imposait donc qu'un accord fût enfin conclu. Et, même, qu'il fût proclamé de façon quelque peu spectaculaire.

Lire la suite page 10

## M. Gorbatchev et la tentation centriste Est-on à la veille d'un nouveau revirement du président soviétique ?

par Daniel Vernet

Comme jadis la France de Valéry Giscard d'Estaing, l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev « veut être gouvernée au centre ». C'est du moins ce que laissent entendre les porte-parole du pouvoir comme ceux de l'opposition. Il faut évidemment s'entendre sur ce centre. Il ne s'agit pas du « centre » opposé à la périphérie, c'est-à-dire le gouvernement

soviétique par rapport aux pouvoirs républicains, parce que, sur ce point, personne n'est d'accord. Les uns veulent une autorité centrale forte ; les autres souhaitent au contraire que les compétences fédérales soient le plus limitées possible.

Il s'agit du centre politique, au sens le plus traditionnellement parlementaire du terme, celui de l'équilibre entre les extrémismes de toutes tendances, celui de la

conciliation et de la modération. C'est paradoxal dans un pays au bord de l'effondrement, en proie à des convulsions sociales et ethniques, où l'exacerbation des passions est le pendant exact d'une patience infinie devant les malheurs de la vie et où le débat politique semble se résumer à une bataille sans merci entre deux hommes.

Lire la suite  
et l'article de SOPHIE SHIBAB page 7

## Quarante et une mesures pour rénover l'administration

M. Michel Rocard devait annoncer, à l'issue du troisième séminaire gouvernemental, réuni jeudi 11 avril et consacré au « renouvellement du service public », quarante et une mesures destinées à améliorer et à simplifier le fonctionnement de l'administration. Une « charte de la déconcentration », qui donnera lieu à un décret en Conseil d'Etat, fera du département l'échelon de droit commun dans la mise en œuvre des politiques.

Parmi les autres mesures, le paiement des impôts par carte bancaire devrait être progressivement généralisé. L'inscription aux concours administratifs pourra se faire par minitel. L'obtention du permis de chasse sera simplifiée.

Lire page 27 les articles de VALÉRIE DÉVILLECHABROLLE et MICHEL NOBLECOURT

## Un nouveau « sherpa » à l'Elysée

Après dix années passées auprès du chef de l'Etat, M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République, quitte vendredi 12 avril l'Elysée. Il y abandonne toutes ses fonctions pour prendre la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (la BERD), institution chargée d'assister l'Europe de l'Est dans sa transition vers l'économie de marché et la démocratie.

Cette banque doit être officiellement inaugurée à Londres du 15 au 17 avril. A l'Elysée, M<sup>me</sup> Anne Lauvergeon, secrétaire général adjoint, va remplacer M. Attali pour la préparation des sommets internationaux.

Lire page 27 l'article de FRANÇOISE LAZARE

Pascale Froment

JE TE TUE

Histoire vraie de Roberto Succo, assassin sans raison

« Agatha Christie et Simenon eux-mêmes en auraient été saisis d'effroi. »

Nicole Leibowitz

Le Nouvel Observateur

« Un livre calme, terrible, presque serein, une vraie intelligence de l'insupportable. »

L'Autre Journal

au Vif du Sujet

GALLIMARD

### LIVRES ♦ IDÉES

■ Silences et échos, de Louis-René des Forêts.  
■ Peter Handke dans le miroir de Stifter. ■ Mani sans manichéisme.  
■ L'énigme de Roberto Succo. ■ Les distances de Sirius, par André Fontaine.  
■ Alice Dujovne Ortiz, l'archétype de l'Argentine, par Hector Bianciotti. ■ Le feuilleton de Michel Braudéau : Tristesses et beautés.  
■ Histoires littéraires, par François Bott : L'arrière-pensée de M. Saba.  
■ D'autres mondes, par Nicole Zand : Des cicatrices dans le crâne.

pages 19 à 26

### AFFAIRES

Air France malade de ses vieux monopoles

Une clientèle qui boude, près de 900 millions de francs de pertes en 1990, des plans d'économie qui se succèdent : la compagnie nationale va mal.

■ Remue-ménage dans le nettoyage. ■ La course effrénée à l'innovation.  
■ La capital-risque joue le rock.

pages 31 à 33

M0147 - 04120 - 6.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PYA ; Grèce, 85 p. ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (hors), 2,50 \$.

سكنا من الامم



سكنا نال اول

## DÉBATS

Yougoslavie

# Ni nationalisme ni populisme

par Boris Vukobrat

## La mémoire manipulée

par Mirko Grmek

Le Monde du 16 mars rapporte les déclarations de M. Vuk Draskovic, leader de l'opposition serbe, qui rejoint la propagande du gouvernement communiste de M. Milosevic en affirmant que « 1,5 million de ses compatriotes ont été massacrés par les voisins croates pendant la seconde guerre mondiale », que « ce génocide ne doit être jamais oublié » et que « sept cent mille personnes ont été tuées, Serbes, tziganes et juifs » dans le seul camp de Jasenovac. Des affirmations similaires commencent à s'imposer à l'opinion occidentale par la seule force de la répétition dans la presse.

A l'issue de la seconde guerre mondiale, le gouvernement yougoslave a déclaré que le chiffre de ses ressortissants victimes de la guerre se montait à 1,7 million. Ce chiffre résulte des calculs effectués par M. Vukobrat, alors stagiaire à l'institut de statistique à Belgrade et aujourd'hui professeur en retraite d'une université américaine. Or cet expert a reconnu que le chiffre avancé représente en fait les pertes démographiques (le manque de naissances et l'émigration incluse). Le gouvernement de l'époque a frauduleusement soutenu qu'il s'agit du nombre des victimes effectives.

Deux études démographiques récentes abordent cette question de manière compétente. L'une provient d'un Serbe, M. Bogoljub Kocovic ; l'autre d'un Croate, M. Vladimir Jazovic. Leurs résultats concordent dans l'essentiel : les pertes directes de la guerre avoisinent 1 million de personnes.

### Mensonge politique

Ces habitants de la Yougoslavie morts ou disparus n'étaient pas tous de nationalité serbe. Il est très difficile d'évaluer la distribution de ces victimes par nationalité. Le dernier recensement d'avant-guerre, fait en 1931, au pire moment de la dictature serbe, donne de faux résultats quant à la composition ethnique du pays. Les opinions des démographes divergent donc quant à l'importance relative des victimes mais elles restent néanmoins à l'intérieur de certaines fourchettes.

Le nombre des Serbes morts du fait de la guerre se situerait entre 370 000 et 520 000 ; celui des Croates entre 200 000 et 350 000. Proportionnellement,

ment, les seconds n'ont pas été moins atteints que les premiers. Les pertes des Serbes ne sont pas dues seulement à la persécution par une partie des Croates, mais aussi aux luttes fratricides entre eux-mêmes et à l'occupation par des troupes étrangères.

Mon propos n'est pas de m'enliser dans une querelle de comptable : une seule victime de la haine nationaliste me paraît déjà trop. Cependant, l'exagération numérique est exploitée ici comme une sorte de « bombe émotionnelle » pour justifier l'appel à une nouvelle guerre civile. Il s'agit d'un mensonge politique à la fois opérationnel et pervers. Les massacres perpétrés par un parti minoritaire au pouvoir (dans ce cas, les oustachis imposés par l'Italie et l'Allemagne) ne rendent pas tout un peuple, avec ces générations futures, coupables du crime de génocide. Des exécutions sommaires dues seulement à l'appartenance nationale des victimes furent pratiquées en Yougoslavie de plusieurs côtés.

L'occupation fut suivie d'une guerre civile impitoyable. Les Croates étaient divisés en collaborateurs et résistants. Les Serbes aussi. On parle de Pavelic, mais on se tait sur Nedjic, son pendant serbe. Des oustachis sont indubitablement coupables d'actions criminelles, mais des tchetsniks ont massacrés des Croates d'une manière non moins atroce. D'un côté et de l'autre, des villages entiers ont été détruits et des populations décimées.

Plusieurs dizaines (mais non de centaines) de milliers de personnes périrent au camp de Jasenovac, de nombreux Croates opposés au régime partageant le sort des victimes serbes, juives et tziganes. Il faut s'en souvenir et condamner les responsables idéologiques, mais en n'oubliant pas les dizaines de milliers de prisonniers croates exécutés à Bleiburg.

Il est constant que les leaders nationalistes, aussi bien démocrates que communistes, veulent faire croire à la jeunesse serbe actuelle que les Croates d'aujourd'hui portent la responsabilité collective. « Qui ne doit jamais être oublié », d'un génocide. Démonstrons ces semeurs de haine et stigmatisons l'usage néfaste des hypothèses du passé pour donner aux jeunes la chance d'un avenir meilleur.

► Mirko Grmek est directeur d'études à l'École pratique des hautes études.

SERBE par ma famille, Croate de naissance, Yougoslave de cœur et de raison, exerçant en France, pour l'instant, principales activités, comment pourrais-je ne pas dire à mes compatriotes la dramatique erreur qu'ils s'approprient à commettre, et qu'on s'approprie à commettre pour eux, au moment précis où il leur faut décider de la route à prendre, de la bonne route pour le siècle à venir ?

Une grande Europe va se créer. Elle existe déjà pour douze pays au sein de la Communauté économique européenne. D'une manière ou d'une autre, elle ne manquera pas de s'élargir. Imaginez-t-on alors qu'elle puisse accepter l'adhésion de telle ou telle fraction d'un pays de la Yougoslavie - aujourd'hui réunis, même s'il l'a été de façon inopportune ou artificielle ? Imaginez-t-on que cette Europe puisse prêter la main à la dislocation, qui serait contagieuse et pleine de dangers, d'un ensemble fragile certes mais réel ? On ne va pas vers l'avenir dans l'effritement et le désordre.

Ce n'est pas en pesant, comme certains semblent le penser en Yougoslavie même, sur le levier des nationalismes étroits et d'un populisme dépassé que l'on résoudra tous les maux de notre malheureux pays. Cette démarche-là ne peut être choisie et prônée que par ceux dont l'ambition passe par le maintien, même camouflé, de l'appareil et des méthodes du parti.

### Un consensus clair

Que veulent les Yougoslaves dans leur majorité ? Vivre dans une économie régénérée et productive ; vivre dans le respect des libertés perdues depuis cinquante ans ; vivre dans le respect de leurs traditions culturelles respectives tout en bénéficiant de la force d'un grand ensemble. Tout est possible dans le consensus ; mais ce consensus est impossible à établir avec l'équipe actuelle. Je prétends que le maintien de l'Etat yougoslave et de son unité ne peut être remis en cause. Je sais que les peuples yougoslaves, dans leur sagesse, en sont profondément conscients et le manifestent.

De même, je sais qu'en même temps qu'ils affirment leur sentiment national, ces mêmes peuples demeurent ardemment attachés à

leur petite patrie d'origine. Certes, il existe des différences profondes entre ces régions ; mais ce sont précisément ces différences culturelles, ethniques et religieuses qui constituent l'originalité, la richesse et la force de la Yougoslavie. Nul ne gagnera à suivre ceux qui utilisent ces différences comme un ferment de division.

Il est vrai qu'en 1918 la Yougoslavie s'est faite dans la précipitation, sans une élaboration préalable sérieuse réfléchie et sans un respect suffisant des spécificités des peuples qui l'ont composée.

Il est vrai que ce pays n'a pas été convenablement conçu. Déjà, entre les deux guerres mondiales, certains tiraillements sont apparus, auxquels la révolution d'Octobre n'était pas totalement étrangère et qui ont conduit, de la part d'un roi serbe, à une reprise en main dont la fermeté n'a fait qu'accentuer le sentiment d'un impérialisme de même origine. Il est vrai qu'après la seconde guerre mondiale, l'intervention brutale du régime autoritaire communiste a contraint à vivre ensemble des hommes et des femmes qui sans doute auraient

souhaité le faire, mais à condition que cela résulte de leur libre choix et non de l'effet d'une volonté extérieure. Mais il est certain aussi - c'est en tout cas ma conviction - qu'aujourd'hui encore les peuples de Yougoslavie décideraient de vivre ensemble s'ils pouvaient choisir librement le principe et les modalités d'un rassemblement au sein d'une même communauté.

C'est donc à partir d'une volonté populaire clairement exprimée que doivent se définir la forme et les attributs des régions et de l'Etat. Ce n'est ni une idéologie, encore moins un parti, qui peuvent exercer un arbitrage entre des aspirations ou des intérêts divers, parfois même opposés. L'arbitrage n'est admissible et donc admis que s'il résulte d'un consensus. Dans le cas contraire, c'est la déraison qui impose la loi. Telle est la situation actuelle.

De son côté, l'armée ne peut intervenir pour imposer sa solution à des problèmes politiques. Elle n'est pas faite pour légiférer, mais pour défendre le droit. Elle n'est pas faite pour définir un système économique et social. Il est d'ail-

leurs bien regrettable qu'elle ait opté pour un parti au lieu de demeurer, comme c'était son devoir et son intérêt, en dehors des querelles partisans. L'armée est au service du pays. Elle ne doit pas mettre le pays à son service.

Les poussées séparatistes trouvent leur ferment dans le mécontentement profond et bien justifié d'hommes et de femmes dont le niveau de vie est en constante diminution, et qui souffrent de vivre dans une société dégradée, de toutes les manières, par les erreurs du régime communiste.

Si toute la Yougoslavie était prospère, qui donc songerait à s'en séparer ? Des réformes immenses sont nécessaires. Mais rappelons-nous que les réformes profondes ne sont jamais faites par ceux qui les ont rendues obligatoires.

### Oublier les querelles

A qui fera-t-on croire désormais que, dans le cadre de l'autogestion, les entreprises appartenant à leurs personnels, et que ceux-ci pouvaient les gérer pour les faire progresser, comme de véritables propriétaires ? Et comment se fait-il que, dans le monde entier, les travailleurs yougoslaves immigrés soient appréciés pour leur dynamisme et leur courage au travail, alors que dans le pays même règne la passivité, voire la paresse, résultat de la confiscation de leurs libertés ? L'expérience montre qu'on ne peut être en même temps libre et asservi.

Mes compatriotes doivent reprendre en main leur destin. Qu'ils n'attendent pas vainement un remède venant de l'extérieur. Le remède est en eux, dans leur détermination et dans leur labeur. Qu'ils sachent oublier leurs querelles ! Mes compatriotes doivent réfléchir à la chance que leur donne l'Europe en train de se former ; cette chance ne passera pas deux fois. On peut avoir cinq, dix régions yougoslaves mais ce doit être une même Yougoslavie. Je suis trop attaché à mes compatriotes pour ne pas croire qu'ils se reconstruiront demain, dans l'union, et qu'ils referont de la Yougoslavie un grand pays.

► Boris Vukobrat, de nationalité yougoslave, est président de la société COPECHIM-France.

## TRAIT LIBRE



## COURRIER

l'homme, qui stipule que toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue par un tribunal impartial et indépendant établi par la loi.  
MARC COUTURIER (Lyon)

### Ponce Pilate

Je ne connais pas les Kurdes : les Kurdes, ça n'existe pas, d'ailleurs ils ne sont pas à l'ONU. Et puis ils n'avaient qu'à pas commencer. Les chérites, c'est pareil.

Saddam Hussein est le chef de l'Etat irakien. L'Irak, ça je connais, on en a beaucoup parlé ces derniers temps, parce qu'il avait un petit peu envahi le Koweït, que je connais aussi parce que lui est à l'ONU et que nous l'avons bien défendu.

Alors, Saddam peut y aller avec son napalm et tout le tremblement, à condition de bien respecter les règles du « jeu » : pas d'hélicoptères ni d'avions. La guerre civile propre, en quelque sorte. Et puis ne dramatisons pas : ce ne serait pas le premier peuple qu'on massacre au nom de l'intégrité des frontières héritées des traités de Sèvres, Lausanne et autres chartes de l'ONU.

D'ailleurs, si l'on commence à s'occuper du sort de cette communauté communautaire, c'est ! Que sera-ce lorsqu'il faudra admettre les non moins incontournables réalités que sont les peuples du Liban, les Palestiniens, Arméniens et autres pièces du très balkanique puzzle du Moyen-Orient ?

C'est pourquoi tout potant

chef d'un Etat régulièrement inscrit au club onusien est autorisé à massacrer ses minorités politiques ou ethniques. Les autres Etats sont priés de ne s'émouvoir que des graves préoccupations : surtout pas d'ingérence dans les affaires intérieures des Etats souverains ! Morale et droit international ont rarement fait bon ménage. Mais cette fois, l'on pouvait intervenir militairement pour éviter le massacre, avec célérité et efficacité, contraindre le pouvoir irakien à accorder une forme d'autonomie peut-être, le droit à la vie certaine.

Nous avons préféré payer nos bons amis d'un jour : Turquie, Iran, Syrie, tous parties prenantes dans le problème kurde, et sur d'autres problèmes régionaux voisins. Un jour prochain, ne nous y trompons pas, ces puissances étrangères de nouveaux gages au nom de la Realpolitik.

En attendant, lavons-nous les mains !  
BRUNO LADSOUS (Loire-Atlantique)

### Bravo la SNCF !

Joué 28 mars 1991. TGV 8562 Bordeaux-Paris (voiture 11). - Le personnel de la SNCF aide à monter dans son fauteuil roulant une jeune femme handicapée. Le train part. Le contrôleur passe et découvre qu'elle va à Angoulême alors que le train est direct jusqu'à Paris. Panique. Une angoisse profonde se lit sur le visage de la jeune femme.

Le contrôleur passe. Longue attente. Il revient et lui annonce que le TGV s'arrêtera à Angoulême. Au micro, on entend : « Pour raisons de service, nous nous arrêtons à Angoulême, merci de ne pas ouvrir les portes. » Nous aidons la jeune femme à descendre. L'expression sur son visage est un rayon de soleil. Bravo !  
ROBERT BERGOND (Paris)

Lech Walesa  
Les chemins de la démocratie

UN HOMME  
UN PRESIDENT

LES CHEMINS DE LA DÉMOCRATIE n'est pas une simple autobiographie, c'est un livre d'histoire : celle de Solidarnosc de 1982 à aujourd'hui, vue par Lech Walesa.

Édition NATHAN - Diffusion PLON

### L'affaire Gaudio et la protection des fonctionnaires

La procédure disciplinaire utilisée dans l'affaire Gaudio, loin d'être une parodie de justice, est celle qu'ont utilisée tous les ministres, celle qui est prévue par le statut de la fonction publique en vigueur depuis 1946. Au lieu de polémique, les porte-parole des partis, les commentateurs avisés ou vengeurs, s'honoreraient en recherchant une solution de fond et en proposant une réforme du statut des fonctionnaires dans ce domaine sensible. Il s'agit en effet de mieux protéger tous les fonctionnaires contre le risque d'arbitraire des décisions disciplinaires émanant d'un pouvoir politique, quel qu'il soit.

En matière disciplinaire, il est essentiel d'éviter qu'un agent public puisse être puni pour des motifs inavouables, notamment pour des motifs d'ordre politique. Or le système actuel, qui a ses racines dans des procédures désuètes remontant au dix-neuvième siècle, est très loin d'être satisfaisant : les commissions disciplinaires compétentes, à composition paritaire, sont présidées par le représentant du ministre et elles n'ont qu'un rôle consultatif.

Le système appliqué en Allemagne, notamment, est tout à fait différent puisque les agents publics sont déférés devant un organisme entièrement indépendant. Une réforme s'impose. Différentes modalités sont possibles, dans le sens d'une « juridictionnalisation » du pouvoir disciplinaire qui devient alors distinct du pouvoir hiérarchique. Une telle réforme ferait du droit disciplinaire français de la fonction publique un droit conforme aux règles européennes, notamment aux dispositions de l'article 6 de la Convention européenne des droits de

**Le Monde**  
Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lescaudré, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Gulu, directeur de la gestion  
Manuel Lubert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-26-25  
Télécopieur : 49-60-30-10



# ÉTRANGER

L'exode des Kurdes et les efforts internationaux pour leur venir en aide

## Une « zone de protection » est instaurée de facto dans le nord de l'Irak

La mise en garde adressée à Bagdad mercredi 10 avril par la Maison Blanche et par l'entourage du secrétaire d'Etat américain James Baker, actuellement en tournée au Proche-Orient, devrait permettre d'instaurer de facto une « zone de protection » dans le nord de l'Irak, conformément au souhait de la Grande-Bretagne qui en a défendu l'idée ces derniers jours devant ses partenaires européens et devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Les Etats-Unis ont en effet averti l'Irak qu'ils ne toléreraient aucune activité militaire au nord du 36° parallèle, soit dans une large partie du Kurdistan irakien incluant notamment les villes de Mossoul et Erbil.

Cette prise de position américaine devrait aussi permettre de faire l'économie d'un retour du projet britannique devant le Conseil de sécurité de l'ONU où il se heurterait à de vives réticences de la part de l'URSS et de la Chine, notamment, ainsi qu'à des difficultés juridiques et politiques qui faisaient hésiter bien d'autres pays membres, dont les Etats-Unis.

Après les entretiens téléphoniques qu'ont eus mercredi MM. John Major, George Bush et Javier Perez de Cuellar, Londres et Washington ont déclaré s'être mis d'accord sur la création d'une « zone de protection » au nord de l'Irak. Cet accord porte sur « la nécessité d'opérations de secours humanitaires dans une région qui soit sûre » pour les réfugiés kurdes et pour les organisations qui leur viennent en aide, a précisé le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater.

« Nous nous occupons des populations réfugiées là où elles se trouvent. Nous ne désignons pas d'enclave ou de frontière », a-t-il ajouté. « Si les organisations

humanitaires sont en mesure de travailler sur le terrain conformément à la résolution 688, nous n'aurons pas besoin d'intervention militaire. Si leur travail était entravé de quelque manière que ce soit, alors il serait nécessaire de revenir devant le Conseil de sécurité », a déclaré un autre responsable américain.

Le second objectif, a indiqué de son côté un porte-parole du gouvernement britannique, « sera de permettre le retour des réfugiés chez eux, en toute sécurité ». A ce propos, Londres compte sur la mission que doit effectuer à partir de samedi en Irak l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Erik Suy, conformément à la résolution 688.

### « Trop tard » selon Téhéran

L'ambassadeur d'Irak à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari, a réaffirmé mercredi que l'Irak accueillait favorablement cette mission. Il a ajouté que son pays ne voyait pas d'objection à l'acheminement d'une aide humanitaire via la Turquie et l'Iran car, a-t-il dit, « il s'agit d'une question logistique sans implication politique ». Bagdad a une nouvelle fois appelé mercredi les réfugiés à rentrer chez eux et a même promis à la Turquie sa « coopération » dans l'acheminement des secours.

Le ministre des affaires étrangères à Ankara a souligné mercredi que l'idée d'une « zone de protection » ne pouvait être que provisoire. « La question, ce sont les conditions dans lesquelles ces populations pourront retourner chez elles », a déclaré un porte-parole.

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, cité par Radio Téhéran, a en revanche estimé que l'idée d'une « zone de protection » aurait plus de poids si elle était défendue par les Nations unies. Il a réclaté

pour les chiites irakiens une « zone de protection » similaire. Enfin, il a critiqué l'attitude des Occidentaux devant les insurrections qui ont été écartées par l'armée irakienne : « Par leur silence absurde ils ont soutenu les attaques aériennes et terrestres du gouvernement irakien contre le mouvement populaire. Et c'est seulement maintenant, alors qu'il est trop tard, qu'ils expriment leur solidarité avec les réfugiés ».

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a annoncé mercredi le renforcement de son aide. Vivres et médicaments du CICR déjà stockés en Iran, à la frontière irako-iranyenne et à Chypre sont en cours de transfert pour permettre de secourir 120 000 réfugiés, a précisé le CICR. A la frontière irako-turque, des avions cargo américains, britanniques et français poursuivent leurs opérations de parachutage de vivres, tentes et médicaments. Les appareils occidentaux ont largué 143 tonnes de secours en trente-deux missions - vingt-cinq américaines, six françaises et une britannique - a déclaré un porte-parole militaire américain de la base turque d'Incirlik. (AFP, AP, Reuters)

Une campagne pour les Kurdes lancée par le RSCG et l'officière britannique par les médias. Le groupe de publicité Roaz-Séguela-Cayzac et Goudard (RSCG) a conçu gratuitement une campagne en faveur de la défense des Kurdes, à la demande de la Fondation France-Libertés présidée par M. Danielle Mitterrand. La campagne baptisée « SOS Kurdes » demande aux Français d'aider « un peuple en voie de disparition ». La plupart des grands médias - Télé 7 Jours, Europe 1, RTL, TF 1, le Figaro, Libération, etc. - ont offert leurs espaces et leurs pages à cette campagne qui démarre le 10 avril et qui représente plus de 10 millions de francs.

Les besoins quotidiens de la population réfugiée sont énormes. Les autorités locales distribuent cinquante mille pains par jour, selon le gouverneur. Dix-sept mille tentes ont été fournies ainsi que vingt mille des trois cent mille couvertures nécessaires. « Nous sommes conscients que l'aide est insuffisante. Mais la responsabilité de ces réfugiés n'est pas celle de la Turquie, elle appartient au monde entier. Nos ressources sont limitées, notre province est la plus pauvre de Turquie », affirme le gouverneur.

Cette aide n'est pas une solution, elle n'est que temporaire, explique le maire de Hakkari, M. Sukru Cilli, qui a mis sur pied un comité au sein duquel travaillent des membres de tous les partis politiques. « Nous devons aider ces gens à rentrer chez eux avec le soutien de la communauté internationale et des Nations unies et empêcher Saddam Hussein de les punir », affirme le gouverneur. « C'est la seule solution ». La Turquie voudrait voir la création d'une large zone de sécurité sous l'égide des Nations unies, qui comprendrait la plupart des villes que les réfugiés ont quittées.

Les réfugiés sont en majorité d'accord. Ils n'ont aucune envie de passer leur vie dans des camps. Le seul obstacle à leur retour au pays est le régime de M. Saddam Hussein. « Ils ont stoppé Saddam Hussein au Koweït pour le pétrole, cette fois-ci ils doivent l'arrêter pour sauver des vies humaines », affirme un médecin réfugié qui soigne ses compatriotes kurdes à l'hôpital de Hakkari.

Le temps presse. Des secours urgents sont nécessaires. A l'hôpital de Hakkari, un homme arrive portant dans ses bras son fils de neuf mois. Les jours crevassés par le froid, il est inconscient. Il est probablement trop tard pour sauver l'enfant. Mais si la communauté internationale n'intervient pas rapidement, l'hécatombe qui se prépare à la frontière turco-irakienne ne pourra être évitée.

NICOLE POPE

Des soldats turcs en territoire irakien. - Tout en laissant entendre que l'armée irakienne avait apparemment cessé ses opérations contre les Kurdes, le porte-parole du gouvernement d'Ankara a indiqué, mercredi 10 avril, que des soldats turcs ont franchi la frontière avec l'Irak « uniquement » pour y assurer la sécurité des réfugiés. Il n'a précisé ni le nombre de ces soldats, ni depuis quand ils se trouvaient en territoire irakien. (AFP)

## Washington interdit à Bagdad les opérations aériennes au Kurdistan

Cédant aux pressions de l'extérieur et de l'intérieur, l'administration Bush a adressé un avertissement à Bagdad mercredi 10 avril en enjoignant aux forces irakiennes de s'abstenir de toute activité dans un large secteur du nord de l'Irak, comprenant la zone où se trouvent les milliers de réfugiés kurdes. Washington demande l'arrêt des opérations aériennes au nord du 36° parallèle, traversant le pays et passant à environ 50 km au sud de la ville de Mossoul.

### WASHINGTON

correspondance L'avertissement n'est assorti d'aucune menace, mais on souligne que l'interdiction concerne cette fois les hélicoptères et non pas seulement les avions. Selon les milieux officiels, Saddam Hussein ne voudra pas provoquer de nouvelle crise grave en bravant cet avertissement. Au cours des derniers jours, dit-on à la Maison Blanche, aucune activité militaire irakienne n'a été signalée dans cette zone.

Plutôt que des enclaves « formelles » en territoire irakien, recommandées par les Européens, Washington préfère créer une zone de protection « informelle ».

### Maintien du principe de non-ingérence

La création d'enclaves, dit-on, poserait de sérieux problèmes politiques et juridiques, et il serait difficile, sinon impossible de trouver un consensus international sur un projet qui entame la souveraineté irakienne. « Il appartient aux organisations de secours de choisir dans le nord du pays les endroits qu'elles jugent les mieux placés pour leurs activités. Ces zones seront de facto protégées », a déclaré une personnalité de l'entourage présidentiel.

Le principe de non-ingérence est officiellement maintenu. On sou-

ligne, en revanche, un accroissement substantiel des efforts d'assistance accomplis par les Etats-Unis. Soixante mille couvertures ont déjà été expédiées et un envoi de rations militaires, permettant de nourrir trois cent mille personnes pendant trente jours, a commencé.

D'autre part, au lieu des 11 millions proposés initialement par le président Bush pour l'aide humanitaire, Washington envisage maintenant de contribuer à hauteur de 100 à 200 millions de dollars à l'effort international dont le coût est évalué à 400 millions de dollars. La tâche est difficile étant donné les restrictions budgétaires. L'administration pourrait demander au Congrès des fonds supplémentaires pour « une situation d'urgence liée à la guerre ». Une autre suggestion serait d'utiliser les contributions déjà versées par les alliés des Etats-Unis dans un fonds spécial.

La hantise de s'enliser dans une guerre civile irakienne reste toujours présente. On continue de justifier l'attitude de prudence de M. Bush.

« Le président a eu le bon sens de savoir quand il ne faut pas aller au combat et de ne pas nous impliquer dans une situation confuse exposant des vies américaines à des risques considérables (...) il faut savoir quand s'arrêter », a déclaré le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney.

Certes, au Congrès, nombreux sont les démocrates qui se servent de la tragédie kurde pour attaquer l'administration. Mais la première préoccupation de l'opinion est de voir revenir le corps expéditionnaire au plus vite et le représentant Gephardt, leader de la majorité démocrate à la Chambre, a pris publiquement la défense de la politique de M. Bush. Un dernier sondage dans l'hebdomadaire « Newsweek » révèle assez la confusion des esprits : une majorité (57 %) estime que l'attitude de M. Bush n'est pas immorale et qu'il n'y a pas lieu d'aider les rebelles irakiens. Mais 54 % des Américains approuvent une reprise de l'offensive militaire pour se débarrasser de Saddam Hussein.

HENRI PIERRE

## Le gouvernement français s'inquiète de l'insuffisance des moyens mis en place

Les démarches entreprises auprès des gouvernements turc et iranien « ont permis d'assurer un bon acheminement de nos secours », a déclaré mercredi 10 avril au conseil des ministres M. Roland Dumas (nos dernières éditions du 11 avril). Mais, selon M. Louis Le Penzec, porte-parole du gouvernement, « le grand nombre de réfugiés (500 000 du côté turc et 700 000 du côté iranien) souligne l'insuffisance des moyens mis en place et la nécessité de leur accroissement ».

Le ministre des affaires étrangères s'est d'autre part réjoui de la décision du Conseil européen du 8 avril de demander la création d'une zone de protection des Kurdes en Irak. Il a précisé que les chefs d'état-major des

pays de l'Union de l'Europe occidentale devaient arrêter toutes les mesures pratiques qui seront nécessaires. Pour M. Dumas, l'aide humanitaire aux Kurdes a trouvé « sa couverture juridique internationale et va pouvoir se concrétiser à une grande échelle, à la mesure des besoins immenses des réfugiés ».

Après avoir considéré que l'écho réservé aux initiatives de la France a connu « un succès qui allait au-delà de ce qu'elle attendait », le président de la République a souligné qu'il fallait « être conscient de la constance des efforts qui s'imposent pendant des années ». Sur le devoir d'ingérence, M. Mitterrand a, selon M. Le Penzec, expliqué que le chemin sera long, escarpé et semé d'embûches.

### Une initiative de Bruxelles

## Des compagnies pétrolières européennes pourraient aider le Koweït à éteindre les puits

### BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les compagnies pétrolières européennes peuvent-elles participer aux opérations entreprises pour éteindre les puits embrasés par les Irakiens au Koweït ? La Commission de Bruxelles suggère qu'elles créent ensemble un consortium afin de proposer leurs services aux autorités du pays et elle a décidé de mobiliser 10 millions d'écus, soit 70 millions de francs, pour promouvoir l'entreprise.

Pour l'instant, trois compagnies - Elf-Aquitaine, AGIP et FINA - ont

accueilli favorablement cette initiative et leurs représentants devaient se rencontrer jeudi 11 avril à Bruxelles, afin d'évaluer quelle pourrait être, le cas échéant, la portée de leur intervention.

Actuellement, trois équipes américaines et une équipe canadienne sont sur le terrain et n'ont guère envie de voir débarquer des concurrents européens. Mais les experts estiment qu'en l'absence de renforts, il leur faudrait entre trois et six ans pour maîtriser la situation. Or, 550 puits sont en feu, qui brûlent six millions de barils par jour, soit 60 % de la consommation de la CEE ! Selon M. Carlo Ripa di Meana, commis-

saire compétent, l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de la Communauté, ainsi que celui du Koweït, seraient favorables à l'intervention des compagnies européennes.

La Commission n'entend jouer qu'un rôle de catalyseur entre les compagnies, à charge pour celles-ci de traiter ensuite sur une base commerciale avec les autorités du Koweït. Avant de passer à l'acte, il faudra bien sûr que celles-ci confirment leur intérêt et ce souci d'ouverture, tout à fait nouveau, vis-à-vis des compagnies européennes, puis qu'elles précisent leurs demandes.

Ph. L.

## « Ils doivent pouvoir rentrer chez eux »

Suite de la première page

Plusieurs jeunes mères en pleurs parlementaient avec les soldats, suppliaient d'être autorisées à descendre au village pour consulter le médecin. Leurs bébés, comme tant d'autres, souffraient du froid et de gastro-entérite. Au village, des tentes et des matelas, offerts par le Croissant rouge turc, étaient enfin distribués à une longue file de réfugiés enturbannés qui attendaient, claquant des dents sous la pluie.

La situation se dégrade rapidement. Les réfugiés, sans espoir d'un avenir meilleur, sont de plus en plus impatients, et les accrochages avec les soldats, qui n'hésitent pas à utiliser la crosse de leur fusil et à lancer des coups de pied, se font de plus en plus fréquents. Un homme, le visage ensanglanté, passe en courant, le cuir chevelu égratigné par une balle perdue.

Lors d'une conférence de presse à Hakkari, la capitale provinciale, le gouverneur, M. Sabettin Harbut, a nié catégoriquement que des réfugiés aient été tués par les soldats et s'est plaint des rapports erronés publiés par la presse internationale. Il a longuement expliqué le dilemme de la Turquie, de sa province en particulier, forcée de dépenser 100 millions de livres (200 000 francs) chaque jour, pour nourrir et équiper des réfugiés qu'elle ne veut pas garder. « Aucune aide internationale n'a atteint notre province. Pour l'instant, les promesses ne sont que symboliques », dit-il.

La politique de la Turquie, qui maintient les réfugiés à distance, paraît cruelle, et rien ne justifie l'attitude brutale des troupes d'élite, plus habituées à lutter contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qu'à s'occuper d'une population en détresse. Mais le fait est que cette politique est basée sur une expérience des promesses occidentales. Le gouverneur rappelle que la Turquie a déjà dépensé 100 milliards de livres (200 millions de francs) pour nourrir et loger les kurdes irakiens arrivés en 1988 à qui elle n'a toujours pas accordé et n'a pas l'intention d'accorder le statut officiel de réfugiés. « Cinq ou dix mille réfugiés albanais voulaient aller en Italie. L'Italie les a refusés », déclare-t-il. « La ville principale de

notre région, Van, n'a que cent mille habitants, et la population réfugiée dans la province atteint les deux cent mille ».

En l'absence de toute aide internationale, les secours locaux ont été déterminants. Les réfugiés sont les premiers à le faire remarquer : c'est grâce à la solidarité des Kurdes de Turquie, parmi lesquels beaucoup d'entre eux ont des parents éloignés, qu'ils ont survécu. Selon le maire de Hakkari, deux cents camions, 2 000 tonnes de vêtements, chaussures et nourriture ont été réunis par la population de la petite ville. Les véhicules ont été fournis par des particuliers, l'essence par la municipalité. De toutes les villes du sud-est de la Turquie affluent chaque jour des camions décorés d'une bannière : « aide de la ville de Van », « ... de Cilte », etc. « Nous avons rempli deux véhicules et nous sommes partis immédiatement », explique le propriétaire d'un petit restaurant à Gevran, sur les bords du lac de Van, à cinq heures de voiture de la frontière.

### « La responsabilité du monde entier »

L'arrivée de l'aide humanitaire est rendue très difficile par l'insécurité des camps. Des bulldozers creusent une tranchée dans la boue pour atteindre le « poste-frontière 49 », le nom donné par les autorités au camp de Cukurca, pourtant un des points de rassemblement les plus facilement atteignables. Le maire mentionne six autres sites où sont rassemblés des réfugiés à qui aucune aide n'a pu être envoyée. Le parachutage de provisions ne semble pas non plus être une solution idéale. Mardi, deux personnes ont eu le crâne défoncé par les provisions larguées par les avions américains. Le village de Cukurca est lui-même situé au « bout du monde ». Un chemin non goudronné serpente de façon vertigineuse le long d'un torrent argente. Des petits drapeaux signalent les endroits où une partie de la route s'est effondrée dans la rivière à la suite des intempéries des jours derniers. Depuis l'aéroport le plus proche, cinq ou six heures au moins sont nécessaires pour atteindre la localité.

سكوتيا



## PROCHE-ORIENT

L'exode des Kurdes et les efforts internationaux pour leur venir en aide

# Le nombre des réfugiés en Iran devrait atteindre un million d'ici à la fin de la semaine

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Une plaisanterie court à Téhéran : « Quand les Turcs ouvriront leurs frontières, c'est qu'ils seront assurés de toucher trois fois ce que les réfugiés leur coûteront. » Aigre, la boutade dissimule mal le désarroi des Iraniens face à l'afflux des réfugiés kurdes sur leur territoire.

Si Téhéran envisage, bien entendu, de capitaliser quelques dividendes diplomatiques, cette politique d'accueil et d'assistance humanitaire n'est pas sans poser de graves problèmes intérieurs. Des tremblements de terre de juin et novembre derniers aux récentes inondations de la région du Sud-Ouest - actuellement submergée par la fonte des neiges afghanes - le pays n'en finit plus d'être confronté au casse-tête du logement des populations civiles.

Les chiffres sont à manier avec prudence mais, aux premiers jours d'avril, les autorités iraniennes estimaient à 200 000 le nombre des réfugiés kurdes ayant traversé la frontière. Mercredi 10 avril, leur nombre aurait dépassé les 800 000. Jeudi ou vendredi on devrait franchir la barre du million de réfugiés. On pense à Téhéran qu'un total de deux millions d'Iraniens kurdes pourraient demander l'asile politique.

Faut-il tenir compte des traditionnelles exagérations orientales dès lors qu'il s'agit d'évaluer les ravages d'une catastrophe ? Une chose est sûre : on constatait ces

derniers jours une réelle montée en puissance du flot kurdo-irakien aux frontières iraniennes, à la manière de ces crues déjà impressionnantes dont on redoutait qu'elles soient pires le lendemain.

Au total, dix camps de tentes pouvant accueillir environ 250 000 personnes auraient été installés le long de la frontière. La majorité des réfugiés est condamnée à dormir à la belle étoile, en haute montagne, dans des conditions climatiques difficiles. L'aide humanitaire internationale fait cependant connaître ses premiers effets après quelques jours de balbutiements logistiques explicables par la difficulté du terrain et la complexité administrative du pays.

M. Kouchner en terre irakienne

Le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire devait regagner Paris au terme d'un voyage de six jours, nécessaire à la mise en place du dispositif français. A cet occasion, M. Bernard Kouchner a rendu hommage à l'attitude de l'Irak, qui « a agi avec cœur et l'Iran, qui a agi avec cœur ». Souligné ses frontières ouvertes. Souhaité de préserver sa position de neutralité dans le conflit du Golfe, Téhéran a toutefois repoussé l'offre française de pénétrer dans l'espace aérien irakien afin d'y parachuter des vivres et des médicaments sur des montagnes où plusieurs centaines de milliers de Kurdes sont toujours en errance. En revanche, trois avions-cargos français chargés de 30 tonnes de matériels et de

vivres devraient atterrir en Iran avant vendredi. La France a également acheté à Téhéran près de 120 tonnes de nourriture, une solution d'urgence qui ne serait pas renouvelée étant donnée la faiblesse relative des stocks alimentaires iraniens.

Achevant son séjour mercredi par une visite du camp de Marivan, M. Kouchner s'est symboliquement rendu à Penjwin, en territoire irakien, afin d'y rencontrer M. Jalal Talabani, chef de l'Union M. Jalal Talabani (UPK). Ce dernier a « remercié la France, et surtout le président Mitterrand, pour son attitude à l'égard des Kurdes (...) ». « Il n'est pas étranger que ce soit un ministre de la France qui nous rende visite », a-t-il ajouté. M. Kouchner a pour sa part affirmé que « les Kurdes doivent revenir dans leurs foyers en Irak, car s'ils restent dans des camps de réfugiés, ils connaîtront le même sort que les Palestiniens ».

Selon un diplomate français, le dirigeant de la rébellion kurde semblait « abattu, pessimiste mais pas désespéré ». Tout le monde, y compris les Irakiens, aurait été surpris par la panique des populations civiles à la suite des premiers bombardements par les troupes de M. Saddam Hussein. Elles auraient fui, persuadées qu'il allait employer les armes chimiques comme il l'avait fait à Halabja en mars 1988.

En réalité, ce sont des bombes au phosphore et au napalm qui auraient été utilisées, même si la rumeur court que la Garde républi-

caine aurait essayé quelques armes chimiques qui se seraient révélées périlleuses. Ce mouvement de panique a désorganisé la rébellion kurde, les pechmergas (combattants) ayant abandonné le front afin d'aider leurs familles dans leur exil. Selon M. Talabani, les combats devraient reprendre une fois les populations civiles en sécurité.

Si les Irakiens contrôlaient les principales villes kurdes d'Irbil, Kirkouk et Soulaymanyah, leurs positions resteraient fragiles, affirmant les représentants de la résistance. Les incursions nocturnes des rebelles dans le centre des villes seraient nombreuses. La campagne, elle, resterait toujours sous le contrôle des pechmergas.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Expulsion d'un diplomate irakien. - Le gouvernement finlandais a déclaré persona non grata un diplomate irakien, M. Khaled Mohammed Hmoud, qui avait tiré plusieurs coups de feu, samedi 6 avril, alors que deux manifestants kurdes tentaient de décrocher le drapeau irakien de la façade de l'ambassade d'Irak à Helsinki. Les coups de feu n'avaient fait aucun blessé, mais le ministre finlandais des affaires étrangères a jugé que le diplomate avait fait un « usage excessif » d'une arme pour laquelle il n'avait pas de permis. - (AFP)

La tournée du secrétaire d'Etat américain

## L'Egypte assouplit sa position pour favoriser les efforts de M. Baker

Le premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, a réaffirmé, mercredi 10 avril, que son gouvernement allait poursuivre la construction de logements dans les implantations israéliennes des territoires occupés.

M. Shamir a fait ces déclarations quelques heures après le départ d'Israël du chef de la diplomatie américaine, qui avait rappelé que les Etats-Unis sont opposés au développement de ces colonies considérées comme des « obstacles à la paix ».

(Publié)

### Rectificatif

La publicité parue en page 21 dans le Monde diplomatique d'avril intitulée « Conscience et Paix - Conférence internationale sur la Paix - Palais des Congrès à Paris le 11 mai 1991 » comporte une erreur.

Il fallait lire : « Informations complémentaires par minitel : tapez 3614 CHEZ • MAVIE. »

LE CAIRE

de notre correspondant

Pour favoriser les efforts américains en vue de relancer le processus de paix au Proche-Orient, l'Egypte a assoupli sa position. Au terme d'un entretien entre le président Moubarak et le secrétaire d'Etat James Baker, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid, a en effet déclaré, mercredi soir, que l'Egypte était disposée à participer à une conférence régionale, à condition qu'elle jouisse d'une couverture internationale. Il a ajouté que l'idée d'une conférence régionale est très intéressante et que l'Egypte « est ouverte à toutes les

propositions visant à trouver une solution pacifique dans la région, que ce soit une conférence internationale ou régionale ». « L'important, c'est-il permet de progresser », a-t-il dit. Le chef de la diplomatie égyptienne a d'autre part indiqué que le ministre des affaires étrangères de l'Egypte n'exigerait pas la présence des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à une telle conférence.

M. Baker a de son côté indiqué qu'il considérait comme une question « secondaire » le fait que « la conférence se tiensse sous l'égide des Nations unies (...) ». Ce qui compte est de trouver une méthodologie permettant de réaliser des progrès concrets. Un haut responsable du département d'Etat a déclaré dans l'avion amenant M. Baker en Israël que la conférence régionale des discussions bilatérales entre Israël et les Palestiniens de l'autre, il n'a par ailleurs pas exclu la formation de groupes de travail pour discuter de sujets régionaux comme l'eau ou le contrôle des armements.

L'assouplissement de la position égyptienne est d'autant plus notable que le ministre des affaires étrangères avait défini son attitude de manière semblablement différente à la veille de la visite de M. Baker. Les responsables égyptiens affirmaient refuser le projet israélien

de négociation séparée entre Israël et les pays arabes, soulignant leur attachement à la tenue d'une conférence internationale qui, selon eux, constituerait « le cadre approprié pour le règlement du conflit ». Le président Moubarak avait lui-même estimé qu'Israël « devait d'abord amorcer le dialogue avec les Palestiniens puis avec les pays arabes de la confrontation ou ayant des frontières avec Israël ».

L'Egypte, mardi, avait entrepris des contacts intensifs avec plusieurs pays arabes. Le président Moubarak avait eu un entretien avec le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charrh, qui s'était rendu au Caire pour une brève visite. Il avait par ailleurs un contact téléphonique avec le président libanais, M. Elias Hraoui, qui lui aurait demandé de poser la question du retrait d'Israël du Liban du Sud. Le rais s'était entretenu en Libye où il s'était entretenu avec le colonel Kadhafi, qui l'a entraîné dans une visite au complexe industriel de Rabta où, selon les Américains, il y aurait une usine d'armes chimiques.

M. Baker devait avoir, jeudi 11 avril, un entretien avec le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayal, avant de partir pour Damas.

ALEXANDRE BUCCIANTI

## ASIE

CHINE : renouveau du sentiment religieux dans les campagnes

### Mao recule devant Jésus

Le PC chinois commence à se rendre compte de son impopularité. Pour la première fois, un de ses plus hauts dirigeants a tiré la sonnette d'alarme en soulignant que la menace de subversion religieuse avait gagné les campagnes.

PÉKIN

de notre correspondant

En pleine guerre du Golfe, alors que les yeux de la population étaient tournés vers le monde extérieur, le gouvernement chinois, totalement absent sur la scène diplomatique, annonça une décision dont l'urgence n'apparaissait pas évidente : le drapeau national, sur la place Tiananmen, centre géographique de l'empire du Milieu, devait désormais flotter plus haut. Plantée en 1949, sa hampe de vingt-deux mètres - un peu plus basse que la tour de la porte de la Paix - était tout à coup apparue, pour quelque mystérieuse raison, trop courte.

L'explication la plus simple semble la plus plausible. En dépit de ses redondances, le PCC se sent de moins en moins le seul maître à bord du bateau chinois. Et, pour rappeler son existence, il a besoin de rehausser son pavillon.

On savait que, face aux provinces, le pouvoir pékinois faisait de moins en moins le poids. La laborieuse négociation du VIII<sup>e</sup> Plan quinquennal (1991-1995) avait permis aux provinces d'arracher d'importantes concessions économiques. On savait aussi que, dans les villes, les vieilles méthodes idéologiques faisaient de moins en moins recette. La tentative de « réarmement moral » qui a suivi les événements de 1989 a fait long feu. Entre le nationalisme résassé par les médias et la démobilisation générale de la population, le fossé est plus large encore aujourd'hui qu'avant Tiananmen.

Moins de militants plus de croyants

Ce que l'on apprend aujourd'hui de la bouche de M. Wang Zhen, vice-président de la République populaire, est proprement stupéfiant. Dans un discours interne - c'est-à-dire diffusé au sein de la seule nomenklatura - et qu'une fuite organisée a fait parvenir à Hongkong, le vieux dirigeant, bête noire des libéraux, dresse un bilan alarmiste de la crise idéologique dans les campagnes. Selon lui, trois menaces pèsent aujourd'hui sur le pouvoir du parti-dans-la-Chine profonde : le péril du capitalisme, la religion, en particulier celle venue d'Occident, et le réapparition des clans traditionnels.

La seconde de ces menaces apparaît la plus sérieuse. A en croire M. Wang, le catholicisme connaît un spectaculaire regain de popularité, au point de supplanter par endroits l'autorité gouvernementale. Dans un district du Hebei, la province qui entoure Pékin, on a dénombré l'an dernier 813 conversions au catholicisme, tandis que, dans le même temps, le parti ne recrutait que 270 nouveaux membres. Dans un autre, ce sont d'anciens membres du parti qui ont déserté ses rangs pour l'église.

Ailleurs encore, il a fallu que les fonctionnaires en appelent au prêtre catholique pour que celui-ci convainque les paysans

de vendre leurs céréales à l'Etat, mauvais payeur. Dans une région de population tibétaine, les responsables du PCC ne parviennent à s'adresser à la population qu'à la faveur des rassemblements religieux, ajoute M. Wang.

Ces derniers temps, les autorités ont multiplié les mises en garde aux milieux religieux pour qu'ils respectent la règle du jeu fixée à la fin des années 1970 : ils doivent rester au service de l'Etat et du socialisme. Faute de quoi, comme ce fut le cas fin 1990, le régime procède à des arrestations qui peuvent être massives.

On a eu aussi l'impression que, conscient de sa perte de popularité, le PCC s'efforçait d'utiliser à son profit celle des clergés constitués avec son approbation en vue de maintenir un certain contrôle social. Les déclarations du vice-président paraissent confirmer ce que Pékin laissait entendre à mots couverts : par endroits, le plus influent détenteur d'une autorité morale est devenu le représentant du clergé, plutôt que le cadre communiste.

Mentalité clanique

Rien de nouveau, au demeurant, en période de décadence chinoise. La Bible avait déjà servi de référence confuse au mouvement des Taiping, au dix-neuvième siècle, contre le pouvoir déliquescant de la dynastie mandchoue. Mais ce qui est grave pour le régime, c'est que ce phénomène se produit dans cet immense réservoir de bonne volonté que sont les campagnes, à la population d'une endurance inépuisable pour peu que la récolte permette de nourrir correctement cette masse énorme sur le dévouement et la docilité de laquelle comptait le PCC pour continuer à régner.

Les spécialistes hautement qualifiés de China News Analysis, revue publiée par les Jésuites à Hongkong, avaient senti dès la fin de 1990 le potentiel déstabilisateur de la mentalité clanique, ressuscitée dans certaines régions rurales. Ici, les gens qui portent le même nom de famille tendent à se porter assistance. Ailleurs, l'opposition de deux clans, également identifiés par leur nom (le peuple, en chinois, se sur-nomme « les cent noms de famille », tant l'éventail est réduit), tourne à une quasi-guerre civile pour peu que la police n'y mette le holà.

Toutes les superstitions se raccrochent à ces réurgences du passé. A la limite, les clans auraient, par endroits, un potentiel leur permettant de contrôler l'économie « de manière plus efficace que les officiels du gouvernement ».

Les chiffres publiés récemment sur les résultats du VII<sup>e</sup> Plan (le Monde du 14 mars) laissent en tout cas comprendre que le PCC ne pourra plus régner sur les campagnes comme il avait l'habitude de le faire depuis 1949. Dans l'ensemble du pays, le revenu rural provient désormais à plus de 50 % d'occupations autres que l'agriculture. L'asservissement à la terre que celle-ci suppose servait de ciment au pouvoir. Il est en train de s'éroder à grande vitesse. Le PCC fêtera le 1<sup>er</sup> juillet son soixante-dixième anniversaire. Il va à coup sûr peuvole. Mais cela ne signifiera pas que sa crédibilité en soit renforcée.

FRANCIS DERON

PAKISTAN : le premier ministre veut faire adopter la loi islamique. - Le premier ministre pakistanais a annoncé mercredi 10 avril que son gouvernement allait proposer d'amender la Constitution pour faire adopter la loi islamique. M. Nawaz Sharif a toutefois affirmé « ne pas être un fondamentaliste ». - (AFP, Reuters)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

Le Monde

Édité par la SARI, le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 820 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437 ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-55-29-33

Inauguration du Monde à la Bibliothèque de la Ville de Paris

Le Monde

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Hugot, directeur général

Philippe Dupuy, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 40-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 49-60-30-10

Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tarif

FRANCE

400 F

572 F

790 F

6 mois

780 F

1 123 F

1 560 F

1 an

1 400 F

2 066 F

2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne

tarif sur demande.

Pour vous abonner,

renvoyer ce bulletin

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse détaillés

ou par téléphone : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ,

indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

1 an

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Vous avez l'obligation d'indiquer vos

nom, prénom et adresse complète

et de vous adresser à l'administration

du Monde, 1, place Hubert-Beuve-Méry

94852 Ivry-sur-Seine Cedex

ou à l'administration du Monde

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus



ASIE

## EUROPE

### ALLEMAGNE

#### Obsèques nationales du président de la Trenhand, assassiné par la RAF

BERLIN

de notre correspondant

Les funérailles nationales du président de la Trenhand, Detlev Rohwedder, ont été célébrées, mercredi 10 avril à Berlin. Il avait été assassiné le lundi de Pâques à Düsseldorf lors d'un attentat revendiqué par les terroristes de la Fraction armée rouge. Dans un vibrant hommage à l'engagement de M. Rohwedder pour la réunification allemande, le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, a appelé à serrer les rangs pour poursuivre l'œuvre à laquelle le chef de la Trenhand a sacrifié sa vie.

La cérémonie s'est déroulée dans la Schaubühne de Berlin-Est. Autour des deux enfants de M. Rohwedder, avaient pris place tous les plus hauts représentants de la nation et de l'industrie, avec à leur tête le président de la République et le chancelier Kohl. L'Or-

chestre national de Berlin, dirigé par Daniel Barenboim, a interprété le deuxième mouvement de la Neuvième Symphonie de Beethoven.

La Trenhand avait été créée l'année dernière pour restructurer et privatiser le patrimoine industriel et économique de l'ancienne RDA. Nommé en août dernier à sa tête, M. Rohwedder avait accompli en quelques mois un énorme effort d'organisation qui commence à porter ses fruits. Dans son hommage à l'action de M. Rohwedder pour instaurer « pas à pas des conditions de travail égales » entre les deux parties de l'Allemagne, M. von Weizsäcker a souligné les difficultés de se comprendre entre l'Est et l'Ouest. « Il y a des exemples à méditer dans l'histoire des peuples qui montrent que des déséquilibres sociaux ne peuvent pas durer sans provoquer un ébranlement psychologique et des conflits régionaux tenaces », a-t-il averti.

H. de B.

Selon un projet de Constitution

#### L'Albanie ne sera plus « socialiste »

Un projet de Constitution supprimant toute référence au caractère « socialiste » de l'Albanie sera présenté au premier parlement pluri-partite du pays lors de sa première réunion, lundi 15 avril à Tirana. Le pays ne sera plus la République socialiste d'Albanie, mais la République d'Albanie, selon ce texte qui complète celui présenté le 30 décembre dernier

par les autorités communistes et qui garantissait déjà le droit de grève, la liberté religieuse, le droit à la propriété privée et le droit de créer des partis politiques indépendants. Le nouveau projet stipule que l'Albanie est une république démocratique et de droit, alors que le projet précédent insistait sur le caractère « populaire et socialiste » du pays. — (AFP)

### ESPAGNE :

après la guerre du Golfe

#### Le débat sur le service militaire et l'armée de métier est relancé

Faut-il supprimer définitivement la « mili », comme on appelle familièrement en Espagne le service militaire, et instaurer une armée de métier ? Deux grands quotidiens madrilènes ont relancé le débat qui divise profondément la classe politique en y répondant par l'affirmative.

MADRID

de notre correspondant

La question se pose périodiquement depuis la restauration de la démocratie. La guerre du Golfe l'a remise à l'ordre du jour. Les adversaires de la « mili » arguent que ce conflit a amplement démontré que la victoire, désormais, était bien davantage liée au niveau technologique des combattants qu'à leur nombre, et que l'heure était donc à une armée réduite de professionnels plutôt qu'à une pléthore de fantassins.

Tant la coalition Gauche unie (communiste) que le CDS (Centre démocratique et social) de l'ancien président du gouvernement, M. Adolfo Suarez, ont fait de la lutte contre la conscription un cheval de bataille électoral. Si ces deux formations sont minoritaires, elles n'en reflètent pas moins, sur ce point, le sentiment d'une bonne partie de l'opinion publique. La « mili » n'a jamais eu bonne presse au sud des Pyrénées et, durant la guerre du Golfe, les Espagnols s'étaient particulièrement émus de voir envoyer dans le Golfe, sur les trois navires participant à l'embargo contre l'Irak, non seulement des marins professionnels, mais également des conscrits.

#### Héritage de la dictature

Les socialistes, toutefois, ne semblent pas disposés à céder. Le gouvernement s'était refusé à aborder le débat durant la crise du Golfe, en faisant valoir qu'une telle conjoncture ne permettait guère une analyse sereine de la question. Le conflit étant maintenant terminé, M. Felipe Gonzalez a annoncé la prochaine convocation d'une réunion du Congrès des députés consacrée à la question.

Le président du gouvernement a déjà fait savoir quelle serait sa position en assurant qu'une armée de métier serait « réactionnaire », dans la mesure où elle risquerait d'être essentiellement formée de jeunes gens de milieu social modeste cherchant une possibilité d'ascension sociale. Une affirmation vivement critiquée par les adversaires de la « mili », qui affirment qu'elle n'est nullement corroborée par l'expérience des pays qui ont instauré une armée de métier.

#### Polémique politique

Depuis leur arrivée au gouvernement, les socialistes ont entrepris une profonde transformation des forces armées, destinée à réduire leurs effectifs tout en les rendant plus opérationnelles. Mais ils ne semblent pas prêts à franchir le pas de la « professionnalisation » totale. Appuyés sur ce point par l'opposition conservatrice, ils entendent s'en tenir à leur programme électoral, qui promet simplement la réduction de douze à neuf mois du service militaire. Selon eux, toute réduction supplémentaire est impossible, en raison de la baisse constante du taux de natalité en Espagne.

Mais la polémique, qui divise profondément la gauche espagnole, est davantage politique que technique. Durant les quatre décennies du franquisme, les forces armées, aux yeux de bon nombre d'Espagnols, étaient faites plus pour lutter contre l'« ennemi intérieur » que pour protéger la patrie contre une agression extérieure.

Beaucoup de jeunes refusent de participer à une institution qu'ils perçoivent comme un héritage de la dictature : le nombre d'objecteurs de conscience et d'insoumis est ici, proportionnellement, l'un des plus élevés d'Europe. Les socialistes rétorquent que l'armée de métier conduirait précisément à renforcer le danger qu'il s'agit d'éviter — à savoir, une institution militaire trop coupée de la société.

THIERRY MALINIAK

# COMBIEN? COMBIEN?...



système simple n'a été proposé qui permette de classer tout en conservant la complète disponibilité des documents. Aujourd'hui, CANON apporte la solution :

#### LE CANOFILE 250.

Vos documents sont disponibles à tout moment. Pour plus de sécurité vous pouvez même emporter votre disque... et retrouver vos documents même les plus confidentiels en un instant en utilisant n'importe quel CANOFILE 250. Et si besoin est, vous les reproduisez à l'aide d'une imprimante laser. Bien que d'un encombrement très réduit, le CANOFILE 250 permet de stocker jusqu'à 13.000 documents A4 par disque amovible, suivant votre classement habituel.

**Facilités.** L'utilisation du CANOFILE 250 ne change pas votre organisation et ne nécessite aucune connaissance "informatique". De ce fait, il est utilisable par toutes et tous. Combien de temps vous faudra-t-il pour recevoir des informations supplémentaires sur le CANOFILE 250? Remplissez le coupon ci-dessous, et postez-le sans attendre. Nous vous expédierons par retour une documentation complète.

## Canon Canofile 250

Pour recevoir une documentation complète sur le CANOFILE 250:

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

Coupon-réponse à renvoyer à CANON FRANCE - Département MICROGRAPHIE - 93154 LE BLANC MESNIL CEDEX - Tél. 48 65 42 23 - Fax: 48 65 22 88.

## CHARTER SICILE :

VOL PARIS/CATANÉ A/R  
à partir de 1200 F

CIRCUIT "LES CIVILISATIONS", 8 jours,  
7 nuits en hôtel catégorie supérieure :  
4650 F

SEJOUR D'UNE SEMAINE  
A L'HÔTEL-CLUB HELIOS :  
de 3450 F (basse saison)  
à 4560 F (haute saison).

Prix par personne au départ de Paris.  
Base chambre double, pension complète.

VOYAGEURS  
EN ITALIE

Tél.: (1) 42.86.16.32  
12, rue Sainte Anne 75001 Paris

## Nouvelles Frontières

a longé

sous le soleil,  
je cligne des yeux  
autour, tout est blanc et bleu,  
lumineux,  
chaleureux,  
savoureux,  
est-ce de là que vient  
le "calme Olympien" ?

ATHENES 1150 F

VOL ALLER-RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM  
TAPEZ 36 15 NF. TÉLÉPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

سكن في الامم



صلى الله عليه وسلم

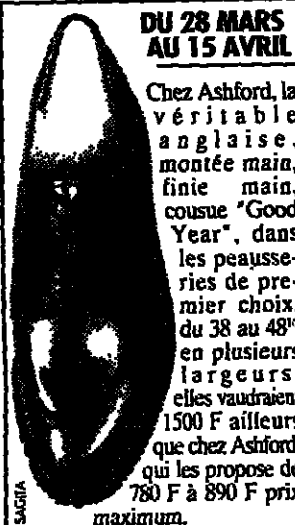


22, rue Tronchet, Paris 8<sup>e</sup>

JACQUES GAUTIER



Broche cristal sur argent et aurore... 2 100 F  
Broche cristal topaze sur argent gravé... 1 900 F  
36, rue Jacob, PARIS (6<sup>e</sup>).  
Tél. : 42-60-84-33.



Chasse modèle ci-dessus en box. 880 F 780 F  
Vente par correspondance, catalogue gratuit sur demande.  
4, rue du Général Lamoignon - Paris 17<sup>e</sup>  
M<sup>e</sup> Dado - Tél. : 48 88 96 66  
24, rue de Valenciennes - Paris 10<sup>e</sup> - M<sup>e</sup> D. de la Roche - Tél. : 42 80 43 72



MA GRAND-MÈRE DISAIT  
Je ne suis pas assez riche pour acheter du bon marché, mais j'ai toujours le meilleur au meilleur prix.  
STEPHANE MEN'S  
Discount de Luxe lui aurait sûrement plu car c'est le PRÊT-À-PORTER MASCULIN DES GRANDS COUTURIERS MAIS... A DES PRIX E-TONNANTS

## INNOVATION MONDIALE CHEZ MEYROWITZ : EYEMETRICS®



Si vous voulez avoir l'impression de ne plus porter de lunettes, venez découvrir Eyemetrics. Des lunettes sur mesure dont la conception assistée par ordinateur correspond à votre morphologie. De 12 à 20 g, selon les verres, très esthétique, d'un confort parfait et pratiquement invisible. Nous sommes à votre disposition au 5 rue de Castiglione, pour une démonstration gratuite.

Meyrowitz  
OPTICIENS  
5, RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS  
TEL. 42.60.63.64

# « ACCESSOIRES »

**L'ACCESSOIRE !** Si souvent négligé et pourtant si indispensable ! Il ne faut pas croire, en effet, qu'un simple costume vous donnera un air de gentleman, ou qu'un simple tailleur de soie vous fera ressembler à une de ces filles que l'on voit dans les magazines ! Non, il faut aussi mettre les points sur les i, c'est-à-dire rehausser tout cela avec un accessoire ou deux. C'est ce qui vous donnera votre style ! Pour certains, ce sera la cravate à pois, pour les autres ce seront les lunettes ou les bijoux. Bref, l'accessoire crée votre look. Choisissez le vôtre, nous vous aidons ici.

## • BEAU COMME UN ITALIEN.

Avant de « s'accessoiriser », il faut faire son choix chez Ermenegildo Zegna ! En effet, plusieurs collections vous sont proposées : « High Performance », d'abord, qui doit son nom à un tissu exclusif permettant des vêtements ultra-légers, très aérés et, surtout, infroissables ! Viennent ensuite les vêtements « Soft », moins traditionnels et plus jeunes ! Enfin, hésitez encore entre la ligne « Sport » et la ligne « Yachting » ! Pour chacune, cela va de soi, on trouve de nombreux accessoires assortis, et c'est normal puisque Zegna est un des plus grands noms de la mode masculine. Savez-vous que les clients fidèles se voient offrir la « Idea-Card » ? Avec elle, vous avez, entre autres, des nettoyages et des réajustements gratuits ! 10, rue de la Paix, 75002 Paris.

## • COUPS DE CŒUR.

Chez La Vogue, à deux pas de l'Opéra Garnier, que vous connaissez tous, messieurs, l'accessoire est déjà en place, du moins pour ce qui concerne les blousons en voile suisse puisqu'ils sont brodés, 775 F. C'est facile de cravater, ici, avec ce grand choix de cravates fleuries aux couleurs vives de Valentino, pochette assortie, 390 F, et encore avec ces cravates aux motifs de grands peintres impressionnistes. Vous aurez encore des coups de cœur pour les ceintures de Pierre Cardin, en cuir tréfilé à 269 F ou en lézard noir, très solide, à 750 F. Des boutons de manchettes du soir, y avez-vous jamais pensé ? En voici, avec des garnitures de strass sur noir ! On aime aussi les chemises, dans un très grand choix, à partir de 249 F, 38, bd des Italiens, 75009 Paris.

## • LE PIED CONFORTABLE.

Les chaussures Ashford sont vraiment extraordinaires ! De style classique et très british, conçues Goodyear et dans les meilleures peausses, bref, rien à dire sur la qualité, tout est parfait ! Mais il y a mieux ! On trouve toujours dans ces boutiques une promotion spéciale ! En ce moment, par exemple, pour tout achat d'un modèle Oxford (style Richelieu) à 825 F ou d'un modèle Harvard (style moccasin) à 795 F, on vous offre, gracieusement, les embaucheurs qui vont avec ! Voici encore deux nouveaux modèles, le moccasin en daim et le derby à bout fleuri, sans oublier les chaussures de bateau aux alentours de 320 F. On attend aussi, pour le mois de mai, une première collection de chemises, de cravates, de chaussettes et de foulards fantastiques. 4, rue du Général-Lanrezac, 75017 Paris et 24, rue de Châteaudun, 75009 Paris.

À 795 F, on vous offre, gracieusement, les embaucheurs qui vont avec ! Voici encore deux nouveaux modèles, le moccasin en daim et le derby à bout fleuri, sans oublier les chaussures de bateau aux alentours de 320 F. On attend aussi, pour le mois de mai, une première collection de chemises, de cravates, de chaussettes et de foulards fantastiques. 4, rue du Général-Lanrezac, 75017 Paris et 24, rue de Châteaudun, 75009 Paris.

## • BIJOUX SIXTIES.

Les années 60 sont décidément de retour : la preuve est faite encore une fois grâce aux bijoux d'art de Jacques Gautier, qui recrée les siens, en émail noir et dans le design géométrique qui l'a rendu célèbre ! Il crée également d'autres bijoux, toujours poétiques et avec la touche du véritable artiste qu'est Jacques Gautier quand il travaille l'émail ! Il faut aussi, absolument, voir ses bracelets d'esclave reliés à des bagues en cristal sur argent et émail noir superbes ! A ses côtés, sa femme Andrée tient salon littéraire en recevant Justine Savignieu, pour son livre *Marguerite Yourcenar*, le jeudi 11 avril, à 20 h 30, R.S.V.P. Tél. : 45-51-61-91. Jacques Gautier, 36, rue Jacob, 75006 Paris.

## • LA CRAVATE A 100 F.

Evidemment, monsieur, vous trouverez tout ce qu'il faut pour vous embellir davantage chez Stéphane Men's, mais, de surcroît, les prix sont très avantageux puisqu'ils sont tous avec un discount très intéressant. A commencer par les cravates en soie à 100 F, en soie italienne ou signées Louis Féraud à 195 F. Bref, quand vous aurez fait le choix de votre costume, il vous sera facile de cravater pour une ceinture en cuir réversible de Ted Lapidus, puisqu'elle ne coûte que 139 F, ou pour des chaussettes griffées de même, en fil d'Ecône, pour seulement 35 F, sans oublier les gilets de soie, impression cachemire, chics et tout, pour 450 F ! Deux adresses parisiennes à 130, bd Saint-Germain, avec sa grille aux miracles, n'en disons pas plus, et 5, Washington, sur les Champs-Élysées.

## • COMME UN GANT.

Grande spécialiste du gant depuis 1925, la maison Helion en propose un choix impressionnant

pour bien vous « accessoiriser ». Dans tous les tons et dans toutes les couleurs, en chevron fin, par exemple, à partir de 300 F. Les gants sont toujours de meilleure qualité chez Helion, qui connaît les plus grands fabricants de chaque peausserie assurant ainsi le top niveau dans chaque sorte ! Voici encore, pour madame, de très beaux gants fantaisie noir et blanc ainsi que tous les gants de mariage, en dentelle blanche, en soie ivoire... Et, spécialiste oblige, Helion gante aussi les tailles extrêmes, du 6 au 9 1/2. Bien sûr, les messieurs ont également un grand choix, de l'antidote à l'apocryphe, d'est très résistant à 695 F, au pécaré qui revient en force et qui fait très BCBG, 685 F, 22, rue Tronchet, 75008 Paris.

## • LE LOOK PARFAIT.

Meyrowitz qui est à l'optique ce que la Rolls Royce est à l'automobile propose toujours à ses clients les verres et les lunettes les plus sophistiqués qui soient. Il pousse encore plus loin la perfection avec son nouveau système informatique, Eyemetrics. Ce système permet de concevoir pour chaque visage, une paire de lunettes unique, adaptée parfaitement, et avec harmonie, à votre morphologie. Vous aurez ainsi des lunettes idéales, souples, légères, anallergiques et presque invisibles ! Et, ce, à l'aide de deux secondes, d'un générateur d'images de synthèse et de deux décans, Eyemetrics dresse une cartographie complète en trois dimensions de votre visage et crée, en quelques secondes, sur écran, six photos du patient avec six paires de lunettes différentes et uniques, il n'a plus qu'à choisir ! Meyrowitz, 5, rue de Castiglione, 75001 Paris.

## • AVEC L'ACCENT BRITANNIQUE !

L'esprit « accessoire » existe dès le départ d'une idée, dans la création d'un vêtement signé Daks, dont le slogan est : « Un seul regard suffit pour reconnaître la signature Daks » ! Voici des tissus exclusifs de très haute qualité pour une mode classique et britannique aux finitions remarquables. C'est ici, monsieur, que vous pouvez trouver un blazer écossais discrètement bien et vert et à boutons dorés, 3 250 F. Les gilets sont également magnifiques avec de petites impressions cachemire, 1 450 F. Si vous désirez des blousons brodés de fil d'or pour votre veste, vous en trouverez ici, ainsi que des écus à boutons pour vos blazers ! Madame aimera, bien sûr, ses fameux tailleurs, mais aussi sa ligne de maroquinerie en cuir naturel avec le blason Daks imprimé en relief. L'Angleterre à plaisir au 269, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

## • LES BEAUX BUREAUX.

Un choix très pointu d'objets et d'accessoires de bureau dans le très élégant magasin Elysées Styles Marbeuf. Si vous êtes à la recherche d'un très beau stylo, vous n'avez, ici, que l'embarras du choix entre les magnifiques Mont-Blanc, les Parker, les Schaeffer... Autres idées de cadeaux superbes que vous y trouverez : des agendas pratiques et non moins élégants, tels Filofax, Mulberry, Agenda Moderne, sans oublier tous les accessoires de bureau les plus raffinés. 40, rue Marbeuf, 75008 Paris (ouvert tous les jours, sauf le dimanche).

## • ADRESSE POUR LE GOLF.

Véritable caverne d'Ali Baba, cette boutique est très spécialisée en golf. Plus de 60 marques et 4 500 références sont en disponibilité permanente. Cette boutique est aussi spécialisée pour l'équipement des enfants (à partir de 6 ans) et des joueurs gauchers. 42 000 clients ont fréquenté American Golf depuis sa création. C'est la « bonne adresse » que les golfeurs se communiquent entre eux. Les marques et produits sélectionnés subissent en préalable l'épreuve des tests. Un atelier perfectionné répare toutes les marques de clubs. La notion de garantie et de service après-vente est prise très au sérieux. Quant aux prix... leur réputation « des plus bas » est confirmée chaque jour. 14, rue du Regard, 75006 Paris. Tél. : 45-49-12-52. (ouvert sans interruption de 10 h à 19 h, du lundi au samedi.)

## • LES SACS VELOUTES.

Pour un large éventail de clientèle, la collection de La Bagagerie est plus qu'exhaustive, afin de plaire aussi bien à M<sup>me</sup> Mitterrand, à Catherine Deneuve ou Claudia Cardinale qu'à vous ! Présenté sur des étagères bien en vue, c'est vraiment un plaisir de choisir son sac dans ces boutiques qui vous proposent, par exemple, le célèbre « Hussard » en porc velours, kaki, café-vert foncé, brigue, regard... muni de plusieurs poches. Il fera le bonheur de celle ou celui qui transporte documents précieux et autres projets divers. 999 F. Voici encore toute une collection de sacs en chevre fine pour le matin, le jour, le soir, la nuit... 41, rue du Four ; 11, faubourg Saint-Honoré ; 12, rue Tronchet, à Paris, entre autres.

## Ça vient de sortir

### Heureuse en Chanel !

Les fidèles du parfum Coco et de la dame en tweed, Chanel, vont être ravies avec ses deux nouveaux produits : la Douceur soignée pour le corps, donnant une peau soignée et parfumée tout comme la Poudre compacte, avec bouquets et tout ! Ces produits de soins, voici une gamme de déodorants, dans des produits pour quatre catégories : purifiants, frais, équilibrants ou doux : à chaque année, une lotion et une crème fluide !

### Le grand Sud !

Une nouvelle boutique pleine de chaleur et de soleil vient de s'ouvrir dans le Marais, à Paris : La Sud du Sud. Elle se consacre à la décoration venue des pays chauds. Voici des coussins du Portugal, en compagnie de mobilier du Mexique, des figurines brésiliennes et des cache-pot marocains, sans oublier divers tissus, plaids, poushous, patchwork du Guatemala... A vos lunettes de soleil. 23, rue des Blancs-Manteaux.

### La haute moquette

Vorwerk Textil est un fabricant de moquettes haut de gamme qui vient d'avoir la bonne idée de sortir une collection « Classic ». À savoir des moquettes d'après des dessins et des croquis d'artistes d'aujourd'hui et de demain ! C'est-à-dire en plein dans le futurisme. Art nouveau en français, nous jours d'une modernité étonnante et dont le graphisme pourra aussi faire le bonheur des amateurs d'art déco ! Sept artistes sélectionnés, dont les œuvres ont été rigoureusement respectées à la reproduction. Trois motifs au choix. Comptez 325 F le mètre carré. Tél. : (1) 89-58-48-56.

### Miam, miam

Quand vous êtes en panne d'idées pour un dîner, allez dans une des boutiques Durs de Gascogne, où l'on vous propose des menus à réaliser chez vous et qui ne demandent que quelques minutes de travail pour des repas gastronomiques ; après bouillottes de poulet aux trois magrets et autres salades gascognes... 112, bd Haussmann à Paris, et dans toute la France.

### L'opéra et la mer !

Ce sont les mélomanes qui ont le goût des contrastes qui ont été attirés par la dernière création « Opéra sur mer », organisée à bord de l'Eugénie-Coste du 11 au 21 juin. Vous stives sur le bateau dont le décor est de rideaux rouges et de bel canto. Le soir venu, vous assisterez à divers spectacles ayant pour thèmes : La nuit des thénars, Un soir à La Scala, Promenade à Vienne... Tout en faisant escale à Gènes, Porto, Cadix, Lisbonne, Malaga, Naples et Palma. A partir de 11 200 F. Renseignements dans les agences Frantour. Tél. : (1) 45-61-11-77.

### L'artiste de table

Chez Rosenthal, spécialiste dans l'art de la table, voici la ligne « Scénario », dessinée par Barbara Branner, et qui comporte une table multifonctionnelle et extensible, contenant une vaisselle faisant grill ou chauffé-plat ou encore barbecue au bois. Elle peut être aussi utilisée comme table, tout simplement, et avec toute une ligne de vaisselle assortie, de l'assiette au service à 28 800 F la table, chez Collection, dans la galerie du Louvre des Antiquaires à Paris.

### Tout doux !

La collection d'éponge de Carborand par Devoaux est exceptionnellement comme vous la connaissez romantique à souhait. Voici le tissu Liberty et ses fleurs tendres sur des éponges complètement pastel. Une invitation au réveil en douceur pour 825 F le mètre carré. 259 F le drap de bain, etc. Il existe également d'autres robes, plus vifs, en carborand rétro, noir et blanc ! Chez les marchands d'éponges chics !

### L'air du temps

Le célèbre parfum L'Air du temps de Nina Ricci est toujours et encore le parfum le plus vendu en France. Pour le fêter, on lui a offert un nouveau vaporisateur que vous pouvez vous offrir à votre tour. Un bel objet galbe, avec ses deux fameuses colonnes claires, dans le verre. Il se fera le complice d'un plaisir quotidien. 340 F le 7,5 ml. GUNNAR P.

## FÊTE DES MÈRES

Notre prochain rendez-vous avec la mode

Parution le 16 date 17 mai 1991

## Printemps... voilé

En voile suisse ou 100 % coton, les chemises, chemisettes ou blousons légers. Coton aussi pour les polos et pantalons qui jouent le coupleur, grandes griffes choisies à.

## LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra) et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

## DAKS

269, rue Saint-Honoré Paris 1<sup>er</sup> - Tél. : 42 60 22 19

Galerie du Sporting d'Hiver Monaco - Tél. : 93 50 46 20

ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS.



10, RUE DE LA PAIX - 75002 PARIS - TEL. : 42.61.67.67.



## EUROPE

URSS : alors que la situation reste trouble en Géorgie

# Le président soviétique serait favorable à une « table ronde » réunissant différents courants politiques

Alors que les grèves des mineurs, rejointes par un puissant mouvement qui se développe à Minsk, capitale de la Biélorussie, se poursuivent, jeudi 11 avril, avec des revendications devenus avant tout politiques, un assistant de M. Gorbatchev a annoncé que le président soviétique était « favorable à l'idée d'une table ronde réunissant différents courants politiques » du pays.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

La perche ainsi tendue aux « démocrates » et aux grévistes reste cependant assez mince, et rien n'indique encore que M. Eltsine soit prêt à la saisir. M. Gueorgui Chakhnazarov, l'un des principaux conseillers du président soviétique, a précisé, au cours

d'une conférence de presse, que M. Gorbatchev était prêt à engager des pourparlers sur ce thème, « avec tous ceux qui sont disposés à s'unir autour d'un programme anti-crise ». Le programme du président soviétique, exposé mardi devant le Conseil de la fédération réunissant les dirigeants des Républiques, « n'est réalisable que si une entente civile s'instaure dans le pays », a-t-il indiqué.

M. Boris Eltsine, qui prend, selon son entourage, « quelques jours de repos » et s'était fait représenter par son adjoint, M. Rousslan Khasboudaïev, au Conseil de la fédération de mardi, avait lui-même proposé l'idée d'une « table ronde » dans le récent Congrès des députés de Russie. Mais dans son esprit, bien sûr, il s'agissait non pas d'apporter un soutien au programme Gorbatchev, déjà élaboré par le gouvernement actuel de l'URSS, mais d'obtenir la possibilité d'appliquer son propre programme en Rus-

sie et d'aboutir pour cela à la formation d'un gouvernement de coalition au niveau fédéral.

Ces idées de coalition et de « table ronde » proposées par M. Eltsine ont été reprises par les grévistes de mercredi, pas loin d'une centaine de milliers d'entre eux se sont rassemblés sur la place centrale de la capitale biélorusse, lançant la grève qui avait éclaté le 4 avril à la suite des hausses de prix. Les « sages » Biélorusses n'avaient jamais encore connu un tel mouvement, qui s'est traduit, mercredi, par une grève de la plupart des entreprises de la capitale et de quelques-unes en province.

Lors d'une conférence de presse, mercredi soir, le comité de grève a annoncé que le mouvement se poursuivrait « jusqu'à l'ouverture de pourparlers » et a mis en avant des revendications politiques devenues plus ciblées que l'exigence initiale d'une démission de M. Gorbatchev. Les

dirigeants communistes de Biélorussie ont refusé de négocier avec le comité de grève, estimant avoir déjà fait toutes les concessions économiques possibles à leur niveau.

La situation restait trouble en Géorgie aussi. Non pas tellement en raison de la proclamation de l'indépendance le jour anniversaire du « massacre » de Tbilissi le 9 avril 1989, mais à la suite d'une opération des soldats soviétiques dans la région ensanglantée d'Ossétie du Sud. Les forces de l'intérieur y ont arrêté et désarmé, mercredi, vingt et un policiers géorgiens avant de les relâcher. Le président Zviad Gamsakhourdia a alors de nouveau menacé de lancer en rétorsion, une grève politique générale en Géorgie, tout en assurant le président Gorbatchev, dans un télégramme, que sa République « indépendante » n'entendait pas « couper les ponts » avec l'Union soviétique.

SOPHIE SHIHAB

## M. Gorbatchev et la tentation centriste

Suite de la première page

Mais c'est ainsi. D'ailleurs les deux protagonistes, quand ils ne se laissent pas aller à des propos de tribune, plaident eux-mêmes pour l'apaisement. Après avoir déclaré la guerre à M. Gorbatchev et avoir demandé haut et fort sa démission — c'était il est vrai pendant la campagne pour le référendum — M. Boris Eltsine a proposé une « table ronde » de toutes les forces politiques et la constitution d'un gouvernement de coalition. A son tour, un assistant du président soviétique, M. Gueorgui Chakhnazarov, vient d'affirmer que M. Gorbatchev était « favorable à l'idée d'une table ronde avec tous ceux qui sont disposés à s'unir autour d'un programme anti-crise ».

Dans la situation de blocage où se trouve aujourd'hui l'URSS, l'hypothèse d'une entente entre les représentants de toutes origines est la plus rassurante. Car les autres solutions sont toutes aussi inquiétantes les unes que les autres. Elles vont de l'aggravation du chaos actuel à l'instauration de l'état d'urgence et d'un pouvoir autoritaire, même si tout le monde est d'accord pour exclure un retour au régime communiste stalinien-brejnevien.

Mais cette idée de compromis n'est pas, pour plusieurs raisons, la plus vraisemblable. Au cours des derniers mois, la situation s'est sérieusement tendue et le fossé s'est élargi entre les deux camps. La grève des mineurs qui paralyse depuis le début de mars un quart des puits soviétiques a pris immédiatement une tournure politique, avec l'appui des mouvements démocratiques. Les revendications ne concernent pas seulement une hausse des salaires ou une amélioration des conditions de travail.

Elles touchent le pouvoir lui-même, avec la demande de démission de M. Gorbatchev et du gouvernement, ainsi que la dissolution du congrès désigné selon des procédures peu démocratiques. Les enchères sont montées si haut que les grévistes viennent de refuser de redescendre au fond après avoir obtenu un doublement de leurs rémunérations, et les ouvriers qui débrayent à tour de rôle dans les autres secteurs industriels ont fait leurs revendications politiques des mineurs.

### Un brusque revirement

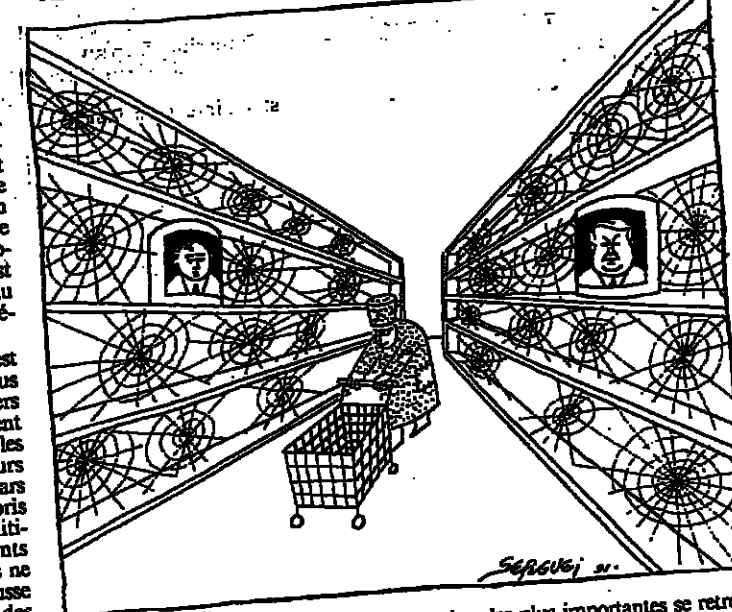
La deuxième raison tient au fait qu'une tentative de coopération a déjà échoué une fois, à la fin de l'été dernier. Au sortir d'une longue période d'hésitations, M. Gorbatchev avait fini par retenir le projet dit « programme de cinq cents jours » préparé par ses conseillers et ceux de M. Eltsine, pour réformer fondamentalement le système économique soviétique. Ce programme était-il d'être parfait et sans doute était-il même un peu naïf de croire que l'URSS pouvait passer en cinq cents jours d'un régime d'économie administrative à l'économie de marché.

Mais c'était un symbole, celui de la coopération possible entre les communistes réformateurs et les démocrates modérés. Or, du jour au lendemain, M. Gorbatchev changea d'avis et rejeta brusquement ce qu'il avait accepté la veille. Les causes de ce revirement ne sont pas encore très claires. On parle d'une dramatique séance nocturne du bureau politique, au cours de laquelle les conservateurs, et notamment M. Ivan Polozkov, et notamment M. Ivan Polozkov, se seraient violemment opposés au « programme de cinq cents jours ». Ils en auraient mis en évidence les dan-

gers pour le pouvoir communiste et auraient prêté au PC soviétique le même sort qu'aux partis communistes d'Europe de l'Est.

Pour d'autres, le revirement de M. Gorbatchev s'explique par la méfiance viscérale à l'égard des démocrates qu'il voit diviser, impuissants et bavards. Cet attachement grandissant de la société, malgré sa clairvoyance face aux tares du système, préfère s'appuyer sur des structures solides, confirmées. « Les démocrates espèrent une alliance, le président l'obéissance », écrivent les *Nouvelles de Moscou*.

Au moment où il a vu se dérober



sous ses pieds l'appareil du Parti communiste, M. Gorbatchev a pris peur et a fait marche arrière, pour revenir à des « valeurs sûres », comme la bureaucratie, l'armée, le KGB, etc. La réforme du système économique a été enterrée, remplacée par les palliatifs de M. Valentin Pavlov, premier ministre venu du complexe militaro-industriel, qui a tendance à confondre économie libre et complet des banques occidentales.

La troisième difficulté inhérente à la constitution d'un « bloc centriste » vient de M. Anatoly Loukianov, président du Soviet suprême, a été le premier à parler, tient à la polarisation de plus en plus poussée des forces politiques. « M. Gorbatchev cherche à réunir les communistes et les autres », dit un écrivain qui avait pratiqué le glasnost avant la lettre. Analyse que confirme le très orthodoxe Ivan Polozkov quand il déclare au Sénat du dernier comité central : « Si récemment encore, on opposait le PC soviétique et le PC opposé, Gorbatchev et Polozkov, les russes, Gorbatchev et Polozkov, les « bons » et les « mauvais » communistes, les réformateurs et les conservateurs, on voit maintenant clairement que ce sont des jeux du passé. »

### Diviser pour régner

Pendant toute la session extraordinaire du congrès de Russie, la tactique du pouvoir central a été de chercher à diviser les opposants, aux « modérés » et les extrémistes, aux « bons » et les « mauvais », avec lesquels on peut parler, pas avec les premiers. Cette politique a lamentablement échoué. C'est au contraire le camp communiste qui s'est scindé, assurant la victoire de M. Eltsine qui a obtenu les pleins pouvoirs et l'élec-

tion du président russe au suffrage universel.

Si, le 12 juin prochain, comme tout le monde le pense, le chef de la Russie reçoit l'honneur du suffrage universel, il pourra opposer sa légitimité populaire à celle beaucoup moins démocratique de M. Gorbatchev. Est-ce à dire qu'il souhaite prendre sa place ? Certainement pas. Pour des raisons tactiques et stratégiques. Au-delà d'une animosité personnelle difficilement surmontable, les deux hommes ont besoin l'un de l'autre. Sans M. Eltsine qui concentre sur lui les attaques, M. Gorbatchev serait en première ligne face au clan conservateur qui ne se prive pas, lui aussi, de réclamer sa démission ; et inversement, le président soviétique constituerait certainement le dernier rempart contre une prise de pouvoir formelle ou implicite des « durs ».

D'autre part, M. Eltsine sait que quelle que soit la réaction finale du nouveau traité de l'Union, les pré-

Or, s'il est vrai que la situation est « alarmante », comme il vient de le reconnaître, le président soviétique a besoin de la coopération de toutes les forces sociales pour imposer les réformes impopulaires qui seules pourraient sortir le pays de la crise économique et permettre une scission en faveur des républicains, ayant proclamé la « table ronde » et du gouvernement d'union nationale proposée par M. Eltsine. Au contraire, M. Gorbatchev continue de gouverner par oukases, d'édicter des interdictions — des grèves, des manifestations, etc. — qu'il ne peut appliquer. La droite conservatrice joue de cette incapacité à reconnaître des décisions plus dures et une véritable reprise en mains. Jusqu'à maintenant le président soviétique, toujours soucieux de soigner son image en Occident, ne s'y est pas résigné. Mais son avis ne sera peut-être pas toujours sollicité.

Ceux qui pensent qu'une prise de pouvoir par les généraux est exclue, avancent un argument de poids : les militaires ne seraient pas en mesure de relancer la production ni de remplir les magasins. Peut-être. S'ils se méfient des réformes démocratiques, ils ont à l'origine soutenu les changements quand ils visaient à accroître l'efficacité du système ; mais ils ne devraient pas pouvoir tolérer longtemps que l'armée soit mise en cause parce que l'Etat va se trouver de plus en plus à la merci du « modèle sud-coréen », ce mélange d'autoritarisme politique et de libéralisme économique qui permet le décollage de la Corée du Sud, mais ce « modèle » apparaît tout aussi irréaliste que le mythe de la social-démocratie à la scandinave qui faisait fuir au début de la perestroïka.

« Les gens en ont marre de la bataille de trépas entre MM. Eltsine et Gorbatchev », ont les intérêts immédiats de la lutte politique plus que les intérêts du pays dicent les conduites », explique la sociologue Tatiana Zaslavskaja qui constate déjà, alors que le parlementarisme n'en est qu'à ses balbutiements, « une rupture dangereuse entre la politique et les espérances de la société ». Cette rupture peut conduire demain à des explosions de violence à côté desquelles les affrontements du Caucase ou les incidents balles feront figure d'escarmouches.

DANIEL VERNET

### Les dessous de l'unification allemande selon M. Chevardnadze

Les conservateurs communistes soviétiques ont tenté de faire pression pour que la force soit utilisée afin d'empêcher l'unification allemande, affirme l'ancien ministre des affaires étrangères d'URSS, M. Edouard Chevardnadze, dans un entretien publié, mercredi 10 avril, par la *Literaturnaja Gazeta*.

« Certains de nos opposants suggèrent de déployer des divisions, ou même de mettre les chars en marche pour arrêter les Allemands, ce qui aurait placé le pays au bord de la guerre, je dirais même de la troisième guerre mondiale », déclare M. Chevardnadze. « Toute résistance par la force, avec la participation de troupes, aurait été extrêmement risquée en Europe centrale où étaient concentrées tant d'armes et de forces militaires. » Dans un entretien à *Ogoniok*, M. Ninouli Chevardnadze, l'épouse de l'ancien ministre, révèle par ailleurs qu'il avait voulu révéler par ailleurs qu'il avait voulu démissionner après le massacre de Tbilissi, en avril 1989, mais qu'elle l'en avait dissuadé. — (UPI, Reuter.)



«BOUILLON DE CULTURE»  
LE 13 AVRIL

DOMINIQUE NORA

## L'ÉTREINTE DU SAMOURAÏ

PRIX COSTA DE BEAUREGARD 1991

Calmann-Lévy

«Ce n'est pas un pamphlet de plus. Le livre de Dominique Nora raconte la mainmise nipponne concrètement, à l'aide d'exemples précis.»

Jean-Marie Gisselard, *Libération*

«Faire vibrer l'économie comme un roman, le procédé n'est pas nouveau. Encore faut-il maîtriser cette forme d'expression. Dominique Nora y réussit.»

Pierre Drouin, *Le Monde*

«Dominique Nora décortique le problème nippon avec maestria dans un livre brillant, bourré d'informations.»

Annette Colin-Simard, *Le Journal du Dimanche*

«Il faut lire ce livre plein d'histoires abominables et vraies.»

Edith Cresson, *L'Express*

«Pour moi, le grand mérite de ce livre, c'est son effet mobilisateur.»

Jean-René Fourtoun, *Le Nouvel Observateur*

«Jamais cette vaste entreprise de conquête programmée n'avait été décrite aussi complètement, ni de façon aussi précise et aussi vivante.»

Airy Routier, *L'Expansion*

«Brillant et inquiétant récit du défi japonais.»

Philippe Genet, *Le Point*

«Le livre de Dominique Nora se lit comme un roman.»

Michel Chaumont, *La Tribune de l'Expansion*

«L'enquête implacable d'une journaliste mûrie d'ethnologue.»

Pierre de Gasquet, *Le Nouvel Economiste*

«Véritable petit génie de l'information, Dominique Nora tient tête aux économistes patentés.»

Dominique Lionnet, *Biba*

«Un livre truffé d'anecdotes étonnantes [...] De la belle ouvrage.»

Madame Figaro

«Un véritable thriller. Chapeau !»

VSD

Un vol. 358 p. 120 F

Calmann-Lévy

سكنا من الاصل



صلى الله عليه وسلم

## DIPLOMATIE

La visite du président Walesa à Paris

### Affaires, ors et amours

Au cours de la deuxième journée de sa visite officielle en France, M. Lech Walesa a notamment été reçu à l'Hôtel de Ville de Paris par M. Jacques Chirac. Il a déjeuné au quai d'Orsay avec le premier ministre, M. Michel Rocard, et rencontré plusieurs chefs d'entreprise français au siège du CNPF. Le président polonais devait regagner Varsovie, jeudi 11 avril, en fin d'après-midi.

L'intérêt des industriels français pour la Pologne est à la hauteur de leur enthousiasme pour le président Walesa, nul doute que les échanges entre les deux pays vont décoller.

Le président polonais tenait à sa rencontre avec les chefs d'entreprises français, organisée mercredi 10 avril dans les locaux du CNPF. Devant un public dense, le but principal de la visite du président polonais en France - stimuler les investissements - est devenu le véritable leitmotiv du discours présidentiel. « Venez faire des affaires chez nous », a-t-il répété à plusieurs reprises, entrecoupant ses propos de blagues accueillies par les rires de l'auditoire.

Les industriels français ont tout de même retrouvé leur sérieux pour poser des questions, souvent très pointues, au premier ministre M. Jan Krzysztof Bielecki et à celui de la coopération économique avec l'étranger, M. Dariusz Ledwowski. Ils leur

ont exposé les problèmes auxquels ils sont confrontés en Pologne, vides juridiques, heurts avec les conseils ouvriers des entreprises... Mais tous ont fait sentir que le marché polonais ne peut en aucun cas être négligé à l'heure actuelle. Comme l'a résumé M. Périgot, président du CNPF, « la continuité dans les méthodes et les objectifs poursuivis a permis à la Pologne d'obtenir des résultats économiques remarquables en 1990. Cela a suscité un climat de confiance à l'égard d'un soutien important des autorités financières internationales ».

Le moment paraît donc propice pour que les Français, rétrogradés en quelques années du rang de deuxième à celui de septième partenaire occidental de la Pologne, renforcent leurs efforts sur ce marché. L'an dernier, tandis que les importations de la France en provenance de Pologne progressaient de 32 %, les ventes de l'Hexagone, elles, chutaient de 10 %, sous l'effet il est vrai de la contraction générale de l'activité enregistrée à Varsovie.

#### L'avortement

M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, a en tous cas fait les frais de la sympathie des industriels pour M. Walesa. Son appel au respect par les autorités de Varsovie des « droits fondamentaux des femmes polonaises à la contraception et à l'avortement » a provoqué des

remous de désapprobation dans l'auditoire. Les hommes d'affaires ont réservé un bien meilleur accueil, en riant aux éclats, à la réponse de M. Walesa, sous forme d'une plaisanterie traduite avec hésitation par une interprète rougissante, à propos de l'amour des Français pour les femmes polonaises.

D'amour, il fut à nouveau question, un peu plus tard au cours d'une conférence de presse à l'Elysée, toujours au milieu des rires entendus, mais cette fois des journalistes, des diplomates et des hauts-fonctionnaires - visiblement, Paris inspire le président Walesa sur ce thème. A une journaliste qui lui demandait à quoi avait rêvé l'ancien ouvrier de Gdansk, mardi soir en se couchant à l'hôtel de Marigny après une soirée sous les ors de l'Elysée, il répondit d'abord qu'il s'était dit que « l'impossible était devenu réalité ». Ne voulant pas être de reste, M. Mitterrand relativisa les splendeurs de ces ors en affirmant que lui-même « à Jarnac, Charentes », n'y avait guère plus été habitué que M. Walesa à Gdansk ; il ajouta qu'il espérait surtout qu'en se couchant, très tard mardi soir, le président polonais s'était souvenu d'un sommeil profond, vu le programme chargé qui l'attendait le lendemain. Là, M. Lech Walesa ne résista pas et reprit la parole pour souligner qu'il avait une femme « encore jeune » : « Je l'ai amenée à Paris avec moi, et ça lui a rappelé les

bons temps de l'amour », s'exclama-t-il. Il ne resta plus à M. Mitterrand qu'à relever, mi-figue mi-raisin : « J'avais oublié cet aspect là, qui n'est pas négligeable ».

C'était du Walesa des grands jours, le Walesa qui « passe » nettement moins bien en Occident depuis que l'ouvrier est devenu président. Il en est conscient : « Je ne suis pas un président classique, disait-il mercredi, d'ailleurs je n'en ai pas l'air ». C'est ce que M. Mitterrand appelle pudiquement « avoir une forte personnalité ». M. Walesa ne cherche pas à parler en profondeur de ce qu'il ne connaît pas : il veut bien parler de la philosophie du traité qu'il a signé à Paris (Le Monde du 11 avril), mais quant aux détails, dit-il, « je n'en discuterai pas car ce sont des hommes intelligents qui les ont préparés ».

Posée avec beaucoup de tact par le correspondant de la radio israélienne, la dernière question, sur l'antisémitisme, devait cependant le toucher directement : « Plus j'essaie de prouver que je ne suis pas antisémite, répondit-il, plus on me soupçonne de l'être. C'est affreux, mais je suis à bout de forces sur ce point ». Jeudi matin, M. Walesa devait justement recevoir quatre représentants du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France).

F. L. et S. K.

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

### M. Mandela a du mal à calmer l'impatience des jeunes de l'ANC

Quatre jours après avoir rendu public le contenu d'une « lettre ouverte » adressée au président De Klerk dans laquelle le Congrès national africain (ANC) posait sept conditions pour continuer ses discussions avec le gouvernement sur la conférence multipartite et la future Constitution, M. Nelson Mandela a accusé les médias d'avoir démesurément gonflé les demandes de l'ANC. Au cours d'une rencontre, au Cap, avec des diplomates, le vice-président de l'ANC a déploré que les journalistes aient vu « un ultimatum là où il n'y avait qu'un cri du peuple pour la paix ».

JOHANNESBURG

de notre correspondant

M. Mandela a précisé que l'ANC avait mis « cartes sur table » et que c'était maintenant « au gouvernement de répondre ». Dans un souci d'apaisement, il a suggéré que si le gouvernement trouvait la date-bu-

toir du 9 mai « trop rapprochée, l'ANC pourrait y remédier ». Le ton ferme de la « lettre ouverte », détaillée et circonstanciée, a fait ainsi place, depuis le début de la semaine, à d'apparentes meilleures dispositions.

La majorité des militants de l'ANC demeure convaincue que le gouvernement traîne les pieds pour combattre la violence dans les townships. C'est dans « ce contexte » qu'il faut comprendre les conditions posées par l'ANC, a expliqué M. Mandela avant de préciser que les réponses du gouvernement seront appréciées dans leur « esprit » plutôt que jugées « au pied de la lettre ».

M. Mandela a révélé qu'il avait décliné une rencontre à trois, avec le chef de l'Etat et M. Mangosuthu Buthelezi, le président du parti Inkatha à dominante zouloue. Mais, il a confirmé qu'il était prêt à s'entretenir avec M. De Klerk avant l'expiration de l'ultimatum. Il a nié que l'envoi de la « lettre ouverte » soit le résultat d'une concession des modérés aux radicaux de l'ANC.

Cependant, la proximité du congrès de l'ANC, prévu en juin, permet de penser que les grandes manœuvres sont engagées. La direction politique de l'organisation nationaliste avait eu du mal à contenir la fougue et les revendications des jeunes militants lors de la Conférence nationale consultative, réunie en décembre. Elle ne veut pas être prise de court, cette fois, et entend conserver l'initiative.

Le comité national exécutif (NEC), la plus haute instance de l'ANC, a reçu, mercredi 10 avril, une délégation de la Ligue de la jeunesse pour lui expliquer dans quel état d'esprit la « lettre ouverte » avait été rédigée et préparer le prochain congrès. Les deux parties ont examiné les « efforts nécessaires à consentir des deux côtés pour dépasser les faiblesses structurelles et politiques ».

Contrairement aux déclarations éloquentes des état-majors, l'unanimité ne règne pas. Et « anciens » M<sup>me</sup> Mandela, Walter Sisulu et Oliver Tambo, pour ne citer qu'eux, se souviennent que la Ligue de la jeunesse qu'il créèrent en 1944, leur a servi de tremplin pour arriver à la direction politique du mouvement. Un communiqué commun diffusé après la rencontre réaffirme, cependant, « la nécessité de créer « un front patriotique afin de guider le peuple dans son combat pour la liberté ».

FREDERIC FRITSCHER

#### TOGO : pour calmer les violences

### Le président Eyadéma se résigne au multipartisme

Le gouvernement a adopté, mercredi 10 avril, plusieurs projets de loi sur une amnistie générale pour les auteurs d'infractions « à caractère ou d'inspiration politique » et la création des partis politiques, comme en avait convenu le président Gnassingbé Eyadéma avec l'opposition modérée, rassemblée au sein du Front des associations pour le renouveau (FAR), il y a dix jours. Transmis à l'Assemblée, ces textes devraient entrer en vigueur vendredi au plus tard.

Des manifestations d'hostilité au régime ont continué, mercredi à Lomé, mais elles ont pris un ton nettement moins violent que la veille. Des jeunes ont attaqué, à coups de pierres, les militaires qui ont riposté par des jets de grenades lacrymogènes. Les incidents plus graves se sont produits à Aného, à 50 km à l'est de la capitale, où la gendarmerie a été incendiée. A Kpalimé, la préfecture a été aussi incendiée. Face à cette situation, le comité central du Rassemblement du peuple togolais, le parti unique au pouvoir, a demandé au président de « prendre les mesures appropriées en vue de ramener très rapidement le calme et la paix dans le pays ». - (AFP)

#### SOMALIE

### Blessé avant de naître...

Un bébé vient de venir au monde avec une balle dans la cuisse, dans un hôpital de Mogadiscio, a révélé, mercredi 10 avril, une organisation humanitaire suisse. La mère avait été blessée lors des combats qui ont fait rage, en mars, entre factions politiques rivales.

La sage-femme ayant procédé à l'accouchement a constaté que le nouveau-né était blessé à la cuisse ; les médecins ont alors trouvé la balle qu'ils avaient cherchée en vain dans le corps de la mère lors de son hospitalisation. Le projectile avait fini sa course dans l'utérus de la femme pour finalement se loger dans la cuisse du bébé. Les « Amis suisses des villages d'enfants SOS » ont indiqué que la mère et l'enfant se portaient bien. - (APF)

o CAMEROUN : un mort lors d'une manifestation à Bafoussam. - Une personne a été tuée par balle, mercredi 10 avril, à Bafoussam, dans l'ouest du Cameroun, lorsque des manifestants ont tenté de libérer les détenus de droit commun de la prison, a annoncé la radio nationale. Par ailleurs, pour la deuxième journée consécutive, les chauffeurs de taxi de Douala ont fait grève mercredi, et ont bloqué les dépôts de bus de la Société des transports urbains. - (AFP)

o DJIBOUTI : arrestation d'un opposant. - Un opposant au régime du président Idriss Gouled, M. Mohamed Moussa Kahin, a été arrêté, mardi 9 avril, à Djibouti. Cet ancien conseiller du chef de l'Etat aurait tenté d'ouvrir un bureau de représentation de la formation clandestine qu'il dirige, le Mouvement pour l'unité et la démocratie (MUD), en dépit d'une interdiction du ministère de l'Intérieur. Le parti unique au pouvoir a rejeté, début mars, le multipartisme. - (AFP)

## Le secrétaire général de l'ONU soumet son rapport sur le Sahara occidental au Conseil de sécurité

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Avec plus de neuf mois de retard sur le calendrier initial, le Conseil de sécurité devrait approuver, d'ici à la fin de la semaine, le rapport définitif du secrétaire général visant à mettre un terme au contentieux qui, depuis 1976, oppose le Maroc à l'Algérie à propos du Sahara occidental. Ce rapport devrait être organisé, sous l'égide de l'ONU et à une date non encore fixée, un référendum d'autodétermination, permettant aux quelque 70 000 Sahraouis de choisir entre l'indépendance ou le maintien dans le royaume chérifien.

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et M. Javier Perez de Cuellar, qui se sont réunis, mercredi 10 avril, ont constaté les progrès accomplis pour régler les derniers différends entre les

parties et réviser en baisse le coût de la mission de contrôle du référendum, qui doit être confiée aux Nations unies.

Après la publication, en juin 1990, du rapport intérimaire de M. Perez de Cuellar, l'Algérie avait émis des objections sur la définition du corps électoral sahraoui, considérant que la base retenue - le recensement de 1974, à la veille du départ de l'Espagne de son ancienne colonie - était trop favorable à la partie marocaine. En outre, l'Algérie faisait valoir que le nombre de militaires admis à rester dans le territoire pendant la consultation (65 000 sur 170 000) était beaucoup trop important.

Autre obstacle à l'application du rapport du secrétaire général : le coût de l'opération, que certains membres permanents (essentiellement la Grande-Bretagne et l'URSS, voire, dans une moindre

mesure, les Etats-Unis) jugeaient trop élevé. Cette opération visait à recenser les électeurs sahraouis, à organiser un cessez-le-feu, à déployer une force de maintien de la paix, dénommée Mission des Nations unies sur le référendum du Sahara occidental (MINURSO), et à surveiller le déroulement de la campagne et le scrutin. Son coût, estimé à 265 millions de dollars, a finalement pu être ramené à 200 millions.

La première phase, qui devrait durer seize semaines, consistera à identifier les « votes » avec le concours des chefs de tribus. La seconde, prévue sur vingt semaines, portera sur les élections proprement dites en présence de la MINURSO, laquelle devrait déployer 2 000 hommes au Sahara occidental.

SERGE MARTI

## A TRAVERS LE MONDE

#### COLOMBIE

### Les automobilistes ne pourront plus rouler qu'un jour sur deux

Le gouvernement colombien a décidé, mardi 9 avril, de faire circuler les automobilistes un jour sur deux, en raison d'une baisse de près de 40 % de la production de pétrole due aux attentats de la guérilla contre les oléoducs. Sur l'ensemble du territoire, les véhicules particuliers immatriculés avec des numéros pairs rouleront les jours pairs, ceux portant des numéros impairs les jours impairs.

#### HAITI

### L'ancienne présidente M<sup>me</sup> Pascal-Trouillot n'est plus en résidence surveillée

L'ancienne présidente de Haïti, M<sup>me</sup> Pascal-Trouillot, a démenti avoir participé à la tentative de coup d'Etat du 7 janvier menée par Roger Lafontant, ex-chef des tortionnaires massives. Elle a expliqué, mercredi 10 avril, que les accusations portées contre elle se basaient sur une lettre que Roger Lafontant l'avait forcée à rédiger en la menaçant d'un revolver. Il lui avait demandé d'écrire qu'elle avait décidé de « démissionner » dans la nuit du coup d'Etat. « Mais lorsque j'ai lu mon texte à la nation, j'ai remplacé ce mot. J'ai dit que j'avais été forcée. »

M<sup>me</sup> Pascal-Trouillot a montré aux journalistes une lettre provenant du procureur de l'Etat, et l'informant qu'elle n'était plus en résidence surveillée. Il lui est simplement interdit de voyager à l'étranger. - (APF)

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE subrogation dans les poursuites de saisie immobilière au palais de justice à Créteil, le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 9 h 30.  
**UNE MAISON à CHOISY-LE-ROI (94)**  
10, boulevard de Stalingrad  
7, z. de Verdun et 14, r. Auguste-Blanqui - à usage d'ÉCOLE  
diverses caves, rez-de-ch., 2 étages, combles  
S'adr. M<sup>me</sup> VABINOT, avocat à NOGENT-sur-MARNE (94) - 166 bis, Grande Rue  
M. à P. : 350 000 F  
48-71-03-78 - M<sup>me</sup> FITREMANN, avocat, 11 bis, r. Portalis, Paris (6)  
TEL. : 45-22-22-86 - M<sup>me</sup> TACNET, avocat à Champigny-Marne (94)  
20, r. Jean-Jaurès - TEL. : 47-06-94-22 - Ts avocats T.G.I. Créteil.

## M. Carlos Salinas plaide en faveur du libre-échange entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique

MONTREAL

de notre correspondant

« Des conflits du pôle Nord jusqu'à la rivière Suchiate s'étendra la zone commerciale la plus vaste et la plus productive de la planète », a déclaré le président mexicain, M. Carlos Salinas, au cours de la visite de trois jours qu'il vient de faire au Canada, et qu'il a consacrée à multiplier les plaidoyers en faveur du libre-échange entre nos pays, le Canada et les Etats-Unis.

« Sans libre-échange, des milliers de ressortissants mexicains, voire des millions, devront quitter leur pays pour trouver leur subsistance dans le reste de l'Amérique du Nord », a affirmé M. Salinas alors qu'il s'adressait lundi 8 avril, à Ottawa, à la Chambre des communes et au Sénat réunis. Les négociations formelles sur la liberté du commerce entre les trois pays commenceront en juin (Le Monde du 7 février).

L'Amérique du Nord représente

une unité économique de 360 millions de consommateurs et un PNB annuel de 6 000 milliards de dollars. Actuellement, les échanges entre le Canada et le Mexique sont limités : en 1990, ils n'ont pas dépassé 2,8 milliards de dollars canadiens (1) - dont quelque 300 millions avec le Québec - alors qu'ils ont atteint 200 milliards entre le Canada et les Etats-Unis (56 milliards pour le seul Québec).

#### Le Québec moins sceptique

Au cours de sa visite, commencée le 7 avril à Ottawa, M. Salinas s'est entretenu avec le premier ministre, M. Brian Mulroney, avec les leaders de l'opposition et les représentants du monde syndical, généralement opposés au libre-échange. Le chef du Parti libéral (opposition), M. Jacques Chénier, voudrait que le projet ne se limite pas à l'Amérique du Nord mais englobe l'ensemble de l'Amérique latine. Le leader du Parti néo-démocrate, autre formation d'opposition, M<sup>me</sup> Audrey McLaughlin, estime, pour sa part, que le traité « se traduira par un appauvrissement des travailleurs ».

La majorité des Canadiens réagissent au projet avec méfiance. Au Québec, cependant, l'opinion s'y montre plus favorable. « Sans le concours actif du Québec et de ses hommes d'affaires, je ne crois pas

(1) 1 dollar canadien vaut environ 5 F.

o CHINE : M. Dumas à Pékin du 29 avril au 1<sup>er</sup> mai. - Le ministre des affaires étrangères français se rendra en visite officielle en Chine du 29 avril au 1<sup>er</sup> mai, a annoncé mercredi 10 avril le Quai d'Orsay. M. Roland Dumas, qui s'était déjà rendu en Chine en 1985, devrait réunir ensuite à Hongkong les ambassadeurs français la région.

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

NUMERO SPECIAL

## EUROPE : L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE

116 pages

45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



# Canon NP 2020. Mon équipier.



“ Avec le Canon NP2020, je me suis trouvée le plus fidèle et le plus sûr des équipiers. Equipé pour toutes les missions, il me soutient à chaque étape. Rapide, 21 copies/minute, autonome grâce à sa réserve de 1000 feuilles\* et ses 2 cassettes frontales de 250 feuilles chacune, ses automatismes lui assurent d'excellents réflexes : contraste, sélection des formats et des taux de reproduction. Son zoom de 50 à 200 % m'ouvre bien des horizons et en choisissant sa trieuse de 10\* ou 20\* cases, je m'assure un sérieux gain de temps. Canon NP2020, l'Équipier qui fait ma force, ma Business Force. ”

\*Périphérique en option.

**Canon**  
MA BUSINESS FORCE

☐ Je souhaite recevoir une documentation complète sur le NP2020.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Coupon-réponse à renvoyer à Canon France, Département marketing copie, 93154 Le Blanc-Mesnil Cedex.

هكذا من الاعمال



## POLITIQUE

## Les travaux de l'Assemblée nationale et l'accord électoral entre le RPR et l'UDF

## Pour le PC, la motion de censure est une « opération politicienne »

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale ne votera pas la motion de censure déposée par les députés UDC, UDF et RPR, au nom de la « justice bafouée », et dont le texte doit être débattu jeudi après-midi 11 avril au Palais-Bourbon. Son président, M. André Lajoinie, a expliqué mercredi : « S'il s'agit de se prononcer contre l'ensemble de la politique gouvernementale, nous la condamnons sans hésiter. Mais il ne s'agit pas de cela. Nous ne voulons cautionner ni le pouvoir ni la droite, dans leur conception des relations entre l'Etat et la justice. Nous les renvoyons dos à dos. (...) Les députés communistes, qui ne sont mêlés à aucun scandale, ne mélangent pas leurs voix à la droite pour cette opération politicienne, ce qui ne pourrait que la blanchir dans sa responsabilité, partagée avec le pouvoir socialiste, d'atteinte à l'indépendance et au bon fonctionnement de la justice. »

Le refus des députés du PCF de s'associer à la motion de censure déposée par la droite s'inscrit dans la stratégie louvoyante qui est suivie par M. Georges Marchais pour tenter de restaurer le crédit de son parti auprès du corps électoral et qui consiste à assimiler systématiquement à la droite la politique conduite par les socialistes en prenant garde, toutefois, au coup par coup, de ne pas trop désorienter les électeurs de gauche.

Cet exercice de grand écart, auquel l'humanité sacrifie quotidiennement, conduit les parlementaires communistes à pratiquer à l'égard du gouvernement, depuis trois ans, des formes sélectives de condamnation. Quand les choix de M. Michel Rocard touchent aux sujets économiques et sociaux qui forment le centre de son pré carré,

le Parti communiste se montre prêt à faire preuve d'intransigeance, surtout si la pression de la rue conforte ses analyses. C'est ainsi qu'il n'a pas hésité à passer à l'acte de la censure, en novembre dernier, contre l'institution de la contribution sociale généralisée, au moment où cette initiative gouvernementale mobilisait contre elle les organisations syndicales.

## Remontrances de principe

Quand il s'agit d'autres sujets, le PCF reste d'autant plus circonspect, au-delà des remontrances de principe, qu'il manque souvent de points de repère, désormais, pour pouvoir apprécier le sentiment profond des couches sociales dont il espère capter les suffrages. Car la « nouvelle politique » dont il se veut aujourd'hui le champion repose non plus sur le concept d'avant-garde mais, au contraire, sur un suivi militant de « ce que les gens ont dans la tête » — selon une expression employée jeudi 11 avril par l'humanité — c'est-à-dire sur un travail de longue haleine mal défini et inévitablement tâtonnant. « La crise politique nous a conduits au choix stratégique du rassemblement avec les gens, à mettre l'homme au centre de tout, à réaffirmer la nécessité d'un parti révolutionnaire pour transformer cette société inégalitaire et d'oppression », résumait, mardi soir 9 avril, M. Alain Bocquet, député du Nord, membre du bureau politique, au cours d'un débat organisé à Paris par l'Institut de recherches marxistes.

Tout cela, évidemment, ne va pas sans ambiguïtés. Les militants « refondateurs » sont les premiers à douter que cette stratégie complexe soit de nature à restaurer l'image de leur parti. Leurs porte-parole le diront devant le comité central, qui se réunira la semaine prochaine, au moment où, avec d'autres partisans d'une recomposition de la gauche, ils préparent plusieurs initiatives qui pourraient se traduire, notamment, par la publication d'un manifeste.

ALAIN ROLLAT

## L'opposition reproche au projet de réforme hospitalière de rouvrir la querelle entre le public et le privé

Les députés ont commencé, mercredi 10 avril, l'examen du projet de loi portant réforme hospitalière (le Monde du 11 avril). L'opposition, hostile à ce projet présenté par le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evin, et par le ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, lui reproche, notamment, de ranimer la querelle entre le public et le privé. M. Evin s'est dit ouvert à l'adoption de nombreux amendements parlementaires parmi les cinq cents qui ont été déposés.

La santé fait partie des sujets qui provoquent régulièrement à l'Assemblée nationale des affrontements entre la majorité et l'opposition. Cette fois, au banc du gouvernement, la présence de M. Durieux, ministre centriste, a stimulé l'énergie de ses anciens collègues. M. Bernard Doherty (RPR, Indre-et-Loire) a adroitement consommé plus d'une heure de temps de parole pour démontrer point par point ce projet. Il a dressé un bilan « dramatique » du système public français, qui, selon lui, « est en train de s'effondrer ». « Cette loi, a-t-il affirmé, n'apportera aucun remède à cet effondrement. Bien plus, elle en favorisera l'effondrement. » Pour le député RPR, le gouvernement s'est dirigé tout droit vers un « effondrement du socialisme », qui consiste à « ranimer la querelle stérile entre l'hospitalisation privée et publique ».

## M. Bioulac (PS) : un constat partisan

« Vous avez brisé l'évolution des cliniques. Les hôpitaux, eux, n'en sont pas moins conservés dans un carcan administratif », a encore affirmé M. Bernard Doherty. Quant à l'évaluation, destinée à rendre les hôpitaux plus performants, elle semble, au député RPR, pêcher par un certain flou. « Qui va évaluer ? a-t-il demandé. Vraisemblablement, un organisme bien étranger à

l'éthique et à la pratique médicales, composé de fonctionnaires, certes de haut niveau, mais non médecins. Est-ce raisonnable ? Est-on assuré que le souci des malades va primer sur l'économie ? Je n'en suis pas certain, hélas ! Mais qu'allez-vous évaluer ? La qualité des soins, dites-vous. Que ce mot est vague ! »

« Votre constat est partisan, tronqué et approximatif », a répliqué M. Bernard Bioulac (PS, Dordogne). M. Evin a aussi répondu au député RPR, en contestant sa vision catastrophique des hôpitaux publics. « Les Français, a-t-il dit, font majoritairement confiance à l'hôpital public, même si certaines difficultés demandent des mesures d'amélioration. Il ne sert à rien de colporter une image qui ne correspond pas à ce que pense l'opinion. »

M. Evin a expliqué que « ce projet contient l'ensemble des dispositions de nature à faire évoluer en profondeur l'hôpital, à modifier radicalement sa logique de fonctionnement, à reconnaître ses personnels, à donner aux responsables l'autonomie indispensable, toutes choses nécessaires au but du texte : l'amélioration des soins et de l'accueil des malades à l'hôpital ». Le rapporteur, M. Alain Calmat (app. PS, Cher), a ajouté que ce texte s'articule autour de deux objectifs complémentaires : optimiser l'offre de soins et dynamiser les établissements publics de santé.

A propos de l'évaluation, M. Evin a précisé que l'élaboration d'une commission régionale, qui pourrait être mise en place à titre expérimental. Le ministre délégué à la santé, M. Durieux, a insisté, comme son ministre de tutelle, sur le fait que ce texte n'a pas la prétention de régler tous les problèmes de la santé publique, ni de « couler dans un moule préconçu l'hôpital du vingt-et-unième siècle ». M. Durieux a récusé l'idée selon laquelle le secteur privé serait mis à l'index. « On a tenté d'accréditer la thèse selon laquelle le gouvernement voudrait « asphyxier » le secteur privé lucratif. On lui a prêté l'intention de procéder à une « nationalisation rampante », a-t-il observé. La simple lecture du projet

montre qu'il s'agit là d'arguments polémiques. »

Pour sa part, le groupe UDF, par la voix de M. Denis Jacquat (Moselle), a proposé une régionalisation de la gestion des hôpitaux, afin de « répondre à la nécessité de plus en plus affirmée dans le domaine de la santé, encore plus qu'ailleurs, de rapprocher les responsabilités de la gestion des réalités du terrain ». Les députés ont entendu le rapporteur du Conseil économique et social, le professeur Adolphe Steg, qui a exprimé, à la grande joie des députés de l'opposition, les craintes de son assemblée au sujet des établissements publics de santé dont le conseil d'administration est présidé par un élu local. « Le projet, a expliqué M. Steg, tend à accroître l'autonomie administrative et financière des établissements, mais les mécanismes principaux du budget global sont maintenus, et un taux directeur des dépenses continue à s'appliquer systématiquement, ce qui laisse planer, pour le moins, une incertitude sur les marges de manœuvre dont l'hôpital disposera pour faire évoluer le système de soins en fonction des besoins et du progrès technique et scientifique. »

Les députés devraient achever la discussion générale et aborder l'examen des articles du projet vendredi 12 avril.

PIERRE SERVENT

■ Echec de la commission mixte paritaire sur le projet de loi réformant la dotation globale de fonctionnement. — La commission mixte paritaire (députés et sénateurs), réunie mercredi 10 avril à l'Assemblée nationale sur le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement et l'institution d'une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France, n'est pas parvenue à un accord. Le projet de loi avait été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 23 mars dernier. Le Sénat l'avait adopté le 4 avril, mais après l'avoir profondément modifié. Ce projet de loi doit être examiné en nouvelle lecture, lundi 15 avril, au Palais-Bourbon.

comme inacceptable par le RPR et même comme une possible cause de rupture. Le parti de M. Chirac, qui estime avoir déjà été pénalisé en 1988, fait valoir que, depuis lors, les préférences des électeurs de l'opposition ont évolué. Il en veut pour preuve, notamment, le sondage BVA pour Paris-Match (du 27 mars dernier) donnant 27 % des intentions de vote aux candidats RPR et 11 % à ceux de l'UDF en cas d'élections législatives. Le président du RPR a fait état de cette enquête au cours de la réunion du bureau politique de l'UDF, et il n'a pas hésité à s'en prendre au comportement public des centristes. Par deux fois, sans qu'il prenne la peine de les nommer, M. Chirac a réclaté que « dans la pratique, les gens de responsabilité s'abstiennent de toute critique à l'encontre les uns des autres ».

« Je me demande si je dois me sentir concerné ? » s'est ému, aussitôt, M. Méhaignerie. M. Chirac ne l'a pas détrompé, ayant confié, en privé, « les oreilles chauffées » par les leçons des centristes sur l'Europe, selon lui tout à fait déplacées, et les « états d'âme » inopportuns de certains centristes lors des votes de censure à l'Assemblée nationale. M. Méhaignerie a fait valoir qu'il ne pense pas « que la censure automatique soit une obligation pour l'opposition » et il a souligné que l'union commence « sur le terrain ». Dans un souci d'apaisement, M. Giscard d'Estaing a expliqué que toutes ces querelles étaient vaines, que « l'union commençait aujourd'hui » et qu'il fallait apprendre, maintenant, à faire l'éloge des uns et des autres.

Ainsi, l'union de l'opposition est officiellement proclamée et magnifiée. M. Chirac a émis le vœu « qu'on la solennise » par une manifestation hautement symbolique. Le cadre est donc dessiné. Il reste à le remplir et, surtout, à convaincre l'opinion — jusqu'alors bien sceptique — du caractère crédible de ces bonnes résolutions. Car l'enjeu reste le même : M. Giscard d'Estaing et Chirac demeurent bien les deux postulants, toujours en course pour la mission de conduire l'opposition à la conquête de l'Elysée. Désormais les conditions de leur compétition apparaissent mieux formalisées, simplifiées et, peut-être, clarifiées.

DANIEL CARTON

et ANDRÉ PASSERON

## Sages comme des images

Manifestement, ils avaient pris de bonnes résolutions. Comme des gamins pris en faute après un vaste chahut, les députés se sont appliqués, mercredi 10 avril lors de la séance des questions au gouvernement, à corriger l'image désastreuse qu'ils avaient donnée, la veille, de leur Assemblée, avant d'improviser une motion de censure sur « la confusion des pouvoirs ». Certes, les questions relatives à la « vraie » vie — l'insertion des handicapés, le réseau TGV, l'avortement, le pêche, les licenciements chez Michelin, le plan d'urgence pour les lycées — ne sont venues, comme à l'ordinaire, que dans la seconde partie de la séance. Priorité aux affaires.

Le premier orateur, M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure), a relancé le débat sur le désassechement du juge d'instruction du Mans. M. Thierry Jean-Pierre, et sur l'indépendance de la justice, mais il l'a fait en termes mesurés. Puis, avant de donner la parole au garde des sceaux, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a lancé cet avertissement : « Vous avez entre vos mains la possibilité de donner une certaine image, ou une autre, de l'Assemblée nationale. Je souhaite que, dans la suite de cette séance, les arguments soient échangés sans invectives, ni d'un côté ni de l'autre. »

« Essayons effectivement, sur cette question difficile, d'avoir un vrai débat », a enchaîné le ministre de la justice, M. Henri Nallet, dans un silence qui, par comparaison avec les jours précédents, est apparu impressionnant, un silence obligé. M. Nallet en a profité pour exposer, de façon minutieuse, le déroulement de l'instruction conduite par M. Jean-Pierre. « Ce n'est pas le chancelier qui a dessiné le juge, c'est le magistrat du siège, un magistrat indépendant, inamovible, qui a mis fin à l'équipée sauvage d'un juge qui se croyait au-dessus des lois », a assuré le garde des sceaux.

## A la hauteur de Molière

A la première interruption, venue des bancs du RPR, on a entendu alors, pour la première fois depuis longtemps, des « Chut ! chut ! » dans l'hémicycle. Après le coup de sang du mardi après-midi, la consigne était passée : il fallait, à tout prix, ne pas pouvoir être pris en défaut. L'un des membres les plus turbulents de l'Assemblée, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), était même assis, sans mot dire, à côté du ministre de la culture, M. Jack Lang, qui n'avait pu trouver de place sur les bancs du gouvernement.

Relancé sur le thème des « scandales politico-financiers » par une question de M. Georges Hage (PC, Nord) — applaudi, une fois n'est pas coutume, par les députés de droite, — le ministre de la justice a continué par une sorte de cours magistral sur la déontologie des magistrats. On ne saurait « confondre la nécessaire indépendance du juge et la volonté d'un juge qui, de temps en temps, peut-être par hasard, se prétend justicier », a-t-il affirmé, ajoutant : « La grande majorité des juges d'instruction font bien leur travail. Voilà, sans doute, pourquoi le drapage d'un seul retardé a fait toute l'attention à l'utilisation politique du drapage ! »

A la troisième question sur les « abus de pouvoir », comparés aux promesses de 1981 sur le rétablissement de l'indépendance de la justice, c'est, pourtant, M. Nallet qui a souligné, imprudemment, les protestations de l'opposition en répondant à son interpellateur, M. Denis Jacquat (UDF, Moselle) : « En matière de tarification, monsieur le député, vous n'êtes pas si mal que cela ! Le rappel à l'ordre, polloi, ne s'est pas fait attendre. M. Fabius : « Puisque l'on a cité Molière dans ce débat, je souhaiterais que les répliques restent toujours à la hauteur. »

JEAN-LOUIS SAUX

## La droite définit une stratégie commune

Suite de la première page

Pénétrés, ainsi, de l'urgence de se ressaisir — et dans un bel élan unitaire, — les responsables de l'opposition ont voulu tout à la fois régler les modalités des élections régionales, législatives et présidentielles, poursuivre les « états généraux », élaborer un programme de gouvernement et lancer des campagnes d'opinion communes.

L'objet du contentieux, qui avait été à l'origine de la rupture du 8 novembre, a trouvé une solution. Si l'élection présidentielle a lieu au terme normal du septennat (1995), la désignation du candidat unique de l'opposition se fera selon le système des « primaires » élues dans le temps et à travers les régions, tel qu'il avait été arrêté par l'opposition depuis l'année dernière. En revanche, en cas d'élection présidentielle anticipée, une procédure préétablie devra intervenir. Le « comité national pour les élections primaires présidentielles », composé, à parité, de membres du RPR et de l'UDF, devra choisir à la majorité des trois quarts entre les trois solutions suivantes : soit la consultation, en un seul dimanche, des élus et des électeurs de l'opposition (comme pour une élection à la date normale) ; soit la consultation des seuls élus ; soit, enfin, « toute autre procédure permettant de désigner le candidat commun ».

Si le comité n'arrive pas à se déterminer, la deuxième méthode (consultation des seuls élus) sera automatiquement retenue. Acquis, de la sorte, au principe de la candidature unique, le RPR et l'UDF ont décidé de l'étendre aux deux prochaines consultations nationales, les régionales de 1992 et les législatives de 1993. Pour les premières, la règle sera celle des listes communes. Pour les secondes, celle de candidats communs, avec, toutefois, les exceptions qui pourraient être justifiées, mais seulement dans le cadre de circonscriptions à conquérir qui ne sont pas actuellement détenues par des députés membres des groupes

parlementaires RPR, UDF et UDC. Si les députés sortants conservent le privilège de se représenter seuls dans leur circonscription, aucune répartition n'est, pour le moment, établie entre les trois groupes pour défendre les couleurs de l'opposition dans les fiefs adverses.

Jusqu'au dernier moment, la prudence, la circonspection, voire le pessimisme ont été de rigueur, au point que, poussant à l'extrême l'intimidation et la pression psychologique, le report de ce bureau

politique tant annoncé avait été agité comme une ultime arme de dissuasion. Horreur ! Cependant, contre ces « Scud » de la division, les « Patriot » de l'union ont fait barrage. En effet, pour l'accord définitif fut conclu, chacun attendait que l'autorisation de M. Giscard d'Estaing fut accordée en bonne et due forme.

Or le président de l'UDF, absent de Paris durant les derniers jours, entretenait le doute sur ses intentions. Ses représentants chargés des contacts avec le RPR, MM. François Bayrou et Alain Madelin, ne cachaient ni leur agacement ni leur irritation devant les hésitations et même les refus, exprimés parfois de façon sibylline, par le président de l'UDF des projets d'accord. C'est, tout au moins, ce que tenaient les amis de M. Chirac de leurs conversations avec ceux de M. Giscard d'Estaing. Ces derniers

faisaient mine, eux, de s'émouvoir des différences d'approche qu'ils disaient percevoir entre M. Alain Juppé, désireux de conclure avant la réunion du conseil national du RPR, le 13 avril, et M. Nicolas Sarkozy, moins volontaire.

M. Giscard d'Estaing, disait-on, demeurerait intraitable sur un principe qui aurait consisté à figer la situation électorale datant de 1988. En conséquence, le RPR et l'UDF auraient dû conserver, chacun, le même nombre de présidences de conseil régional (en métropole : treize pour l'UDF, sept pour le RPR). Quant aux élections législatives, la répartition des candidatures uniques se serait faite à parité entre les deux formations sur l'ensemble des circonscriptions, qu'elles soient acquises ou à prendre.

Ce « gel » d'une situation politique ancienne était considéré

comme inacceptable par le RPR et même comme une possible cause de rupture. Le parti de M. Chirac, qui estime avoir déjà été pénalisé en 1988, fait valoir que, depuis lors, les préférences des électeurs de l'opposition ont évolué. Il en veut pour preuve, notamment, le sondage BVA pour Paris-Match (du 27 mars dernier) donnant 27 % des intentions de vote aux candidats RPR et 11 % à ceux de l'UDF en cas d'élections législatives. Le président du RPR a fait état de cette enquête au cours de la réunion du bureau politique de l'UDF, et il n'a pas hésité à s'en prendre au comportement public des centristes. Par deux fois, sans qu'il prenne la peine de les nommer, M. Chirac a réclaté que « dans la pratique, les gens de responsabilité s'abstiennent de toute critique à l'encontre les uns des autres ».

« Je me demande si je dois me sentir concerné ? » s'est ému, aussitôt, M. Méhaignerie. M. Chirac ne l'a pas détrompé, ayant confié, en privé, « les oreilles chauffées » par les leçons des centristes sur l'Europe, selon lui tout à fait déplacées, et les « états d'âme » inopportuns de certains centristes lors des votes de censure à l'Assemblée nationale. M. Méhaignerie a fait valoir qu'il ne pense pas « que la censure automatique soit une obligation pour l'opposition » et il a souligné que l'union commence « sur le terrain ». Dans un souci d'apaisement, M. Giscard d'Estaing a expliqué que toutes ces querelles étaient vaines, que « l'union commençait aujourd'hui » et qu'il fallait apprendre, maintenant, à faire l'éloge des uns et des autres.

Ainsi, l'union de l'opposition est officiellement proclamée et magnifiée. M. Chirac a émis le vœu « qu'on la solennise » par une manifestation hautement symbolique. Le cadre est donc dessiné. Il reste à le remplir et, surtout, à convaincre l'opinion — jusqu'alors bien sceptique — du caractère crédible de ces bonnes résolutions. Car l'enjeu reste le même : M. Giscard d'Estaing et Chirac demeurent bien les deux postulants, toujours en course pour la mission de conduire l'opposition à la conquête de l'Elysée. Désormais les conditions de leur compétition apparaissent mieux formalisées, simplifiées et, peut-être, clarifiées.

DANIEL CARTON

et ANDRÉ PASSERON

et ANDRÉ PASSERON

et ANDRÉ PASSERON

et ANDRÉ PASSERON

et ANDRÉ PASSERON

et ANDRÉ PASSERON

et ANDRÉ PASSERON

et ANDRÉ PASSERON

et ANDRÉ PASSERON



# POLITIQUE

En Nouvelle-Calédonie

## Le LKS se retire des accords de Matignon

Le mouvement indépendantiste Libération kanak socialiste (LKS) a décidé de « se retirer des accords de Matignon » sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, a annoncé, jeudi 11 avril, à Nouméa, son fondateur, M. Nidoïshé Naisseline, signataire de ces accords en 1988.

Après avoir précisé, au cours d'une conférence de presse, que le LKS continuait à participer aux institutions du territoire en lançant parallèlement des « actions à la base », M. Naisseline a ajouté : « On assiste à la persistance d'une ambiance anti-kanak de la part des socialistes, et le gouvernement Rocard a réussi à faire verner une politique conservatrice appliquée par les responsables politiques indépendants. Cette politique est par conséquent dirigée contre les autorités coutumières, et certains responsables indépendantistes veulent couper la tête des chefs coutumiers ».

Le président du LKS, qui est lui-même grand-chef coutumier de l'île de Maré (archipel des Loyauté), a critiqué, en particulier, l'article de la loi référendaire consacré au rôle du Conseil coutumier du territoire et a estimé que ce rôle « uniquement consultatif de toute autorité aux responsabilités coutumières ». « La France a réussi à faire des élus indépendantistes des complices du déniement de l'indépendance alors que pour le LKS, les accords ne devaient pas être synonymes de reniement de soi », a souligné M. Naisseline.

Cette décision du LKS intervient alors que plusieurs conflits fonciers entre clans, notamment sur l'île de Lifou, ont entraîné une opposition entre chefs coutumiers et responsables indépendantistes. A cette occasion, M. François Burch, président de l'Union calédonienne (U.C.), avait déclaré récemment que « la politique doit avoir barre sur la coutume, faute de quoi il n'y aura pas de développement économique en Nouvelle-Calédonie ».

Avec « Vu de gauche »

## M. Poperen veut ouvrir un « laboratoire d'idées »

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, est le rédacteur en chef d'un « journal d'un jour » intitulé « Vu de gauche » et consacré aux changements provoqués par l'effondrement des régimes communistes et par la crise du Golfe dans la situation internationale.

L'équipe du mensuel *Globe*, animée par Georges-Marc Bonamou et soutenue par M. Pierre Bergé, PDG de Saint Laurent, a participé largement à l'élaboration de cette publication, première étape vers la création d'un « laboratoire d'idées » de gauche, que M. Poperen avait souhaitée dès l'été dernier, après le congrès socialiste de Rennes. Le cercle Galilée devrait être constitué prochainement.

« L'idéologie est de retour », écrit le ministre des relations

avec le Parlement dans l'éditorial de *Vu de gauche* (ce titre évoque le livre *Vu de droite*, d'Alain Benoist, qui, à la fin des années 70, avait été une sorte de manifeste de la « nouvelle droite »). Pour M. Poperen, « il faut repenser le monde, libéré du blocage bipolaire, il faut repenser l'international(e). C'est ce qui réunit, écrit-il, tous ceux qui s'expriment ici - dont la vocation, la fonction sont l'action, la réflexion politique ».

Parmi les collaborateurs de *Vu de gauche*, on relève, outre ceux de représentants des principaux courants du PS, André Glucksmann, Pascal Bruckner, un dirigeant palestinien, M. Fayal, Al Hussein, et M. Shimon Peres, chef du Parti travailliste israélien.

## Pour la première fois depuis 1983 M. Mitterrand s'est rendu au Sénat

M. François Mitterrand a été reçu au palais du Luxembourg, mercredi 10 avril, par le président du Sénat, M. Alain Poher, qui y donnait une réception.

M. Mitterrand s'était déjà rendu dans le palais de Marie de Médicis à l'occasion d'une exposition consacrée à René Coty, mais c'était en 1983, avant que les rapports ne se durcissent, au cours de l'été 1984, entre l'Elysée et le Sénat, transformé en bastion de l'opposition.

Mercredi, ces passes d'armes étaient reléguées au rang de souvenirs. Alors que les députés fourbissaient déjà leurs armes en vue de la motion de censure, un parfum d'union de consensus planait dans la salle des conférences, bondée et surchauffée.

Le président de la République, membre de cette assemblée de

1959 à 1962, en a profité pour faire un brin de causette avec le doyen des sénateurs, M. Geoffroy de Montalembert, de vingt ans son aîné, sous l'œil amusé de M. Poher, âgé seulement de quatre-vingt-deux ans.

M. Michel Rocard, accompagné de plusieurs membres de son gouvernement, M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, assistaient aussi à cette réception.

Signe supplémentaire de ce climat particulièrement convivial, la cellule permettant à M. Mitterrand de déclencher à tout instant la foudre nucléaire avait été installée dans la salle de réunion du groupe des Républicains et des indépendants, qui rassemblent une partie des élus UDP du Sénat.

G. P.

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 10 avril, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été diffusé, dont voici des extraits :

- Activités sociales et culturelles au bénéfice des salariés (Le Monde du 11 avril).
- Insertion professionnelle des handicapés (Le Monde du 11 avril).
- Aménagement du territoire (Le Monde du 11 avril).
- Activités physiques et sportives.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports a présenté un projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1984 portant organisation et promotion des activités physiques et sportives.

1) En s'inspirant des conclusions d'un rapport du conseil économique et social, le projet de loi vise à renforcer la sécurité des sportifs. Les règlements de sécurité établis par les fédé-

ration sportives titulaires d'une délégation de service public pourront être rendus obligatoires.

2) Les modalités du contrôle exercé par l'Etat sur les fédérations sportives sont précisées. L'Etat pourra annuler les décisions illégales prises par les organes délibérants des fédérations. Il pourra en outre suspendre, jusqu'à nouvelle délibération, l'exécution des décisions prises par celles des fédérations qui exercent une mission de service public lorsque ces décisions paraissent contraires à cette mission.

3) Pour l'organisation du sport professionnel, les clubs sportifs pourront avoir recours à des sociétés commerciales. Cette faculté s'ajoute aux possibilités offertes par la loi de 1984 de faire appel à des organismes sans but lucratif. Obéissant à une stricte logique économique, elle est mieux adaptée au développement du sport professionnel. Les fédérations sportives resteront dans tous les cas garantes de la régularité des compétitions sportives.

• Fièvre aphteuse

Le ministre de l'Agriculture et de la forêt a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant

modification du code rural et du code pénal. Une directive communautaire du 26 juin 1990 a modifié la politique de lutte contre la fièvre aphteuse, dont le cheptel français est indemne depuis une dizaine d'années, en interdisant la vaccination d'exporter les animaux vers les Etats qui, ne pratiquant pas la vaccination, refusent l'accès de leur territoire aux animaux vaccinés. Pour prévenir la réapparition de la maladie, le dispositif d'alerte et d'intervention et les contrôles sanitaires pratiqués à l'entrée dans la Communauté européenne seront renforcés. En cas d'apparition d'un foyer possible de contagion, les mesures prévues dans un plan d'intervention d'urgence seront mises en œuvre.

• Vente de voyages ou de séjours

Le ministre délégué au tourisme a présenté un projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours.

1) En transposant les dispositions de la directive communautaire du 13 juin 1990 sur les voyages, vacances et circuits à forfait, le projet de loi réforme les règles applicables aux rapports entre les agents de

voyages et leur clientèle. La protection du consommateur est ainsi nettement renforcée, notamment dans le domaine de la responsabilité encourue par les prestataires en cas de défaillance.

2) Le principe de l'exclusivité de la profession d'agent de voyages, réservée aux titulaires d'une licence, est maintenu. Mais, pour tenir compte de la diversification des activités touristiques et faciliter la vente de nouvelles prestations, la vente de voyages et de séjours pourra être pratiquée dans certaines conditions par d'autres organismes : entreprises « intégrées » de tourisme, organismes rattachés à des collectivités locales, hôteliers et gestionnaires d'hébergements ou d'activités de loisir, transporteurs, agents immobiliers et associations.

Le général Forray au Conseil d'Etat. - Sur proposition du ministre de la Justice, le Conseil des ministres a nommé, mercredi 10 avril, conseiller d'Etat en service extraordinaire le général Gilbert Forray, qui quitte les fonctions de chef d'état-major de l'armée de terre (Le Monde du 4 avril).

## EN BREF

• M. Mélenchon (PS) ironise sur l'éventuelle candidature régionale de M. Tapie. - M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne et animateur de la Nouvelle Ecole socialiste (NES), a ironisé, mardi 9 avril, sur l'éventuelle candidature de M. Bernard Tapie aux élections régionales dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur comme « délégué de la majorité présidentielle » en déclarant : « Pourquoi pas Bouygues aux européennes et Edouard Leclerc à la présidentielle ? » « Foot, béton, épicerie : le niveau monterait ! Quand aurons-nous un PDG à la place de premier secrétaire du PS ? », a ajouté M. Mélenchon.

• Les fabiusiens ne veulent pas « ériger » M. Rocard. - M. Claude Bartolone, député de la Seine-Saint-Denis et l'un des principaux lieutenants de M. Laurent Fabius, explique, dans un entretien publié jeudi 11 mars par le *Figaro*, qu'il ne faut pas chercher, chez les amis du président de l'Assemblée nationale, « une quelconque volonté d'ériger » le premier ministre. « Notre but, affirme-t-il, est de participer à la revitalisation du PS pour mieux soutenir le président de

la République et le gouvernement. » Au sujet de l'avancement éventuel de la date du congrès du PS, il déclare : « S'il n'est pas question de changer la direction du PS, autant profiter du fait qu'une équipe est en place pour la mettre en ordre de marche ».

D. Gambier et M. Vernières

L'emploi en France

REPÈRES

E. Mestiri

L'immigration

REPÈRES

J. Vallin

La population française

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres

LA DÉCOUVERTE

# CHAMPIONNAT DE FRANCE DES RALLYES



## L'Effet Clio 16S.

(La victoire).

1<sup>ère</sup> AU SCRATCH  
Jean Ragnotti  
Gilles Thimonier  
Team Diac

Notre petite dernière est déjà première.

Vive le sport



RENAULT présente elf

DIAC votre financement.

Clio. Elle en met plein la vie.



سكنا في الامم



سكنا من الاجل

## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

Bien qu'Urbatech ait renoncé à les assigner en référé

### Trois juges d'instruction du Mans demandent des dommages et intérêts

La société Urbatech, qui avait assigné en référé les trois juges d'instruction du Mans, MM. Thierry Jean-Pierre, Jean-Pierre Pétillon et Jacques Liberge, afin d'obtenir la restitution des dossiers placés sous scellés dimanche, a renoncé à son assignation mercredi 10 avril. Les trois magistrats ont répliqué en demandant chacun 10 000 francs de dommages et intérêts.

Le palais de justice de Paris, mercredi 10 avril, avait ses aires des grands jours. Le président du tribunal, M. Robert Diet, avait décidé de présider l'audience de référés, les photographes se bousculant dans la salle des pas perdus, et M. Bidalou lui-même, frondeur en son temps, s'était déplacé afin de dénoncer les « agissements criminels » de la Chancellerie.

Le référé tant attendu faillit pourtant ne pas avoir lieu : à peine arrivé, l'avocat d'Urbatech, M. Yves Baudelot, annonçait qu'il renonçait à son assignation. « M. Giraudon, qui avait été incarcéré samedi par le juge Jean-Pierre, a été libéré hier, et le procureur a saisi la chambre d'accusation, expliquait-il. Le référé n'a donc plus lieu d'être. » Les dirigeants d'Urbatech, estimant déjà la veille dans un communiqué, enten-

daient ainsi « concourir à l'apaisement ». Cet « apaisement » ne convenait toutefois pas aux trois juges d'instruction venus du Mans, qui voyaient dans ce geste une ultime dérobade. « Mon nom a été donné en pâture à la presse, qui a appris mon assignation avant moi », expliquait M. Jean-Pierre Pétillon, qui était de permanence dimanche, au tribunal du Mans. « L'estime subit un préjudice moral », renchérisait M. Jacques Liberge, le juge d'instruction chargé du dossier.

Les trois juges demandaient alors chacun 10 000 F de dommages et intérêts. L'avocat de M. Thierry Jean-Pierre, M. Alain Pugeau, en profitait pour dénoncer vigoureusement les termes de l'assignation. « On y lit que M. Jean-Pierre s'est auto-saisi. C'est faux. On y lit que la saisine était totalement irrégulière. C'est faux. On y lit que l'ordonnance de dessaisissement a été portée à sa connaissance dimanche à 14 h 15. C'est faux. Toutes ces accusations sont très graves. »

**« Je viens d'apprendre que je suis un cambrioleur »**

M. Pugeau évoquait à l'une des zones d'ombre du dossier : le juge Thierry Jean-Pierre était-il régulièrement dessaisi au moment de la perquisition effectuée dimanche dans les locaux d'Urbatech ? L'ordonnance de la présidente du

tribunal du Mans mentionne, bien sûr, la date de la décision, mais elle n'en précise pas l'heure (1).

« Le dessaisissement n'a certes pas été notifié par écrit à M. Jean-Pierre avant la perquisition, mais il en avait été averti au commissariat de Noisy-le-Sec à 14 h 15, expliquait alors M. Yves Baudelot. Pourquoi M. Jean-Pierre n'a-t-il pas téléphoné à sa hiérarchie ? Un fax confirmant le dessaisissement a d'ailleurs été trouvé après la perquisition dans les locaux d'Urbatech. »

Les avocats des trois juges d'instruction retiennent, eux, une heure plus tardive : celle de la notification officielle faite dimanche, à 21 h 15, par M. Isabelle Paulat, substitut du procureur de la République de Paris, le juge Jean-Pierre, plaident-ils, était donc encore chargé du dossier lors de la perquisition chez Urbatech.

C'est sur cette polémique que le juge Jean-Pierre choisira d'intervenir : « Le juge qui a pris ma succession a été saisi à 21 h 30, note-t-il. Si l'on admet que j'ai été dessaisi à 14 h 15, qui donc était chargé du dossier au cours de l'après-midi ? » Prudent, il s'est bien gardé de s'exprimer sur le contenu du dossier qui lui a été retiré.

L'avocat d'Urbatech, M. Yves Baudelot, a pourtant décidé d'en dire un mot. « C'est étonnant, lance-t-il. La pièce maîtresse de ce dossier est un document anonyme apporté par M. Montaldo. » Les

défenseurs de M. Thierry Jean-Pierre, M. Alain Pugeau et François Gallot-Lavallée, se récrient aussitôt au nom du secret de l'instruction et demandent que ces propos soient actés. M. Robert Diet fait venir une greffière en catastrophe. Sur son banc, le juge Jean-Pierre n'a pas bronché. Il interviendra pourtant à nouveau après une déclaration de l'avocat d'Urbatech affirmant que le souhait le plus cher des dirigeants de la société est de s'expliquer devant la justice. Cette fois, il ne peut réprimer un sourire : « Une simple phrase, monsieur le président : je viens d'apprendre que je suis un cambrioleur et que la société Urbatech n'avait rien à cacher. Voilà qui va en faire tire plus d'un. »

ANNE CHEMIN

(1) Dans un entretien publié le 11 avril dans le *Figaro*, le juge Jean-Pierre affirme que le dessaisissement lui a été annoncé par une inspectrice du commissariat de Noisy-le-Sec qui « n'avait pas de précisions ». « Mes officiers de police judiciaire téléphonèrent alors à leur commissaire, au Mans, raconte-t-il, et reçurent pour instruction de ne plus m'assister. Je grands l'appareil : le policier me dit que je suis dessaisi par le parquet. C'est impossible. Par la chancellerie. Impossible. A-t-il un document prouvant que je suis dessaisi ? Non. Même dans le cas d'un dessaisissement, l'article 84-4 du code de procédure pénale me permettait, vu l'urgence, de poursuivre. »

Le test contesté de dépistage du cancer

### Annulation de la procédure visant les docteurs Lagarde et Roquette

NICE

de notre correspondant régional

Dans un jugement rendu mercredi 10 avril, la sixième chambre du tribunal correctionnel de Nice, présidée par M. Jean-Pierre Ferry, a prononcé l'annulation de plusieurs pièces de procédure entrainant celle de l'ensemble de l'instruction dans le procès des docteurs Philippe Lagarde et Augustin Roquette.

Les deux médecins étaient poursuivis pour escroquerie et exercice illégal de la pharmacie ainsi que, pour le premier, d'exercice illégal de la biologie (le *Monde* du 15 mars). Il leur était notamment reproché d'avoir eu recours à un test de dépistage du cancer – le test Heitan-Lagarde – non officiellement reconnu mais qu'ils faisaient payer à leurs malades.

Le 14 mars dernier, le ministère public avait requis des peines de quinze mois de prison avec sursis contre le docteur Lagarde et de neuf mois avec sursis contre le docteur Roquette. Toutefois les défendeurs

des deux médecins, M. Gérard Baudoux, Joseph Ciccolini et Patrick Rizzo (Nice), avaient soulevé neuf exceptions de nullité qui avaient été jointes au fond.

Dans son jugement de délibéré, le tribunal a fait droit à leurs principaux arguments en constatant la violation de plusieurs articles du code de procédure pénale (articles 105, 151 et suivants ainsi que 160) au sujet, notamment, de la présence, au cours des interrogatoires des suspects et des perquisitions effectuées à leur cabinet commun, du seul plaigant, le docteur Jean Lorezi, médecin inspecteur de la DDASS, et de la désignation d'experts non inscrits sur la liste de la cour d'appel. Il a donc prononcé l'annulation de quatre pièces, « ainsi que des pièces subséquentes », qui étaient à la base de l'accusation sans avoir, par voie de conséquence, à transcrire sur le fond.

Le parquet de Nice, dans un délai de dix jours et le parquet général, dans les deux mois, ont la possibilité de faire appel de cette décision. « Je demande, maintenant, que l'on me laisse travailler tranquillement », a déclaré le docteur Lagarde, qui continue à exercer sa profession, comme généraliste, à Cannes, mais qui a fait état de « tracasseries » persistantes de la part de l'administration. Comme son confrère nicois, toujours inscrit au conseil de l'ordre mais reconverti, par nécessité, dans l'informatique, il n'a pas exclu de demander des réparations en justice.

GUY PORTE

### DÉFENSE

Au Forum de l'École de guerre

### M. Joxe invite l'Europe à développer ses moyens spatiaux

Reprenant une idée lancée par M. Valéry Giscard d'Estaing du temps où il était à l'Élysée, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a invité l'Europe à développer ses moyens spatiaux. « Si l'Europe ne dispose pas de capacités propres en matière spatiale, il sera vain de parler de défense européenne », a-t-il dit, mercredi 10 avril, lors de la séance inaugurale du Forum sur la sécurité européenne au siècle prochain, organisé par les officiers-stagiaires de l'École supérieure de guerre à Paris.

« Les moyens de l'espace apporteront des mutations aussi importantes que celles apportées par la stratégie de dissuasion nucléaire », a expliqué M. Joxe, qui voit dans le spatial « une contribution spécifique et déterminante pour la gestion du temps de paix, pour l'acquisition non agressive de l'information dans les accords de contrôle du désarmement, pour l'identification des signes précurseurs de crise, pour le diagnostic des menaces potentielles et pour la conduite des opérations militaires. »

Après avoir estimé qu'une Europe « plus large » devra disposer de moyens spatiaux à elle, le ministre de la défense a déclaré : « Dans cette voie, la France a les capacités et l'expérience. » (1).

Par sa brève, le discours de M. Joxe a laissé quelque peu sur leur faim les mille huit cents auditeurs du Forum. L'assistance, qui attendait une intervention plus dense et plus en phase avec le thème de ses réflexions, était venue de trente-cinq pays différents à l'invitation des officiers (des commandants et des lieutenants-colonels de l'armée de terre) de la promotion sortante de l'École supérieure de guerre.

Un tel Forum sur la sécurité européenne est une première du genre (le *Monde* du 10 avril). Organisée par de jeunes cadres militaires, cette manifestation réunissait, durant deux jours à Paris, surtout des personnalités civiles, françaises et étrangères, de tous les horizons. Le chef constitutionnel des armées, M. François Mitterrand, devait y prononcer, jeudi après-midi 11 avril, le discours de conclusion.

#### Deux paradoxes

Avant les propos du ministre de la défense, plusieurs tables rondes ont rassemblé divers orateurs en séances plénières et en commissions restreintes sur des thèmes plus particuliers.

C'est ainsi que le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Gilbert Forray, qui quitte son poste pour prendre, dans quelques jours, les fonctions de conseiller d'État en service extraordinaire, a tenu à livrer un testament sous la forme, a-t-il dit, de deux « paradoxes ».

« D'une part, a expliqué le général Forray, on nous demande de prévoir l'imprévisible et, dans ces conditions où nous raisonnons en termes de risques et non plus de menaces, nous sommes obligés de souscrire une assurance multirisques tout en la payant d'avance, compte-tenu de la durée de vie des

systèmes d'armes. D'autre part, l'outil militaire rend un service maximum quand il ne sert pas et, des lors, il risque de paraître d'un effet nul à une opinion extérieure à qui il est difficile d'expliquer son efficacité. »

De son côté, le secrétaire d'État à la défense, M. Gérard Renon, a estimé que la lutte contre les proliférations chimiques et balistiques, après la guerre du Golfe, « est devenue plus nécessaire et plus difficile à réaliser » que pour le nucléaire.

« À la différence des puissances nucléaires dites officielles, certains pays soupçonnés de chercher à se doter d'armes de destruction massive n'ont peut-être pas développé une doctrine de dissuasion, ces armes étant alors considérées comme un instrument d'action dans un conflit éventuel (...). Au-delà du risque militaire, a dit M. Renon, la possession par un agresseur potentiel de moyens balistiques, assortis de charges plus ou moins terrifiantes, a d'importantes conséquences politiques en limitant, dans les pays où l'opinion publique joue un rôle important – ce qui est le cas des pays démocratiques –, la capacité d'intervenir efficacement dans la gestion de crises politiquement majeures, mais jugées lointaines par nos opinions. »

(1) En 1991, le budget militaire français atteindra 2 465 millions de francs à l'espace, en crédits de paiement, soit 2,4 % du total des dépenses d'équipement. Pour l'essentiel, ces crédits sont consacrés à la mise au point de programmes Helios de satellite d'observation optique et à la modernisation du programme Syracuse de satellite de télécommunications, qui seront prêts en 1994. Seuls à ce jour, deux pays européens, l'Italie et l'Espagne, se sont joints au projet de satellite Helios à hauteur, respectivement, de 14,1 % et de 7 %.

#### EN BREF

□ 3 000 personnes fuient devant le réveil de deux volcans aux Philippines. – Plus de 3 000 habitants de Luzon, l'île principale des Philippines, ont fui leurs villages devant les manifestations de réveil de deux volcans, le Pinatubo et le Taal, situés respectivement à 80 kilomètres au nord-ouest et à une cinquantaine de kilomètres au sud de Manille.

□ Plusieurs pompiers irradiés au CERN. – Quinze pompiers qui se livraient, le jour de Pâques, à un exercice d'évacuation de bâtiment au Laboratoire européen de physique des particules (CERN), situé près de Genève, ont été légèrement irradiés. L'origine de l'incident, révélé mercredi 10 avril par la  *Tribune de Genève* et confirmé depuis par la direction du CERN, serait due à une erreur des pompiers qui, au cours de leur exercice, ont emporté par mégarde dans leur fourgon un sac contenant un barreau de fer irradié utilisé pour certaines expériences de physique. Ce n'est que le lendemain qu'un contrôle de routine a révélé la méprise des quinze hommes qui, selon les services de protection, n'ont été exposés qu'à de faibles doses de radiation. – (AFP)

Rebondissement dans le dossier de fausses factures GRC-Emin

### Un sénateur du Jura inculpé d'abus de biens sociaux

LYON

de notre bureau régional

M. Pierre Jeambur, soixante-neuf ans, sénateur centriste du Jura (Rassemblement démocratique et européen), a été entendu, jeudi 4 avril, par M. Jacques Chauvet, juge d'instruction à Lyon, qui l'avait inculpé le mois dernier d'abus de biens sociaux et de « faux et usage de faux » dans le cadre du dossier de fausses factures GRC-Emin.

Ancien collaborateur d'Edgar Faure, M. Jeambur, qui siège à la Commission nationale d'urbanisme commercial (CNUC) – chargée d'étudier les dossiers d'implantation des centres commerciaux de grandes surfaces –, aurait perçu des sommes avoisinant 1 million de francs du Groupe recherche et construction (GRC), l'un des premiers promoteurs-développeurs français en matière d'urbanisme commercial.

C'est par le biais de la Société régionale d'éditions (SRE) de Lons-le-Saunier, dont il est le fondateur et le gérant depuis 1970, que M. Jeambur aurait établi, et encaissé auprès du GRC, des factures correspondant à des études factices (parfois un simple feuillet, 21 x 27, facturé 118 600 F, TVA à 18,60 % comprise) ou à des sondages plus ou moins fantaisistes (l'un d'eux portant, par exemple, sur « la vie sexuelle des françaises »). Cette inculpation, accompagnée de celles de deux responsables de bureaux d'études, porte à treize le nombre de personnes impliquées dans « l'affaire GRC » qui éclata l'automne 1988, à la suite d'une perquisition au siège lyonnais du groupe par des policiers du SRPJ de Marseille, parmi lesquels l'inspecteur Antoine Gaudino.

Outre M. Evelyn Emin et son mari, Patrick, respectivement PDG et directeur général de GRC, et M. Gérard Monate, président du GIE comprenant notamment Urbatech – le bureau d'étude « financier » du Parti socialiste, actuellement en liquidation –, un autre parlementaire figure parmi les inculpés. Le 25 septembre 1989, le doc-

teur Pierre Lacour, soixante-six ans, sénateur et maire (CDS) de Montbrion (Charente), avait en effet été inculpé de « recel d'abus de biens sociaux ». L'enquête ayant révélé que les travaux d'aménagement d'un étang de plaisance sur une propriété agricole appartenant au sénateur, à Busseroles (Dordogne) – pour un montant d'environ 1 million de francs –, avaient été payés par le GRC, soit directement, soit par l'intermédiaire de la société de travaux publics Jean Lefebvre.

Si MM. Jeambur et Lacour siègent côte à côte au Palais du Luxembourg, ils se retrouvent également au sein de la Commission nationale d'urbanisme commercial qui a sans doute été amenée à examiner des dossiers concernant des opérations d'urbanisme commercial présentées par GRC-Emin. C'est évidemment cette dernière particularité qui retient l'attention des enquêteurs chargés de ce dossier-gigogne.

ROBERT BELLERET

### Hors Série

## le nouvel Observateur LA FRANCE ET LES ARABES

### LA FRANCE A-T-ELLE UNE POLITIQUE ARABE ?

L'avenir de la France passe par ses rapports avec les Arabes, à l'extérieur comme à l'intérieur. Pour comprendre ce défi, d'Alger à Sartrouville, de Charles Martel à la guerre du Golfe, de Chateaubriand à la musique rai, des beurs aux harkis, les plus grandes signatures françaises et arabes révèlent les mille et une facettes des relations entre la France et les Arabes.

En vente 30F chez votre marchand de journaux

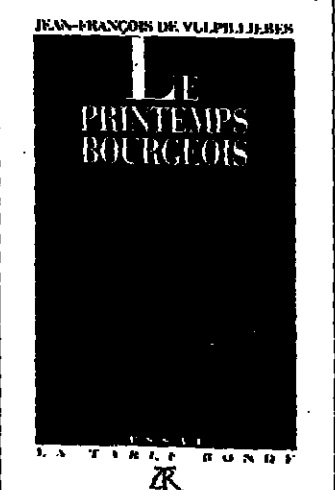
### LE PRINTEMPS BOURGEOIS J.F. DE VULPIILLIERES

• Moelleux comme un fauteuil Restauration, noué comme un foulard Hermès. • Marc Lambron, le Point

• Une mine d'idées neuves, brillantes... • Alain-Gérard Slama, le Figaro

• Un livre exceptionnel dans lequel, pour la première fois, je crois, du moins dans l'histoire des décennies 70-90, l'évolution de la société française est décryptée dans sa signification profonde. • L'homme nouveau

• En deux générations, la France s'est embourgeoisée J.F. de Vulpiillères fait tourner méthodiquement cette clef d'explication de notre société. Et elle marche. • Ouest-France







Entre les systèmes impérialistes et les systèmes en voie de développement,  
il y a Philips Systèmes Informatiques.

Dans l'univers informatique, il y a ceux  
qui vous emprisonnent dans leurs systèmes  
et ceux qui n'ont pas les moyens de leurs  
systèmes.

Philips Systèmes Informatiques, c'est la  
voie des systèmes ouverts et des solutions  
informatiques pointues, aux standards du  
marché.

Depuis plus de 20 ans, nous avons  
une approche très en amont de vos pro-  
blèmes : pour bien faire notre métier,  
nous commençons par apprendre le vôtre ;  
nous sommes devenus les partenaires  
privilégiés des institutions financières,  
des assurances, et de tout le secteur des  
services, privés ou publics.

Philips Systèmes Informatiques, c'est  
aussi la formidable concentration d'éner-  
gie, de puissance et de technologie du  
groupe PHILIPS, une expertise des systè-  
mes multi-médias allée à la compétence  
de 10000 hommes dédiés à une vocation  
unique : vous comprendre.

Ainsi, dès sa naissance, PHILIPS  
SYSTÈMES INFORMATIQUES s'affirme  
comme un intégrateur de systèmes sur  
lequel on peut compter, avec lequel il va  
 falloir compter.

Philips Systèmes Informatiques



**PHILIPS**

مركز المعلومات



## SOCIÉTÉ

### SPORTS

**FOOTBALL : la large victoire de l'OM à Moscou en Coupe d'Europe (3-1)**

## L'Olympique de Marseille en route pour la finale

L'Olympique de Marseille s'est imposé face au Spartak de Moscou (3-1), mercredi 10 avril, en match aller des demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions de football. Avant même la seconde manche, le 24 avril au Stade Vélodrome, l'équipe marseillaise semble pratiquement assurée de se qualifier pour la finale, le 29 mai à Bari (Italie). Dans l'autre demi-finale, les Yougoslaves de l'Etoile rouge de Belgrade se sont imposés à Munich contre le Bayern (2-1).

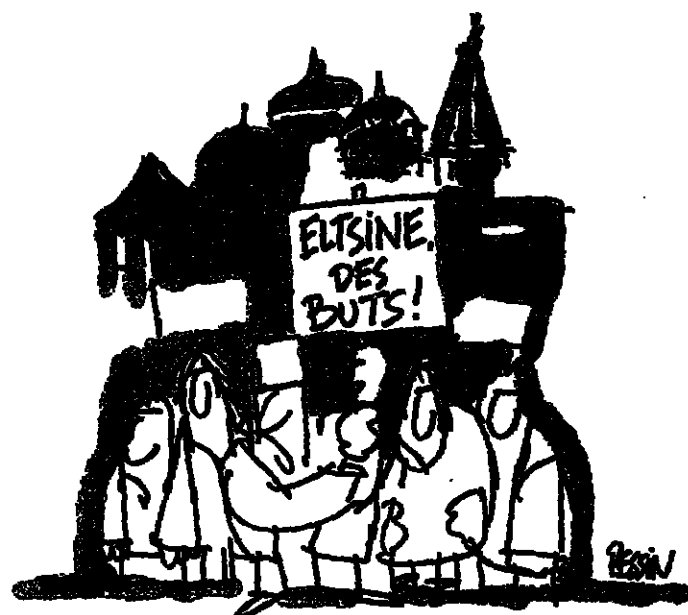
MOSCOU

de notre envoyé spécial

Jean-Pierre Papin est de ces hommes qui n'y vont jamais par quatre chemins. Sur un terrain, il cueille les ballons presque au vol, comme ils arrivent, avant-centre acrobate, instinctif et talentueux, auteur de buts insensés. En dehors des aires de jeu devant les journalistes, il en est souvent de même. Une question tombe, prévisible mais gênante, et le voilà qui répond sans ambages, interlocuteur spontané parfois déconcertant de franchise.

Mercredi 10 avril, dans les coulisses du stade Lénine, alors que l'Olympique de Marseille venait de dominer sans difficulté les Soviétiques du Spartak de Moscou (3-1) en match aller des demi-finales de la Coupe des clubs champions, on lui demanda donc : « Avant même la seconde manche, l'OM est-il déjà en finale ? » Tout autre que lui se serait dérobé, arguant de la pseudo-incertitude du sport. Raymond Goethals, le technicien belge de l'OM, venait lui-même de faire œuvre de diplomate et de diplomate en encaissant l'adversaire du jour et en rappelant qu'il restait « nonante » minutes à jouer.

Mais Jean-Pierre Papin, lui, répliqua tout de go : « Oui, je crois que nous sommes en finale ! ». Comble de l'optimisme, il avoua même ses pré-



férences : « Je souhaiterais l'Etoile rouge de Belgrade plutôt que le Bayern de Munich. Par superstition. Simplement parce que je ne voudrais pas retrouver le Bayern quinze ans après Saint-Etienne. »

Sans doute avait-il raison : quinze ans après le match de Glasgow entre Munich et Saint-Etienne, rien ne semble devoir empêcher l'OM d'être le quatrième club français à disputer une finale de Coupe d'Europe après Reims, Saint-Etienne et Bastia (Coupe de l'UEFA en 1978). Sur-tout pas le Spartak.

Car il faut bien avouer que la grande surprise de la soirée tient autant dans l'effigiesante prestation des Moscovites que dans la forme resplendissante des Marseillais. Pour avoir écarté les Italiens de Naples et les Espagnols du Real Madrid, le Spartak de Moscou pouvait prétendre inquiéter une formation pho-

béenne qui restait sur un étonnant succès contre le Milan AC. Avec sa demi-douzaine d'internationaux, ses rapides attaquants dont on se disait qu'ils allaient tout faire pour attirer l'attention des recruteurs occidentaux, le club soviétique le plus populaire promettait une belle opposition. Il n'en fut rien. Du moins en première période.

« Ils n'étaient pas fatigués », jurera plus tard l'entraîneur Oleg Romanov, à propos de l'étrange passivité de ses joueurs. Mais il ne pourra empêcher d'acides commentaires sur ses méthodes de préparation. En effet, quelques jours avant cette demi-finale, le Spartak avait effectué une tournée au Japon. Cette escapade, richement dotée par un quotidien nippon, n'a certainement pas favorisé la mise en condition physique et mentale de la joyeuse troupe. L'OM a su profiter de cette

méforme mais également des décisions parfois surprenantes du trio d'arbitres danois (1). Après une période de flottement en début de match, les Marseillais ont renouvelé leur performance de Milan lorsqu'ils avaient maîtrisé avec intelligence les joueurs lombards de Silvio Berlusconi. S'appuyant sur un milieu de terrain renforcé par le retour de Jean Tigana aux côtés de Bruno Germain et de Laurent Fournier, le trio offensif Waddie-Papin-Pelé a pu s'amuser à loisir au sein d'une défense adverse très perméable. L'anglais Chris Waddie offrait d'abord un but à Abedi Pelé à la 27<sup>e</sup> minute de jeu avant de récidiver en faveur de Jean-Pierre Papin quatre minutes plus tard.

En seconde période, les Moscovites se reprisent quelque peu. A plusieurs reprises, la défense marseillaise menaçait de craquer sous les contre-attaques soviétiques. Elle allait d'ailleurs s'incliner sur un centre, repris de la tête par Igor Chali-mov. Mais deux minutes avant la fin du match, Philippe Vercruyssen, entré à la place de Jean Tigana, inscrivait un troisième but de la tête.

Au total, l'OM aura donc souffert une trentaine de minutes. Le reste de la rencontre ne fut qu'affaire de routine et de tactique bien appliquée, de talent aussi avec Pelé-Waddie. Une prestation du même ordre dans deux semaines à Marseille devrait suffire à l'équipe phocéenne pour se qualifier, un an après son élimination par les Portugais de Benfica au même stade de la compétition.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Au sujet de cet arbitrage contesté, un journaliste soviétique a fait sensation, lors de la conférence d'après-match, en demandant à Raymond Goethals : « Combien de fois a-t-il donné à l'arbitre aujourd'hui ? » Il n'a pas osé d'argent pour acheter la finale ? L'entraîneur de l'OM a simplement répliqué : « Je ne réponds pas à ce type de question ! »

### Contre l'insécurité sur le campus

## Opération « Université morte » à Paris-XIII

Les portes de l'université Paris-XIII-Villetaneuse devaient rester closes jeudi 11 avril en signe de protestation contre l'insécurité qui règne sur le campus.

L'idée d'une journée « Université morte », avait été lancée lors d'une assemblée générale des personnels administratifs et techniques, rejoint par des enseignants et des étudiants. A l'unanimité, le conseil d'administration a ratifié la décision, qui répond à une inquiétude dont M. Pierre Cornillot, pré-

sident de Paris-XIII, se fait l'écho. Le nombre des agressions commises dans l'enceinte du campus se serait multiplié, notamment selon lui depuis les événements de l'autonne dernier à Vaux-en-Val.

Environnée de cités HLM dévalorisées, l'université prend de plein fouet la crise des banlieues. M. Cornillot estime que le campus devrait être mieux délimité, sans pour autant « devenir une forteresse », qui « briserait les liens avec son environnement ».

R. R.

## Tentative de suicide par sida

Une femme de quarante et un ans a tenté de se suicider en s'injectant du sang de son ex-ami toxicomane atteint du sida. Ce cas tragique est rapporté par une équipe de l'hôpital Laennec de Paris, les docteurs Eric Durand, Claire Le Jeune et le professeur François-Claude Hugues, dans une lettre publiée, jeudi 11 avril, dans le *New England Journal of Medicine*.

Prise de panique quelques heures après s'être injectée deux à trois millilitres de sang, cette personne s'est présentée aux urgences de l'hôpital Laennec, où un traitement prophylactique à l'AZT, un médicament antiviral, a été tenté afin d'enrayer l'infection. En vain. « Ce traitement prôné en cas d'une éventuelle contamination accidentelle a été débordé par l'énorme volume de sang que s'était

injecté cette femme comparativement aux quelques microdoses inoculées en cas de piqure accidentelle. Cette observation ne présume pas de l'intérêt d'un tel traitement prophylactique », précise le professeur François-Claude Hugues. Dès son admission et pendant cinq semaines, la patiente a reçu un gramme d'AZT par jour, à raison de 250 milligrammes toutes les six heures. Des prélèvements effectués quatre semaines après la contamination ont montré que la patiente était encore séronégative. Ce n'est que trois mois après s'être injecté le sang contaminé que la femme a commencé à être fatiguée et à avoir des ganglions au niveau cervical. Les tests biologiques ont alors montré qu'elle était devenue séropositive.

M. Bruno Durieux précise les contre-indications probables à l'avortement médical. — A la suite du décès d'origine cardio-vasculaire d'une femme de trente et un ans, grande fumeuse, après l'injection d'une prostaglandine associée à la prise du RU 486 (*le Monde* du 10 avril), le ministre délégué à la santé a indiqué, mercredi 10 avril, les contre-indications vers les-

quelles s'orientent les commissions d'experts : « Proscription de l'emploi de cette méthode chez les femmes tabagiques, les femmes âgées de plus de trente-cinq ans en raison du risque cardio-vasculaire potentiellement accru, modifications des posologies (doses) et des modes d'administration des prostaglandines pour réduire les risques. »

(Publicité)

## LA DEMOCRATIE EN PERIL

### APPEL A TOUS LES REPUBLICAINS

A quelques jours d'intervalle, le pouvoir politique a révoqué un inspecteur de police, dessaisi un juge d'instruction dans l'exercice de ses fonctions. Leur seul tort était de vouloir faire toute la lumière sur le financement occulte d'un parti politique.

La séparation des pouvoirs, fondement de la démocratie, n'existe plus dans notre pays. La justice est humiliée.

Nous sommes les élus du peuple, nous ne l'acceptons pas.

#### PREMIERS SIGNATAIRES :

— Gérard LONGUET, Député de la Meuse  
— Alain MADELIN, Député d'Ille-et-Vilaine  
— François LEOTARD, Député du Var  
— Michel PONIATOWSKI, Sénateur du Val-d'Oise  
— Marcel LUCOTTE, Sénateur de la Saône-et-Loire  
— Charles MILLON, Député de l'Ain  
— Philippe de VILLIERS, Député de la Vendée  
— Jean-Claude GAUDIN, Sénateur des Bouches-du-Rhône  
— François d'AUBERT, Député de la Mayenne  
— Jacques BLANC, Député de la Lozère  
— Yann PIAT, Député du Var  
— Nicole AMELINE, Député du Calvados  
— Roland BLUM, Député des Bouches du Rhône  
— José BALARELLO, Sénateur des Alpes-Maritimes  
— Henri BAYARD, Député de la Loire  
— René BEAUMONT, Député de la Saône-et-Loire  
— Roland BLUM, Député des Bouches-du-Rhône  
— Philippe de BOURGOING, Sénateur du Calvados  
— Jean BROCARD, Député de la Haute-Savoie  
— Robert CAZALET, Député de la Gironde  
— Roger CHINAUD, Sénateur de Paris  
— Pascal CLEMENT, Député de la Loire  
— Jean CLOUET, Sénateur du Val de Marne  
— Daniel COLIN, Député du Var  
— Louis COLOMBANI, Député du Var  
— Georges COLOMBIER, Député de l'Isère

— Charles-Henri de COSSE BRISSAC, Sénateur de Loire-Atlantique  
— Hervé DE CHARENTE, Député du Maine-et-Maine  
— Jean DELANEAU, Sénateur d'Indre-et-Loire  
— Francis DELATTRE, Député du Val-d'Oise  
— Willy DIMÉGLIO, Député de l'Hérault  
— Maurice DOUSSET, Député de l'Eure et Loire  
— Jean DUMONT, Sénateur des Deux-Sèvres  
— Ambroise DUPONT, Sénateur du Calvados  
— Georges DURAND, Député de la Drôme  
— Jean-Paul EMIN, Sénateur de l'Ain  
— Charles EHRLMANN, Député des Alpes-Maritimes  
— Hubert FALCO, Député du Var  
— Jacques FARRAN, Député des Pyrénées-Orientales  
— Charles FEVRE, Député de la Haute-Marne  
— Jean-Pierre FOURCADE, Sénateur des Hauts-de-Seine  
— Claude GAILLARD, Député de Meurthe-et-Moselle  
— Gilbert GANTIER, Député de Paris  
— René GARREC, Député de Calvados  
— Claude GATTIGNOL, Député de la Manche  
— Jean-Marie GIRAULT, Sénateur du Calvados  
— François-Michel GONNOT, Député de l'Oise  
— Alain GRIOTTERAY, Député du Val-de-Marne  
— Jean-Yves HABY, Député des Hauts-de-Seine  
— Denis JACQUAT, Député de la Moselle  
— Aimé KERGUERIS, Député du Morbihan  
— Jacques LARCHE, Sénateur de Seine et Marne  
— Alain LAMASSOURE, Député des Pyrénées-Atlantiques

— Pierre LEQUILLER, Député des Yvelines  
— Raymond MARCELLIN, Député du Morbihan  
— Serge MATHIEU, Sénateur du Rhône  
— Jean-François MATTEI, Député des Bouches-du-Rhône  
— J. Henri MAUJOUAN DU GASSET, Député de la Loire-Atlantique  
— Alain MAYOUD, Député du Rhône  
— Michel MEYLAN, Député de la Haute-Savoie  
— Michel MIROUDOT, Sénateur de Haute-Saône  
— Alain MOYNE BRESAND, Député de l'Isère  
— Jean-Jacques NESME, Député de la Saône-et-Loire  
— Arthur PAECHT, Député du Var  
— Michel PELCHAT, Député de l'Essonne  
— Francisque PERRUT, Député du Rhône  
— Jean-Pierre PHILIBERT, Député de la Loire  
— Jean PRORIOL, Député de la Haute-Loire  
— Ladislav PONIATOWSKI, Député de l'Eure  
— Henri de RAINCOURT, Sénateur de l'Yonne  
— Henri REVOL, Sénateur de la Côte d'Or  
— Gilles de ROBIEN, Député de la Somme  
— José ROSSI, Député de la Corse du Sud  
— Francis SAINT ELLIER, Député du Calvados  
— Rudy SALLES, Député des Alpes-Maritimes  
— Bernard SEILLIER, Sénateur de l'Aveyron  
— Philippe VASSEUR, Député du Pas-de-Calais  
— Yves VERWAERDE, Député Européen  
— Claude WOLFF, Député du Puy-de-Dôme

ECRIVEZ-NOUS : COMITE "DEMOCRATIE EN PERIL"  
105, rue de l'Université 75007 PARIS







سكنى في الامم

## CULTURE

### EXPOSITIONS

#### Monuments juifs

La redécouverte d'un patrimoine architectural méconnu

LE TEMPS DES SYNAGOGUES  
au Musée d'Orsay

En un peu plus d'un siècle, entre la fin du dix-huitième et le début du vingtième, quelque deux cent cinquante synagogues ont été construites en France par et pour une population d'à peine 90 000 personnes, rappelle le grand rabbin Joseph Siruk dans sa préface au splendide ouvrage de Dominique Jarassé, *L'Age d'or des synagogues*. C'est donner la mesure d'une aventure constructive aussi « édifiante » qu'aura été l'épouvantable aventure de destruction engendrée par le vingtième siècle. L'ouvrage, coloré, généreux, détaillé, vient en complément, et presque en contrepoint d'une exposition d'Orsay, qui s'est donnée le même Dominique Jarassé pour commissaire.

Exposition austère, « Le temps des synagogues » — on note la nuance du titre, qui signifie que l'un n'est pas le catalogue de l'autre — emprunte, en descendant, la spirale habituelle du pavillon de l'architecture, au Musée d'Orsay. Ce pourrait être enrayé, d'est somme toute passionnant parce que à travers un type d'édifice précisément défini, on rencontre tout ce qui fait la thématique du musée, la spécificité du dix-neuvième siècle, l'outil de dire, dans ces conditions, qu'il ne s'agit pas de s'enfermer ici dans les dates impaires comme champ d'action aux conservateurs d'Orsay, mais d'une période un peu plus ample, un peu plus confortable, qui trouve son origine dans la fin du siècle précédent pour finir avec le vingtième.

C'est en effet le 27 septembre 1791 que les révolutionnaires proclament l'émancipation des juifs de France, permettant simultanément une floraison de monuments considérés à tort ou à raison comme des synagogues. Et c'est en 1914 qu'est inaugurée la synagogue d'Hector Guimard, dans le quatrième arrondissement de Paris, dernier épisode marquant de cette

aventure constructive, mais épisode architectural diversement apprécié par une communauté qui n'y retrouvait pas l'image d'une synagogue « comme il faut ».

Cette synagogue « comme il faut » était pourtant une invention relativement récente. Avant 1791, ces lieux de réunion étaient interdits hors de territoires protégés : l'Alsace où elles se dissimulaient, ou encore, dans le sud, une ville comme Carpentras où la synagogue restait confinée dans un ghetto. Dès lors, où les architectes allaient-ils trouver le modèle du nouveau temple, de ce qui devait être le témoin monumental d'une culture et d'une spiritualité ?

Les architectes, qui ont beaucoup d'imagination, se tournèrent vers l'Orient et vers Jérusalem. D'où une multiplication d'édifices d'inspiration plus ou moins byzantine, plus ou moins mauresque, après quelques tentatives néoclassiques d'ailleurs assez jolies. La communauté israélienne devait sans doute composer avec les goûts et les idées des édiles qui ont régi les villes et les rues du dix-neuvième siècle. Elle trouva cependant son goût et son image dans ces compromis stylistiques, ni plus ni moins artificiels que les églises catholiques du même temps (le Sacré-Cœur aussi est terminé en 1914), mais qui avaient, comme elles, juste ce qu'il faut de monumentalité pour exprimer les valeurs d'une communauté reconnue, intégrée.

L'exposition est centrée sur les synagogues françaises. Les organisateurs rappellent que le patrimoine juif français « faisait figure de parent pauvre » au regard de ceux d'Allemagne, de Pologne, de Russie. Pour « pauvre » qu'il ait été, ce patrimoine recèle aujourd'hui une singulière richesse, puisqu'il a, lui au moins, survécu aux destructions du dix-neuvième siècle.

FRÉDÉRIC EDELMANN  
« Le temps des synagogues en France (1791-1914) », Musée d'Orsay, jusqu'au 27 mai.  
L'Age d'or des synagogues, de Dominique Jarassé, Edition Herscher, 174 p., 00 F.

LES HOMMES NAISSENT  
TOUTS EGO

«...drôlesse...» MATCH  
«...une virtuosité tout à fait époustouflante...» LE FIGARO  
«...burlesque jusqu'au délire...» L'ESPRESSO  
«...un comique explosif...» L'ESPRESSO  
«...entre Hitchcock et Buster Keaton...» EUROPE 1  
«...le vernis critique, l'ego explique...» LE PARISIEN

LOC. 43 22 77 74  
AU Foyer des 19<sup>e</sup>  
ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS

PETIT MONTPARNAISE  
GUSTAVE FLAUBERT

Mémoires d'un fou

Rarement si je vu un bonheur de théâtre aussi amoureuxment soigné, aussi généreusement imaginé, aussi jeune, aussi poignant... Michel Cournot - LE MONDE  
LOC. 43.22.77.74  
AU Foyer des 19<sup>e</sup> ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS

CAPITALES EUROPÉENNES  
DU DESIGN  
au Centre Georges-Pompidou

Cette exposition consacrée aux capitales européennes du nouveau design (Paris, Milan, Barcelone, Düsseldorf) est censée mettre en évidence tous les paradoxes de la société post-industrielle, à l'échelle du mobilier, de l'objet — et de la mode. L'ouvrage en série limitée, voire en pièce unique, côtoie le produit standard, la haute technologie, l'artisanat. Mais le terme de design, formule hier assez lisse pour être appliquée à toute forme pourvu qu'elle fut bonne, ne résiste pas à de tels paradoxes. Selon Andrea Branzi, commissaire italien de l'exposition — avec François Burkhardt — le « nouveau design » correspond à l'avènement de la « seconde modernité ». Dans un monde industriel « complexe et discontinu », dans ces villes uniformisées par la télévision, la consommation et même l'architecture,

celui-ci témoigne de l'apparition de « dialectes spontanés » et rend possibles des relations privilégiées, intimes, entre utilisateurs et objets. Relations poétiques, psychologiques, symboliques autant que « techniques ».

Dans ce contexte, l'expression démode la fonction. On le sait, la décadence du « Moi, je » (1980-1990) a engendré pléthore de tendances : « néo-brutalisme », « post-baroque », « néo-primitivisme », « néo-bolisme ». C'est dans cette surprise-partie de la création contemporaine remplie de princesses « barbares » et de dandies ferronniers que nos commissaires viennent faire leurs provisions théoriques. Les paillers sont là, il se reste qu'à remplir. D'aucuns placent la défaite des idéologies, l'absence de grands mouvements créatifs dans le design depuis la dissolution du groupe Memphis à la fin des années 80. Ils voient dans ces frémissements fin de siècle l'apogée de l'éphémère, le sacrifice du métier au profit des

conventions médiatiques. Il est vrai qu'il est parfois plus facile de créer un « meuble-objet », une « robe-œuvre-d'art » qu'un meuble ou qu'une robe.

Ici, au contraire, les ébats formels et spectaculaires, les citations individualistes, les effets de style en tout genre sont comme une aubaine : ils alimentent les théories défendues, depuis la fin des années 60, par Andrea Branzi, éternel patriarche du design « radical », tout de tweed et de cachemire vêtus.

Barcelone  
triomphe

Pourtant, l'exposition existe, ficelle et embellie comme un bon produit culturel d'aujourd'hui : du prêt à voir, fait pour plaire. A défaut de consommer tous ces objets, le grand public peut ici les admirer, sans arrière-pensées. Les organisateurs ont su à la fois éviter l'écueil conceptuel (une première au CCI) et le style grand magasin.

Responsable de la mise en espace, Andrea Branzi est plus convaincant sur le terrain qu'en théorie. Quatre designers (Eduard Somo pour Barcelone, Volker Albis pour Düsseldorf, Stefano Giovannoni pour Milan, Yamo pour Paris) ont par ailleurs construit les décors de cette « métropole théorique », ville hybride, tour à tour brute et sophistiquée, naturelle et artificielle, plongée dans une pénombre éclairée d'écrans vidéo.

Barcelone, la future capitale olympique, triomphe ici, vive, mobile, touche-à-tout, ambitieuse, — des chaises squelettes de Jorge Pensi aux autocuiseurs « super express » de Josep Lusca — en marge des étiquettes baroques ou minimalistes. Milan la diva, la sorcière bien-aimée, semble réconcilier d'un trait de crayon l'art et l'industrie, la poésie et la haute technologie : boîte de chocolats aérodynamique de Mendini pour la firme Alessi, rasoir élané de Donegani (Lavari), téléphone de poche fin comme une barre de guimauve (prototype du studio Sottsass, réalisé en 1990). Elle réussit la synthèse de la tradition, du plaisir de vivre et des derniers défis industriels : légèreté et miniaturisation. Les âmes sensibles éviteront l'escalade à Düsseldorf avec ses niches grillagées où sont installés les meubles à messages de Volker Albis, des groupes Pentagon (bibliothèque métallique transformable en cellule d'études) et Kunstflug (tabouret tronc d'arbre) ou ceux de S. M. Synluga : « Les choix se font dans l'esprit, par dans les hanches », affirme ce designer féroce.

Reste Paris, qui offre sous les avertissements de la création et du spiritualisme (que de bougeoirs cette année !) l'image sage et glacée d'un magazine de décoration. Dans cet écria blé et sentiment stylisé, les stars (Starck, Garouste et Bonetti) font de la figuration à côté de quelques jeunes premiers dépêchés par la galerie Neout — toute proche (Christian Gavoille, Martin Szekely) — ou la galerie Maeght (Olivier Gagnère). Tous semblent se disputer en douceur le domaine réservé d'un art décoratif sans maître ni disciples, où n'évoluent que créateurs et pasticheurs. L'air semble se raréfier autour d'une certaine idée du luxe proche de la confidentialité : « D'un individualisme de plus en plus vif ne résulte que solitude. Maintenant, on ne se détache plus entre artistes d'un autre bord mais entre artistes du même bord, entre hommes qui partagent la même cellule, la même solitude, qui exploitent le même carré de foulles », notait déjà Jean Cocteau en 1917.

LAURENCE BENAIM  
Galerie du Centre de création industrielle, jusqu'au 27 mai. Catalogue : 192 p., 200 illustrations, 300 F.

#### Génération « Moi, je »

L'avant-garde du mobilier européen sous le signe de l'éclectisme et de la série limitée

### ARTS

#### Peintures-labyrinthes

François Rouan expose ses tableaux récents : ils échappent à toute référence contemporaine

FRANÇOIS ROUAN  
à la galerie Daniel Templon

Hermétiques, indéchiffrables, contradictoires, les dernières peintures de Rouan, exécutées à la cire sur toile, déconcertent autant l'œil que l'analyse. Serait-ce une constante de leur auteur ? Le contre-pied et l'à-rebours semblent chez lui comme naturels. Au début des années 70, alors que ses contemporains de Support-Surface mettaient tout à plat, la toile sur le sol et la couleur sur la toile, il était à Rome, où il perfectionnait un procédé singulier, celui de la peinture par treillage. Découpées en lanières, des compositions abstraites se reforment par entrecroisement de ces bandes étroites. Le moyen était adroit de ne pas sacrifier l'espace et la diversité chromatique sous une apparence de déconstruction moderniste. Rouan faisait alors ses preuves de coloriste et de praticien et apparaissait comme l'un des très bons peintres de sa génération.

D'expositions à New-York en rétrospective au Centre Pompidou, la gloire suivit. Puis, à partir du début des années 80, changement : Rouan montre de moins en moins et des œuvres de plus en plus singulières, non plus des treillages mais des compositions de fragments cousus ensemble par des hachures obliques de couleur. Transparaissent des éléments de

statues antiques, des bribes de figures humaines dissimulées, dis-soutes par une pluie de touches parallèles. Cet exercice de dissimulations et regroupements, les dernières toiles le portent à un extravagant paroxysme de complexité. Les titres l'admettent froidement, tous du genre de celui-ci : *Constellation-Oiseau-Crâne-Stücke* (Stücke signifie morceau en allemand).

Que voit-on ? Des tonalités très acides, des bleus et des rouges violemment opposés, des rebrous de vert et d'orange d'autant plus vifs que le peintre commence par recouvrir sa toile de noir et que la moindre touche colorée bénéficie donc d'un effet de contraste intense. Puis, entre ces touches, des éléments assez disparates : soit des objets ordinaires ou symboliques, une planche ou un crâne, soit des bribes de souvenirs artistiques, les jambes et le torse d'une sculpture africaine, une crucifixion inachevée, les oiseaux de Braque. Quoique la composition soit assez simple — compartiments carrés, symétries, constructions en croix, — cette pratique de la division exige du temps et de la mémoire pour être comprise. Le danger est immense, car les couleurs papillonnent follement et le dessin s'émiette sans cesse, jusqu'à se réduire à de menus fragments. Aussi pourrait-on ne plus rien voir sur la toile, ou seulement une broderie chatoyante, trop chatoyante, autant dire des tableaux luxueux-

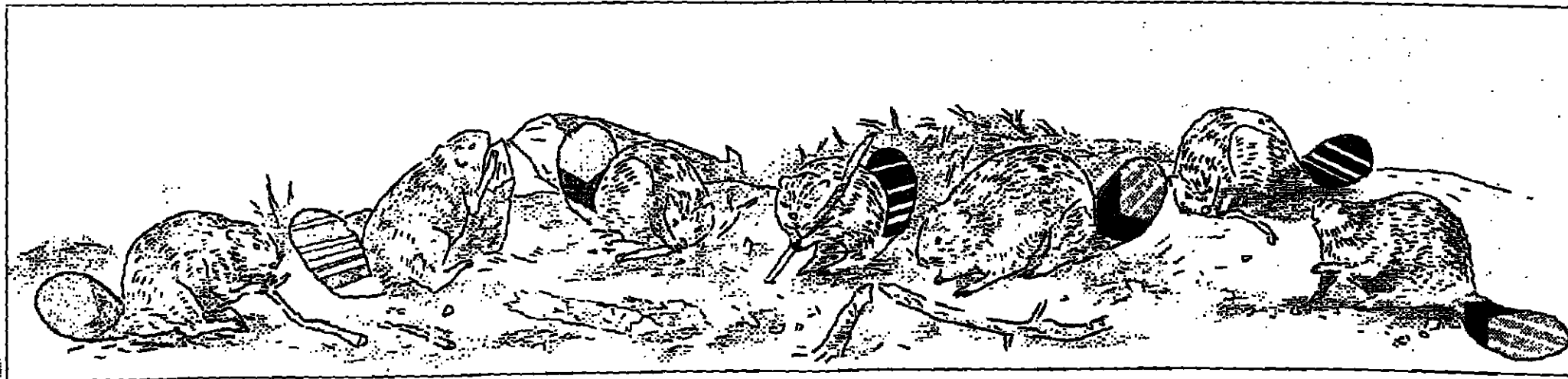
ment décoratifs mais un peu vides. Rouan court délibérément ce risque : ses œuvres se réfèrent à un épisode mal compris du cubisme, qui fut dénommé parfois, par simplification et malentendu, cubisme décoratif. A partir de 1914, Picasso réintroduit, et sans aucun ménagement, la couleur dans son système de démontage du visible par collages et ruine en pièces des objets. A lui alors les vents et les roses qui font mal, les dissonances qui blessent la pupille, le pointillisme trépidant. Il exécute alors quelques-unes de ses toiles les plus surprenantes, si surprenantes qu'aucune exposition exhaustive ne leur a été encore consacrée.

Rouan a pénétré dans cette histoire. Il dialogue, mi-sérieusement mi-ironiquement avec Picasso, Braque et leurs héritiers, Gris ou Valmier, et cette audace à elle seule, par nos temps d'amnésie organisée, force l'admiration. Les toiles qu'elle suscite sont réussies ou ratées, tantôt mystérieuses, tantôt laborieuses. Il en est des deux genres dans l'exposition. Mais quand elles sont réussies, elles le sont si complètement que l'on trouve une étrange séduction à cette peinture-coup de dés.

PHILIPPE DAGEN

Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, 75003 Paris ; tél. : 42-72-14-10. Jusqu'au 24 avril.

POUR LE CANADA 7 FOIS PAR SEMAINE BIENVENUE A BORD.



PARIS/MONTREAL, PARIS/TORONTO. TOUS LES JOURS GRÂCE À AIR FRANCE ET CANADIAN AIRLINES INTERNATIONAL.

Canadian  
Canadian Airlines International

Air France et Canadian Airlines International s'associent pour vous proposer des vols quotidiens qui vous permettront d'apprécier l'art de vivre à la française et l'hospitalité canadienne. Une arrivée au Canada en début d'après-midi vous offre la possibilité de correspondances vers 110 villes canadiennes.

A Toronto, «Le Trillium», terminal de Canadian Airlines International, est également réservé aux passagers d'Air France. Il est conçu pour assurer confort, efficacité, rapidité. Les passagers voyageant en Première classe, classe Le Club et classe Affaires peuvent utiliser les salons Empress mis à leur disposition.





# SPECTACLES

JEUDI 11 AVRIL

## EXPOSITIONS

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

#### L'ARTOT

Atelier des enfants. Jusqu'au 20 mai 1991.

#### CAPITALES EUROPÉENNES DU NOUVEAU DESIGN

Galerie du CCI. Jusqu'au 27 mai 1991.

#### LA FÊTE A DESOINS. Petit foyer.

Jusqu'au 15 avril 1991.

#### FRANK O. GEHRY. Projets en Europe.

Galerie de dessins d'architecture. Jusqu'au 10 juin 1991.

#### WITOLD GOMBROWICZ. Galerie du BPI.

Jusqu'au 10 juin 1991.

#### BERTRAND LAVIER. Galerie des contemporaines - rez-de-chaussée.

Jusqu'au 14 avril 1991.

#### CLAUDE VIALAT. Dessins. Salle d'art graphique MNAM.

Du 18 avril au 2 juin 1991.

#### JEAN VILAR AU PRÉSENT. Grand foyer.

Jusqu'au 3 juin 1991.

#### WILLIAM WEGMAN. Galeries contemporaines.

Jusqu'au 14 avril 1991.

### Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

#### AFFICHES : LE CIRQUE. Exposition-dossier.

Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet 1991.

#### GEORGE N. BARNARD : PHOTOGRAPHIES DE LA GUERRE DE SÉCESSION.

Exposition-dossier. Espace photographique des galeries 1 et 2. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

#### DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée.

Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin 1991.

#### DESSEINS NÉO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier.

Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet 1991.

#### PHOTOGRAMMES DES FRÈRES LUMIÈRE.

Espace naissances du cinéma. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 juin 1991.

#### RENÉ PLOT (1866-1934) DÉCOR DE THÉÂTRE. DÉCOR MONUMENTAUX.

Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

#### LE TEMPS DES SYNAGOGUES EN FRANCE (1791-1914).

Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

### Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. sf mar. de 10 h à 22 h.

#### ACQUISITIONS RÉCENTES DES SEPT DÉPARTEMENTS DU MUSÉE DU LOUVRE.

Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

#### JOOS VAN CLEVE. Pavillon de Flore.

Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

#### REPRESENTATIONS. Hall Napoléon.

Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

#### SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830).

Galerie de la salle Mollien. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

#### LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS. Hall Napoléon.

Entrée : 30 F (possibilité de billets couplés avec celui du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

### Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-22-61-27). T.J. sf lun. de 10 h à 19 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30, jeu. de 10 h à 19 h 30, ven. jusqu'à 20 h 30, dim. jusqu'à 20 h 30.

#### PIERO MANZONI. Entrée : 30 F.

(possibilité de billet groupé : 35 F). Jusqu'au 26 mai 1991.

#### PINO PASCALI. ETTORE SPALLETI.

Entrée : 20 F (possibilité de billet groupé : 35 F). Jusqu'au 26 mai 1991.

### Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower.

#### CINQUÈME SALON INTERNATIONAL DE L'AFFICHE ET DES ARTS DE LA RUE.

12, av. de New-York (47-22-61-27). T.J. sf lun. de 10 h à 19 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30, jeu. de 10 h à 19 h 30, ven. jusqu'à 20 h 30, dim. jusqu'à 20 h 30.

#### JACQUES-HENRI LARTIGUE.

Rivegauche (42-88-54-10). T.J. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

#### SEURAT (1859-1891). Galeries nationales.

12, av. de New-York (47-22-61-27). T.J. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15), mer. à 21 h 15, dim. à 21 h 15. Entrée : 37 F, sam. 24 F. Du 13 avril 1991 au 12 août 1991.

### MUSÉES

ALBERT BRENET. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (46-53-31-70). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 juin 1991.

#### CAMILLE CLAUDEL. Musée Rodin.

hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h, mer. de 10 h à 20 h. Fermeture des caisses à 19 h 15. Entrée : 30 F. Jusqu'au 2 juin 1991.

#### CONCOURS POUR L'AMÉNAGEMENT DE L'ÎLOT DES ENFANTS-ROUGES.

Pavillon de l'Arche, place du Trocadéro (42-78-33-97). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 mai 1991.

### CONCOURS POUR UNE ÉCOLE MATERNELLE

Pavillon de l'Arche, place du Trocadéro (42-78-33-97). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

#### JAN DIBBETS. Centre national de la photographie.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Fermeture le 1<sup>er</sup> mai. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 juin 1991.

#### DONS DE LA FAMILLE DAVID-WEILL.

Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 juin 1991.

#### LA FAIENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES.

Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 juin 1991.

#### MIRAYAMA SUR LA ROUTE DE LA SOIE.

Musée national des arts asiatiques, 6, pl. d'Iéna (47-23-11-65). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 22 avril 1991.

#### HORST. 80 ans de photographie.

Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre 1991.

#### MAGIES D'ANGKOR. Hôtel de la Monnaie.

1, quai Conti (40-46-56-66). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 mai 1991.

#### RICHARD MEITNER. VERRE CONTEMPORAIN.

Musée des arts décoratifs, galerie d'actuelles, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (ou compris dans le prix d'entrée du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

#### LE MONDE DE PROUST. PHOTOGRAPHIES DE PAUL NADAR.

Calais nationale des monuments historiques, 82, rue de Valenciennes (47-33-36-53). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (ou compris dans le prix d'entrée du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

#### LA MÉMOIRE DES TIMBRES.

Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes (42-60-32-14). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

#### L'ORIENT D'UN DIPLOMATE.

Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (46-53-31-70). T.J. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre 1991.

#### PANORAMA DES PANORAMAS.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

#### POUPÉES D'HIER. CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI.

Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf lun. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Du 11 avril 1991 au 3 novembre 1991.

#### LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE.

Histoire de l'affiche politique en France 1450-1990. Musée d'histoire contemporaine, Hôtel de la Ville (42-60-32-14). T.J. sf lun. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Du 11 avril 1991 au 3 novembre 1991.

#### RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION. 1918... 1945...

Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue nationale, place du Trocadéro (40-27-60-00). T.J. sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

#### PUIG ROSADO. Halle Saint-Pierre.

galerie, 2, rue Ronard (42-58-74-12). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (accès à toutes les expositions). Jusqu'au 5 mai 1991.

#### LA RUE DU BAC. Musée de la Légion d'honneur.

2, rue de la Harpe (47-39-36-53). T.J. sf jours fériés de 14 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 23 juin 1991.

#### LES STYLES DE BOUCHARD.

Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 31 mai, 15 au 31 août). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

#### TREASURES OF BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais.

12, av. de New-York (47-22-61-27). T.J. sf lun. de 10 h à 19 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30, jeu. de 10 h à 19 h 30, ven. jusqu'à 20 h 30, dim. jusqu'à 20 h 30.

#### UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE. Le grand prix Imetel Hommage à Bernard Palissy.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 mai 1991.

#### HENRI-GEORGES VIDAL. Musée Bourdelle.

16, rue Antoine-Bourdelle (46-53-31-70). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 mai 1991.

#### VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES.

Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (46-53-31-70). T.J. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre 1991.

#### IGNACIO ZULOAGA (1870-1945).

Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

### CENTRES CULTURELS

#### A LA DÉCOUVERTE DE PALMYRE.

Insitut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-61-38-38). T.J. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 11 mai 1991.

#### LES ARTS DU LIVRE. ADAC galerie-atelier.

21, rue Saint-Paul (42-77-98-26). T.J. sf lun. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 17 mai 1991.

#### ASS. SHARMINI THARMARAT-NAM.

JEAN-LUC BLANC. Hôpital Epiphémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. sf lun. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 28 avril 1991.

#### JEAN-CHRISTOPHE AVERY.

Espace Electra, 6, rue de la Harpe (45-44-10-03). T.J. sf lun. de 11 h 30 à 18 h 30, jeu. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 avril 1991.

#### COLLECTION CONTEMPORAINE.

BNP. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). T.J. sf mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 2 juin 1991.

#### CHUILLER-SCULPTURES.

Fondation Dappier, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. sf mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 avril 1991.

#### LES DONS ET L'ESPACE. Hôtel de la Ville.

15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

#### TOYO ITO. FRANÇOIS DESLAU-GIERS.

FRANK HAMMOND. 6 bis, rue de la Harpe (46-53-30-36). T.J. sf dim. et lun. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 12 mai 1991.

#### KILIAS ANATOLIENS : UN ART ANCESTRAL.

Insitut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-61-38-38). T.J. sf lun. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 28 avril 1991.

#### FERDINAND KULMER. Paris Art Center.

36, rue Falguière (43-22-39-47). T.J. sf dim. lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Du 16 avril 1991 au 30 avril 1991.

#### STANISLAW MARKOWSKI. Insitut du monde arabe.

1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-61-38-38). T.J. sf lun. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 28 avril 1991.

#### PRIZ SIMON (1892-1979). Eléments.

sculptures et photographies. Fondation Dosse, 121, rue de la Harpe (47-05-85-99). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h. Du 11 avril 1991 au 18 mai 1991.

#### FONDATION FORTABAT 1990-1991.

Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-77-98-26). T.J. sf sam. et dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 avril 1991.

#### LA PHOTOGRAPHIE ET L'IMAGINAIRE.

Insitut néerlandais, 121, rue de la Harpe (47-05-85-99). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h. Du 11 avril 1991 au 18 mai 1991.

#### WIR.

Sculptures de Gerhard Gahler, des sculptures de Rainer Schick. Galerie de la Harpe (47-23-36-53). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 mai 1991.

#### LA PHOTOGRAPHIE AU BAUHAUS.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

#### POUPÉES D'HIER. CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI.

Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf lun. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Du 11 avril 1991 au 3 novembre 1991.

#### LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE.

Histoire de l'affiche politique en France 1450-1990. Musée d'histoire contemporaine, Hôtel de la Ville (42-60-32-14). T.J. sf lun. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Du 11 avril 1991 au 3 novembre 1991.

#### RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION. 1918... 1945...

Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue nationale, place du Trocadéro (40-27-60-00). T.J. sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

#### PUIG ROSADO. Halle Saint-Pierre.

galerie, 2, rue Ronard (42-58-74-12). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (accès à toutes les expositions). Jusqu'au 5 mai 1991.

#### LA RUE DU BAC. Musée de la Légion d'honneur.

2, rue de la Harpe (47-39-36-53). T.J. sf jours fériés de 14 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 23 juin 1991.

#### LES STYLES DE BOUCHARD.

Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 31 mai, 15 au 31 août). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

#### TREASURES OF BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais.

12, av. de New-York (47-22-61-27). T.J. sf lun. de 10 h à 19 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30, jeu. de 10 h à 19 h 30, ven. jusqu'à 20 h 30, dim. jusqu'à 20 h 30.

#### UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE. Le grand prix Imetel Hommage à Bernard Palissy.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 mai 1991.

#### HENRI-GEORGES VIDAL. Musée Bourdelle.

16, rue Antoine-Bourdelle (46-53-31-70). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 mai 1991.

#### VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES.

Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (46-53-31-70). T.J. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre 1991.

#### IGNACIO ZULOAGA (1870-1945).

Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

### JOACHIM BONNEMAISON.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-06-62). Jusqu'au 11 mai 1991.

### ALEXANDRE BONNIER. JEANNE GATARD.

Galerie Charles Sablon, 21, av. du Maine (45-48-10-48). Jusqu'au 11 mai 1991.



صحة الإنسان

## COMMUNICATION

Critique sur le rôle de l'instance de régulation

### M. Igor Barrère s'apprête à quitter le CSA

M. Igor Barrère s'apprête à démissionner du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Il tirera ainsi un trait sur ce que lui-même qualifie en privé de « malentendu ». Un coup de fil de l'Elysée, un soir de janvier 1989, pour lui proposer sa nomination. Une estafette de gendarmerie le traquant le lendemain en forêt de Chambord où il tournait sa série « Histoires naturelles ». Au bout du fil, M. Laurent Fabius, qui le félicite... « Ma réflexion a donc été brève. Peut-être trop brève », confie-t-il au Figaro du 19 juillet suivant.

C'est une fois nommé pour quatre ans par le président de l'Assemblée nationale que le producteur de « Santé à la Une » a mesuré, avec une certaine mauvaise grâce, les obligations de sa charge : renoncer à produire et céder sa société Editel. C'est à cette époque aussi qu'il a pris conscience des contours précis de sa nouvelle fonction : la dimension essentiellement juridique d'une instance de régulation.

Le CSA, ne cessait-il de déplorer, n'a pas les moyens de

peser réellement sur les déséquilibres du paysage audiovisuel. La loi précise que le CSA contrôle l'application des textes. Il ne peut donc intervenir qu'à posteriori, mettre en musique des décisions prises ailleurs, sanctionner. Or, pour moi, la télévision se fait a priori. Des propos qu'il vient de reprendre dans Libération pour justifier sa décision.

#### Un homme de programmes

Surtout, cet homme de programmes - officiellement chargé de leur suivi au CSA - n'a au fond de lui-même jamais accepté ce qui n'est pourtant qu'une évidence : la politique éditoriale des chaînes ne se décide pas au Conseil, mais au sein de chacune des sociétés. « Le CSA est réduit à n'être qu'un guichet d'où est observé le respect ou le non-respect des quotas (...). Je ne vois vraiment pas la nécessité d'avoir mis en place un paravent, un collige « politique » pour faire ça », ajoute-t-il encore dans Libération.

M. Barrère avait à plusieurs reprises menacé de jeter l'éponge. Il a accepté cette fois une mission d'étude sur la création de programmes en télévision haute définition, que le ministre de la culture, M. Jack Lang, souhaite lui confier. L'ancien producteur de Cinq colonnes à la Une ne peut en effet reprendre immédiatement ses activités professionnelles : un ancien membre du CSA ne peut détenir pendant un an d'intérêts dans une entreprise audiovisuelle.

La présidence de l'Assemblée nationale attendait mercredi 10 avril sa lettre de démission. M. Laurent Fabius, qui connaît les sentiments de M. Barrère depuis des mois, semble toujours hésiter sur le choix de son remplaçant. Les noms de MM. Jacques Pomonti, ancien président de l'INA, et Jean Lanzi, ancien journaliste de TF 1, ont été souvent évoqués mais la désignation d'un outsider n'est pas à exclure.

P.-A. G.

Son numérique et nouveaux services

### Les révolutions techniques de la radio

La radio n'a pas dit son dernier mot : les ondes FM servent de support à toute une série de nouveaux services, en attendant l'avènement de la radio numérique.

Les progrès techniques de la radio ne se sont pas arrêtés avec la modulation de fréquence. Les stations FM ont brutalement démodé les radios en ondes longues en apportant la stéréophonie et le confort d'écoute. Les techniciens rêvent aujourd'hui d'un son plus pur, débarrassé de tous parasites ou interférences et utilisant la technologie numérique comme le disque compact. Cette nouvelle révolution commence à sortir des laboratoires et promet de révolutionner le paysage radiophonique des que des récepteurs seront sur le marché à des prix abordables. En attendant, on utilise déjà les techniques numériques pour transmettre des données qui améliorent ou complètent la réception et les services rendus par la radio.

A côté du son, les ondes FM peuvent en effet véhiculer des données numériques, sur ce qu'on appelle des « sous-porteuses ». Ces données autorisent une grande variété d'applications, regroupées sous le nom générique de SDR (système de données radio, ou

RDS pour radio data system en anglais), un système normalisé au niveau européen. La même technique a déjà servi à lancer la messagerie unilatérale Operator. Muni d'un petit récepteur de poche, un correspondant peut recevoir et stocker partout en France un message de dix chiffres, par exemple un numéro de téléphone. Mais le SDR peut aller beaucoup plus loin. Un autoradio adapté (le surcoût est estimé à environ 1 000 francs, mais pourrait baisser avec la généralisation du système) est ainsi capable de se régler automatiquement sur une station, d'afficher son nom, d'identifier le type de programme reçu (informations, sports, musique pop ou classique, etc.), d'adapter le volume sonore aux paroles ou à la musique, et même de donner l'heure!

#### La mort des parasites

Un automobiliste a ainsi la garantie de pouvoir suivre sans interruption son programme préféré, le changement d'émission et le réglage sur la bonne fréquence s'effectuant automatiquement tout au long de son voyage. Cette « syntonisation » automatique est déjà possible sur les réseaux de Radio France. Le même procédé permet aussi de diffuser aux automobilistes des informations sur la circulation routière, des messages annonçant tel accident ou signalant des travaux. Les données transmises peuvent aussi venir s'ajouter à des systèmes plus sophistiqués d'aide à la navigation, de calcul d'itinéraire, de guidage, etc. Car le SDR est un des éléments du programme de recherche européen Carminat, qui rassemble tous les dispositifs d'aide à la conduite de la voiture du futur (Le Monde du 14 mars 1990). Dès aujourd'hui, quelques privilégiés peuvent tester sur l'axe Paris-Rennes ces services.

Si le SDR aide l'auditeur à mieux capter la radio, il n'améliore pas la qualité sonore des programmes. Problème récurrent en France où l'espace hertzien est fort encombré et où des émetteurs riva-

lisant de puissance se brouillent allègrement. Les techniciens se sont saisis du problème, et une de leurs réponses s'appelle le DAB (digital audio broadcasting ou système de diffusion sonore numérique).

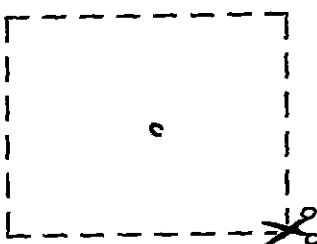
Dans ce système, c'est le son lui-même qui est transmis sous forme numérique. Il est donc insensible aux parasites ou à l'affaiblissement qui caractérisent les autres modes actuels de diffusion. Et l'auditeur bénéficie d'une qualité égale à celle d'un disque compact.

Côté diffuseur, les avantages sont aussi importants : d'une part, la puissance d'émission est très faible (2 watts par canal, contre souvent 200 watts pour un émetteur FM normal); d'autre part, un même programme peut utiliser de nombreuses fréquences sur la même bande sans crainte de brouillage. Outre l'importante économie de fréquences qui en résulte, une radio nationale peut ainsi utiliser le même canal sur tout le territoire.

Tous ces atouts expliquent le grand intérêt suscité par le DAB dans les pays industrialisés. Mais il faudra encore attendre avant de l'entendre. Car les composants électroniques nécessaires pour équiper les récepteurs de cette nouvelle technique ne sont pas encore produits en série. Les industriels européens qui travaillent au sein du programme Eureka 147 - Philips, Thomson, Grundig, AEG, etc. - et les centres de recherche publics français et allemands proposeront dès cet été une norme dont les grandes lignes sont définies. Mais ils estiment que trois ans au moins seront nécessaires pour aboutir à des récepteurs accessibles au grand public. Télédiffusion de France - dont le centre de recherche commun avec France Télécom, le CCETT de Rennes, est en pointe dans le domaine - compte toutefois lancer dès 1992 des émissions expérimentales à Paris. Les huit programmes prévus occuperaient les fréquences d'un canal de télévision actuellement inutilisable.

M. C. I.

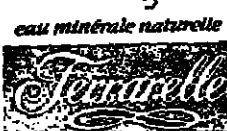
Pour commander les plus fines bulles du monde montrez celle-ci.



Si l'on vous sert les fines bulles FERRARELLE, bravo! Vous avez choisi un bon restaurant.



(Exclusivement dans les restaurants.)

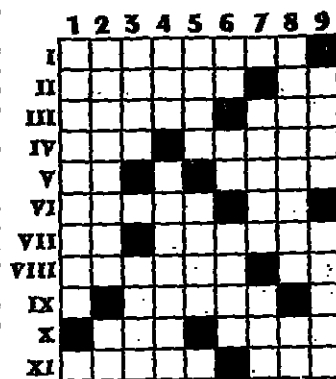


Ses fines bulles prennent

leur source à Riardo, Italie.

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5497



HORIZONTALEMENT

I. Occasionne de nombreuses scènes. - II. Enveloppe de protection. Note. - III. Moyen de prendre certaines mesures. Est à l'origine de maints retours. - IV. Sigle. Peut se faire afficher dans le rue. - V. Un peu de recul. Pousse à la consommation. VI. Travaille au chaud. Agent de liaison. - VII. A se clore. Faire une retenue. - VIII. Bien accompli. Est employé pour bâtir. - IX. Fait preuve d'une grande légèreté. - X. Transport de police. C'est beaucoup de liquide. XI. Fait bouger du monde. Qui a besoin de savoir.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui agissent souvent dans le dos. - 2. Éléments d'une osseure. Démontre. - 3. Qui peut nous faire voir tout en noir. Brûle de couleur. - 4. Nombreux sont ceux qui aiment l'avoir devant eux. Peuvent appartenir aux cousins. - 5. Occasion d'engueulader. Faisait voler la poussière. - 6. Est en très bonne place. Sort de l'eau ou bien de terre. Va sur des manteaux. - 7. Fille de financier. Nourrit des bêtes. - 8. Capables de bien faire. Cherche sans doute à tuer le taon. - 9. Pousse à répondre. De quoi être bien fixé.

Solution du problème n° 5496

Horizontalement

I. Eugéniste. - II. Stupéfait. - III. Pieux. Ira. - IV. II. Cadeau. - V. Cédème. VI. Eructer. - VII. Nib. Sup. - VIII. Hété. les. IX. Tot. Ag. - X. Enervante. - XI. Ere. Rein.

Verticalement

1. Espionnage. - 2. Utile. Ironie. - 3. Gât. Débit. - 4. Epur. Ré. - 5. Ne. Amuse. - 6. If. Dépu. Aar. - 7. Sole. Teigne. - 8. Tirade. Sati. - 9. Etau. Rue. En.

GUY BROUTY

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 10 avril :

DES DÉCRETS

- N° 91-344 du 4 avril 1991 modifiant et complétant la nomenclature des routes à grande circulation.

- Du 4 avril 1991 approuvant le plan des servitudes aéronautiques de l'aérodrome de Deauville-Saint-Gatien (Calvados).

- Du 8 avril 1991 portant création de ZAD sur les territoires des communes de Mauregard et de Mitry-Mory (Seine-et-Marne); de Coutrevroult (Seine-et-Marne); de Carrières-sur-Seine, Montesson et Sartrouville (Yvelines); d'Andrézy, Carrières-sous-Poissy, Chanteloup-les-Vignes et Triel-sur-Seine (Yvelines); de Bessancourt (Val-

d'Oise); de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise).

- N° 91-345 du 4 avril 1991 modifiant les articles R. 612-2 et R. 612-11 du code de la Sécurité sociale relatifs au recouvrement et au contentieux des cotisations d'assurance-maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles.

<b>LOTTO</b>											
MERCREDI 10 AVRIL 1991											
2	21	22	23	25	36	14					
MONTIERS 13											
<b>20H36</b>											
4	12	13	14	30	49	8					
MONTIERS 15											

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA



# LIVRES • IDÉES

## Louis-René des Forêts, silences et échos

Un écrivain rare qui se situe au cœur de notre modernité  
là où « recherche verbale et recherche intérieure » forment une unité indissoluble

**LOUIS-RENÉ DES FORÊTS**  
*Les Cahiers du Temps qu'il fait*,  
6-7, sous la direction  
de Jean-Benoît Puech  
et Dominique Rabaté,  
avec des inédits de l'écrivain.  
Ed. Le Temps qu'il fait (Cognac),  
306 p., 180 F.

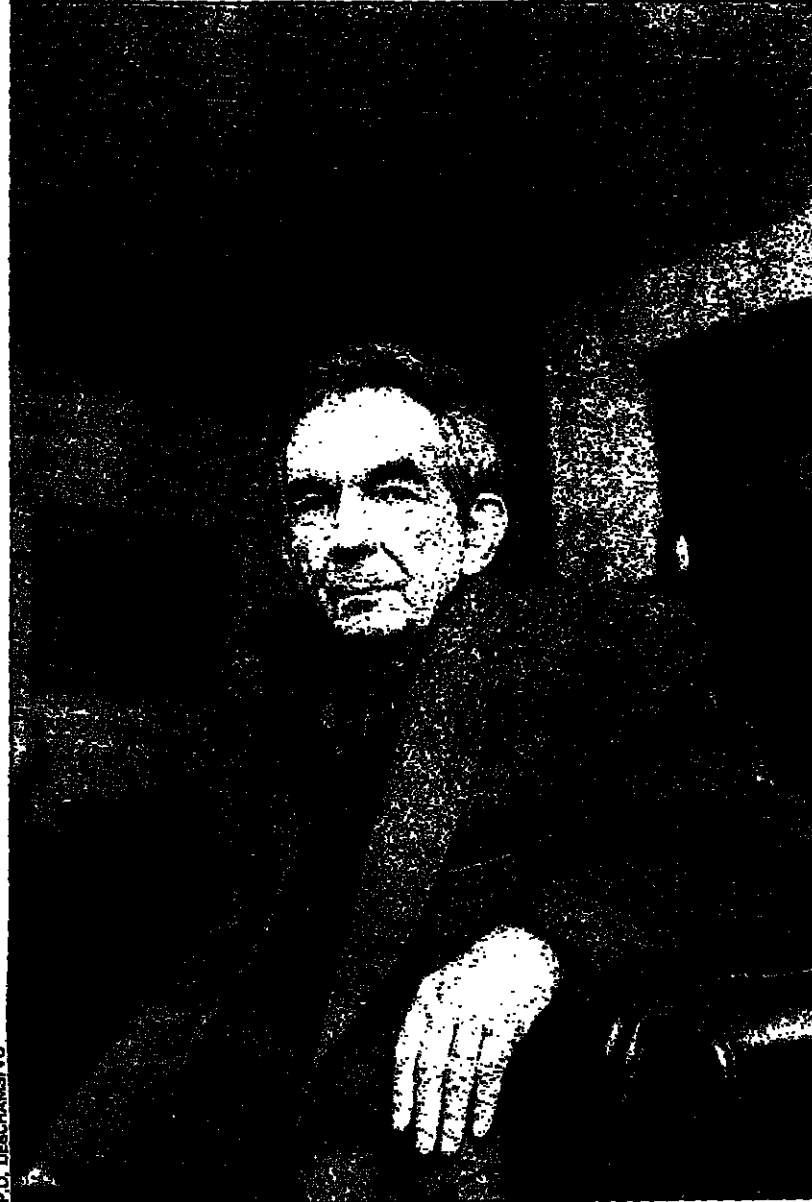
**LOUIS-RENÉ DES FORÊTS**,  
la voix et le volume  
de Dominique Rabaté,  
José Corti, 194 p., 130 F.

En certaines œuvres, autour de certains noms, nous pressentons que plusieurs des questions qui hantent notre esprit se trouvent, d'une manière surprenante, mises en lumière. Ces questions — nous le savons bien, et la hantise se charge de nous le répéter — ne laissent pas vraiment espérer de réponses. Tout au plus, une claire exposition, un angle d'approche inédit permettront-ils d'avancer vers l'énigme, de sentir au plus près, dans l'angoisse et le bonheur, battre son cœur, ce cœur qui est le nôtre...

Les quelques livres et textes publiés, avec une retenue, un scrupule et une exigence extrêmes, par Louis-René des Forêts depuis 1943 et ce que son nom en est venu à signifier pour nombre de lecteurs constituent l'un des moments décisifs de notre modernité littéraire. Dans cette modernité, l'œuvre de L.-R. des Forêts ne s'inscrit pas au titre d'une école, de quelque avant-garde qui aurait trouvé la son ornement, ou encore de l'invention d'une forme, d'un fond soudain nouveau. Non, les questions qui sont ici débattues, mises en jeu, portées sur la scène d'un théâtre imaginaire, émergent d'une solitude désolée. Modernes, elles le sont de se faire, à leur manière, l'écho d'un monde lui-même désolé, en proie à un instinct de destruction sans mesure, un monde qui est le nôtre.

Cette solitude, Louis-René des Forêts ne la cultive pas pour elle-même, il ne s'en protège pas comme d'un orgueilleux drapé romantique. Les lectures que ses livres ont suscitées — de Maurice Blanchot à Yves Bonnefoy et à ses plus jeunes commentateurs — sont là d'ailleurs pour nous en convaincre. Le peu de place faite à la déférence distante, à l'exercice universitaire, dans le beau cahier consacré à l'écrivain, dirigé par Dominique Rabaté et Jean-Benoît Puech, le démontre : l'œuvre de des Forêts appelle, en même temps que la reprise des questions dont nous parlons, une certaine qualité de rapport, une relation particulière, amicale et chaleureuse, « intéressée ». Cette qualité, on la retrouve également dans l'essai que, parallèlement à ce cahier, publie Dominique Rabaté, *Louis-René des Forêts, la voix et le volume*. Par la qualité et la rigueur des analyses dont il est riche, ce livre « assemble » précisément l'œuvre entière de des Forêts, jusqu'à ses plus récents développements, sous un seul regard critique (1).

Rien de chaleureux pourtant, en apparence, dans un récit comme *le Bavard*, publié en 1946 (2), qui passa d'abord quasiment inaperçu, avant que l'on s'aperçoive, grâce notamment au commentaire de Maurice Blanchot — « *La Parole vaine* » en 1963 (reprise dans *l'Amitié* en 1971) — qu'il s'agissait d'un livre déterminant des décennies d'après-guerre. Trois ans auparavant, des Forêts, qui s'était engagé dans la Résistance,



Louis-René des Forêts : une exigence extrême

avait publié un roman, *les Mendiants* (3), dans lequel la thématique qu'il allait ensuite développer était déjà présente, sous la forme un peu « américaine », de monologues intérieurs successifs.

Un soupçon infini minant le langage humain et la communication, la vérité qui ne semble pouvoir trouver salut et expression que dans la seule fiction — une fiction aux contours si flous qu'à tout instant elle investit le réel, — la solitude et la désolation, une ironie qui dénote l'existence jusqu'à l'os, une manière (ne devant rien à la rhétorique) d'apostropher le lecteur, de contester le confort de sa lecture, la solide et bienheureuse extériorité de sa position... Des Forêts, avec *le Bavard*, n'innove pas, ne creuse pas un sillon dont il revendiquerait une jalouse propriété. Kafka avant lui, Joyce, Kleist — dont des Forêts dit avoir aimé, dans les années 30, un texte au titre exactement conforme à son propre projet : *l'Elaboration de la pensée par le discours* — et, autour de lui, Maurice Blanchot, Georges Bataille (qui se dira bouleversé par la lecture du livre),

Michel Leiris... ont exploré ces terres arides où la parole rencontre son empêchement, où la littérature se heurte à l'une de ses limites. Ces terres où « recherche verbale et recherche intérieure » s'associent formant une unité indissoluble.

De ce bouleversant récit, dont on peut bien imaginer que le souvenir obéisse à la mémoire du lecteur, ne retenons qu'une image : celle du *Bavard* gisant dans la neige et qui entend monter la voix très pure d'un chœur d'enfants : « *J'aurais juré d'abord que ces voix descendaient du ciel ou qu'elles venaient de l'autre bout du monde, quand en réalité elles s'élevaient toutes proches dans l'air glacé, par vagues successives, en un chœur d'une si discrète confusion qu'on aurait dû un éveil d'ailes tumultueuses.* »

La musique, d'ailleurs, le chant occupent dans l'œuvre de des Forêts une place déterminante, sont investis d'une dignité que la littérature semble impuissante à assurer. Par le chant, vient au jour une pure émotion, le rêve d'une présence au monde innocente, « sauvage », guérie des déchirures et

des contradictions que les mots ont introduites. Les nouvelles réunies en 1960 dans *la Chambre des enfants* (4) reprennent et amplifient les thèmes du *Bavard*. La musique résonne encore dans les lieux d'écho et de mémoire que sont ces récits. La conscience narrative se vit et se perd dans un incessant jeu de miroirs où, tous ensemble, narrateur, locuteur, auteur et lecteur subissent une crise centrale.

La chronologie des œuvres est légère, scandée par de longs espaces de silence, à la mesure des exigences de l'écrivain. Ainsi, il laissera inachevé et détruira un roman, *Voyage d'hiver* (encore une référence musicale), sur lequel il avait travaillé de 1946 à 1951, après une première appréciation négative de son ami Raymond Queneau. La vie professionnelle (chez Laffont, puis chez Gallimard, à l'encyclopédie de « La Pléiade » d'abord, au comité de lecture ensuite, de 1966 à 1983), les engagements politiques (dans la Résistance et en faveur de l'indépendance algérienne), les drames personnels, l'abandon, momentané mais déterminé, de l'écriture au profit de la peinture (le cahier du *Temps qu'il fait* accorde une place assez large à cette part — très littéraire en fait — de l'œuvre de des Forêts) occupent davantage ces espaces que les titres des livres.

L'énumération de ceux-ci est rapide : 1967, un long poème, *les Mègères de la mer* (Mercure de France) ; 1976, après un nouveau silence, traduction d'écrits en prose du poète jésuite anglais Gerard Manley Hopkins ; 1984, publication (*NRF* de janvier) des premiers extraits d'un ouvrage à caractère autobiographique, *Ostinato*, constitué de fragments, intensités vécues et portées par l'écriture — une langue minuscule, douloureuse souvent, qui s'efforce et se cherche, jouant pour elle-même et pour le lecteur un rôle de révélateur, — dont l'écrivain poursuit la publication (encore dans le présent cahier d'hommage) hors d'un projet annoncé de reprise en volume : 1988 enfin, les très beaux *Poèmes* — nocturnes et endeuillés — de Samuel Wood, qui appartiennent au même espace mental et spirituel qu'*Ostinato*.

Le volume du *Temps qu'il fait*, comme le beau document filmé de Jean-Benoît Puech sur Louis-René des Forêts, diffusé en mars 1988 dans le cadre d'« Océaniques », l'attribution l'an dernier du Prix national des lettres, la réédition des livres anciens, tout cela permet de mesurer l'importance d'un écrivain dont l'œuvre mérite non pas de sortir de la discrétion qui est comme son air naturel, mais d'être lue plus largement et reconnue à sa vraie place. La publication fragmentée (5) des fragments d'*Ostinato* — livre en travail, en souffrance, proprement imprévisible — témoigne d'une œuvre encore en devenir.

Patrick Kéchichian

- (1) Dominique Rabaté publie également, toujours chez Corti, un essai, *Vers une littérature de l'épuisement*.
- (2) « *L'Imaginaire* », Gallimard (1979).
- (3) Édition définitive, Gallimard (1986).
- (4) Repris dans « *l'Imaginaire* », Gallimard, sans la nouvelle à caractère autobiographique *Un malade en forêt* (1983).
- (5) Notamment, outre le numéro cité de la NRF, dans *l'ère des vents*, n° 15-16, 1987 ; voir également dans *l'Instant* 1 : *Pour Edmond Jaloux*, Bureau de recherches et d'action culturelle, 1989.

### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

#### L'arrière-boutique de M. Saba

Umberto Saba a rêvé sa vie de telle manière que les gens les plus éloignés de Trieste s'y retrouvent et s'y reconnaissent.

Page 20

### RÉCITS

#### Mani

#### sans manichéisme

Jacques Lacarrière a lu le nouveau roman d'Amin Maalouf, parti sur les traces de Mani, qui a voulu fonder, au troisième siècle après Jésus-Christ, une religion universelle. Il n'a laissé de lui aujourd'hui que l'image simpliste d'un univers scindé entre le Bien et le Mal.

Page 21

### D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



#### Des cicatrices dans le crâne

L'écrivain israélien David Grossman s'est attaqué à l'histoire, à la mémoire de son peuple. Ce n'est pas seulement un roman sur l'Holocauste, c'est un livre sur les cicatrices qu'on garde à l'intérieur de son crâne. Dans un entretien, l'auteur du *Vent jaune* évoque son enfance, les guerres israélo-arabes et la situation des Palestiniens.

Page 26

## Peter Handke dans le miroir de Stifter

Quelques remarques sur l'auteur de « Tourmaline »

par Peter Handke

Par moments l'impression de lire une nouvelle de Voltaire, écrite pendant la vieillesse, au-delà de l'ironie du *Siecle des Lumières*, longtemps après... tant la limpidité d'Adalbert Stifter est comparable à celle de l'auteur de *Zadig* et de *Candide*, et tant le ton est différent. Il s'agit moins pour Stifter de critiquer une certaine façon aveugle de regarder le monde que de construire un nouveau regard sur le monde, une troisième voie, hors des sentiers de la raison et

des danses extatiques de la déraison, à travers le récit (ou le compte-rendu) des choses primaires qui, selon Stifter, dictent « la loi douce » de l'humanité.

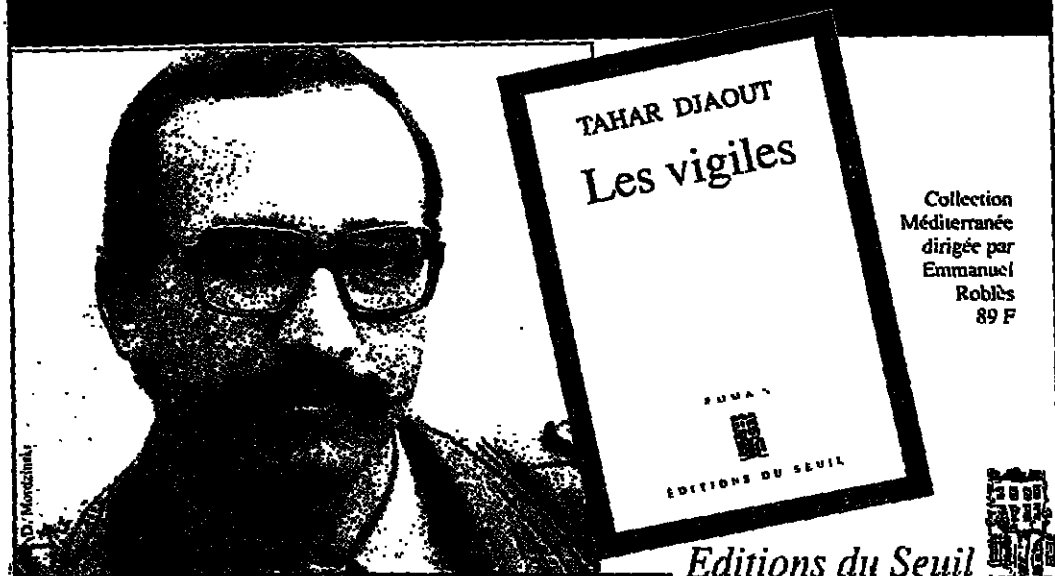
Ces objets, décrits non avec la lumière de la raison et l'ironie, souvent si tendre, de Voltaire, mais avec la lumière des saisons, ne forment pas ce qu'on appelle en français des « natures mortes » ; ce sont au contraire des natures vivantes, respirantes. Et là, elles rejoignent les champs, les prés, les ruisseaux,

les pierres et les vents des Eglogues et des Géorgiques de Virgile, qui est peut-être l'auteur le plus proche de Stifter.

Une phrase dans le récit *Tourmaline* fait sentir cette proximité (et laisse quand même voir Voltaire comme un frère) : « La fibre poétique, qui ne se manifestait pas tant, chez lui, par une production que par une façon d'appréhender le monde... »

Lire la suite page 24  
Lire également page 20 le feuilleton de Michel Braudeau sur Peter Handke

## PRIX MÉDITERRANÉE



Collection Méditerranée dirigée par Emmanuel Robice 89 F

Editions du Seuil

سكنا في الالحاح



صكزاوناالاحل

# L'ABSENCE

de Peter Handke. Traduit de l'allemand par Georges-Arthur Goldschmidt, Gallimard, 176 p., 75 F

## ESSAI SUR LA FATIGUE

de Peter Handke. Traduit de l'allemand par Georges-Arthur Goldschmidt, Gallimard, 70 p., 50 F

On ne peut pas dire que l'Autriche engendre de bien joyeux auteurs, ces derniers temps. Le défunt Thomas Bernhard exécrat à peu près tout et tout le monde. Peter Handke, tenu par beaucoup pour un auteur aussi considérable, destiné à dominer les écrivains européens de sa génération, n'est pas connu pour ses boutades désopilantes. Certes, ce n'est pas là une critique, il est rare que la vocation d'écrire – cette tâche solitaire, incertaine, harassante, si étrangement récompensée – soit le lot de caractères pleinement heureux et parfaitement équilibrés. Mais on nous accordera sans peine que le douleur, le suicide, la difficulté de trouver sa place dans le monde, et tout particulièrement en Autriche, sont des thèmes récurrents dans l'œuvre de Handke, qui – plus encore que son style et sa manière, qui ont varié – en assurent, sinon l'unité, l'égalité d'humeur.

Question de tempérament, dira-t-on, d'histoire personnelle (Handke est né en 1942, fils bâtarde d'une mère qui finira par se suicider, élevé dans la misère, matérielle et morale). L'Autriche y est sûrement aussi pour quelque chose. Du reste, la tristesse a son charme, puissant, et certaines beautés ne se révèlent qu'aux regards graves.

Handke a commencé en colère, avec sa pièce *Outrage au public*, en 1966, et poursuivi avec une série de livres dépourvus, aux titres magnifiques, *L'Angoisse du gardien de but au moment du penalty*, *le Malheur indifférent*, *Courte lettre pour un long adieu*, *l'Heure de la sensation vraie*, *la Femme gauchère*, *Histoire d'enfant...* Il a vécu longtemps à Paris avec sa petite fille Amina, est retourné en Autriche, à Salzbourg, a de nouveau fait ses adieux à l'irrésistible Autriche de Kurt Waldheim, pour mener une vie errante en Amérique aussi bien qu'en Europe, à Paris en particulier, collaborant à l'occasion avec Wim Wenders pour cet étonnant chef-d'œuvre sur l'enfance et le malheur, la banalité merveilleuse des choses quotidiennes que sont les *Ailes du désir*.

On a souvent comparé les romans de Handke à ceux du nouveau roman français, d'Alain Robbe-Grillet notamment. Ce n'est vrai qu'en partie, sans doute, mais le début de *L'Absence*, au moins, est dans le droit fil du genre : « Comme s'il y avait quelqu'un à son pied, un regard monte dans le branchage d'un platane, contemple les innombrables boules de semence au balancement incessant [...] Un autre regard descend vers un fleuve au cours rapide... » Peu à peu, les regards qui nous livrent le contenu du livre se chargeront d'un peu de chair, pas beaucoup, juste de quoi nommer quatre personnages, une femme, un soldat, un joueur, un vieil homme.

Dans un parc rogné par les routes modernes brille un ancien château transformé en hospice de vieillards, où se tient le premier regard. Nous passons à une autre fenêtre, à un autre regard, celui d'une jeune femme dans une chambre, aux photos d'elle sur les murs : « De ces photos se dégage, du début

# LE FEUILLETON

de Michel Brandaue



Peter Handke : « comme quand on s'éveille loin de chez soi, quelque part dans l'incertain »

## Tristesses et beautés

à la fin, une invincible certitude de soi. » La jeune femme pense aux reproches que lui adresse un homme sur son incapacité d'aimer. Le soldat que ses parents accompagnent au train pense, lui, aux reproches de sa mère : il est l'absent, celui qui n'existe pas, celui qu'on ne remarque pas, que l'on sert en dernier. « Montre tes autres armes, mon enfant, celles qui désarment, dont tu m'as désarmé moi, ton père, l'adversaire, au moment voulu, d'un seul regard, d'une seule question. » Le joueur, dans la salle du café, joue aux dés, aux cartes, il est l'homme le plus libre du monde. Le vieil homme écrit dans son coin. A la page 63, on les retrouve tous les quatre en train.

Pour quel voyage ? On n'en saura rien. Un voyage initiatique sûrement, une expérience ineffable de perception du réel

(on regarde beaucoup la nature, les nuages qui passent, les reflets dans les flaques d'eau, les oiseaux, les herbes qui ploient), une ascèse qui se prolonge par la marche à pied et des bains dans les fleuves. De désert en savanes, de grottes en rochers, on finit par déboucher dans l'inconnu sur un ton relativement incantatoire. Le soldat s'ébahit, enthousiasmé, « comme quand on s'éveille loin de chez soi, quelque part dans l'incertain et qu'on est débarrassé de son nom, mais en revanche définitivement prêt pour le matin, la lumière, la sortie à l'air libre, les gouttes de pluie dans la poussière, les yeux du premier venu, les mots du vieux livre ».

Au terme de ce long et solennel périple, on arrive à l'hôtel. Le vieil homme qui écrit n'est plus là. On ne sait pas pourquoi. « Aussi le vieil homme entra-t-il dans la phase de l'absence maléfique. Et elle dura. » Contentez-vous de ça. Voilà. Les trois personnages qui n'ont pas disparu, même s'ils ne sont que très partiellement apparus, se reposent sur la terrasse de l'hôtel en se demandant ce qu'a bien pu devenir le vieux. Ce qui, traduit à la hauteur du projet handkéen, donne : « Voilà ce que c'était d'avoir voulu se débarrasser de l'histoire, de la nôtre comme de la grande, et d'avoir voulu se mettre en route pour ce qu'on appelle "Géographie". »

C'est rude et beau, très opaque, d'une simplicité aussi écrasante que mystérieuse, et le lecteur qui ne sait si l'auteur se pastiche volontairement ou non, coincé par le respect dû au noble étranger, va s'allonger sur la terrasse à côté des personnages, ses mains se dessaisissant peu à peu du petit livre qui glisse sur le plaid à l'arrivée du marchand de sable. Un coup de barre dû au grand air, sans doute.

Dès son réveil – s'il se réveille – il consultera sans faute, du même auteur, *l'Essai sur la fatigue*. C'est très court et déroutant, mais il y a des beautés. L'ouvrage se présente comme une série de réponses suivies de questions : « Jadis, je ne connaissais que des fatigues redoutables. Quand jadis ? », et analyse diverses formes de fatigue, en relation avec l'insomnie et le couple. Il y a la fatigue avec la femme. La fatigue de la femme. Il y a aussi la fatigue avec les amis. Et celle-ci est moins grave que celle-là. Comme on l'imagine bien.

Il y avait les fatigues des moissons dans l'enfance et aujourd'hui la fatigue de l'Autriche. Le pire aspect des choses étant l'infatigabilité des anciens salauds prêts à recommencer, les anciens exterminateurs toujours en place. « Et tout mon pays est ainsi semé d'infatigables de cette espèce, de ces frais et dispos jusqu'au sein même des équipes dirigeantes [...] Dans cet Etat, chacun restera seul avec sa fatigue jusqu'à la fin de l'histoire de cet Etat. » Déjà, à la parution de son journal 1975-1977, sobriement intitulé *le Poids du monde*, on avait pu soupçonner l'auteur de confondre hâtivement son propre mal de vivre avec celui de tout son siècle. Il semblerait que ce ne se soit pas arrangé. Alors, encore un effort : levons le bras vers la bibliothèque et relisons *Courte lettre...* ou *l'Histoire du crayon*, et gardons fermement cette conviction : l'ennui n'est pas la garantie de la vérité ni du sérieux. Et même si on devait le porter seul sur ses épaules, autant mesurer le poids du monde en kilos de plume plutôt qu'en kilos de plomb.

# OMBRE DES JOURS

d'Umberto Saba. Traduit de l'italien par René de Ceccatty. Rivages, 192 p., 39 F.

Le métier des provinces, c'est de rêver. Mais les grands écrivains offrent cette particularité : avec leurs rêveries de province ou de quartier, ils deviennent des rêveurs universels. Faulkner et Giono, son cousin de France, nous ont accoutumés à ce paradoxe. Quand la littérature fait mine de respecter les préceptes de la géographie, c'est pour mieux les ignorer. Umberto Saba a rêvé sa vie de telle manière que les gens les plus éloignés de Trieste s'y retrouvent et s'y reconnaissent. Car il était de Trieste. Lorsqu'il naquit dans cette ville, en 1883, elle était encore une province de l'empire austro-hongrois. On y parlait toutes les langues. L'allemand, l'italien, le grec, le serbo-croate se mélangaient, et les mœurs méditerranéennes voisinaient avec les usages de l'Europe centrale. Certaines enfances sont heureuses quand il leur suffit de traverser la rue pour rencontrer l'exotisme. Et puis, à Trieste, il y avait la bora, ce vent de l'est qui avait tellement effrayé Stendhal et qui, plus tard, ferait frissonner Rilke, Larbaud, Joyce et naturellement Svevo. C'est un bel exploit... Les vents des villes savent exciter les âmes. Ils ont la vertu de multiplier les rêves.

La mère de Saba était juive. Son père avait la nationalité italienne. Avant même que l'enfant ne vint au monde, cet homme avait eu la fâcheuse idée de disparaître. Non pas de mourir, mais d'aller vivre ailleurs d'autres amours. Umberto n'était pas assez rancunier pour

détester l'Italie. Il eut une âme italienne, avec ce qu'il faut d'étrangeté. Dans les années 20 et 30, on pouvait le rencontrer via San Nicolò, à Trieste. Il tenait une librairie de livres anciens. C'était un écrivain d'arrière-boutique comme Maurice Fourné, le quincaillier d'Angers. Les arrière-boutiques sont parfois les meilleurs endroits de la littérature. M. Saba aimait les ouvrages anciens. Il leur trouvait beaucoup de charme, car « il se dégageait d'eux une sorte de rapos, comme de gisants apaisés ».

Il aimait aussi la cinéma. Il s'était toujours émerveillé de voir sur l'écran « des adultes, de vieux acteurs de théâtre, de la fumée de cigarette et des mers agitées ». Pour ces mots, on aurait envie d'aller le remarquer, même si la mort se moque de cette sorte de gratitude...

En 1934-1935, il écrivait des « raccourcis », c'est-à-dire des aphorismes, des apologues et de brèves nouvelles. A cette époque, l'Europe avait quelquefois la prémonition du cauchemar qu'elle ferait bientôt, mais l'Italie et Trieste s'y trouvaient depuis longtemps. L'arrière-boutique de M. Saba était « un refuge assez bien protégé des haut-parleurs » de la propagande fasciste. « Les livres anciens, disait-il, ne m'offensaient pas comme les modernes. » Il considérait le

# HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

## L'arrière-boutique de M. Saba



régime de Mussolini avec les yeux d'un médecin désespéré : « Le dix-neuvième siècle eut la tuberculose et les palmoisons sentimentales ; le vingtième siècle a le cancer et le fascisme. »

Les « raccourcis » de Saba viennent d'être publiés, à Paris, sous le titre *Ombre des jours*. Un précédent recueil de nouvelles avait paru en 1986, sous le titre *Couleur du temps* (1). Cela confirme que nous avons affaire à un écrivain de la météorologie intérieure.

M. Saba allait dans les cafés de Trieste pour saisir les couleurs du temps qui passe et, rentré dans son arrière-boutique, il méditait sur sa propre vie et sur celle des gens qu'il avait aperçus. Lorsque la guerre le forçait à quitter Trieste et sa librairie, Saba continuerait au moins trois de ses métiers : la promenade, la météorologie et la littérature.

Une partie seulement des « raccourcis » date des années 1934-1935. Les autres

furent écrits à Rome, de février à juin 1945. « Mais pourquoi avons-nous été aussi méchants avec la vie ? », se demandait Saba. Une douceur singulière imprègne ces textes de l'après-guerre. C'est le soulagement et l'amertume que l'on éprouve quand on sort des trop mauvais rêves. A la même époque, le poète surréaliste belge Louis Scutenaire redécouvrait également les plaisirs et les vertus de la brièveté. Il appelait « inscriptions » ce que Saba nommait « raccourcis ». Après les grands drames, il arrive que la littérature se fasse modeste. « Je ne sais plus m'exprimer sans abrégé », disait Saba. Il révélait la raison de cette sobriété lorsqu'il présentait ses textes comme « des rescapés de Malden » (2). Après le cauchemar, il jugeait les longs discours indécentes. Et puis il avait gardé l'horreur de ces bavardages qui avaient trompé le monde.

SANS doute ne faut-il pas confondre toutes les manières de bavarder. Retenir certaines d'entre elles, Roger Nimier leur donnait le statut de genre littéraire. Il citait l'exemple de Cendrars et celui de Rabalais. Mais Saba avait une conception particulière de ses rapports avec le lecteur. Entre l'écrivain et le lecteur, on ne sait jamais lequel invite et lequel reçoit. Se considérant comme l'invité, Saba ne voulait point

« abuser de l'hospitalité » qui lui était offerte. C'était aussi par politesse qu'il s'efforçait d'être bref.

Dans ses « raccourcis », il laissait entendre que l'insistance est la pire ennemie de la vérité. Notre époque est remplie de gens qui insistent et qui donnent à leur pensée les mauvaises façons de l'intolérance. Ils ne s'avisent pas que la vérité réclame de la discrétion. Car elle s'enfuit devant les solliciteurs abusifs. Elle est indocile autant qu'évasive. Certes, il se pourrait que la vérité soit triste, mais il se pourrait également qu'elle soit ironique, comme en témoignait le séduisant apologue de Saba : « La féroce Ichino croit – comme Dante – à la justice. Quand elle en parle (et elle en parle souvent), son visage – autrement serein – devient le masque le plus nu, le plus violent, le plus tragique, le plus passionné de l'injustice qui se soit jamais offert à l'inspiration et au crayon d'un peintre. »

Umberto Saba devait mourir le 25 août 1957, à Gorizia, qui se trouve à 50 kilomètres de Trieste. Il avait affirmé que chacune de ses insomnies le ramenait dans sa ville natale. J'ignore s'il eut un dernier mot comme les auteurs qui soignent leur réputation posthume, mais on lui prêtait volontiers pour testament ce « raccourci », qu'il avait écrit en 1945 : « Le vingtième siècle semble n'avoir qu'un désir : arriver le plus vite possible à l'an 2000. »

(1) Rivages, traduction de René de Ceccatty. Il faut lire aussi *Comme un vent d'été* (collection de poésies Rivages, 1989), et *le Saba*, de Francis Venaille (collection « Poètes d'aujourd'hui », Seghers, 1989). L'œuvre poétique majeure d'Umberto Saba, *Il Canzoniere*, a été publiée par l'Age d'homme, en 1988. Traduction d'Oreste Kan, Nathalie Castagné, Lilla et Modène Taba-Hessien et René de Ceccatty.

(2) Camp de concentration installé en Pologne par les nazis.







LA MÉTAPHORE INOUE

d'Ernesto Grassi.  
Ed. Quai Voltaire.  
Coll. « La République des Lettres ».  
254 p., 160 F.

**N**OUS conversons par satellite d'un continent à l'autre. Images télévisées, messages télécopiés, ordres informatisés transissent, instantanément, aux antipodes. Mais de longues années, des décennies parfois, sont nécessaires pour qu'une œuvre importante passe le Rhin, franchisse l'Alpe ou le Pyrénées, traverse la Manche ou la Méditerranée. Nous ignorons avec constance des penseurs importants de près, alors que nous nous touchons de la main d'un train ou d'un cas de vache folle. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de ce siècle : les affaires, politiques ou financières, les faits fuites aussi, ignorent les distances et le temps, tandis que le commerce des idées est finalement plus restreint et moins vif qu'au temps des cochers, des relais de poste et des presses à bras.

Car, de la Renaissance aux Lumières, il a véritablement existé une Europe intellectuelle, moins soucieuse des frontières entre États et des cloisons entre disciplines que le monde compartimenté, et redoutablement étanche, où nous sommes. Cette communauté d'esprits, qui avait ses nouvelles, ses gazettes et ses querelles, portait le beau nom de « République des Lettres ». En le prenant pour titre de la nouvelle collection qu'il inaugure chez Quai Voltaire, Alain Pons ne songe vraisemblablement pas à une résurrection effective et rapide de ces temps lointains. Mais la nostalgie a du bon, quand elle peut contribuer activement à ce que les frontières de l'esprit s'ouvrent à leur tour. Commencer par faire découvrir Ernesto Grassi aux lecteurs français en est un bon exemple.

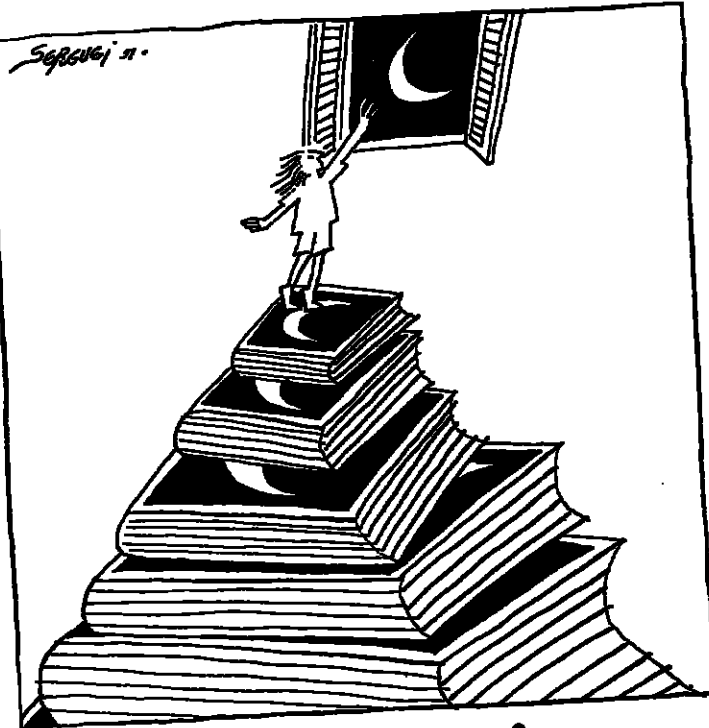
Dernier en date des travaux de ce philosophe – né en 1902 à Milan, il fit l'essentiel de sa longue carrière en Allemagne et demeura toujours actif, – la *Métaphore inoue* fut publié en Italie l'année dernière. En filigrane de ce texte, une singulière silhouette d'Européen de ce siècle, dont quelques traits valent d'être esquissés. C'est dans l'Italie des années 20 que Grassi devint docteur en philosophie, en un temps où dominaient les enseignements de Croce et de Gentile. Il travaille ensuite auprès de Maurice Blondel à Aix-en-Provence, rend visite à Husserl en 1924, avant de se fixer en Allemagne dès 1928. Il y fréquente, entre autres, les cours de Scheler, de Jaspers, de Heidegger.

Grassi appartient donc à cette génération qui a vécu intensément les années, devenues aujourd'hui presque mythiques, de l'enseignement de Heidegger à Fri-

bourg, à partir de 1928. Il demeurera dix ans auprès de l'auteur de *Sein und Zeit*, comme lecteur puis chargé de cours et professeur honoraire, faisant connaître son œuvre en Italie. Toutefois, si la pensée de Grassi s'inscrit incontestablement dans le sillage de celle de Heidegger, elle s'en distingue et pour une part s'y oppose. Pour des raisons politiques sans doute : Grassi s'éloigne peu à peu de l'homme après l'affaire du Rectorat et la compromission du maître avec les serviteurs du nazisme. Pour des raisons philosophiques surtout : centrées sur ses recherches sur la tradition de l'humanisme de la Renaissance italienne, Grassi en vient à critiquer fortement l'analyse heideggerienne de l'humanisme, en développant une conception notablement différente de l'histoire de la pensée.

**A**U long d'une vingtaine d'ouvrages dont la publication s'échelonne sur un demi-siècle (1), Ernesto Grassi n'a pas seulement contribué à la redécouverte historique d'un courant important et méconnu de la pensée occidentale, l'« humanisme rhétorique », qui fleurit en Italie du quatorzième au seizième siècle, et dont l'héritage se retrouve chez Vico. En interprétant la démarche de ces auteurs oubliés (Salutati, Bruni, Nifo, Landino, Nizolio, Valla, Pontano), Grassi soutient qu'il faut considérer « la rhétorique comme philosophie » (2). Qu'est-ce à dire ? A l'encontre de toute une tradition philosophique qui rejette les figures de style et le langage imagé, métaphorique ou poétique, en y voyant non seulement un ornementation superficielle mais encore un obstacle au cheminement de la pensée conceptuelle, Grassi s'attache à montrer comment le discours inventif et pathétique se fonde sur une conception du langage et la profondeur spéculative conduit à définir un nouvel humanisme,

PHILOSOPHIES  
par Roger-Pol Droit



Le savoir des poètes

non métaphysique, que Heidegger n'a pas su voir.

Tentons de reprendre plus nettement ces points à travers la lecture de la *Métaphore inoue*. Elle permet de mieux saisir l'importance et l'originalité du renversement des positions traditionnelles auquel cet auteur a consacré sa vie. Que cherchait, depuis les Grecs, la réflexion philosophique et les sciences à sa suite ? Des vérités universelles, valables en tout temps et en tout lieu. Pour les atteindre, le discours ne saurait faire appel qu'à la raison et à ses procédures logiques. Il lui faudra écarter, comme autant de pièges et de traquenards, tout ce qui relève de la sensibilité, des contingences du moment,

des particularités locales. Les états du corps, les plaisirs et les douleurs, le pathos, l'affect, la chair et la saveur même des mots... Rien de cela ne devrait venir contaminer un savoir qui doit être purement abstrait, impersonnel, objectif – ou bien n'est rien.

L'humain, toutefois, ne vit pas ainsi. « Le monde qui se manifeste à travers les sens est notre monde originaire », rappelle Grassi. Ce monde est fait d'émotion. Passionnel avant tout, il effraie ou rassure, protège ou corrompt, inonde de joie ou glace d'angoisse. Il ne se donne qu'à travers des moments circonstanciés, des significations immédiates, dans la lumière et l'odeur, la musique et la teinte de ce lieu, à présent, à nul autre pareil. Dans le timbre de cette voix ou le trouble de ce visage. Aucune parole ne se tient vraiment comme en surplomb du temps ou en retrait des lieux. Au lieu de poursuivre le vain songe d'un discours qui saurait rendre mathématiquement raison des choses et du monde, nous ferions mieux d'écouter les poètes.

**O**N ne confondra donc pas la rhétorique dont pas la rhétorique dont pour briller ni avec quelques artifices pour convaincre. C'est au contraire une forme fondamentale et singulière de savoir qui se donnerait dans ce jeu de métaphores que la raison refuse, dans ces voix de l'instant, dans les rythmes qui les portent ou les émeuvent qui les tendent. « La science naît grâce aux Muses », comme disait Coluccio Salutati. Au lieu d'être le résidu ou l'entrave de la pensée philosophique, le savoir sensible à l'œuvre dans la poésie, le théâtre ou la musique, qu'en intervenant au moment opportun, pour Grassi le lieu privilégié d'expression du monde, loin d'être affaire de métaphy-

sique ou de sciences, s'entrevoyait dans les places et les temps d'où parlent passionnément les Muses.

Aussi n'est-il pas étonnant que ce philosophe, convaincu que l'humanité a plus à attendre de l'imagination inventive que des froideurs du raisonnement, aille chercher ses références chez des auteurs que l'histoire conventionnelle de la philosophie ne reconnaît pas pour siens. Ce sont, par exemple, Leopardi, Proust, Novalis ou Nerval, qui sont ici convoqués, ou plutôt accompagnés, à titre de philosophes. Cela nous vaut des pages souvent belles et inattendues, qui font de cette lecture un bonheur.

Une réserve toutefois vient le tempérer. Si le vibrant plaidoyer de Grassi pour la sensibilité, le pathos et l'expérimentation philosophique du verbe créateur ne manque ni d'intérêt ni de charme, on peut se demander si sa conception de la raison et du savoir scientifique ne sont pas trop étroitement rigides, et pour une part caricaturales. Peut-on vraiment opposer, de manière si irréductiblement tranchée, une rationalité insensible et une sensibilité antirationaliste ? Qu'on se souvienne de Saint-John Perse et de son discours de Stockholm (3) : « ... Une même fonction s'exerce, initialement, pour l'entreprise du savant et pour celle du poète. De la pensée discursive ou de l'ellipse poétique, qui va plus loin, et de plus loin ? Et de cette nuit originelle, où l'homme deux aveugles-nés, l'un équipé de l'outillage scientifique, l'autre assisté des seules fulgurations de l'intuition, qui donc plus tôt remonte, et plus chargé de brève phosphorescence ? La réponse n'importe. Le mystère est commun. »

- (1) Une utile biographie d'Ernesto Grassi et des principaux travaux consacrés à sa pensée figure en appendice à la traduction de la *Métaphore inoue*.
- (2) C'est le titre d'un de ses ouvrages, paru en 1980 aux États-Unis.
- (3) Allocution au banquet Nobel du 10 décembre 1960. Œuvres complètes, La Pléiade, pages 443-447.

Signalons également la parution dans la collection « Biblio-Essais » d'un ouvrage inédit de Michel Meyer, *Le philosophe et les passions*, esquisse d'une histoire de la nature humaine. Auteur, notamment, de travaux sur la rhétorique, dans la lignée de ceux de Chaim Perelman, Michel Meyer y dessine une fresque très vivante de l'histoire des analyses philosophiques des passions, qui vise à réhabiliter la dimension passionnelle de l'existence contre les condamnations ou les exaltations dont elle a fait l'objet.

Le métis Serres

Un traité de l'éducation sous la forme de variations d'un écrivain philosophe

LE TIERS-INSTRUIT  
de Michel Serres.  
Ed. François Bourin.  
252 p., 170 F.

Gaucher contrarié, scientifique devenu littéraire, Gascon transplanté à Paris, Français séjournant périodiquement aux États-Unis, Michel Serres

aime à se définir lui-même comme un « métis ».

Bien plus, il est convaincu que tout apprentissage est un métissage ; qu'on n'apprend quelque chose qu'à condition de s'arracher à soi-même pour mieux s'ouvrir à l'autre. Et, sur cette idée simple (mais utile à rappeler à une époque où les « mélanges » sont

encore loin d'aller de soi), il a entrepris d'écrire un livre qui entend être, dans la lignée d'Emile, un traité de l'éducation.

Dans ce traité, trois parties : élever, instruire, éduquer. On élève le corps ; en d'autres termes, on le dresse. On instruit le cerveau, en développant le volume de ses connaissances. Mais on éduque l'homme tout entier : on s'efforce de faire de lui un sage, ou tout au moins un amant de la sagesse – ou encore, pour reprendre la traduction que Serres s'amuse à proposer de « philosophie », un « *savant en amour* ».

Progression bien classique, conforme à l'idéal de l'humanisme renaissant, qui ne veut ni séparer le corps de l'esprit ou de l'âme, ni oublier le sport et le latin au bénéfice exclusif des mathématiques. Thème convenu, en somme. Et difficile à rejoindre.

Un art du découps

Force est de reconnaître à Michel Serres un talent fou. Voici, sur ce thème classique, des variations inattendues, pétillantes, souvent éblouissantes. Un recueil de morceaux choisis, disent les cuisiniers ; mais admirablement ficelés, cousus entre eux avec un art du découps qui relève du grand art.

Bref, un travail d'orfèvre de la langue, une œuvre d'écrivain qui, s'il tient encore à se dire philosophe, nous emmène bien au-delà de ce que les gens tristes appellent philosophie : dans le pays où poésie et pen-

sée ne font qu'un, où sentir et savoir participent d'un même geste, où l'homme enfin s'enchante – matin après matin – d'appartenir au monde.

On passera donc sur le plaidoyer en faveur des langues mortes, qui ne convaincra que les convaincus. On sautera par-dessus les pages où Serres, universitaire surprotégé, comble d'honneur par l'édition et les médias, trouve le moyen de s'en prendre à ceux qui, dit-il, lui en veulent (on ne peut pas croire qu'il y en ait).

On ira droit à l'essentiel. A cette formidable analyse de la *Carmen* de Mérimée, par exemple, dans laquelle, au-delà du mythe, se trouve débrouillée la source commune de la littérature et de la science. Ou bien à cet autoportrait final dans lequel notre Jean-Jacques Rousseau du vingtième siècle se livre enfin, avec ses fantasmes d'enfant et son adolescence réelle, avec ses clairs de génie et sa sensibilité d'écroulé, s'expose enfin, parlant de lui comme si sa vie était en jeu.

Serres, dira-t-on, n'a jamais rien fait d'autre. Comme tous les écrivains, d'ailleurs. Oui, mais cette fois il l'a fait comme seuls les très grands écrivains, un jour réussissent à le faire. On l'a compris : le *Tiers-Instruit* est un livre léger mais grave, et suave, et touché par la grâce.

Christian Delacampagne  
Signalons la réédition, aux Éditions de Minuit, de *Jouvenances*, le livre que Michel Serres avait consacré en 1974 à Jules Verne (292 p., 126 F.).

L'Occident et la raison

ESSAI SUR L'UNIVERSALITÉ DE LA FRANCE  
de Manuel de Diéguez.  
Albin Michel, 320 p., 160 F.

Philosophe sans pouvoir et sans chaire, Manuel de Diéguez poursuit, dans une relative solitude, une méditation très personnelle sur les destins jumeaux de l'Occident et de la raison. Son premier ouvrage était, en 1948, un « essai de politique et de morale sur l'avenir de l'Europe ». Une quarantaine d'années et quelque vingt livres plus tard, voici un *Essai sur l'universalité de la France* dont le point de départ semble avoir été suscité par le Bicentenaire de la Révolution.

Qu'on se rassure : il ne s'agit ni d'un énième discours sur les droits de l'homme ni d'un nouveau pamphlet pour ou contre Robespierre, mais d'une réflexion largement originale sur ce qu'on pourrait appeler l'héritage intellectuel de la République. Ce ne sont pas seulement, en effet, des institutions politiques et administratives qui se sont mises en place entre 1789 et 1794, c'est aussi une nouvelle façon de raisonner et de parler, qui a su à son tour des effets immédiats sur les sciences, sur les arts et sur la sensibilité des hommes.

L'esprit de la République a stimulé, on le sait, l'essor des sciences expérimentales et celui du progrès technologique. Manuel de Diéguez ajoute qu'il a exercé une influence décisive sur la naissance de la sociologie positive, des sciences politiques au sens moderne du terme ainsi que des sciences religieuses

(Renan). Le génie républicain a, d'autre part, imprimé sa marque indélébile sur l'esprit des artistes et des écrivains romantiques, de Hugo à Gauguin et aux pionniers de la modernité. Il a, enfin, révolutionné la conception traditionnelle qu'on se faisait de l'éthique, et redonné la première place à celle-ci, tout au moins dans les objectifs assignés à l'instruction publique, laïque et obligatoire.

De proche en proche, Manuel de Diéguez montre ainsi que tout ce qui s'est passé d'important dans le domaine intellectuel depuis deux cents ans dérive de la Révolution ou n'a pu être rendu possible que par elle. On ne lui reprochera pas cette vision enthousiaste des choses, surtout à une époque où trop d'écrivains français hésitent à s'affirmer, eux et leurs idées, sur la scène internationale. En revanche, on hésitera à le suivre lorsqu'il affirme que l'héritage spirituel de la Révolution, lié au désir d'émanciper l'homme par rapport à toutes les religions existantes, se rattache directement à la grande tradition du rationalisme critique issue de Platon et de Descartes.

Ceux-ci, comme la plupart des philosophes classiques, n'ont en effet que trop servi à défendre les causes, parfois douteuses, de la théologie. En philosophie, il n'y a guère que les matérialistes – et ils sont peu nombreux – qui se soient approchés de l'idéal républicain. Ce détail mis à part, la lecture de Manuel de Diéguez redonnera du tonus à ceux qui sont parfois tentés de douter des pouvoirs de la raison critique ou, pis encore, du bien-fondé des idéaux de 89.

Ch. D.

Qu'arrive-t-il le jour où la Convention vous confie un bateau et des canons pour libérer la Louisiane ?



Claude Vermorel  
Notre Mississippi

Domaine romanesque  
Lire, c'est s'embarquer pour une aventure.

ROBERT LAFFONT



LIVRES • IDÉES  
ESSAIS

# Les distances de Sirius

Un des fils d'Hubert Beuve-Méry a reconstitué des « Mémoires » à partir de deux interviews inédites du fondateur du Monde

PAROLES ÉCRITES  
d'Hubert Beuve-Méry.  
Texte établi par  
Pierre-Henry Beuve-Méry.  
Grasset, 418 p., 145 F.

Hubert Beuve-Méry était, on l'a dit cent fois, d'une pudeur extrême. Il a obstinément refusé d'écrire les mémoires que dix éditeurs lui demandaient et ne s'est jamais confié qu'avec beaucoup de réticence à qui voulait le faire parler de lui.

Il n'est pas de règle cependant qui ne souffre quelques exceptions. Pour preuve la biographie que Laurent Greilsamer a consacrée l'an dernier au fondateur du Monde (1), avec lequel il avait pu avoir, grâce à beaucoup de joutes au chat et à la souris, de longues conversations. Pour preuve, aussi, un entretien accordé à Jean-Claude Barreau en 1973, mais dont il ne voulait pas qu'il fût publié avant sa mort, et les huit heures d'interview filmées en 1988-1989 par Pierre-André Boutang, avec la complicité de Jacques Amalric, en vue d'une diffusion télévisée.

Pierre-Henry Beuve-Méry, le plus jeune fils de Sirius, a lu et relu ces deux « scripts ». S'ils lui ont paru « impubliables tels quels », il a retrouvé « à travers ces histoires murmurées, comme il dit, la musique de la voix de son père », lequel n'avait pas attendu l'excuse du grand âge pour parler, un peu trop souvent, entre ses dents. A partir de ces textes, de ses propres souvenirs, de ceux de sa famille, le tout revu de près par l'œil sourcilieux de Jean Planchais, il nous livre aujourd'hui sous un beau titre — *Paroles écrites* — ce qu'il n'hésite pas à appeler des *Mémoires*, même si ce mot mérite a priori plus de guillemets que le titre qu'il recouvre.

La tâche pouvait paraître impossible. En 1973, H.B.-M. a soixante et onze ans. Mais il est solide comme un roc, se paye des courses en montagne qui effraieraient plus d'un quinquagénaire, raient plus d'un quinquagénaire, voyage, donne des conférences, et partage le reste de son temps entre le Monde, qu'en bon membre du conseil de surveillance, il surveille



Hubert Beuve-Méry

de près, l'université Paris-I, le conseil de l'AFP, le Haut Conseil de l'environnement, le Centre de formation des journalistes, sa famille, qui se plaint de ne pas le voir assez, et les nombreux amis que sa réputation d'ours ne l'a pas empêché de s'attacher.

## Une vaine agitation

Il a, selon l'expression familière, toute sa tête. Quinze ans plus tard, il conserve encore une santé intellectuelle dont il donne volontiers la preuve lors de pots d'adieu ou de remises de décorations. Mais c'est un homme tout de même usé, et donc plutôt désabusé, qui voit la mort frapper lourdement autour de lui et aspire lui aussi au repos.

Autant dire que prétendre faire un seul récit, avec questions et réponses, de deux textes aussi éloignés dans le temps relevait de la gageure. Au prix de quelques redondances, de quelques erreurs de ponctuation, de quelques erreurs de syntaxe — *« La mémoire est un poète, n'en fais pas un historien »*, disait Paul Géraud — Pierre-Henry

Beuve-Méry y a néanmoins réussi. Ceux qui ont bien connu son père le retrouveront tout entier dans ce livre au demeurant bien enlevé.

Plus d'une fois, cependant, il nous laisse un peu sur notre faim. Au détour d'une page, nous apprenons par exemple qu'André François-Poncet, père de notre ami Dunoyer de Segonzac, le avait cherché à l'Uriage, cette école des cadres de Vichy passée avec armes et bagages au maquis, dont on retrouve en annexe les passablen étranges statuts. C'est aussi bien évidemment ce qu'il ne lui déplaisait certes pas de soulever à la recherche au Monde. On comprend mieux en tout cas, en relisant ce livre, comment et pourquoi, malgré la gracuseté de cactus dont il se croyait, une fois pour toutes, François Giroud, il a connu pendant un quart de siècle et davantage, un tel rayonnement.

André Fontaine

(1) Publiée aux éditions Fayard.

# Fausse révolutions

Deux essais de sociologie de l'art sur la carrière des artistes

LA CARRIÈRE  
DES PEINTRES  
AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE  
de Harrison et Cynthia White.  
Trad. de l'anglais par A. Jaccottet,  
préface de J.-C. Bouillon.  
Flammarion, 156 p., 130 F.

PEINDRE A PARIS  
AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE  
de Jean Chatelus.  
Jacqueline Chambon,  
352 p., 140 F.

qui se refusent à considérer les œuvres, les esthétiques, les liens entre beaux-arts et lettres. Tous les efforts rhétoriques de Jean-Claude Bouillon, qui préface la traduction, ne peuvent dissimuler l'indigence du résultat et l'inadéquation de la méthode. Cet essai n'est tout au plus qu'un chapitre, et point l'un des principaux, d'une réflexion infiniment plus complexe sur l'idée d'art moderne.

L'hypothèse des White est-elle même acceptable au regard de la « démographie artistique » à laquelle ils font confiance ? Ce qu'ils prennent pour des nouveautés du dix-neuvième, le marchand, le critique, le commerce libre des œuvres, était-ce réellement nouveau ? A lire Jean Chatelus, qui traite brillamment de la période précédente, on doit en douter. De plus en plus de peintres à Paris après la Révolution ? Mais ils étaient légion sous Louis XV, des plus humbles aux académiciens. Ils peuplaient des quartiers entiers et leurs méthodes commerciales ne différaient en rien de celles de leurs successeurs. Ils pratiquaient déjà la publicité par voie de presse, la critique avait déjà une fonction semi-publique, l'Académie ne contrôlait déjà qu'une faible partie des commandes et du commerce des œuvres.

Qui achète de la peinture à Paris vers 1760 ? Le roi et son valet, le bourgeois et l'artisan — tout le monde, en somme. Ils n'achètent pas la même, les styles et les genres varient en fonction de la clientèle — c'est l'un des phénomènes caractéristiques du siècle, en France, du moins, puisqu'il est banal en Italie dès la Renaissance. La peinture religieuse tombe en désuétude, déjà encore, parce que l'Eglise est réputée payer mal ce qu'elle emploie, et la peinture d'Histoire a peu de partisans. A l'inverse, portraits et scènes de genre sont à la mode et tout peintre s'y exerce. Boucher comme ses confrères anonymes.

Tout est en place, déjà, tout ce que le siècle suivant a seulement amplifié et vulgarisé. Aussi faut-il lire Chatelus, dont le moindre des mérites n'est pas de relativiser toute notion de révolution dans les arts. Le dix-neuvième artistique serait l'héritier du dix-huitième ? Ce ne serait, après tout, qu'un extrême logique.

Philippe Dagen

# Les tribulations d'Isaiah Berlin

Un livre d'entretiens avec un philosophe au scepticisme désabusé

EN TOUTES LIBERTÉS  
Entretiens d'Isaiah Berlin  
avec Ramin Jahanbegloo.  
Traduit de l'anglais  
par Gérard Lormy.  
Ed. du Félin, 255 p., 130 F.

C'est à une série de dialogues éblouissants avec Isaiah Berlin, philosophe anglais connu en France pour son *Eloge de la Liberté* (1), que nous convie un journaliste iranien, Ramin Jahanbegloo, qui fut lié à la gauche radicale avant de succomber au charme de son interlocuteur.

Pur produit de l'empirisme britannique, libéral à la manière de Benjamin Constant et, plus près de nous, de Raymond Aron, Isaiah Berlin observe qu'une chose très étrange s'est produite depuis peu en Occident : l'effondrement de la pensée de gauche, pensée qui avait son centre à Paris ; pensée qu'on ne finit pas d'enterrer avec Jean-Paul Sartre ; « il y a un virage mondial vers la droite. Je ne le souhaite pas. Je suis un libéral », ajoute I. Berlin.

Né à Riga en juin 1909, Isaiah Berlin quitte la Lettonie dix ans plus tard pour devenir citoyen britannique : « Mon père était foncièrement anglophile et je fus élevé avec la conviction qu'un Anglais ne pouvait pas faire de mal ».

A Oxford, dans les années 30, il se lie avec Wystan Auden,

Norman O. Brown et Phillip Toynbee. Il éprouve déjà une certaine aversion pour le marxisme, mais soucieux d'éprouver la pensée de ses adversaires, il accepte d'écrire un livre sur Marx. Les tribulations de sa carrière de professeur et de diplomate l'amèneront à rencontrer Anna Akhmatova et Boris Pasternak.

De la guerre, il retirera la conviction que l'assimilation de masse est sans espoir pour les juifs. Sioniste, il est cependant atterré par la politique de la droite israélienne. Par ailleurs, il n'éprouve guère de sympathie, et c'est un euphémisme, pour Hannah Arendt : « Je ne suis pas prêt à avaler son idée sur la banalité du mal. Pour moi, il s'agit d'une idée erronée. Les nazis n'étaient pas banals ».

Rationaliste, Isaiah Berlin attend de la philosophie qu'elle nous prémunisse contre l'arrogance de la pensée, qu'elle nous amène à brader nos certitudes et à renoncer à toute vision systématique ou totalisante de la réalité ou totalisante de la réalité. Rien n'est plus dangereux, en ses yeux, en politique ou en morale, qu'une idée, même noble, à laquelle on croit fanatiquement. Son scepticisme désabusé a, paradoxalement, des vertus robotiques et on souhaiterait que ses entretiens avec Ramin Jahanbegloo ne passent pas inaperçus.

Roland Jaccard

(1) Calmann-Lévy.

# Paroles déglinguées

20 SÉMINAIRES  
POUR UN FANTÔME  
de Claude Maillard.  
Frénésie Éditions,  
150 p., 148 F.

Nous sommes dans la salle de cours d'un asile psychiatrique. A une table sont assis face à face un médecin et un malade. Non loin d'eux, une vingtaine d'étudiants, de « futurs spécialistes », assistent à la présentation clinique et prennent des notes. Un fantôme — une femme — observe toute la scène. Il s'appelle Claude Maillard, il enregistre la conversation qui se déroule entre le médecin et le patient. Plus exactement : il transcrit les questions du médecin, les réponses du patient sont occultées, elles se présentent sous forme de points de suspension, un peu comme ces bandes noires barrant les yeux des anonymes qu'on photographie.

Sur les photos, on ne remarque que les bandes noires ; dans ces vingt portraits, ce sont les silences qu'on cherche à disséquer. Ces points de suspension, cette « parole empêchée », selon l'expression employée par la scénographe Yannis Kokkos dans sa présentation, empêchent le lecteur de s'introduire dans le livre à la manière d'un voyeur ou d'un apprenti sorcier : ces sémi-

naires procurent une sensation inconfortable.

Un peu comme si l'on assistait à la mise en scène d'une pièce de Beckett avec le peintre Louis Soutter dans le rôle de l'aphasique. Les vingt patients qui s'assoient à tour de rôle à cette table rassemblent à des mécanismes et ne laissent passer que des chutes de paroles : « La leur, c'est quel-que chose qui est noir... » « Le goéland... Peut-être nous faudrait-il des goélands quand, dans la ville endormie, le vent frissonne... » « La plus bouleversante de ces tableaux représente une vieille femme, ancien mannequin, qui, devant cette assemblée de psychiatres, se met tout doucement à chanter *La Vie en rose*... »

Le très beau livre (1) de Claude Maillard, contrairement à ce que suggère son titre, n'a rien d'un tableau clinique, ce sont les archives de la parole déglinguée.

R. J.

(1) Ce texte est le deuxième volet d'un triptyque, *Frénésie à Sainte-Anne*. Le premier volume, *Les Jardins de Sainte-Anne*, a paru en 1989 (*Le Monde* du 26 mai 1989), également aux éditions Frénésie.

► Signalons par ailleurs la parution d'un récit de Claude Maillard, *Le Partage de la mère morte*, aux éditions Philippe Olivier (288 p., 98 F.).

# 1990 : guerre ou paix ?



سكزنا لالاحل



## Le tourbillon Sharpe

QUELLE FAMILLE

de Tom Sharpe.  
Traduit de l'anglais  
par Roland Mehl.  
La Bougie du sapeur,  
(52, rue de l'Arbre-Sec,  
75001 Paris), 336 p., 139 F.

Les romans de Tom Sharpe ont le mérite peu commun d'être appréciés tant du grand public anglais que de ces intellectuels patentés qui n'ont pas toujours bonne presse auprès de lui. C'est qu'il est difficile de résister à une si forte dose de vitalité et d'entrain, d'invention et de dérision appliquées aux institutions qu'elles soient.

Nul doute, semble nous dire Tom Sharpe, que l'Angleterre ne soit un pays extrêmement civilisé. Mais, au bout d'une civilisation si poussée, n'y a-t-il pas un dérapage possible dans la sauvagerie, un point de non-retour où tout se dégrade, où le bon sens, la vertu et la morale, le respect, toutes ces notions, ces valeurs si durement inculquées aux enfants, se trouvent dépassées et n'ont plus cours ? Alors la machine sociale s'emballe, comme s'emballent les romans de Tom Sharpe ; pris dans un tourbillon, personnages et accessoires – ici un vieux lord pervers et sa chaise roulante devenue folle – défilent au cours d'une succession d'événements aussi invraisemblables que réjouissants.

Une douzaine de livres ont déjà paru en français, dont les titres annoncent le ton de cette œuvre à la fois burlesque et violemment satirique. On y distingue une veine d'inspiration sud-africaine, comme dans *Mélie ouverte au Zoulouland* (1), où Sharpe se livre à une critique au vitriol d'une société qu'il connaît fort bien pour l'avoir pratiquée pendant dix ans (en 1961, il fut expulsé d'Afrique du Sud, où il avait exercé divers métiers, pour avoir écrit et fait représenter une pièce de théâtre anti-apartheid), et cette autre cible privilégiée de ses moqueries : la vie universitaire,

dont *Porterhouse ou la vie de collège* (2) fait la satire mordante.

Le monde qu'il attaque dans ce dernier roman (en anglais : « Vices ancestraux ») est celui des grandes dynasties industrielles ; il mêle au thème de l'argent et du pouvoir cet autre sujet, qui semble inépuisable si l'on en juge par la fréquence avec laquelle il revient dans la littérature anglaise : celui de la famille, milieu clos où toutes les abominations sont possibles.

Celle de Lord Putrefact ne le cède en rien à ces galeries de maniaques et de pervers que dressèrent Evelyn Waugh et bien d'autres : entre Fiona, qui « vivait à Corfu avec un sculpteur moderne hermaphrodite », le général Putrefact, qui « occupait sa retraite en élevant des rats laveurs et en essayant de les croiser avec des chats siamois », et le lointain cousin qui, poussé par la disposition familiale à la démence, se prénait pour une réincarnation de Tarzan, Lord Putrefact, pour méchant qu'il soit, ne paraît pas autrement redoutable.

Le malheureux Yapp, universitaire bon teint, armé des principes de gauche et du jargon acquis au cours d'une éducation politique sans faille, aura bien du mal à mener l'enquête que lui confie le vieux lord afin de se venger de sa famille. Les idées toutes faites se heurtent à des visions d'horreur : gnomes et nabots, figurines de plastiques ou nains bien réels, monstres de tout poil se rencontrent et se bousculent dans un cauchemar où les objets eux-mêmes semblent doués d'une folie propre.

Les catastrophes s'enchaînent, le monde se dégrade et la mécanique comique tourne à toute allure ; la fin du parcours n'apporte aucun changement notable, si ce n'est quelques morts, mais le lecteur aura bien ri au passage.

Christine Jordis

(1) Editions du Seuil, 1986.  
(2) Edition du Seuil, 1984.

## Les clins d'œil d'Hartling

Un roman inspiré par l'histoire littéraire allemande

LES YEUX DE WAIBLINGER

de Peter Hartling.  
Traduit de l'allemand par Claude Porcell.  
Le Seuil, 220 p., 95 F.

Est-ce parce qu'ils sont là-bas plus maudits qu'ailleurs que la vie des poètes d'outre-Rhin, depuis l'inoubliable Lenz de Georg Büchner, ne cesse de fasciner les écrivains allemands ?

Expert dans l'art de mélanger données biographiques et fiction, Peter Hartling s'est déjà penché sur le destin tragique de Lenau (1) et de Hölderlin (2), qui

ont l'un et l'autre sombré dans la folie, et sur les amours contrariés d'Eduard Mörike. Son nouveau roman a pour héros un écrivain depuis longtemps oublié, sauf par quelques germanistes : Wilhelm Waiblinger, mort prématurément à Rome en 1830, après avoir connu une gloire éphémère avec un roman épistolaire, écrit à l'âge de dix-neuf ans, *Phaeton*, inspiré de l'*Hyperion* de Hölderlin.

L'action se situe à Tübingen, où Waiblinger, étudiant en théologie du célèbre « Stift », est tombé éperdument amoureux de la fille d'un professeur, Julie Michaelis. L'époque : entre l'hiver 1823 et l'automne 1824, le temps de cette brève passion. Dans le petit monde

étriqué et conformiste de la restauration « Biedermeier », Wilhelm Waiblinger, qui rêve, selon ses propres termes, de « réunir l'écriture et la vie, de les fonder au point que la vie soit poésie et la poésie vie », et Julie, issue d'une famille récemment convertie (« ce sont des juifs baptisés, certes, mais des juifs », précise un des personnages), sont tous deux des marginaux. Mais alors que Julie s'efforce de respecter les règles du jeu social, Wilhelm se veut délibérément hors la loi. A l'issue d'une unique nuit d'amour, il renonce à Julie. « J'ai compris, commente-t-il, que ce n'était nullement Julie que j'aimais, mais l'état amoureux lui-même ».

Conçu avec un extrême raffinement d'écriture, les *Yeux de Waiblinger* est un livre tout en subtilités. Jouant avec les perspectives, l'auteur imagine notamment un personnage fictif, à travers les yeux duquel se reflète l'intrigue : Lili, un enfant, descendant de Julie, elle aussi secrètement amoureuse de Waiblinger. Il nous fait part, au fil des pages, de ses réflexions, par exemple sur le donjuanisme, l'efficacité des rapprochements entre la résignation de l'époque « Biedermeier » repliée sur elle-même, après l'échec des idéaux de la Révolution française et l'apollinisme d'aujourd'hui.

Les germanistes déchiffreront sûrement avec plaisir les clins d'œil de l'auteur vers l'histoire littéraire allemande : Eduard, qui fut effectivement l'ami et le confident de Waiblinger, et celui d'un des protagonistes des *Affinités électives* de Goethe. La première et éphémère fiancée du même Goethe s'appelait elle aussi Lili (Schönemann). Quant au non-initié, autant l'avertir : il n'en saura guère plus, sur Waiblinger et son époque, le livre une fois relûtré.

Jean-Louis de Rambures

(1) *Niemisch ou l'immobilité* (Le Seuil, 1986).  
(2) *Hölderlin* (Le Seuil, 1990).

## L'archétype de l'Argentine

Alicia Dujovne Ortiz écrit le roman de ses origines

par Hector Bianciotti

L'ARBRE DE LA GITANE

d'Alicia Dujovne Ortiz.  
Traduit de l'espagnol  
par Albert Bensoussan  
et Anny Ambrani.  
Gallimard, 300 p., 130 F.

BOGOTA

d'Alicia Dujovne Ortiz.  
Editions Champ Vallon,  
120 p., 85 F.

Si l'on songe que sa mère était une Argentine de vieille souche – c'est-à-dire un mélange de Castillan, de Génois, d'Irlandais où surnaient les yeux bridés de l'Indien – et que son père était né lorsque ses parents, des juifs de Russie recaptés des pogromes, remontaient le Rio de la Plata au tout début du siècle, il n'est pas exagéré de voir en Alicia Dujovne Ortiz une sorte d'archétype ethnique de son pays. Sans oublier que, depuis bientôt treize ans, elle vit à Paris, se conformant ainsi à un trait qui caractérise bon nombre de ses compatriotes, lesquels ne se contentent pas tout à fait d'avoir, en guise de passé, les mirages du Vieux Continent et la mémoire de vieilles peurs transmises par les vagues successives de l'immigration.

Selon la romancière de la *Bonne Pauline* et de *Mon arbre, mon amant* (1), son pays, « situé tout au fond, à gauche du cœur de la planète », n'a l'impression d'exister que « dans la mesure où l'Europe le regarde ». Là-bas, dit-elle encore, on comprend que l'« on peut ne pas être, tout en étant ». Et d'ajouter que si chez le juif l'incertitude provient d'un manque de terre et d'une surabondance de racines, chez l'Argentin c'est le contraire qui se produit, de façon symétrique.

La tête dans les nuages, mais les pieds sur terre : le regard qui vous devine et pour un rien



Alicia Dujovne Ortiz.

s'embue, mais le rire qui l'emporte toujours sur la peine, Alicia Dujovne Ortiz a vu le jour à Buenos-Aires, où, enfant – et à l'instar de sa mère qui rédigeait une histoire de deux siècles de littérature européenne, laquelle comptait à la fin vingt volumes – elle entreprenait, pour l'amour de Siegfried et de Sieglinde, une nouvelle version des *Nibelungen*. En même temps que son oreille de musicien ambulant enregistrait les mélodies des Ashkénazes freudonnés sans cesse par sa grand-mère moldave – qu'elle chantera toujours, se produisant parfois, comme lors des premiers temps à Paris, dans les synagogues, à l'occasion de fiançailles, mariages ou circoncisions, pour gagner sa vie.

Arbre généalogique

Fille donc de la capitale, ville aux platanes et aux moineaux, importés de France vers 1870 par l'illustre écrivain Sarmiento, alors président de la République, « portegne » jusqu'à la mode juifs, des Espagnols, des Italiens qui ont jadis abordé en Argentine – la romancière élargit son champ de vision, l'arbre en question étant, en fait, celui, généalogique, dans les branches duquel, aux dires du poète, on chante plus juste que nulle part ailleurs.

Pour commencer, on se trouve à Gènes, en présence d'un Christophe Colomb aux origines juives, et de l'ambassadeur Odegrigo qui, entretenant le marin de ses démêlés avec les Khazars vivant sur les bords de la mer Noire, évoque un certain Samuel Doukhovnij, patronyme que l'incapacité phonétique de l'Italien transforme en Dujovne.

Puis, de siècle en siècle, et d'une rive à l'autre de l'Océan, fabiles antiques et histoire du

vice-royaume sud-américain alternent, entretissant un complexe et délicat tapis. On finit par se dessiner, et avec quelle fermeté de contours, les grands-parents moldaves. La grand-mère ? Une forte femme, figure haute en couleur, qui avait suivi son mari dans les colonies juives fondées par le baron Hirsch en Argentine. Le grand-père ? Un jeune intellectuel qui, quelques années après son arrivée, n'ayant pas trouvé d'autre réponse à l'excès de ciel de la plaine, mit fin à ses jours. Et le roman – qui oscillait entre l'allégorie et l'épopée – de basculer alors dans la confiance la plus douloureuse, avec la remémoration du père de la narratrice, ce Carlos Dujovne que l'on compte parmi les fondateurs du Parti communiste argentin. C'était en 1918, il avait à peine seize ans ; cinq ans plus tard, il n'eut de cesse que de se rendre en URSS où, pas plus que les douaniers, Staline ne crut à la nationalité que son passeport affichait. Argentin ? Aux yeux des Soviétiques, il devait s'agir plutôt d'un Roumain, voire d'un gitan.

Bien des années plus tard, après un long séjour dans les prisons péronistes, il finira par abjurer sa profession de « révolutionnaire à temps complet », pour commencer à mourir de tristesse. Et comme la vie affective les symétries, il mourra lorsque Peron, retour d'exil, rentre au pays en 1973.

Revient ensuite la mère, et sa laborieuse histoire de la littérature ; et l'on se dit que peut-être aura-t-il fallu ces vingt volumes, au demeurant restés inédits, pour qu'un jour sa fille accomplisse ce roman des origines, que l'on sent nécessaire, inévitable pour chacun.

C'est ainsi qu'un rêve passe d'une génération à une autre, d'un sang à un autre sang. Parfois le sang se découvre une vocation d'écrit, et si la transmission s'opère, il arrive même que l'on devienne le scribe des morts – ces morts qui dans ces pages se redressent et se tournent vers les soleils de la mémoire, dans l'espoir de se trouver, enfin, face à face avec leur destin.

(1) Mercure de France, 1980 et 1982.  
(2) Buenos Aires, Champ Vallon, 1984.

## Handke dans le miroir de Stifter

Suite de la page 19

Les choses ne sont pas transformées par les mots mais font leur apparition, contournées par des mots transparents qui leur donnent leur forme enfantine : procession cohérente, rythmée par une « spécialité » du style stifterien : l'omission de la virgule dans la titane des phénomènes.

On parle des « longueurs célestes » de Beethoven ; de même on pourrait parler des « lenteurs célestes » d'Adalbert Stifter. La lenteur de la procession tranquille et douce de ses objets, paysages, héros : comme s'ils revenaient, réappa-raissent après un très long oubli. « Cela s'est passé il y a bien longtemps. » (Tourmaline.)

Chez Stifter, chaque chose a son temps, à l'image et au rythme des périodes de l'Ancien Testament. Et, comme dans la Bible, cela veut aussi indiquer : chaque chose, pour toi qui lis, pour toi qui écoutes, doit avoir son temps. Chaque chose donne un loi.

Un jugement ou une opinion dans les récits de Stifter : presque inexistant. Et si ça arrive, je le lis, même si je suis d'accord avec le jugement, comme un accident, une faiblesse, un ton

cacophonique, un faux pas. De même, les jeux de mots, les virtuosités, les paradoxes (si hats par Nietzsche) : « Il n'y avait dans sa vie que des commencements sans suite, et des suites sans commencements. » Qui cherche-tu là à concurrencer Stifter-le-Pur ? La soule et juste traduction française fait par moments presque sursauter avec des façons de parler comme à bâton rompus. Jamais l'allemand de Stifter ne tombe dans ces fossés, clichés et stéréotypes.

Absence totale d'arrière-pensées chez Stifter. Pas question de détournements, de regards à côté. Seules les « avant-pensées » comptent et se racontent. De là le récit (anti-historique) d'un idéal du monde, d'un monde idéal. Là aussi, une autre comparaison possible : avec Thomas Bernhard (un habitant de la Haute-Autriche comme lui). Bernhard met toutes les arrière-pensées possibles à l'avant et les illumine, mais avec la même instance, le même rythme, la même cohérence, que Stifter. Et les récits des longues absences où se retrouvent les deux : chez Stifter cette cuisine abandonnée, où « les récipients en bois fabriqués par le tonnelier s'étaient défaits, les cercles de fer reposant autour d'eux » ; et chez Bernhard ce trou de serrure, à l'entrée d'une maison déserte, presque impénétrable ce trou à

cause des mouches mortes dedans qui empêchent la clef de s'insérer.

Beaucoup d'actions chez Stifter, mais chacune d'elle minime, sans anecdote, sans drame, sans culmination. Alors le lecteur peut les oublier aussitôt, et aussitôt relire le récit, surpris par ces actions, de nouveau et de nouveau. Stifter et « la vie éternelle des formes régulières dans le calme » (Ludwig Höfl, Suisse).

« Ils disent que la région est affreuse mais cela n'est pas vrai non plus, encore faut-il savoir la regarder. » (Calcaire.)

Peter Handke

Peter Handke cite le livre d'Adalbert Stifter (écrivain autrichien 1805-1868) récemment traduit par Bernard Kreis chez Jacqueline Chambon, *Tourmaline* (204 p., 110 F.). La dernière citation est également tirée d'un texte de ce recueil. Chez le même éditeur, ont paru deux autres livres de Stifter : *Cristal de roche* et *Les Cartons de mon arrière-grand-père*. Un récit de l'écrivain autrichien, *Brigitte*, a été publié chez Fourbis (pour ces deux derniers titres lire « Le Monde des livres » du 8 juin 1990). Trois autres titres sont au catalogue de Gallimard (*Les Grands Bois et autres récits*), d'Aubier (*Le Château des fous*) et de Phébus (*L'Homme sans postérité*).

## REPÈRES

L'EXCELLENCE EN POCHE

100 TITRES  
128 pages, 42 F

- ☐ L'analyse de la conjoncture
- ☐ Le calcul économique
- ☐ L'économie mondiale de l'énergie
- ☐ L'Europe monétaire
- ☐ Histoire de la philosophie
- ☐ Les menaces globales sur l'environnement
- ☐ Le revenu minimum garanti
- ☐ L'urbanisme

LA DÉCOUVERTE







VOIR CI-DESSOUS : AMOUR  
de David Grossman.  
Traduit de l'hébreu par Judith Misrahi et  
Ami Barak. Seuil, 498 p., 140 F.

D'AUTRES MONDES  
par Nicole Zand

## Des cicatrices dans le crâne

COMMENT peut-on tout simplement vivre après Auschwitz, non pas vouloir « écrire de la poésie », comme disait le philosophe, mais survivre, autrement que par l'ignorance ?... Assimiler, digérer, un passé qui encombre, qui nourrit, qui empuantit les tragédies d'aujourd'hui... Crever les abcès toujours purulents et les dégâts psychologiques d'un peuple de rescapés... David Grossman, alors âgé de trente ans, s'est attaqué en 1984, dans son second roman, à cet affrontement avec l'histoire, avec la mémoire de son peuple, de n'importe quel peuple, finalement, dans un grand, gros - trop gros peut-être - livre qui est une vraie révélation. Sans concession, avec un titre aussi peu commercial que possible, comme un clin d'œil aux amateurs d'encyclopédies et de dictionnaires, *Voir ci-dessous : Amour* est un de ces romans qu'on lit, qu'on relit tant il est surprenant, riche et dérangeant à cause de la puissance d'évocation, de la finesse psychologique et de l'imaginaire de son protagoniste, dont on ne peut s'empêcher de penser qu'il n'est pas entièrement étranger à l'auteur...

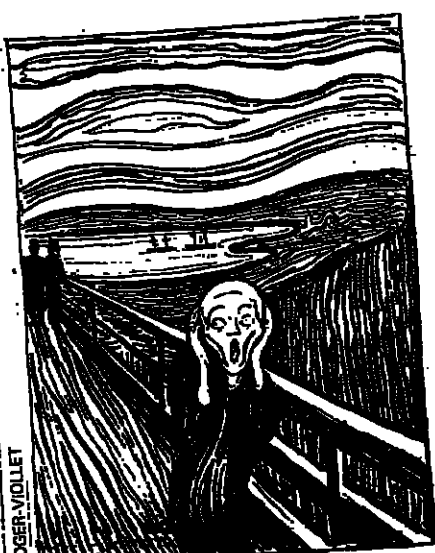
Best-seller en Israël lors de sa publication (75 000 exemplaires), traduit - ou en cours de traduction - dans une quinzaine de langues notamment en Italie avec cent mille exemplaires chez Mondadori, paru le mois dernier en Allemagne chez Hanser, *Voir ci-dessous : Amour* n'est pas vraiment un livre sur les juifs exclusivement, ni sur les camps de la mort, ni sur les israéliens en particulier. C'est un livre sur les cicatrices qu'on garde, depuis l'enfance, à l'intérieur de son crâne. Et Yavneh (ou bien Freud, ou votre fille) sait bien qu'on n'a pas besoin d'être juif pour garder des cicatrices qu'aucune chirurgie esthétique, aucune psychothérapie n'effacera jamais ! Peut-être la littérature est-elle le meilleur remède ?

Par exemple, si l'on songe à l'Allemagne, on y avait vu naître, à partir des années 60, tout un courant romanesque qu'on avait appelé la « littérature des pères », lorsque les enfants, découvrant que les nazis étaient leurs propres pères, tentèrent d'exorciser leur culpabilité collective de bourreaux en enquêtant sur le passé historique fami-

lial qu'on leur cachait. C'est à une opération pourrait-on dire symétrique que se livre le jeune israélien David Grossman (né en 1954) par l'intermédiaire de son Momik, alias Schlomo Ephraïm Neuman, fils unique de rescapés des camps de la mort, qui a neuf ans lorsqu'il commence le livre en 1979, c'est-à-dire « 1959 de l'autre calendrier », et qui va tenter, lui aussi, de découvrir ce que tout le monde lui cache « pour ne pas mettre la pagaille dans la tête de l'enfant avec des choses qui appartenaient au passé et qu'il fallait oublier », comme dit sa mère...

DAVID GROSSMAN fait exister Momik, un enfant qui ne sait pas encore qu'il est un futur écrivain, et qui s'éveille au monde en se cachant près du banc vert, en face de l'épicerie de Bella, où se réunissent les vieux qui, dans « la langue de Là-Bas », causent, entre eux du « pays de Là-Bas », et aussi d'une effrayante créature, qu'ils nomment « la Bête nazie », et dont on ne parle - Or ot ot - qu'avec de profonds soupirs. « A vrai dire, au début, Momik pensait que Bella parlait en fait d'un monstre imaginaire ou d'un dinosaure gigantesque qui avait existé autrefois et dont tout le monde avait peur. Mais il n'osait interroger personne. Et alors, lorsque le nouveau grand-père est arrivé et que les parents de Momik sont devenus encore plus malheureux et qu'ils ont souffert et crié encore plus pendant la nuit, Momik s'est décidé à poser de nouveau la question à Bella, et elle lui a répondu d'une voix aigre qu'il y avait certaines choses, le Ciel en soit loué, qu'on n'avait pas besoin de savoir à neuf ans ».

Ce « nouveau grand-père », Anshel Wasserman, qui n'est en réalité qu'un grand-oncle qui avait perdu Là-Bas la mémoire et la parole, va changer la vie de Momik et le mettre sur la trace de la Bête. Momik va découvrir que Anshel Wasserman, sous le pseudonyme de Schéhérazade, avait été un



« Le Cri » d'Edvard Munch. Ce personnage sur le pont de bois, bouche grande ouverte par un cri, s'était infiltré dans tous les organes de son corps.

célebre écrivain pour enfants, auteur d'un feuilleton que tous avaient lu intitulé *Les Enfants au cœur vaillant* qu'il a recopié dans son cahier-espionnage, rebaptisé pour égarer les curieux canier de géographie.

Fou de chiffres et d'énigmes, le garçon tente de déchiffrer « le code secret inscrit sur le bras du grand-père » qu'il est impossible d'effacer ; il note méthodiquement tous les indices, tous les brouillonnements de son grand-père selon des méthodes d'investigation sérieuses et systématiques qu'il a pu apprendre au cours de ses lectures. Eric Kastner et son *Emile et les détectives* par exemple. En se cachant de ses parents qui votent pour les religieux et qui gagnent leur vie dans une guérite de la Loterie nationale « coincés l'un contre

l'autre sans se dire un mot de toute la journée ». Surtout, sans cesse, il pose des questions : « Et qu'est-ce que c'est et comment et pourquoi, et comment et qu'est-ce que c'est ? »

COMME le grand-père Anshel, David Grossman a l'art de raconter les histoires, l'art de parler aux enfants comme à des adultes, de parler comme les enfants, dans une langue d'une souplesse inouïe qui mêle avec beaucoup de vivacité et de drôlerie le passé et le présent, le style direct, des bribes de la langue de Là-Bas, c'est-à-dire une pluie de succulents jurons en yiddish, qu'il ne parle pas mais qu'il a fini par comprendre... parce que c'est la langue que ses parents utilisaient lorsqu'ils ne voulaient pas être compris des enfants.

Désormais, c'est Momik maintenant adulte, Momik l'écrivain qui va retrouver la trace de Bruno Schulz, l'auteur mythique des *Boutiques de cannelle*, qu'il va imaginer à Dantzig, chassé de la galerie par les gardiens du *Cri*, du peintre Munch. Bruno Schulz, dont il connaît l'œuvre et le visage par cœur et dont il réinvente la vie, la mort et le manuscrit perdu, dans un obscur développement maritime et « saumoneux » que l'auteur estime être le cœur de son œuvre et qui ne doit pas conduire le lecteur à abandonner sa lecture. Mais plûtôt à passer résolument au-dessus des bancs de saumons pour ne pas se priver de la troisième partie du livre, intitulée *Wasserman*.

Là, avec une virtuosité éblouissante, Momik se propulse, par l'imaginaire de son écriture, dans le camp de la mort pour retrouver son grand-père Anshel, au moment même où la Bête ne parvient pas à lui ôter la vie (« Avez-vous essayé le fusil ? - Oui, mon commandant. - Avez-vous essayé le camion ? - Oui, mon commandant. - Et le gaz ? - Vous avez essayé le gaz ? Oui, mon commandant, c'est par là que nous avons commencé. Tous ceux qui étaient avec

lui sont morts, comme d'habitude. Tout s'est passé normalement, lui excepté »).

Pour conter l'histoire du juif qui n'arrive pas à mourir, Grossman a inventé un conte de fées merveilleusement absurde au milieu de l'horreur : quand Herr Neigel, le commandant du camp, reconnaît en Wasserman, le *Scheissmeister* (le Maître de la merde), l'auteur préféré de son enfance, le Schéhérazade dont il lisait avec délices les histoires chaque semaine et qu'il va forcer à lui inventer chaque nuit de nouvelles aventures des *Enfants au cœur vaillant*. Conversations étranges entre la victime et son bourreau, puisque, à l'inverse du sultan des Mille et une nuits, le nazi promet au conteur d'essayer de le tuer chaque soir : « Chaque soir, je t'irai sur toi. A condition bien entendu que ton histoire soit bonne. Il y aura bien une fois où cela réussira, n'est-ce pas ? - Et que se passera-t-il. Votre excellence, si un soir, Dieu nous pardonne, mon histoire n'est pas bonne ? - Eh bien alors, tu resteras en vie un jour de plus. - Si c'est pour mourir que je dois raconter une histoire à Votre Excellence, alors je me tiens entièrement à sa disposition ».

Le combat est inégal entre l'Allemand qui croit avoir écarté la « morale youpine », et l'écrivain qui tente de l'infociter l'officier du « virus de l'humanité », de lui enseigner « la compassion, l'amour de l'homme et cette capacité merveilleuse et insensée de croire en l'homme » ! Mais qui donc est le vainqueur ?... Lequel des deux réussira sa vie et son suicide ? « Voir ci-dessous : Amour »... « Voir ci-dessous : Sexe ».

Cette réponse en boucle donnée dans *L'Encyclopédie de la vie de Kazik* n'en est pas vraiment une, car cette dernière partie du livre réunit, sous forme de dictionnaire, toutes les histoires, toutes les potentialités du bébé Kazik programmé pour réaliser tout le cycle d'une vie en vingt-quatre heures (« Nous avons tous fait le vœu qu'il voie le terme de sa vie sans avoir rien connu de la guerre »). Des fiches classées alphabétiquement, mais sans souci de continuité narrative, pour des multitudes d'historiens-gigogne, dont nous connaissons, ou croyons connaître, tous les personnages, que Momik-Schlomik étale en vrac. Comme s'il proposait au lecteur de prendre le risque d'être à son tour Schéhérazade.

## Un entretien avec David Grossman

« Je refuse de considérer les oppresseurs comme des victimes »

Le cheveu roux, l'air rond, intelligent et grave derrière des lunettes à la fine monture noire, une drôle de ressemblance avec Donald Duck, David Grossman, qui vit à Jérusalem, est venu quelques jours à Paris pour la sortie de son roman. Il avait déjà publié en France son reportage en Cisjordanie, le *Vent jaune* (Seuil, 1988), qui lui avait valu de violentes critiques en Israël pour avoir voulu, un an avant l'intifada, faire comprendre jusqu'où pouvait conduire la douleur de l'Autre, le Palestinien.

« Je ne suis pas Momik. Mes parents ne sont pas des survivants de la Shoah. Ma mère est née en Israël, c'est une sabra, mais ses parents venaient de Varsovie. Mon père est né en Pologne, à Dinov, un shtetl de Galicie, mais il est venu avant la guerre, en 1933, alors qu'il était enfant. Je suis né à Jérusalem en 1954 et j'ai vécu toute ma vie en Israël. Une vie israélienne tout à fait banale : études de philosophie et de théâtre à l'Université, quatre ans à l'armée après la guerre des six jours. (Il sourit). Il est toujours très difficile de faire comprendre aux Américains et aux Européens qui viennent en Israël que quelq'un de gauche, très critique à l'égard d'Israël, soit en même temps désireux de servir dans l'armée. Mais il n'y a pas de contradiction. Nous n'avons pas le choix.

« Quand j'ai voulu étudier la littérature comparée, j'ai découvert que je voulais écrire moi-même. Je n'ai pas cessé. J'écris sept, dix-sept et même dix-huit heures par jour ;

aussi longtemps que je peux. Pendant dix ans, jusqu'en 1989, j'ai travaillé à la radio israélienne. Très jeune, à l'âge de dix ans, j'avais commencé à parcourir le pays en interviewant les gens pour des programmes de radio pour jeunes ; c'était un bon moyen de rencontrer des gens, de faire des enquêtes.

« Comme Momik, tout de même ?

« Je ne nierai pas le côté Momik de ma personnalité, le combat entre les deux parties de moi-même, ou plutôt entre Bruno (Schulz) et Momik. Car, pour moi, le combat entre le côté Momik et le côté brunelien, c'est la peur de la vie et de l'inconnu et le côté créatif, prêt à se laisser tenter par son imagination, à prendre des risques ou à sauter dans la mer, est le cœur du livre.

« Momik, en grandissant, ne sait pas comment vivre, il ne sait pas ce que signifie la vie. Il a si peur de la vie. Il est un survivant, et il ne sait pas qu'il est un survivant. Quand soudain il est confronté au bébé légendaire Kazik qui ne vit que vingt-quatre heures, il est si effrayé par cette intensité de vie qu'il doit la combattre. Parce qu'il est écrivain, sa façon de combattre est littéraire. Et la chose la plus cruelle pour un écrivain, c'est de couper son histoire arbitrairement. Dans *L'Encyclopédie de la vie de Kazik*, je voulais montrer qu'en dépit des divisions arbitraires, la vitalité d'une histoire est si forte qu'elle va triompher de Momik. Tout est conservé, et c'est une véritable histoire qui se développe. Il faut la lire comme une histoire.

« Votre roman est une manière de comprendre ce que cela signifie de vivre après l'Holocauste. Comment avez-vous connu l'histoire de l'Holocauste ?

« A huit ans, mon père m'a fait lire Cholem Aleichem. J'ai été sidéré. J'étais si enfant en Israël, et soudain, je découvrais qu'il y avait un autre monde juif, des enfants juifs comme moi, mais vivant ailleurs. Il y avait le laitier, le prêtre... Moi, je ne savais pas ce

que c'était qu'un prêtre, je ne pouvais pas imaginer quelqu'un qui ne soit pas juif. J'avais grandi dans un Israël très provincial des années 50 et j'ai lu ça comme mes enfants lisent aujourd'hui de la science-fiction. Qu'est-ce que « pogrome » ? Qu'est-ce que toutes ces choses que je ne connais pas ? Qu'est-ce que les persécutions ? J'étais fasciné et j'étais sûr que cette réalité existait encore ailleurs. Je me suis mis à lire, à lire beaucoup. Ce n'est qu'après mon premier roman, le *Souvenir de l'agneau*, que j'ai réalisé que je voulais être une sorte d'ambassadeur entre mon enfance et l'enfance de mon père qui n'en parlait de mon père qui n'en parlait de jamais. J'ai deviné tous les livres de mon père et c'est comme ça que je suis entré à la radio. Il y avait un concours pour les adultes sur Cholem Aleichem, j'avais tout lu, je connaissais tout par cœur.

### Le malentendu et la tragédie

« Je me souviens aussi du Jour de l'Holocauste ; je n'avais pas dix ans, la première fois où j'ai réalisé que c'était mon peuple qui avait été assassiné là-bas. Comment expliquer à des enfants ce qu'était la Shoah... On avait l'habitude de venir en pantalon noir, chemise blanche, et de se tenir debout, d'écouter des chants, j'aimais cela. J'étais le seul qui savais, mais je ne pouvais pas en parler avec eux. C'était mon secret... Soudain, j'ai été frappé par le fait que ces six millions qui avaient été tués, c'était millions qui avaient été tués, c'était mon peuple, les enfants de mes livres, les personnages de Cholem Aleichem ! C'était les enfants de mon cœur. Mes enfants...

Tout mon monde s'écroulait. J'ai commencé à comprendre ce que cela signifiait : être juif. Je me disais : Moi, je suis très différent de ces juifs-là, je suis un israélien. Je me souviens que j'étais révolté et me souviens que j'étais révolté et que je voulais savoir où était leur état-major, où était leur aviation. En bon petit israélien, j'étais programmé pour riposter, pour me défendre et je ne comprenais pas pourquoi tous ces gamins avaient

été assassinés. (Dans le livre, Momik essaie d'imaginer ce qui est advenu des personnages chrétiens de son livre, comme *Emile* et les *détectives*, et il se demande si, en devenant adulte, *Emile* n'aurait pas tué les siens...). On ne connaît rien de la Shoah. Dans toutes nos années d'école et de lycée, on avait vingt-deux heures de cours. Deux fois moins que sur la Révolution française...

« Quand avez-vous découvert les Arabes ?

« Je pense que c'est après la guerre de six jours, j'avais treize ans. C'était un autre Israël. Je me souviens de la radio du Caire en hébreu répétant qu'on allait nous jeter à la mer. Les sionistes, Herzl en tête, avaient voulu « une nation sans terre, une terre sans nation », sans se soucier de ceux qui vivaient là. Eux n'ont jamais vécu en Palestine. C'est le malentendu qui est à l'origine de notre tragédie.

« Ma génération a vécu dans la peur. Mes premiers souvenirs, je n'avais pas trois ans, c'est le départ de mon père pour la guerre du Sinaï avec un sac qui, par ironie du sort, sera celui que j'ai pris pour la guerre du Liban. Je me souviens que nous avons célébré ce que nous appelions notre victoire sur les Égyptiens. Ensuite, pour la guerre de six jours, j'étais sûr que je ne vivrais pas jusqu'à Rosh Hoshana. Nous étions si petits, avec tant d'ennemis qui déclaraient tous qu'ils voulaient nous exterminer... Nos peurs sont tout à fait justifiées. Pour un enfant, toutes ces menaces étaient terrifiantes.

« Dans un certain sens, nous sommes victimes de notre histoire et de notre psychologie, mais aujourd'hui, en ce qui concerne les Palestiniens, nous sommes les oppresseurs. Ce n'est pas facile à admettre. Mais je refuse de considérer les oppresseurs comme des victimes. Si nous sommes des victimes, nous sommes des victimes de nos peurs. Il est vrai qu'en quatre décennies on a eu cinq ou six guerres, qui risquaient de nous anéantir. (Un silence.) Demandez-vous honnêtement : combien de

temps vous, Français cartésiens, progressistes et intelligents, vous resteriez si démocrates et tolérants et libéraux ?... Vous-même, dans une telle situation, seriez-vous capable de surmonter et d'abandonner vos peurs pour exhorter vos concitoyens à prendre des concessions politiques, à freiner le risque faire confiance à vos ennemis ?

« Ce que je pense, moi, c'est que le seul moyen d'acquiescer une stabilité et une sécurité, c'est de commencer à entendre les frustrations et les peurs de tous ceux qui vivent dans la région. Le seul moyen d'arriver à la paix est de faire des concessions. Le seul moyen d'arriver à la stabilité est de répondre aux besoins des gens qui ont souffert, et la seule paix, pas seulement pour survivre, mais pour durer, c'est d'agir selon nos valeurs morales. Je ne prétends pas que les Palestiniens qui ont grandi dans les camps vont m'aimer. Les Palestiniens et les Arabes ne nous aiment jamais, mais je pense qu'il faudrait penser à vivre en voisins raisonnables. Pas plus. Malheureusement pour nous, ils n'ont qu'un mauvais chef. Et à leur souhait un meilleur chef. Et à nous aussi. Je pense que nous, israéliens et Palestiniens, nous sommes fous de nous en remettre à des dirigeants aussi irresponsables, comme Shamir et Arafat.

Maintenant, tout le monde, même la droite, commence à réaliser que la prochaine guerre peut être la dernière. James Baker vient d'arriver en Israël et j'espère qu'il fera sérieusement pression sur nos dirigeants pour qu'Israël négocie avec les Palestiniens ; et pour que l'Irak, la Syrie, l'Arabie saoudite négocient avec Israël parce que nous ne sommes pas les seuls refugés de la région.

« Vous ne pensez pas que cette oppression israélienne a créé des milliers de Momiks palestiniens ?

« Il y a des Momiks partout. Momik, c'est un état d'esprit. L'état d'esprit des survivants. Ou qu'ils soient nés ».

Propos recueillis par N. Z.

WILLIAM BOYD  
sera chez  
W.H. SMITH  
248, rue de Rivoli  
75001 Paris  
le 17 avril à 16h00  
pour dédicacer  
BRAZZAVILLE BEACH  
ainsi que ses autres livres

OÙ TROUVER UN  
LIVRE ÉPUISÉ ?  
Ecrivez ou téléphonez :  
LIBRAIRIE (service 18)  
LE MONDE DU LIVRE  
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS  
75006 PARIS  
(1) 43.25.77.04  
Code Minitel : 3615 MDL

LE PLAISIR  
D'ÉCRIRE  
LE DROIT  
D'ÊTRE LU  
Si pour vous écrire est une  
passion, écrivez-nous. Vous  
recevrez des conseils, des  
conseils et des encouragements.  
Écrivez-nous, nous vous enverrons  
des manuscrits à l'épreuve.

LA PENSÉE UNIVERSELLE  
115 boulevard RICHARD LENOIR  
75014 PARIS CEDEX 11  
Tél. (1) 43 57 74 74  
Compte d'attente par Fax 49 de la rue de  
la République 75011 Paris

MAIRIE DU 5<sup>E</sup> ARRONDISSEMENT  
2<sup>E</sup> SALON LITTÉRAIRE  
DU QUARTIER LATIN  
12 - 13 - 14 avril • Entrée libre de 11h à 19h



Le troisième séminaire sur le renouveau du service public

## Des résistances en légion

Depuis que M. Michel Rocard a lancé, en février 1989, le renouveau du service public, force est de reconnaître que le gouvernement n'économise pas son énergie. Au niveau des discours et des intentions, l'effort est parfait. Pour un premier ministre, en définitive plus gestionnaire que réformateur, la tâche est d'autant plus difficile que l'Etat a au moins dix ans de retard à rattraper, par rapport aux entreprises privées, s'il veut vraiment se moderniser.

Les 41 mesures adoptées le 11 avril par le troisième séminaire gouvernemental vont dans le bon sens. Qui pourrait se plaindre de voir la République, jacobine et jalouse de ses prérogatives, se faire l'avocat de la «déconcentration», en prévoyant de réels transferts de compétences et de moyens vers les échelons centraux et locaux ? On peut cependant s'interroger sur la méthode choisie. Adapte-t-elle la «marche d'Etat», par opposition au «marché d'Etat», le gouvernement ne semble pas avoir mené à son terme la réflexion sur ce qu'il doit faire l'Etat en 1991. Le comment précède le pourquoi.

M. Rocard n'a pas tiré toutes les conséquences de sa volonté de renouveau, alors que, comme le souligne Michel Crozier dans la réédition de son livre *Etat moderne, Etat moderne*, le système administratif français est «profondément inadapté au monde moderne», ne sachant ni préparer une décision, ni parfois justifier l'utilité d'une activité administrative.

Une autre difficulté de cette démarche, nécessaire et courageuse, est qu'elle est principalement mise en musique par le sommet. On déconcentre, on simplifie, oui, mais à coup de circulaires, décrets, projets de loi et même une commission permanente supplémentaire. On expérimente ce qu'on innove mal par décret. L'entreprise s'annonce d'autant plus délicate que les résistances sont légion. Les cadres supérieurs, sans le concours desquels rien n'est possible, ont souvent peur d'agir. Quant aux syndicats, ils sont souvent, plus encore qu'ailleurs, des gardiens du statu quo. La formation aux ressources humaines et la relance du dialogue social ne suffiront pas à vaincre ces résistances.

MICHEL NOBLECOURT

## Le gouvernement annonce 41 mesures pour moderniser l'administration

Le troisième séminaire gouvernemental présidé par M. Michel Rocard et consacré au renouveau du service public devait adopter, jeudi 11 avril dans la matinée, 41 mesures concrètes pour moderniser la fonction publique. Les deux précédents séminaires (en septembre 1989 et juin 1990) avaient ouvert les voies de la déconcentration et de la responsabilisation. Les 41 mesures présentées sont censées simplifier l'organisation de l'administration, améliorer son fonctionnement, changer le travail des fonctionnaires et faciliter le service rendu aux usagers (le Monde du 11 avril).

L'une des mesures les plus importantes arrêtées à l'occasion du séminaire gouvernemental de ce 11 avril sur le renouveau du service public concerne la «charte de la déconcentration», annoncée dans la loi d'orientation relative à l'organisation territoriale de la République, en cours d'examen au Parlement.

### Éviter un «empilement» des structures

Cette charte, qui devrait faire l'objet d'un décret déposé dès le mois d'avril en Conseil d'Etat, aura valeur de texte-cadre pour les ministères en ce qui concerne l'organisation de leurs services. Outre qu'elle consacre le département «échelon de droit commun d'application des politiques», cette charte vise à clarifier les compétences respectives des différents échelons administratifs locaux. Elle prévoit aussi que tout transfert de compétences nationales vers les échelons locaux s'accompagne du transfert des moyens en conséquence. Les ministères devront, en outre, proposer, d'ici à la fin de l'année, un plan de rationalisation de leurs services afin d'éviter un «empilement» des structures. Ce plan sera ensuite révisé annuellement.

En matière de déconcentration des crédits, le tiers des crédits d'investissement, qui s'élevait à 70 milliards de francs tous ministères confondus, seront d'ici à la fin de l'année transférés localement (seuls 13 % le sont aujourd'hui). Le gouvernement commencera aussi à examiner quels sont les

crédits d'intervention (365 milliards de francs) susceptibles d'être ainsi déployés. Parallèlement, le contrôle financier central sera allégé. D'autres mesures sont prises pour raccourcir de plusieurs mois le temps de transfert des fonds européens (FEDER et FEOGA) aux intéressés locaux. Les ministères verront enfin leur responsabilité élargie en matière de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat, fort de 20 millions de mètres carrés.

Une réflexion va aussi s'engager pour réformer l'organisation des concours d'entrée dans la fonction publique, qui concernent 400 000 personnes par an, afin d'élargir leur recrutement et de mieux prendre en compte les aptitudes professionnelles des candidats. Dans cette perspective, le Conseil économique et social sera chargé d'un rapport sur le contenu des concours de l'an 2000.

### Le Minitel et la carte bancaire

Pour l'heure, l'utilisation du Minitel sera généralisée avant la fin de l'année pour les inscriptions à ces concours. Un bilan de l'utilisation de la carte bancaire — actuellement autorisée dans 500 des 5 000 lieux publics susceptibles d'être équipés (services du Trésor et préfectures) — sera dressé en vue d'organiser sa généralisation.

Enfin, le séminaire entérine la création auprès du Conseil supérieur de la fonction publique d'une commission permanente chargée du renouveau du service public. Ouvert aux organisations syndicales de fonctionnaires, cet organisme consultatif, présidé par le premier ministre, examinera les orientations à mettre en œuvre.

En revanche, il n'est plus question aujourd'hui du «retour collectif de modernisation», un mécanisme censé récompenser les agents engagés dans le grand chantier du renouveau, et annoncé lors du précédent séminaire. Interrogé à ce sujet, mardi à Orléans, M. Michel Rocard a répondu que, compte tenu de la situation économique actuelle et des «engagements lourds sur l'avenir» déjà pris avec la réforme de la grille, «il ne peut pas faire plus». Les agents ne seront mieux rémunérés, a-t-il ajouté, «qu'à la condition d'en avoir un peu moins, partout où c'est possible».

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Préalable à la réduction de la dette extérieure du Caire

## L'Egypte signe un accord de principe avec le Fonds monétaire international

Après trois années de négociations entre les autorités du Caire et les experts financiers internationaux, l'Egypte a signé le 9 avril au Caire un accord de principe avec le Fonds monétaire international.

Cet accord, qui consacre les mesures de redressement économique engagées par l'Egypte, devrait être entériné par le conseil d'administration du FMI, le 15 mai. Le 20 mai devrait débiter à Paris une réunion des créanciers publics de l'Egypte, au cours de laquelle une large fraction (entre 30 % et 50 %) de la dette extérieure du pays sera annulée.

### LE CAIRE

de notre correspondant

En juillet 1990, à la veille de la crise du Golfe, les finances égyptiennes frisaient la catastrophe. Le Caire n'était plus capable de trouver de l'argent frais pour importer des produits aussi essentiels que le blé, dont les réserves ne couvraient que trois mois. Tous les fonds de crédit avaient été rôtis et tous les créanciers pressentis, mais en vain, à défaut d'un accord avec le FMI, il fallait un miracle. Il s'est réalisé grâce à l'invasion irakienne du Koweït.

L'Egypte, qui n'a pas hésité à adopter une position anti-irakienne en flèche, a vu les coffres, jusque-là hermétiquement fermés, s'ouvrir comme par enchantement. Les Etats-Unis ont immédiatement débouqué 160 millions de dollars d'aide à la balance égyptienne tandis que l'Arabie saoudite signait chèques sur chèques. La France accordait des facilités de l'ordre de 500 millions de dollars sur un an, l'Allemagne dégelait des protocoles financiers et le Japon desserrait les cordons de sa bourse à travers sa participation économique à l'opération «Bouclier du désert». Le problème le plus pressant, celui du blé, était résolu.

Mais la manne est plus importante encore. En effet les Etats-Unis ont décidé d'annuler la dette militaire de l'Egypte, soit plus de 7 milliards de dollars. A cela le gouvernement égyptien se trouvait en mesure de réduire une partie du déficit budgétaire 1990-1991, soit 1,2 milliard de dollars militaire amené. L'exemple américain a fait école puisque les pays arabes du Golfe ont, eux aussi, passé l'éponge sur les 7 milliards de dollars que

leur devait Le Caire. Un geste considéré comme symbolique par les Egyptiens, qui avaient jamais payé leurs intérêts ou effectué le moindre remboursement aux pays du Golfe. Les créanciers publics du Club de Paris ont, pour leur part, annoncé leur intention d'annuler un tiers au moins de la dette égyptienne accumulée à leur égard, un geste dont seule la Pologne a jusqu'à présent bénéficié.

Mais la crise n'a pas eu que des effets bénéfiques sur l'économie égyptienne. Trois des principales sources de devises étrangères — les virements des expatriés, le tourisme et le canal de Suez — ont été affectées. Dans un rapport distribué au FMI et aux diverses institutions internationales, le gouvernement a estimé à 27 milliards de dollars les pertes causées par la crise du Golfe à l'Egypte (un chiffre représentant les virements des expatriés dans le Golfe (un chiffre qui équivaut à l'année dernière) 2 milliards pour le tourisme (cette industrie avait rapporté la même somme pour toute l'année 1989-1990), 500 millions de baisses des revenus du canal de Suez et 5,25 milliards de dollars dus au retour en Egypte de 700 000 expatriés. Un montant nécessaire pour la création d'emplois, à concurrence de 7 500 dollars par expatrié; 750 millions de dollars de pertes de devises sont enfin répertoriées.

### Ballon d'oxygène

Le rapport estime d'autre part à 15 milliards de dollars les dommages subis par les particuliers au Koweït et en Irak du fait de la perte de leur compte en banque et de leurs biens.

Toutefois, le ballon d'oxygène que constitue l'annulation d'une partie de la dette extérieure égyptienne, dont le total est estimé à plus de 50 milliards de dollars, permet au gouvernement de s'attacher sérieusement à la solution des différends qui l'opposaient depuis trois ans au FMI. Dès janvier, la Banque centrale laissait aux banques le soin de déterminer les taux d'intérêt. Résultat, les taux ont grimpé de près de 2 %. Un progrès, même si les 14,5 % donnés par les banques sur les dépôts pour un an ne sont pas loin de l'inflation estimée à 18 % par le gouvernement et à 25 % par le FMI.

Le 27 février, le gouvernement a adopté une libéralisation partielle des taux de change. Un marché dit

secondaire, équivalent presque à un marché libre, était créé. En moins d'un mois et demi, le dollar est passé d'un peu moins de 3 livres à plus de 3,3 livres. Toutefois, ce marché est plus acheteur que vendeur du fait de la réduction que deux principales sources privées de devises : les virements des expatriés et le tourisme. D'autre part, un marché dit primaire, alimenté par les revenus en devises de l'Etat et servant principalement à importer des produits alimentaires, continue à subsister. Un marché dont le FMI exige la disparition à moyen terme.

C'est donc fort de ces mesures de restructuration de l'économie, jugées positives par le FMI, et de l'allègement de sa dette extérieure (1) que le gouvernement égyptien a achevé avec succès la longue série de pourparlers avec M. Abdel Chakour Chaslan, le directeur des opérations du Fonds pour le Proche-Orient.

ALEXANDRE BUCCIANTI

(1) L'Egypte a déboursé, au cours des deux dernières années, 4,2 milliards de dollars pour rembourser une partie des intérêts et du capital de sa dette extérieure, l'équivalent du tiers des revenus annuels en devises de l'Etat. Le Caire a de plus accumulé près de 9 milliards de dollars d'arriérés entre juin 1988 et juin 1990.

Le FMI prévoit une croissance de 1,4 % dans les pays industrialisés en 1991. — Le taux de croissance économique moyen dans les pays industrialisés devrait diminuer sensiblement cette année, passant à 1,4 %, contre 2,3 % l'an dernier, selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI). Le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale finit par être publié par le FMI à la fin du mois, mais plusieurs éléments ont déjà été révélés. Dans leur étude précédente, de septembre 1990, les experts du FMI prévoyaient un taux de croissance de 2,4 % pour 1991.

Entre-temps, le conflit dans le Golfe a pesé sur la conjoncture de l'ensemble des pays, et la récession américaine est apparue plus profonde que prévue. Selon le FMI, le produit national brut américain devrait chuter de 0,1 % cette année, 1991. Un pourcentage de 2,8 % en 1992. Un pourcentage égal à celui de la moyenne des pays industrialisés. Cette année, seuls le Japon et l'Allemagne devraient bénéficier d'un taux de croissance supérieur à 3 %.

## Un nouveau conseiller remplace M. Jacques Attali auprès de M. François Mitterrand

### Le mystère Lauvergeon

M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République depuis 1981, doit être officiellement élu lundi 15 avril président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) chargée de l'Europe de l'Est. Il abandonne, vendredi 12 avril, toutes ses fonctions à l'Elysée. M<sup>me</sup> Anne Lauvergeon, secrétaire général adjoint de l'Elysée depuis décembre 1990, le remplacera au poste de représentant personnel du président Mitterrand et sera chargée notamment de la préparation des sommets des pays industrialisés.

Novembre 1990 : deux jeunes conseillers économiques à l'Elysée, M<sup>me</sup> Caroline de Margerie et Anne Lauvergeon, organisent dans l'un des bureaux du palais un petit «briefing» à l'attention de quelques journalistes spécialistes des problèmes économiques de l'Europe de l'Est. La première est calme, posée, habillée élégamment et strictement. Elle s'exprime d'une voix fluette. La deuxième, vêtue de couleurs très vives, parle fort et pose ses pieds sur le siège voisin. Toutes deux sont passionnées par le sujet et bien décidées à exprimer leur avis sur la question. Toutes deux, inconnues du

grand public, seront, à peine un mois plus tard, promues de manière impressionnante par le chef de l'Etat. M<sup>me</sup> Caroline de Margerie devient conseillère technique chargée des questions européennes, remplaçant ainsi dans une large mesure M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou.

M<sup>me</sup> Anne Lauvergeon, elle, est nommée en décembre secrétaire général adjoint de la présidence, devenant ainsi l'une des plus proches collaboratrices de M. François Mitterrand. Elle remplace à ce poste M<sup>me</sup> Christiane Sautter, nommée préfète d'Ile-de-France. Mais son ascension, à peine plus d'un an après son entrée à l'Elysée, ne s'arrête pas là : accordant à cette fonction prestigieuse, elle accepte également, en secret, de devenir «sherpa» du président chargé de son représentant personnel chargé de la préparation des sommets des pays industrialisés. Après dix années passées auprès de M. Mitterrand, M. Jacques Attali, le magicien «conseiller spécial» prend en effet en charge la nouvelle banque internationale chargée de la reconstruction de l'Europe de l'Est (la BERD) et quitte Paris pour Londres. M<sup>me</sup> Lauvergeon devrait donc, dans les prochains jours, s'installer dans le bureau voisin de celui du président de la République. Qui est M<sup>me</sup> Anne Lauvergeon ? Ce n'est pas tant le fait qu'elle soit inconnue du grand public ou de la haute administration, ni qu'elle soit une femme, ni

même qu'elle ne soit pas marquée politiquement, qui étonne le personnel de l'Elysée et le serait politique parisien. C'est surtout qu'elle a trente et un ans. «Trente et un ans ! C'est tout ce que les gens trouvent à dire à mon sujet», remarque-t-elle.



amusée. Sa nomination paraît mystérieuse, mais elle ne cherche en rien à lever le voile.

Certains expliqueront sa rapide promotion par le «ras-le-bol» du président à l'égard des énarques, par son goût pour les collaborateurs féminins, sa volonté de réunir son entourage, ou celle de se dégager un peu de l'emprise du Parti socialiste. D'autres regretteront son manque de

pratique ou d'assise politiques. Une chose est sûre. M<sup>me</sup> Lauvergeon séduit d'emblée. Elle a le langage direct qui plaît tant lorsque l'on a beaucoup souffert de la retenue des hauts fonctionnaires. Elle a la simplicité d'apparence et de pensée qui sont toujours saluées dans un milieu où les choses simples se trouvent souvent compliquées. Surtout, elle dégage une énergie qui laisse penser qu'elle est capable de soulever des montagnes de dossiers. «Une vraie cheffine», dit en souriant un ministre. Cheveux courts, voix puissante... «Ce n'est pas moi qui pourrais jouer la femme fragile», ironise-elle.

### Le professeur de physique

«Battante», «golden girl», ces qualificatifs devenus habituels dans les portraits de jeunes femmes brillantes conviennent pourtant mal à Cécile Lauvergeon. C'est plutôt celui de «costaud» ou de «sympathique» qui sont adaptés, incapable de fausse modestie, elle reconnaît que dans ses années de préparation aux grandes écoles, elle était l'espèce de ses professeurs du lycée Lakanal. Conformément à leurs vœux, elle intègre l'Ecole normale supérieure d'Ulm-Sèvres. Forte de son agrégation de physique, elle pense devenir professeur, dans la droite ligne de ses parents, pourtant littéraires.

FRANÇOISE LAZARE  
Lire la suite page 29

Lorsque l'on peut compter sur 950 professionnels partout dans le monde, la chasse aux mauvais payeurs devient une vraie partie de plaisir.

48 HEURES, C'EST LE TEMPS QU'IL FAUT À NOTRE FORCE D'INTERVENTION POUR SE METTRE EN CHASSE. OÙ QUE CE SOIT, NOS CHARGÉS DE MISSIONS LAISSERONT PEU DE CHANCE À VOS DÉBITEURS.

SUR LE 36 16 CODE POUÉY, VOUS POURREZ SUIVRE L'ÉVOLUTION EN TEMPS RÉEL DE VOS DOSSIERS.

AVEC 65 % DE RÉUSSITE, POUÉY INTERNATIONAL EST BIEN LE N°1 DU RECOURS À LA FORCE.

PARCE QUE VOUS N'ACCEPTÉZ PAS LES IMPAYÉS, APPELEZ NOUS AU 36 16 CODE POUÉY.

**Groupe Pouéy**

INTERNATIONAL

Le système sensé de vos affaires

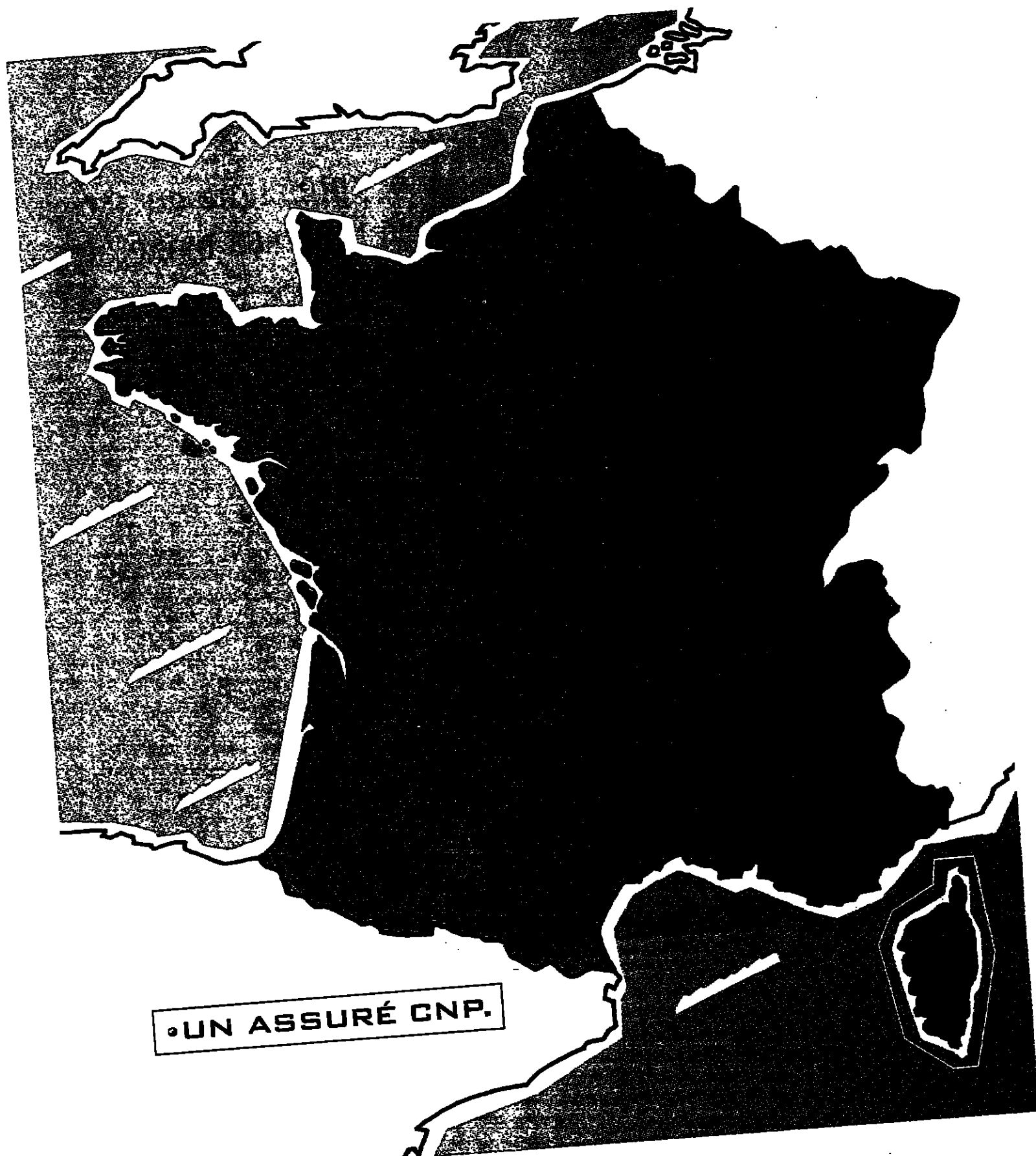
سكنى من الامم



هكذا من الاجل

26 Le Monde • Vendredi 12 avril 1991 •

28 Le Monde • Vendredi 12 avril 1991 •



**SUR CETTE CARTE, CHAQUE POINT VERT  
REPRÉSENTE UN ASSURÉ DE LA CNP.**

LA CNP EST L'UN DES TOUT PREMIERS  
ASSUREURS DE PERSONNES. AUJOURD'HUI,  
GRÂCE À ELLE, UN FRANÇAIS SUR TROIS A DES CONTRATS  
D'ASSURANCE PARFAITEMENT ADAPTÉS À SES BESOINS  
(ÉPARGNE, RETRAITE, PRÉVOYANCE, COUVERTURE D'EMPRUNT,



COMPLÉMENT MALADIE...), QU'IL SOIT ASSURÉ À  
LA POSTE, AU TRÉSOR PUBLIC, À L'ÉCUREUIL  
OU PAR L'INTERMÉDIAIRE DE SON EMPLOYEUR, DE SA MU-  
TUELLE OU DE SON ORGANISME DE PRÊTS. CNP : TROIS LET-  
TRES SYNONYMES DE CONFIANCE, CONSEIL ET COMPÉTENCE.

**VIVEZ BIEN ASSURÉ**









## FINACOR

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires est convoquée au siège social, 52, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS (4<sup>e</sup> étage - ascenseurs A), le VENDREDI 24 MAI, à 10 HEURES.

Les actionnaires peuvent se procurer les documents relatifs à cette assemblée auprès de la Société ou aux guichets du Crédit Commercial de France.

L'avis préalable valant avis de convocation est paru au BALO, du 11 avril 1991.

## ECUREUIL MONETAIRE

SICAV MONETAIRE DE CAPITALISATION  
pour la rémunération de vos disponibilités

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 7 mars 1991, a décidé la mise en application des mesures suivantes.

### FRAIS DE GESTION

A compter du 15 juillet 1991, le montant maximum des frais annuels de gestion perçus par la Sicav est fixé à 1% HT de l'actif net moyen évalué quotidiennement. Ces frais sont directement imputés sur les comptes de la Sicav et ne font l'objet d'aucun versement spécifique de la part de l'actionnaire.

Les actionnaires qui seraient en désaccord avec cette décision, peuvent demander le rachat de leurs actions sans frais dans un délai de 3 mois à compter de ce jour.

### MONTANT MINIMUM DE LA 1<sup>re</sup> SOUSCRIPTION

Par ailleurs, à partir du 15 avril 1991, le montant minimum de la 1<sup>re</sup> souscription à Ecureuil Monétaire est porté à 2 actions.

PERFORMANCE du 30.03.90 au 28.03.91 : + 9,91 %.

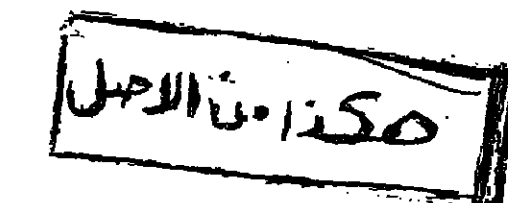
Valeur de l'action au 28.03.1991 : 35 455,15 F.

Vous souhaitez des informations complémentaires ?  
N'hésitez pas à venir rencontrer  
nos conseillers financiers



Caisse d'Épargne Ecureuil  
L'Ami Financier

Sicav gérée par Ecureuil Gestion  
filiale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.



L'assemblée générale des actionnaires sera réunie le lundi 29 avril 1991 à 17 heures, au siège social, 19/21, rue de la Bienfaisance à Paris 8<sup>ème</sup>.

Un formulaire de vote par correspondance et de procuration ainsi que les autres documents prévus par la loi seront adressés aux actionnaires qui en feront la demande, au plus tard six jours avant la date de la réunion, par lettre recommandée avec accusé réception adressée soit au siège de SOVAC, soit chez LAZARD Frères et Cie, 121, boulevard Haussmann à Paris 8<sup>ème</sup>.



LESIEUR ALIMENTAIRE

### UN REDRESSEMENT SIGNIFICATIF

Le Conseil d'administration, réuni le 4 avril 1991 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes, a approuvé les comptes de l'exercice écoulé qui se soldent par un bénéfice net de 97 403 000 F contre une perte de 59 326 000 F en 1989.

Ce redressement est dû aux efforts de restructuration entreprise depuis 1989. Il s'accompagne d'une augmentation des positions de marché dans tous les secteurs.

Les filiales de LESIEUR, EXCEL, GELFINOR et VEDIAL ont également marqué une significative progression.



SOCIÉTÉ DU LOUVRE  
e.l.m. leblanc  
ELM-LEBLANC/DEVILLE

Souhaitant assurer la pérennité de la société qu'il a fondée et portée au premier rang des entreprises du secteur, le Président Marcel LEBLANC a décidé d'adopter ELM-LEBLANC au GROUPE DU LOUVRE, présidé par Monsieur Jean TAITTINGER, pour constituer avec la société DEVILLE un grand pôle industriel français dans le domaine du chauffage et de l'équipement de la maison.

Monsieur Marcel LEBLANC a accepté de continuer à assurer la présidence d'ELM-LEBLANC.

La SOCIÉTÉ DU LOUVRE consolide ainsi, par l'intermédiaire de sa filiale, la COMPAGNIE FINANCIÈRE DEVILLE, sa branche industrielle. Celle-ci devient, par sa taille et son cash-flow, un complément significatif et harmonieux des actifs patrimoniaux qui caractérisent le Groupe du Louvre.

Le regroupement d'ELM-LEBLANC - leader français dans le domaine des chaudières murales, des chauffe-bain et chauffe-eau à gaz - et de DEVILLE - spécialiste d'appareils individuels de chauffage et cuisson multi-énergies - toutes deux bien connues du grand public et des installateurs chauffagistes, donnera naissance à un pôle d'importance européenne.

Outre les synergies industrielles existantes entre les usines de Drancy et Charleville, l'ensemble ELM-DEVILLE profitera à plein, d'une part des avancées technologiques spécifiques développées par les bureaux d'études dans des domaines et pour des produits complémentaires, d'autre part de l'adjonction de deux réseaux de vente accompagnés par un service après-vente de première qualité et très dense. Cet ensemble est de nature à permettre à ELM-DEVILLE de rivaliser dans les meilleures conditions avec ses concurrents européens.

A l'issue de la procédure de garantie de cours mise en œuvre, les sociétés ELM-LEBLANC et DEVILLE seront rapprochées selon des modalités actuellement à l'étude et dont le public sera informé aussitôt qu'elles auront été décidées.

## OFF - OMNIUM FINANCIER DE PARIS

communiqué

Projet de fusion  
TOTAL Compagnie Française des Pétroles  
OFF - Omium Financier de Paris

Les Conseils d'Administration de Total Compagnie Française des Pétroles et de l'OFF - Omium Financier de Paris, réunis le 9 avril 1991, ont arrêté à l'unanimité des présents ou représentés, le principe d'une opération de fusion qui sera soumise aux Assemblées d'actionnaires de chacune des Sociétés réunies en juin prochain.

À la suite de cette fusion, les actionnaires de l'OFF - Omium Financier de Paris deviendront actionnaires de Total.

Sous réserve de l'approbation des Commissions aux apports et à la fusion, la parité de fusion se situerait à 9 actions Total pour 4 actions OFF.

La parité définitive sera arrêtée par les Conseils des deux Sociétés des 13 et 14 mai 1991.

Compte tenu de la participation de 52,8 % détenue par Total dans le capital de sa filiale, la fusion projetée augmentera le nombre d'actions de Total de 2,15 millions d'actions sur la base du capital actuel de l'OFF - Omium Financier de Paris, représentant 4,8 % du nombre global d'actions existantes et potentielles de Total, soit 45,8 millions.

Les porteurs de bons de souscription d'action OFF pourront, conformément au contrat d'émission, souscrire à 9 actions Total pour 4 bons jusqu'au 31 décembre 1992 à raison de F 1950 par bon, soit F 867 pour une action Total.

En cas de souscription par ces porteurs, le nombre supplémentaire d'actions créées serait de 0,75 million d'actions. L'augmentation du nombre d'actions Total serait alors de 6,3 % du nombre global d'actions existantes et potentielles de Total avant la fusion.

Par cette opération de réorganisation, Total renforcerait ses fonds propres sans dilution du bénéfice par action, et simplifierait la structure financière du Groupe.

Les actionnaires de l'OFF - Omium Financier de Paris, en devenant actionnaires de Total, groupe pétrolier intégré de taille internationale, agiront dans tous les segments de la chaîne pétrolière jusqu'à la chimie, bénéficiant du potentiel de croissance de l'action Total et de sa grande liquidité sur les marchés financiers.

36 15  
I M

Le service téléphonique  
expert de l'emploi des cadres



## BNP INTERCONTINENTALE

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration de la BNP INTERCONTINENTALE, réuni sous la présidence de M. René THOMAS, a arrêté les comptes de l'exercice 1990 au cours de sa séance du 8 avril 1991.

Groupe de la BNP	1990 (millions de F)	1989 (millions de F)	Evolution (%)
Total du bilan	21.634	20.135	+ 7,4
Résultats consolidés (Part du Groupe)	286,7	251,1	+ 14,2
Bénéfice net par action (en francs)	247,7	222,1	+ 11,5
	77,62	72,83	+ 6,6
BNPI			
Total du bilan	12.368	11.349	+ 9
Résultats d'exploitation	276,2	246,4	+ 12,1
Résultats nets	208,3	188,4	+ 10,6

La progression satisfaisante des résultats est due au bon comportement de toutes les entités du Groupe. L'Europe contribue désormais pour 40 % à ces résultats, et l'Océan indien pour près de 30 %. Quant au Bassin Méditerranéen, il a connu une excellente année grâce, notamment, aux filiales du Maroc et de la Tunisie.

Les chiffres consolidés tiennent compte pour la première fois de la B.I.C. COMORES, intégrée globalement (51 % de participation BNP), et de la mise en équivalence de la BNP (Suisse) S.A. (20 % de participation BNP).

Hors éléments exceptionnels, les résultats nets de la BNP maison mère sont à nouveau en forte progression (19,7 % après plus de 20 % en 1989), en dépit de l'évolution défavorable des monnaies locales.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale un dividende de 14,50 francs par action, procurant un revenu, avant fiscalité, de 21,75 francs, en progression de 17 %, compte tenu de l'augmentation de capital consécutive à l'exercice de l'option de paiement du dividende en actions. Cette possibilité sera de nouveau offerte aux actionnaires au titre de l'exercice 1990.

A l'issue de cet exercice, la structure financière de la BNP est encore renforcée. Après répartition, les fonds propres de la Société s'établiront à 1.352,8 millions de francs, représentant près de 11 % du total du bilan.

GROUPE  
**BNP**  
TOUT CE QU'UNE BANQUE  
PEUT VOUS APPORTER.

## TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

communiqué

### Comptes de l'exercice 1990

Le Conseil d'Administration de Total Compagnie Française des Pétroles, dans sa séance du 9 avril 1991, a examiné les comptes consolidés du Groupe et arrêté les comptes sociaux de l'exercice 1990.

Résultats consolidés	1990	1989	1988
En millions de francs (MF)		(sur une base comparable en 1989)	(tranche publique)
Chiffre d'affaires	128 445	107 894	107 894
Marge brute d'auto-financement	11 432	6 470	10 070
Résultat opérationnel des secteurs d'activité	7 938	5 724	7 324
Résultat net (part du Groupe)	4 064	766	2 206
Résultat par action (part du Groupe)	85 F	21 F	60 F

(1) Sur la base de 37 millions d'actions en 1988 et de 45,8 millions d'actions en 1990 après prise en compte des 8,8 millions de TSOIFA émis en juin 1990 et considérés comme des fonds propres.

Lors de la publication de ses comptes du 1<sup>er</sup> semestre 1990, Total avait annoncé que serait progressivement privilégiée une approche fondée sur la notion de coût de remplacement des quantités vendues, surmontant les gains ou les pertes sur stocks afin de donner aux résultats une meilleure lisibilité. Les fluctuations du prix des hydrocarbures sur les 10 derniers mois ont pleinement justifié l'adoption de cette méthode pour la présentation des comptes 1990, qui, de plus, rend directement comparables les résultats de Total à ceux des autres groupes pétroliers internationaux, et notamment américains.

Par ailleurs, dans cette même logique de rapprochement des standards internationaux, les performances de chacun des secteurs d'activités du Groupe seront désormais suivies sur la base de leur résultat opérationnel. Celui-ci peut être défini principalement comme le résultat net avant les frais et produits financiers, les impôts et les éléments exceptionnels. Les commentaires effectués ci-après sont effectués à partir d'éléments directement comparables, c'est-à-dire sur la base de résultats au coût de remplacement.

Le chiffre d'affaires passe de 107 894 MF en 1989 à 128 445 MF en 1990, cette progression de 19 % reflétant notamment une hausse de près de 10 % des tonnages de pétrole brut commercialisés (68,1 millions de tonnes en 1989 contre 62,1 millions de tonnes en 1988) ainsi que l'intégration en 1990 d'un semestre de chiffre d'affaires des activités chimiques en provenance d'Orkem.

La marge brute d'auto-financement (+ 35 % 11 432 MF en 1990) a été meilleure au premier semestre 1990, avec un cours du brut relativement faible (moins de 18 dollars) qu'au deuxième semestre avec un cours du brut nettement plus élevé, à près de 30 dollars.

Après une part revenant aux minoritaires de 266 MF en 1990 (323 MF en 1989), le résultat en part du Groupe s'établit à 4 064 MF, en forte progression par rapport au résultat de 766 MF pour 1989. Toutefois, ce dernier était fortement affecté par des charges exceptionnelles de 1 153 MF (- 1 144 MF en part du Groupe). Les éléments exceptionnels sont, en 1990, négatifs de 334 MF (- 278 MF en part du Groupe).

Hors éléments exceptionnels, le résultat en part du Groupe s'élève en 1990 à 4 340 MF, soit 95 F par action après prise en compte des 8,8 millions de TSOIFA, contre 1 910 MF en 1989 (62 F par action).

Le résultat opérationnel des secteurs d'activité, en hausse de 30 % à 7 938 MF en 1990, s'analyse comme suit :

### Résultat opérationnel des secteurs d'activité

En millions de francs (MF)	1990	1989
Exploration et Production	3 034	2 013
Raffinage et Distribution	3 011	2 363
Trading et Moyen-Orient	958	722
Chimie	528	735
Autres	6	- 109
	7 538	5 724

L'amélioration de près de 1 milliard de francs du résultat opérationnel en 1990 provient notamment d'une hausse de 11 % des productions d'huile hors Moyen-Orient (8,1 millions de tonnes en 1990 contre 7,3 millions de tonnes en 1989), ainsi que d'un niveau moyen des prix du brut plus élevé en 1990 qu'en 1989. Par ailleurs, pour la cinquième année consécutive, le Groupe a augmenté ses réserves hors Moyen-Orient d'environ 10 %.

Le résultat de l'activité raffinage, meilleur au cours du 1<sup>er</sup> semestre 1990 qu'au second, reflète l'amélioration du raffinage européen ainsi que le renforcement de la productivité issu des efforts de restructuration entreprise depuis plusieurs années dans le Groupe et accélérée sur la période récente. Dans le même temps, les marges de distribution en France, bien que restant inférieures à la moyenne européenne, sont en net progrès. Par ailleurs, l'activité Trading et Moyen-Orient, tout en connaissant un bon 3<sup>e</sup> trimestre, n'a pas retrouvé ses niveaux de résultats de 1989.

Le secteur Trading et Moyen-Orient enregistre une progression de son résultat opérationnel de près de 30 % sous l'impact, notamment, de la hausse des productions dans les États Arabes Unis au second semestre et de la sensible progression des ventes à l'extérieur du Groupe qui conserve ainsi le fort développement de la fonction trading chez Total.

Le résultat du secteur Chimie qui, en 1990, récolte plus le pétrole chimie augmenté de 28 % grâce au bon comportement d'Autovision et à l'intégration, sur le second semestre seulement, du résultat des actifs de chimie de spécialités provenant d'Orkem et acquis en juin 1990.

Le secteur des mines retrouve son équilibre en 1990.

Le financement des investissements réalisés en 1990 pour 20 090 MF (6 092 MF en 1989) et comprenant pour près de la moitié des acquisitions (notamment la chimie de spécialités d'Orkem et les actifs pétroliers en mer du Nord d'Univac) a été assuré principalement par la marge brute d'auto-financement de 11 432 MF et par l'augmentation de 9 700 millions de TSOIFA en juin 1990. Cet important programme d'investissements a ainsi pu être mené de front avec un renforcement de la structure financière du Groupe. En témoignent la sensible progression de la rentabilité des fonds propres qui, sur la base du résultat consolidé hors éléments exceptionnels, passe de 8,4 % en 1989 à 14,3 % en 1990, ainsi que la réduction de la dette financière nette rapportée aux fonds propres qui s'établit à 37,5 % fin 1990 contre 41,5 % fin 1989.

Proposition de dividende

Le bénéfice de la société Total Compagnie Française des Pétroles s'établit à 1 495 MF en 1990 contre 911 MF en 1989. Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 17 juin 1991 la distribution d'un dividende de 23 F par action, soit une hausse de 15 % sur le dividende de 20 F versé l'année précédente. A ce dividende, versé en paiement le 24 juin 1991, s'ajoutera un avoir fiscal de 11,50 F, soit un revenu global de 34,50 F par action. La masse mise en distribution serait ainsi de 843 MF.

Par ailleurs, le Conseil proposera à l'Assemblée Générale de modifier la dénomination sociale de la Compagnie afin de renforcer son identification et son image au plan international.





# Le Monde

## AFFAIRES

### Air France malade de ses vieux monopoles

Une clientèle qui boude, près de 900 millions de francs de pertes en 1990  
des plans d'économies qui se succèdent : la compagnie nationale va mal. Diagnostic

Il y a à peine plus d'un an, Air France triomphait. Le 12 janvier 1990, son président, M. Bernard Attali, réalisait le vieux rêve de l'entreprise de racheter le concurrent privé UTA aux Chargeurs et de contrôler ainsi directement Air Inter. La compagnie nationale pouvait espérer continuer à couler des jours heureux, son monopole sur le marché français étant désormais assuré. Les beaux bénéfices de 1988 (1,2 milliard de francs) avaient un peu fondu, en 1989, mais restaient tout de même respectables (685 millions de francs).

Puis, la foudre est tombée sur Air France. Dès le mois de juin 1990, on savait que l'exercice serait déficitaire en raison de la chute du trafic sur les Antilles et l'Algérie, qui pèse 23 % dans l'activité de la compagnie. A partir de l'automne, la situation au Proche-Orient engendrant hausse du prix du carburant et raréfaction de la clientèle, les plans d'économies se multipliaient, pour calmer le 18 février, avec l'annonce d'un chômage partiel, et donc d'une diminution des salaires, de 6 % (rapportée depuis la fin de la guerre avec l'Irak). La Commission de Bruxelles autorise le rapprochement avec UTA et Air Inter à condition qu'Air France accepte peu à peu des concurrents français sur ses lignes. Les comptes tombent irrésistiblement dans le rouge vif, les pertes de recettes pour les mois de janvier et de février avoisinant 1,2 milliard de francs ; l'ex-cédent brut d'exploitation de 1990 (chiffre d'affaires diminué des charges et avant imputation des amortissements et des frais financiers) tombe de 3 milliards de francs à moins de 700 millions ; le déficit se rapproche de 900 millions de francs. M. Attali laisse entendre que le chômage partiel est le dernier stade avant les licenciements. Air France est débousoyée.

Comment s'expliquent les mécomptes de la compagnie nationale ? Une première explication concerne les coûts d'Air France. Elle est avancée par ceux qui se souviennent que le salaire de son

président se situe au trois cent cinquantième rang derrière un bon nombre de navigateurs dont la rémunération moyenne brute toutes primes confondues et sur douze mois, tourne autour de 60.000 F mensuels.

#### Des difficultés commerciales

Faux, répond M. Jacques Pavaux, directeur général de l'Institut du transport aérien (ITA) : « Air France se trouve dans la moyenne des compagnies aériennes qui lui sont comparables, ce qui est en termes de coûts unitaires par tonne/kilomètre offert ou de productivité du personnel navigant, productivité qu'il faut aussi expliquer. Tout au plus peut-on constater une certaine dégradation de la productivité à partir de 1989. »

Faux, renchérit M. Alain Vidalon, directeur du personnel d'Air France : « Nous ne payons pas plus notre personnel au sol que British Airways, et celui de Lufthansa est 30 % mieux rémunéré que le nôtre. Evidemment, avec les charges sociales nous sommes moins bien placés. La productivité de nos pilotes est bien meilleure que celle de KLM. En matière de productivité globale, je constate qu'en quinze ans, nous avons augmenté de 110 % notre trafic passagers, de 340 % notre trafic fret et de 25 % seulement nos effectifs. »

Restent tout de même quelques évidences du côté des dépenses : Air France (38 400 salariés) a embauché plus de 3 000 personnes supplémentaires depuis 1988 ; la compagnie nationale a des coûts de personnel navigant parmi les plus élevés du monde ; son coefficient d'équilibre, c'est-à-dire le remplissage des avions en dessous duquel sage des avions en dessous duquel elle perd de l'argent, est passé, en quelques années, de 69 % à 73 %.

Une deuxième explication aux difficultés actuelles est avancée, côté recettes cette fois : « Si l'on excepte la hausse du carburant, ce n'est pas du côté des charges que nous avons eu de mauvaises surprises, constate M. Alain Marcheteau, directeur général adjoint

chargé des affaires financières, mais du côté des recettes commerciales. » Effectivement les statistiques font apparaître qu'Air France progresse au cours des neuf premiers mois de 1990 sur ses lignes internationales de 2,8 % quand les autres transporteurs européens augmentent de 9 % et qu'elle recule de quelques points de la guerre du Golfe rend les passagers frileux.

Beaucoup ont estimé que ce recul commercial était dû aux conséquences catastrophiques de la grève matière de ponctualité, de la grève de trois mois qui a paralysé la direction du matériel, d'octobre 1988 à janvier 1989. D'autres estiment que respectant les standards Air France, comme ceux de Tower Air, d'Air Gabon ou d'Air Transat, ont mis à l'image de la compagnie.

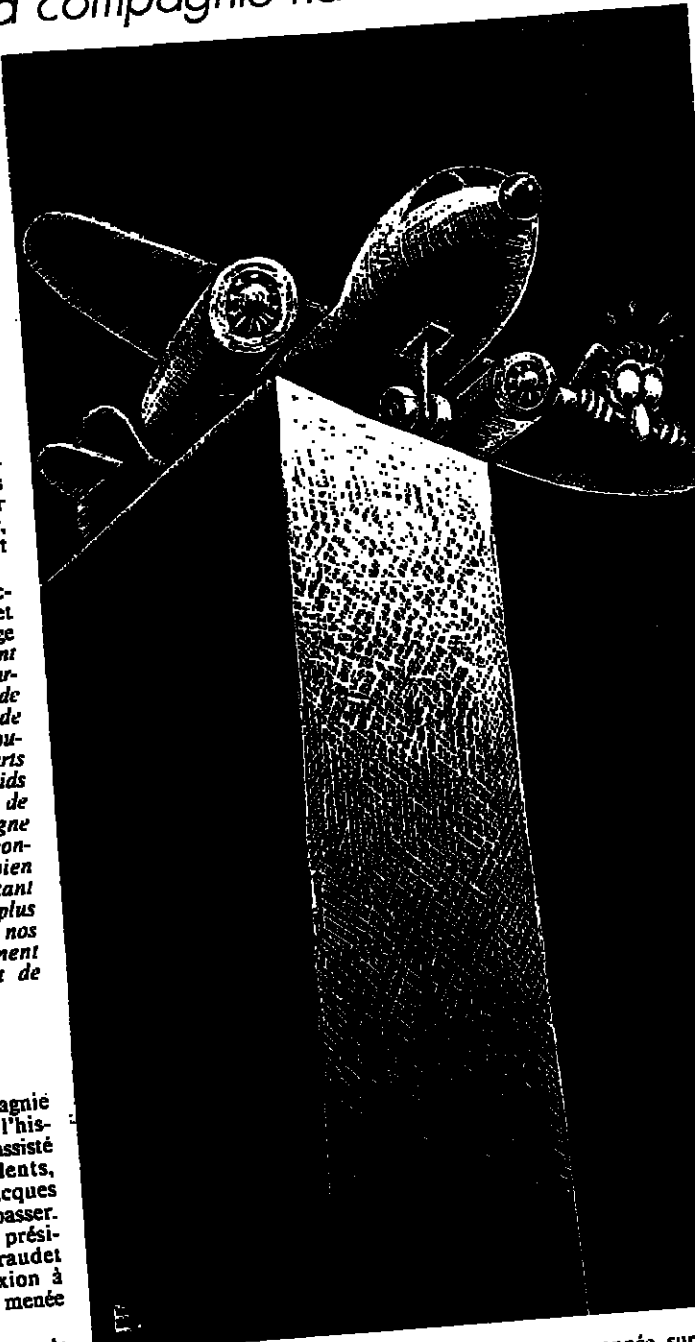
M. François Lafaye, sous-directeur au service développement et économie commerciale, ne partage pas cette analyse. « L'effacement est un mal nécessaire, dit-il, en particulier pour conserver nos parts de marché en raison des relations de fidélité qui existent entre distributeurs et compagnies. Mais nos parts de marché dépendent aussi du poids de l'économie de la France : voire de questions de langue. L'Allemagne est une puissance économique mondiale, et British Airways est bien placée, la langue anglaise étant dominante. Notre clientèle est plus difficile à séduire que celle de nos grands concurrents, notamment parce que les Français sont de grands individualistes. »

#### Une politique petite bourgeoise

Les problèmes de la compagnie nationale tiennent aussi à l'histoire. De 1984 à 1988, on a assisté à une valse des présidents MM. Marceau Long et Jacques Friedman n'ayant fait que passer. Depuis la fin de la longue présidence de M. Pierre Giraudet (1975-1984), aucune réflexion à moyen et long terme n'a été menée à maturité.

Dans ce vide stratégique, le directeur général de l'époque, M. Henri Sauvan, a marqué profondément l'entreprise en mettant en œuvre jusqu'à son départ en retraite, en 1988, une politique qu'il qualifiait lui-même de « petite bourgeoisie ». Il préférait réaliser des bénéfices qu'accroître l'offre de sièges. Il estimait que, dans un monde aérien imprévisible, il est dangereux de courir après la croissance. Il a donc cherché à comprimer les dépenses et à désendetter la compagnie. Le résultat a été remarquable puisque le ratio dettes sur capitaux propres est tombé, en dix ans, de 4 à 0,8 et qu'un trésor de guerre (4 milliards de francs en Sicav) a pu être constitué qui a servi à l'occupation de l'achat d'UTA.

Les inconvénients de cette politique de réajustement financier se sont révélés redoutables : la grève de la direction du matériel lui est largement imputable, car on n'accroît pas sans précaution sociale de 25 % la productivité du personnel en deux ans. Le non-renouvellement de la flotte qui en est résulté prive Air France d'avions modernes comme les derniers modèles de Boeing 747, dont ses concurrents se sont équipés, et concourt à l'unité dépense de 12 millions de francs de carburant de moins par an. En refusant de faire d'Air France « le Salon du Bour-



Les avis ne divergent pas dans les compagnies sœurs, UTA et Air Inter : « Air France fonctionne avec une pyramide hiérarchique impressionnante, entend-on dans ces deux compagnies. Ce sont de remarquables professionnels, mais comme ils ne sont jamais ni sanctionnés ni récompensés, ils se contentent comme dans la fonction publique, c'est-à-dire qu'ils passent leur temps en réunions pour se justifier. Il suffit qu'un seul type ne soit pas d'accord pour bloquer la décision. Lorsque nous nous réunissons entre représentants des trois compagnies, les gens d'UTA viennent à un, ceux d'Air Inter à trois et ceux d'Air France à dix et, en plus, ils ne sont pas d'accord entre eux. »

M. Jean-Claude Baumgarten, délégué général France de la compagnie, croit au renouveau des comportements dans l'entreprise « à condition de réinventer une communication directe » et « de ne pas cesser l'action » par la recherche du moindre risque. A condition, enfin, de reconnaître au personnel de vraies responsabilités.

M. Bernard Attali croit lui aussi à la possibilité de cette révolution culturelle qui ferait d'Air France une société à sa clientèle. Il voudrait, à l'évidence, être le président qui fera « rentrer Air France dans son siècle », celui de la concurrence, il appelle à la flexibilité. Il s'oppose à sa direction générale qui aimerait résister à bon compte la situation en dévorant UTA et Air Inter, en meilleure santé. Il tente, avec le cabinet Arthur Andersen, d'alléger l'appareil hiérarchique, de réviser l'appareil commercial et de trouver des gisements de productivité.

C'est peut-être dans l'exécution que ce remarquable analyste est le moins à son aise. Homme de pouvoir et très méfiant, il donne l'impression de jouer aux échecs en conservant toujours plusieurs issues possibles. Il délègue peu, dit-on, et court-circuite sa direction générale, avec laquelle il ne semble pas en complète syntonie, même s'il a renouvelé cinq des quatorze membres du comité de direction générale. Avec ses stratégies à rebonds multiples, ce bureau de travail inquiet ne encourage, qui ne bouge plus — hormis les hommes neufs qu'il place — et le personnel, qui a coup tordu, et le personnel, qui a du mal à comprendre pourquoi il est tellement urgent de travailler plus et mieux et comment que l'Etat possède 99,38 % des actions d'Air France.

Pour l'heure, la partie n'est ni perdue ni gagnée. Air France pourrait devenir l'équivalent de Delta Airlines, la compagnie préférée des Américains, qui pardonnent à celle-ci ses coûts relativement élevés en raison de l'excellence de son service. Mais son président parvient à persuader tous ses agents de travailler de concert et avec méthode pour satisfaire le client et d'abandonner quelques avantages acquis ? Personne ne peut en jurer. Comme le disait le président d'Alitalia décédé l'an dernier, « l'ennui, avec nos compagnies nationales, c'est qu'elles ne peuvent pas disparaître ». Depuis quelques semaines, la guerre du Golfe aidant, Air France a heureusement commencé à prendre conscience qu'elle pourrait ne pas être immortelle.

ALAIN FAUJAS

### Les syndicats parlent sur la croissance

■ François Cabrera (CFDT) : « L'Etat a une responsabilité dans la crise du Golfe et donc dans nos pertes. Il faut se rappeler qu'Air France est une entreprise publique. On ne peut nous dire que nous sommes privés ou publics selon qu'il ne faut rien faire qui gênerait la reprise du trafic. Nous allons recevoir vingt avions supplémentaires. L'adrogation de Roissy continue à grandir. Nous considérons qu'il y a là le moyen de rester tournés vers la croissance et de ne pas toucher aux salaires. »

■ Robert Gagnon (FO) : « L'Etat a été bien content des 950 millions de francs qu'Air France lui a versés de 1989 à 1990. S'il y a des sureffectifs, mais nous ne le croyons pas, c'est au niveau des directeurs, pas au niveau des personnels d'exécution. Nous sommes favorables au regroupement des compagnies Air France, UTA et Air Inter. Il faut mettre les moyens des trois entreprises en commun. En aucun cas, cette synergie ne doit entraîner des licenciements. Nous y sommes opposés. Ce n'est pas la première fois que nous affrontons une conjoncture difficile : en 1962, avec la fin de l'Algérie, en 1963, avec le cadeau de nos lignes d'Afrique et du Pacifique à UTA ; personne n'a été licencié. Ce n'était pas une solution à la crise. »

■ Alain Dubourg (CGT) : « La dégradation d'Air France est une réalité. Je suis convaincu que c'est le résultat d'une politique de sous-

investissement, de financiarisation à outrance, de pressions sur les personnels. L'efficacité d'une entreprise, d'un service public est intimement liée à son efficacité sociale. Air France recule parce que sa politique sociale recule. Les agents ont des réels soucis d'argent désormais. Ils sont désenchantés. Ils sont déqualifiés, parce que la direction ne prend pas assez en direction la formation. Il ne faut pas s'étonner si on constate des problèmes de démission du haut en bas de la pyramide hiérarchique [...]. Nous sommes totalement opposés à la fusion des trois compagnies, au paiement aux Chargeurs des 2 milliards qui restent à verser pour l'achat d'UTA et aux accords « sociétaires » de Bruxelles qui obligent Air France à abandonner des dizaines de lignes à la concurrence. »

■ Pierre Gille (Syndicat national des pilotes de ligne) : « S'il faut diminuer les effectifs, S'il faut diminuer le chiffre nous qui avons inventé l'excédent de 10 000 emplois excédentaires dans la compagnie. Nous sommes parvenus, en novembre dernier, des informations selon lesquelles un plan « doux » prévoyait 3 000 licenciements et voyait, plus rude, 8 000. [...] un autre, plus rude, 8 000. [...] C'est vrai, il n'y a plus d'argent dans les caisses, mais cette situation me rend optimiste : nous sommes désarmés, nous sommes contraints et forcés de tourner la page de la compagnie d'Etat que nous avons été. Il faut que nous ouvrons le capital à des fonds privés. »

Propos recueillis par A. F.

### TABLES D'AFFAIRES

#### DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE F. 43-59-20-41  
142, Champs-Élysées F. dim.

De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD salé, SAUMON mariné à l'aneth. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

#### RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14  
25, rue Frédéric-Santon (Mab.-Mab.) F. dim.

12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

#### ALSACE A PARIS

43-26-89-36  
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> T.I.J.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du matin, dans un cadre découvert. Déj. Dîner. Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

#### Syndicat des correcteurs et des professions connexes de la correction

#### Trait d'union, anomalies et caters

Analyse des « rectifications » de l'orthographe et contre-propositions  
Outil de réflexion tant pour les opposants que pour les partisans de la réforme, cet ouvrage, agréable à lire, donne également de bons trucs à ceux qui dérivent et à ceux qui traitent les textes.  
Dans toutes les librairies

#### CLIMATS

سكزا بن الاميل



## AFFAIRES

## La course effrénée à l'innovation

Les entreprises ne peuvent guère se permettre de laisser du temps au temps. Il leur faut lancer des nouveaux produits de plus en plus rapidement et s'organiser en conséquence

**Q**UAND, en 1981, Yamaha déclara la guerre à Honda pour le déloger de sa position de leader sur le marché de la moto, Honda ne fut pas long à réagir. Il utilisa quatre armes pour sa riposte : une baisse des prix, un coup de pouce sur ses dépenses publicitaires, l'envoi massif de ses nouveaux modèles à ses distributeurs, mais surtout une accélération dans le rythme d'annonce des nouveaux produits. « Ce fut l'arme la plus importante et la plus visible », commentent George Stalk et Thomas Hout, deux vice-présidents de la société de conseil en stratégie, le Boston Consulting Group, qui racontent cette histoire dans leur livre sur l'utilisation du « temps » comme avantage concurrentiel (1). « Au début du conflit, Honda avait environ 60 modèles de motos sur ses lignes de production. Après dix-huit mois, il avait introduit ou remplacé 113 modèles... Yamaha, qui avait également 60 modèles lorsqu'il ouvrit les hostilités, ne fut capable de gérer que 37 changements de modèles durant ces dix-huit mois... A côté des Honda, les Yamaha paraissent vieilles, démodées... Yamaha se retrouve avec un an de retard chez ses revendeurs. Il lui est donc... »

Les exemples de ce type abondent. Après s'être servis de cette arme qu'est le temps pour se battre contre leurs concurrents au Japon, les constructeurs japonais ne tardèrent pas à utiliser la même méthode pour gagner des parts de marché aux États-Unis puis en Europe. Semant le virus : aujourd'hui, gagner du temps, réélire le cycle de l'innovation, c'est-à-dire le temps qui s'écoule entre le début du développement d'un produit et sa mise sur le marché, est devenu une obsession pour tous les fabricants de produits de quelque nationalité qu'ils soient. Surtout s'ils se voient sur des marchés grand public sur lesquels la concurrence est vive : automobiles, matériel audio et

vidéo, ordinateurs personnels, téléphonie, produits pharmaceutiques, etc.

Arriver le premier sur un marché devient la condition sine qua non pour dégager des marges confortables. « Sur le marché de l'autoradio en Europe, celui qui annonce le premier une nouveauté peut faire payer son produit 20 % plus cher qu'un concurrent qui annoncerait le sien un an plus tard », expliquent les trois consultants de McKinsey, auteurs d'un article sur les méthodes des entreprises qui réussissent le mieux à vendre de la technologie (2).

Plus préoccupés d'amélioration de qualité et de réduction des prix de vente, de nombreux constructeurs ont sous-estimé l'importance du critère temps, estime notamment Arnaud de Meyer, professeur en gestion de la technologie à l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD). Pendant que des efforts très importants étaient consacrés à l'amélioration de la productivité des usines, le développement continuait de s'effectuer selon des schémas traditionnels. On pensait que, puisque la fabrication entre parfois pour plus de 80 % dans le prix de revient d'un produit, c'était ce secteur qu'il fallait améliorer en priorité. Sans réaliser qu'un produit mal conçu grève considérablement ces mêmes coûts de production.

## Réduire le coût de développement

Ce statu quo était aussi dû au fait que les gestionnaires occidentaux pensaient qu'une réduction des délais de développement entraînerait une augmentation des coûts. « En fait, c'est le contraire qui se passe », observe Arnaud de Meyer. L'amélioration des marges qu'un produit mal conçu grève considérablement ces mêmes coûts de production.

aussi que son coût de développement a pu être réduit. On est gagnant sur les deux tableaux.

Car pour réduire leur délai de développement, les entreprises ont d'une part modifié leur organisation, parfois en profondeur, ce qui a réduit les dysfonctionnements, et ont d'autre part rationalisé leurs innovations pour les rendre plus simples à fabriquer. Classiquement, les entreprises occidentales, découpées en services très hiérarchisés, concevaient leurs produits de façon séquentielle. Les équipes de recherche et développement chargées de la conception proprement dite passaient ensuite le bébé au bureau d'étude, puis aux équipes chargées de le tester, qui ensuite avisaient les équipes de production, et enfin les commerciaux. Conséquence : à chaque étape, chaque spécialiste devait accepter ce qui avait été développé précédemment, même si, en fonction de ses propres critères, la solution choisie n'était pas optimale. Ou alors, il renvoyait le produit à l'étape précédente pour que la copie soit revue.

Aujourd'hui, à l'instar de ce qui se passe dans les entreprises japonaises, l'heure est au « concurrent » ou « simultané » engineering, c'est-à-dire au développement en parallèle, chaque « métier » de l'entreprise collaborant dès le départ sur un projet commun. « Il ne s'agit pas, comme au tennis, de se passer l'information, commente Arnaud de Meyer, mais, comme dans une équipe de rugby, que tout le monde joue réellement ensemble pour faire passer le ballon. »

En 1987, le temps moyen de développement d'un châssis automobile était de 43 mois au Japon, 62 mois aux États-Unis et 63 mois en Europe. Pour se rapprocher des normes japonaises, Renault a dès la fin 1988 mis en place une nouvelle organisation « par projet ». Si la structure par métier est toujours bien en place, dix équipes projets ont été constituées transversale-

ment (une par gamme de véhicule). D'une quinzaine de personnes chacune, une équipe projet est constituée d'un directeur et d'autant de chefs de projet qu'il y a de métiers dans l'entreprise. Si chaque chef de projet continue d'être payé par sa direction d'origine (commercial, recherche, production etc.), en revanche, c'est le directeur de projet qui est responsable budgétairement du programme. Un pouvoir financier qui compense le faible pouvoir hiérarchique. Un atout indispensable, d'autant plus, comme le précise Yves Dubreil, directeur de projet, qu'une grande partie de sa tâche est de gérer ou même d'anticiper les conflits : « Un directeur de projet n'est pas une caisse enregistreuse. »

## Au plus haut niveau de la hiérarchie

Dans la division « ordinateurs personnels » de Hewlett Packard, située à Grenoble, la réduction des délais est aussi une préoccupation majeure. « Le message est venu du plus haut niveau de l'entreprise, de John Young (MDR), PDG de la firme aux États-Unis. Mais cela n'a pas été difficile de motiver le personnel, explique Jean-Charles Mard, directeur recherche et développement ; il suffisait d'ouvrir les journaux et de voir ce que faisait la concurrence ! » Outre la mise en place d'une nouvelle organisation impliquant les ingénieurs de fabrication dès le démarrage du projet, l'entreprise a aussi décidé d'utiliser les outils de conception assistée par ordinateur de façon plus intensive. Pour simuler les produits sans avoir à réaliser des prototypes. Elle a aussi adopté une nouvelle attitude dans sa façon d'analyser les risques industriels. « Autrefois, on était plus procédurier. Actuellement, on préfère supprimer une phase de test, sachant que le produit sera globalement vérifié en fin de parcours, si l'on estime que le risque est margi-

nal. » Ces méthodes ont permis à HP de diviser par deux en quatre ans le temps de conception d'un ordinateur, une dizaine de mois aujourd'hui.

Chez Alcatel Business Systems, dans la division chargée des produits de grande consommation (téléphones, minitel, télécopieurs, répondeurs etc.), les modifications d'organisation ont été plus légères que chez Renault. Depuis le début de cette année, un responsable industriel participe dès le début au développement des nouveaux produits. Comme c'était déjà le cas auparavant, ce sont les équipes marketing qui définissent les spécifications et tranchent en cas de conflit. Pour gagner du temps, l'effort a porté sur la mise en place d'une politique de brèves, qui consiste à réutiliser au maximum des éléments constitutifs de produits existants. Ce qui en outre « rationalise la production, renforce l'effet de série et permet donc de diminuer les coûts », commente Philippe Giotin, vice-président de la division.

## Des problèmes sociaux nouveaux

Si elles sont efficaces, ces méthodes ne sont pas néanmoins sans poser des problèmes sociaux. Surtout dans les entreprises traditionnelles, où l'introduction de l'organisation par projet amène de profonds bouleversements. Une étude réalisée « à la demande de responsables d'une entreprise de construction automobile » et dont les principaux éléments ont été publiés dans le numéro de janvier 1991 de la lettre du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CEREQ), bref, met ces problèmes en évidence. « Cette reconstitution sociale et professionnelle de grande ampleur, réalisée en un temps très court, a détruit la cohésion sociale antérieure sans qu'une nouvelle ait pu se constituer. » « On verra entre-

temps comment le stade vit », déclare, toujours prudent, Roger Quilliot. « Dans certains bureaux d'études, l'embauche massive de jeunes ingénieurs a provoqué une réaction de rejet de la part des protagonistes. » Les protagonistes leur font sentir qu'ils n'ont pas besoin d'eux et ont tendance à résister à leur transmettre des connaissances. Enfin, « sentant ses prérogatives menacées par l'organisation par projet, l'encadrement technique rappelle sa prédominance. »

En outre, l'organisation par projet nécessite une certaine dose de pluridisciplinarité. « Lors d'une visite d'usine automobile au Japon, se souvient Arnaud de Meyer, j'ai demandé au jeune ingénieur chargé de me piloter à quel service il appartenait. Actuellement, je travaille dans la production, m'a-t-il répondu. Il y a trois heures, j'étais à la conception et demain je serai dans le service après-vente pour accompagner un commercial dont un client a un gros problème. » Chez Renault, Yves Dubreil, qui est passé dans l'entreprise avant d'occuper son poste actuel, est une exception. La plupart de ses collègues n'ont connu qu'un seul métier.

Si ces nouveaux concepts d'organisation mis en place pour raccourcir le cycle de l'innovation paraissent relativement simples, sur le papier, leur réalisation n'ira pas sans poser des problèmes sociaux. Les équipes de relation humaine des entreprises vont avoir du pain sur la planche. Elles aussi devront faire preuve d'une bonne dose de créativité.

ANNIE KAHN

(1) *Competing Against Time*, par George Stalk et Thomas M. Hout, The Free Press, Collier Macmillan Publishers.  
(2) « Commercializing Technology : What The Best Companies Do », par Michael Nevens, Gregory Summe, et Bro Urrut, dans la revue *Managing The McKinsey Quarterly*, 1990, numéro 4.

## PORTRAIT

## Les orchidées de Yoshiharu Fukuhara

Le patron du groupe japonais Shiseido, numéro trois mondial des cosmétiques, veut développer ses activités en France. A côté de son entreprise, il a d'autres passions. Question d'équilibre

**Y**OSHIHARU FUKUHARA, président de Shiseido, a hérité de son père la passion des orchidées. Mais il ne veut pas que l'on croie que c'est grâce à cette filiation qu'il est devenu le PDG du numéro un japonais des cosmétiques. « Depuis que notre société est cotée en Bourse, il y a eu dix PDG. Trois seulement étaient issus de la famille », insiste-t-il. Et il rappelle ce que son curriculum vitae précise soigneusement : avant d'arriver à ce poste, il a occupé sept fonctions différentes dans cette société où il travaille depuis trente-huit ans.

De passage à Paris pour la réunion du comité des sages franco-japonais dont il est membre, le président de Shiseido enchaîne les rendez-vous. Entouré de la demi-douzaine de collaborateurs qui le suivent partout – dont une traductrice puisqu'il ne s'exprime qu'en japonais – il ne se départ pas de sa placidité. Extrêmement courtois, il donne l'impression d'être prêt à répondre à toutes les questions. Ce qu'il fait, méthodiquement. Comme un bon élève.

## La spécialité de chaque marché

C'est ainsi qu'il expose son analyse de l'évolution du marché des cosmétiques au Japon. En prévoyant les perspectives de croissance en cinq points : amélioration et diversification des produits grâce à la technologie, évolution des styles de vie, vieillissement de la population et accès des jeunes à ce marché. Enfin, très sérieusement, il escompte que le décalage de 2 % à 3 % entre le nombre d'hommes et de femmes devrait pousser les hommes à renforcer leur arsenal de séduction. Tous ces facteurs lui font prévoir une progression de 3 % à 6 % par an pour son groupe, dont le chiffre d'affaires atteint 16,5 milliards de francs.



Yoshiharu Fukuhara, PDG de Shiseido. Qualité et technologie.

Parti en 1872 d'une pharmacie de Tokyo, Shiseido est devenu le numéro trois mondial des cosmétiques derrière L'Oréal et Unilever. Son chiffre d'affaires se répartit aux trois quarts dans la fabrication des cosmétiques, 13 % pour les articles de toilette et 9 % pour produits divers. Dans la bonne tradition japonaise, le groupe joue les cartes de la qualité et de la technologie et se pique par ailleurs de conjuguer « la beauté dans toutes les langues » avec des filiales dans une dizaine de pays.

Déjà présent en France où il a racheté en 1986 la maison Carita puis le coiffeur Saint Gilles Créa-

tion, le groupe japonais poursuit son incursion dans le monde du luxe avec l'annonce du lancement en 1992 du premier parfum d'Issey Miyake, un couturier de prêt-à-porter installé à Paris depuis 1973. Yoshiharu Fukuhara compte aussi sur Chantal Roos, une ancienne d'Yves Saint Laurent Parfums à qui il a confié la direction de sa filiale Beauté Prestige International (le Monde du 24 janvier) pour réussir cette opération. C'est en effet une règle pour le groupe japonais de confier la direction de ses filiales à des autochtones. « Chaque marché a sa spécificité », explique Yoshiharu Fukuhara. En France

par exemple, la difficulté essentielle semble provenir du réseau de distribution très éclaté avec beaucoup de petits distributeurs dont il est difficile de se faire connaître. »

La direction de son groupe ne suffit apparemment pas à occuper les journées de Yoshiharu Fukuhara. « Mon épouse me dit que je suis un touche-à-tout et que je n'ai aucune spécialité », sourit le président de Shiseido pour commenter la liste de ses activités. Ce sexagénaire, père de deux enfants, possède notamment l'une des plus célèbres collections mondiales d'orchidées, cette fleur fragile et précieuse qui passe pour être une des plus belles. C'est peut-être de là que lui est venu son intérêt pour la peinture contemporaine. Mais il aime aussi la musique et pratique la photo. Autant dire que les sujets de conversation n'ont pas dû lui manquer lors de sa rencontre avec M. Jack Lang, ministre de la culture.

## Réforme du système des valeurs

Est-ce cet électisme qui a poussé Yoshiharu Fukuhara à avoir une réflexion sur son rôle de PDG ? « Avant même d'entrer chez Shiseido, je me posais des questions sur le fonctionnement des entreprises », explique-t-il. « Lorsque j'ai été nommé PDG, j'ai entrepris une réforme du système des valeurs. Je pense notamment que les salariés ne doivent pas être obnubilés par ce que pense leur PDG mais plutôt par les souhaits des clients ou de la communauté. Le profit n'est pas une raison d'être suffisante pour la vie des entreprises. » Plus fondamentalement, cet homme aux multiples centres d'intérêt a même l'air de penser que l'entreprise n'est pas une fin en soi : « Je pense que les hommes sont des êtres vivants qui doivent trouver un équilibre entre le travail orienté vers un but et les loisirs qui n'ont pas d'objectif précis. »

FRANÇOISE CHIROT

## Le capital-risque joue le rock

Créé par Eric Grimaldi, Rock Venture sera la tête chercheuse de la finance parmi les indépendants

**L**E capital-risque va-t-il investir le rock ? Dauphine Finances, société de conseil en stratégie et financement pour les PME, spécialiste du venture-capital, planche sérieusement sur la question. « Sous-capitalisés, les indépendants de la filière rock ont actuellement beaucoup de mal à se développer, faute d'apports en fonds propres », affirme Eric Grimaldi, l'un des associés gérants. Mandaté par le ministère de la culture et la Caisse des dépôts et consignations, ce financier de trente-six ans a passé au crible un échantillon de trente entreprises du secteur. Y figurent des studios d'enregistrement, des médias spécialisés, des maisons de production, des distributeurs, une société d'électronique appliquée à la musique. De cette virée dans le monde des « indés », l'ancien fondé de pouvoir à l'UBP (Union des banques de Paris) a retenu une solide culture rock et deux enseignements capitaux.

Primo : si la filière rock se caractérise encore par l'amateurisme de ses entrepreneurs, un mouvement de professionnalisation est en cours qui rend les gestionnaires du rock – allergiques par principe à tout ce qui ressemble de près ou de loin à un banquier – plus ouverts à l'entrée dans leur capital de partenaires extérieurs. Secundo : selon les critères habituellement retenus par les investisseurs financiers, un bon quart des entreprises étudiées apparaissent comme des affaires « risquables ».

Pour ses investissements, Dauphine Finances exclut d'emblée les studios d'enregistrement et la production de concerts, domaines dans lesquels les perspectives de développement des petites affaires sont désormais très minces. En revanche, du côté de la produc-

tion, de l'édition discographique, de la distribution et des nouvelles technologies appliquées à la musique, les entreprises de taille moyenne ont leur rôle à jouer.

Verra-t-on un jour Paribas, Suez et quelque autre grand établissement financier coproduire les œuvres complètes des Garçons Bouchers, des Têtes Raides et autres Têtes noires ? La chose n'est pas impossible. Au début du mois d'avril, Dauphine Finances est parti à la chasse d'investisseurs susceptibles de constituer le tour de table d'un fonds déjà baptisé Rock Venture. Le capital de départ de cette structure a été fixé à 20 millions de francs. Les conditions d'intervention de Rock Venture sont arrêtées. Le fonds de capital-risque prévoit d'investir chaque année 4 à 6 millions de francs – sous forme d'apports en fonds propres – sur un nombre limité de projets (une dizaine au maximum). Investisseurs potentiels : les « majors » (type Virgin, CBS-Sony...), qui ont tout intérêt à soutenir les PME du secteur, celles-ci jouant à leur place le rôle de découvreurs ; les entreprises désireuses de suivre au plus près les habitudes de consommation des 15-35 ans, largement influencés par les tendances et les modes rock, et enfin les financiers tentés de partir à l'assaut d'un milieu économique non défriché.

L'initiative semble, pour le moment, recevoir un accueil plutôt favorable. Dans son étude de faisabilité, Dauphine Finances a posé comme condition nécessaire au bon fonctionnement de ce fonds qu'il joue un rôle d'actionnaire très impliqué. Malgré l'évolution des esprits relevée par Eric Grimaldi, cette clause promet des négociations pour le moins piquantes avec les milieux « indés ».

CAROLINE MONNOT







## MARCHÉS FINANCIERS

## La Commerzbank échangerait des participations avec le Crédit lyonnais

FRANCFORT  
correspondance

M. Walter Seipp, président du directeur de la Commerzbank, troisième banque commerciale allemande, a implicitement confirmé le 10 avril à Francfort le projet d'échange de participations avec le Crédit lyonnais (le Monde du 8 avril). Il a cependant formellement démenti qu'un protocole d'accord ait déjà été signé entre les deux partenaires et s'est montré très prudent quant à la date de son annonce. « Malheureusement, sans doute pas sous ma présidence », a-t-il regretté. M. Seipp, âgé de soixante-cinq ans, quitte ses fonctions le 31 mai et sera remplacé par M. Martin Kolhausen, son dauphin désigné.

M. Seipp a affirmé que la Commerzbank ne se contenterait pas de 5 % dans le Crédit lyonnais et qu'une prise de participation de 10 % serait plus proche de ses vœux, opération qui se réaliserait par une augmentation de capital. En contrepartie, la banque publique française entrerait à hauteur de 10 % dans le capital de la banque allemande. Côté Commerzbank, qui compte 190 000 actionnaires, l'autorisation de procéder à une nouvelle émission de titres est suspendue à la décision finale de Paris, mais une réserve de

140 millions de deutschemarks (environ 475 millions de francs) aurait été constituée en vue de cette opération. Au total, selon M. Jürgen Reinnitz, membre du directeur de la Commerzbank chargé des relations avec la France, c'est au total près de 1 milliard de deutschemarks de titres qui devraient être émis par les deux sociétés.

Alors que le Crédit lyonnais souffre d'une insuffisance de ses fonds propres en regard des investissements importants réalisés depuis deux ans, la Commerzbank a des fonds propres (7,6 milliards de deutschemarks) qui lui permettent de respecter le ratio Cooke (rapport fonds propres-engagements).

M. Seipp a d'autre part confirmé des résultats records pour la Commerzbank, qui a profité comme ses concurrents nationaux de la bonne conjoncture allemande dopée par la réunification. Le chiffre d'affaires consolidé a cru de 12,5 % à 235 milliards de deutschemarks. Le bénéfice global d'exploitation a cru de 12,3 % pour atteindre, selon les analystes (les banques allemandes ne publient pas leurs résultats) environ 1,5 milliard de deutschemarks.

Ch. HOLZBAUER-MADISON

En baisse de 25 % en 1990

## La Société générale annonce un bénéfice net de 2,7 milliards de francs

La Société générale a annoncé, mercredi 10 avril, un bénéfice net part du groupe de 2,7 milliards de francs pour 1990, en baisse de 25 % sur 1989. « L'environnement défavorable » (laminage des marges due à la concurrence, crise boursière...) a entraîné, malgré une augmentation de l'activité en volume, une quasi-stagnation du produit net bancaire (+ 1 %) à 32,5 milliards de francs, alors que les frais de gestion augmentaient de 6,7 %. En conséquence, le résultat brut d'exploitation baissait de 11,4 % à 9 milliards. De la forte progression des provisions (+ 41 %), qui atteignent 6,8 milliards de francs, découle ensuite la chute du bénéfice net. Cette croissance des provisions est due à la montée des risques commerciaux (PME, particuliers), des impayés sur créances pays (de 600 à 850 millions) et des provisions sur titres (pour 1,3 milliard). Les dix principaux pays à risques, qui représentent 71 % des risques pays de la Société générale, sont provisionnés à 65 %.

La banque a investi 5 milliards de francs dans des participations dont le portefeuille était évalué à 14,8 milliards à fin 1990 et dégage plus d'un milliard de plus-values. Les fonds propres (hors TSDI) s'élevaient à 31,6 milliards de francs et sont supérieurs aux 8 % du ratio Cooke (rapport fonds propres-engagements) requis à l'horizon 1992.

□ L'AFB envisage un report des négociations sur la révision de la convention collective. - L'Association française des banques (AFB) devait annoncer, jeudi 11 avril, le report de l'ouverture des ultimes négociations destinées à réactualiser la convention collective des banques débutant le 30 avril. Ce report doit permettre, selon les banquiers, une reprise des discussions dans un contexte plus serein. Il semble aussi que les établissements relevant du secteur public aient émis des réserves sur la stratégie suivie par l'AFB, celle-ci menaçant de dénoncer l'actuelle convention collective en cas d'échec des négociations.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



#### UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE

Le Conseil d'administration s'est réuni le 5 avril 1991 sous la présidence de M. Michel Cadagades pour agréer les comptes de l'exercice 1990 et prendre connaissance de l'activité de la Société.

#### NOUVELLE PROGRESSION DES RÉSULTATS

L'ensemble des recettes constatées par les loyers, les subventions et les produits financiers s'élève à 334 525 000 F contre 300 349 000 F en progression de 11,4 %.

Le résultat courant, représentant 83,8 % du chiffre d'affaires, enregistré également d'une année sur l'autre une progression de 11,4 % compte tenu d'une provision de 10 millions de francs destinée à financer un fonds de modernisation des appartements et en l'absence de laquelle le résultat aurait progressé de 16,1 %.

Il se dégage ainsi des comptes de l'exercice un bénéfice de 410 865 000 F en progression de 34,7 % intégrant des plus-values nettes à long terme résultant d'arbitrages patrimoniaux pour 174 773 000 F contre 52 691 000 F en 1989.

#### DIVIDENDE EN HAUSSE

Le Conseil propose à l'Assemblée générale ordinaire convoquée pour le 21 juin à 11 heures à la Maison de la Chimie, 28, rue Saint-Dominique à Paris-7, la distribution d'un dividende de 30,50 F par action contre 29 F l'an dernier, pour un capital augmenté de 335 938 actions nouvellement créées après distribution en actions du dividende afférent à l'exercice 1989.

Il sera proposé à l'Assemblée générale ordinaire aux Actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement de leur dividende sous forme d'actions de la Société.

#### ACTIVITÉ TOUJOURS SOUTENUE

- Depuis le début de l'année 1990, l'activité de la Société s'est traduite par :  
- la poursuite des arbitrages avec les ventes en bloc d'immeubles de Maisons-Alfort pour un montant global de 254 250 000 F.  
- une nouvelle extension du domaine en exploitation des 27 maisons individuelles d'Orsay ainsi que des immeubles de bureaux et locaux d'activité à Vannes et à Issy-les-Moulineaux qui représentent ensemble 127 millions de francs d'investissements, générant annuellement près de 9,5 millions de francs de loyers.  
- l'achèvement avant la fin de l'année 1991 de l'immeuble de bureaux de 3 900 mètres carrés proche de la place Clichy à Paris-17.  
- l'étude de nouveaux investissements bien situés à Paris ou dans la proche périphérie.

#### REMBOURSEMENT DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE

L'emprunt obligataire émis en 1971 venant à être remboursé intégralement le 1<sup>er</sup> janvier 1992, les porteurs d'obligations bénéficieront, conformément à la loi, d'un délai de trois mois s'étendant jusqu'au 31 mars 1992, pour demander la conversion de leurs titres en actions.  
Il est rappelé que depuis le début de l'année 1991 les cours extrêmes de l'action ont évolué entre 537 F et 613 F.

NEW-YORK, 10 avril =

#### Quasi-stabilité

Des prises de bénéfices, mercredi 10 avril à la Bourse de New-York, ont peu à peu grignoté les gains réalisés en début de semaine. L'indice Dow Jones a toutefois réussi à terminer sur un léger gain de 1,48 point (+ 0,05 %) à 2 874,50 points.

Quelques 168 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 856 contre 704. Le cours de 489 titres est resté inchangé.

Les opérateurs craignent aujourd'hui que la Réserve fédérale ne soit pas en mesure de réduire davantage les conditions de crédit aux États-Unis, en dépit des signes constants de récession (hausse du chômage en mars).

La hausse à 3,28 % du marché d'après-midi, contre 3,20 % mardi soir, du taux des bons du Trésor à trois ans a contribué à la nervosité des marchés boursiers.

VALEURS	Cours de 9 avril	Cours de 10 avril
Alcoa	63 3/4	63 3/8
AT&T	24 1/4	24 1/8
Bell	47 3/4	47 1/8
Boeing	18 3/4	18 3/8
Chrysler	28 3/4	28 3/8
Exxon	41 5/8	41 1/4
General Motors	31 3/4	31 3/8
IBM	111 1/8	111 1/4
ITT	56 1/8	56 3/8
Johnson & Johnson	54 3/4	54 3/8
Merck	56 1/8	56 3/8
Pfizer	57 1/4	57 1/8
Schlumberger	54 3/4	54 3/8
Union Carbide	17 1/8	17 3/8
Westinghouse	28 1/8	28 3/8
Xerox	58 1/8	58 3/8

PARIS, 10 avril ↓

#### Accentuation de la baisse

Le mouvement de baisse, constaté dès l'ouverture à la Bourse de Paris, s'est accentué mercredi dans le courant de la séance dans un marché calme, dominé notamment par la chute du titre Michelin. En recul de 0,83 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 abandonnait 1,54 % en clôture d'après-midi pour s'établir à 1 817,44 points. A la clôture, l'indicateur de la place parisienne s'inscrivait en repli à 1,57 %.

La chute de Veolia Saint-Gobain était en grande partie responsable de cet affaiblissement du marché parisien, estimant les experts. Les milieux financiers s'attendent à un geste, qui tarde à venir, de la Réserve fédérale après le vil accroissement du nombre des chômeurs en mars aux États-Unis.

A cet égard, les statistiques concernant l'évolution des prix de gros et de détail en mars seront déterminantes, estimant les analystes. Ces chiffres seront publiés jeudi 11 et vendredi 12 avril. L'annonce de la nouvelle vague de licenciements chez Michelin a refroidi aussi l'atmosphère.

Le marché était toutefois calme, seuls quelques institutionnels procédant à des ventes. A la reprise de cotation, l'OPF, l'indice Total réalisé une OPE, abandonnait 10 % pour se mettre en conformité avec les pertes d'échange, Michelin de son côté, les plus fortes baisses, avec Pinalut et aussi Pachey au lendemain de la présentation de ses résultats. Du côté des hausses, on notait Lebon et CCMC.

TOKYO, 11 avril ↑

#### Bien orientée

La tendance était bien orientée jeudi 11 avril à la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei terminant en hausse à 156,33 yens (+ 0,6 %) à 28 425,18 yens.

Le marché a notamment été dopé en fin de séance par des achats liés à l'arrivée à échéance des options sur indice, décalant les professionnels.

En fin de matinée, le volume des échanges a porté sur quelque 200 millions d'actions. Mercredi, 400 millions d'actions avaient été échangées durant toute la journée.

VALEURS	Cours de 10 avril	Cours de 11 avril
Asahi	778	780
Fuyo	1 120	1 130
Daiwa	1 570	1 580
Sanwa	2 960	2 970
Hankai	1 430	1 440
Industrial Bank of Japan	1 740	1 750
Sanwa	1 740	1 750
Sanwa	1 740	1 750
Sanwa	1 740	1 750
Sanwa	1 740	1 750

### FAITS ET RÉSULTATS

□ Sony renforce son implantation en France. - Le président de Sony France, M. Michel Galland-Mingot, a annoncé, mardi 9 avril, la mise en service, au mois de juin prochain, d'une unité d'induction de bandes magnétiques. (L'annonce représente un investissement de 500 millions de francs et la création de cent emplois. Par ailleurs, il a confirmé l'ouverture prochaine de l'usine de composants de l'usine de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), dont l'implantation a été décidée il y a un an (le Monde du 24 mars 1990). 300 millions de francs ont été consacrés à cette réalisation, qui va générer quatre cents emplois. Enfin, M. Galland-Mingot a annoncé l'extension de l'usine de Rivecourt (Haut-Rhin), qui a été dotée, depuis un mois, d'une ligne de fabrication d'autoradios. Selon le PDG de Sony France, la mise en service de l'unité d'induction de bandes et l'ouverture de l'usine de composants de l'usine de Bayonne représentent d'importants transferts de technologie vers la France et constituent, dans les deux cas, une première européenne. Sony France a réalisé en France au cours de son exercice clos le 31 mars 1991 un bénéfice avant impôt de 536 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 7,1 milliards de francs. En 1990, le résultat d'exploitation était de 283 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs.

□ Ciba-Geigy prend le contrôle de l'italien Sclavo (vaccins). - Le groupe chimique suisse Ciba-Geigy et le groupe américain Chiron vont prendre le contrôle des activités vaccins de l'entreprise italienne Sclavo. Le groupe suisse a acquis, en 1990, Sclavo a réalisé un chiffre d'affaires de 230 millions de francs avec sa branche vaccins. Ciba-Geigy et Chiron ont signé une déclaration d'intention qui va leur permettre de prendre, dans un premier temps, une participation majoritaire dans la société italienne, qui augmentera ensuite pour aboutir en dix ans au rachat de la totalité du capital.

□ Total à la Bourse de New-York. - Le titre du groupe Total-CFP, introduit à la Bourse de New-York début 1992, ont indiqué, le mercredi 10 avril, les dirigeants de la compagnie pétrolière française. Le groupe Total suit ainsi de près son concurrent Elf-Aquitaine, dont l'introduction à la Bourse de New-York est prévue pour la mi-juin 1991.

□ Tractebel s'intéresse aux mini-centrales en Espagne. - La filiale espagnole de Tractebel, société

belge spécialisée de l'exploitation des services d'électricité, de gaz et d'eau, de la construction de la grande technique des immeubles, a constitué avec la société espagnole Celso une filiale, Celsoelectric, dont le capital de 40 % (pour un montant de 100 millions de pesetas, soit environ 5,5 millions de francs), pour la construction et l'exploitation de mini-centrales hydro-électriques en Espagne. Celsoelectric, à son tour, a pris 80 % de Hidrobaños, qui, par sa filiale Energ, exploite onze mini-centrales et doit un rachat à son Portugal.

□ Rémy Martin détient 95 % du distributeur Commercial Roversa. - Rémy Martin-Cointreau détient, par l'intermédiaire de son groupe Rémy Associés, 95 % du capital de l'entreprise espagnole de distribution Commercial Roversa basée à Barcelone. Commercial Roversa, qui jusqu'à présent détenait à 50 % par Rémy Martin, jusqu'à ce que l'entreprise française prenne le contrôle de l'entreprise. Les 5 % restant du capital demeurent entre les mains de la famille Roversa, qui continuera à diriger l'entreprise aux côtés de Cointreau-Espagne.

□ Colfège (salaisons-charcuterie) rachète Imbert. - Le groupe agro-alimentaire Colfège (charcuterie, plats cuisinés) a racheté l'entreprise familiale Salaisons Imbert. « Après avoir développé fortement notre activité charcuterie, qui, avec cette acquisition, représentera plus de 50 % de notre chiffre d'affaires », annonce le dirigeant de Colfège. Pour 1991, Colfège prévoit un chiffre d'affaires d'environ 1,5 milliard de francs. Les Salaisons Imbert ont réalisé, en 1990, un chiffre d'affaires de 253 millions de francs en 1990.

□ Pier Import : perte nette de 50 à 60 millions de francs. - Pier Import (Meubles Darnal), groupe de distribution spécialisé dans les meubles et les objets exotiques, devrait enregistrer une perte nette consolidée de 50 à 60 millions de francs au second semestre 1990, par des provisions exceptionnelles sur les stocks et par la dépréciation des titres et créances sur les filiales étrangères en Belgique et en Grande-Bretagne. Les magasins implantés dans ces deux pays devraient être prochainement fermés dans le cadre d'une restructuration du groupe. Pier Import assainirait toutefois ses magasins en Espagne.

## PARIS :

### Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3875	3870	Guinot	990	252 70
Amalco	301	313	IC C	132	319
Amstel	105	...	IDA	132	132
BAC	155	155	Idemec	885	890
Banque Paribas	888	888	Imvob	103	103
Born (Ly)	376	380	IPBM	281	280 90
Boussier (Ly)	215	...	Lucas	93 50	93 50
CAL-de-Fr. (CCL)	1105	1100	Mara Comin	142 50	...
Cedex	445	432	Mokas	150	...
Cedex	600	...	Presbourg	82	...
CEGE	175 10	...	Publi-Financ	353	...
CFPI	311	...	Razel	620	620
CNLM	925	910	Rhone-Alp. Eau (Ly)	288	...
Cofinor	276 20	...	S.H. Maitron	182 40	...
Confiance	855	855	Solex Invest (Ly)	101	...
Dauphin	271 80	...	Sorbo	465	115
Dalme	483	468	S.M.T. Group	130	278
Danubio	885	...	Sopra	279	278
Danubio Worme Co.	410	...	Thermador H. (Ly)	195 50	...
Danubio et Giral	300	300	Unilog	111 10	...
Danubio	1050	...	Y. St-Laurent Group	741	725
Danubio	402	400 10			
Danubio	140	...			
Danubio	280	277 90			
Danubio	370	370			
Danubio	128	148			
Danubio	145 80	148			
Danubio	310 10	310			
Danubio	370	...			
Danubio	220	222			
Danubio	850	850			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

### MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 avril 1991  
Nombre de contrats : 73 273.

COURS	Sept. 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	186,16	186,24	186,20
Précédent	186,16	186,24	186,20

Options sur notionnel	Options d'achat	Options de vente
PRIX D'EXERCICE	Sept. 91	Sept. 91
106	1,02	1,60

CAC 40 A TERME (MATIF)	Avril	Mai	Juin
Dernier	1 825	1 828	1 834,50
Précédent	1 828	1 828,50	1 828,50

### CHANGES

Dollar : 5,68 ↑  
Après avoir baissé en réaction au durcissement des conditions de crédit en Allemagne, le dollar a repris jeudi 11 avril le chemin de la hausse. A Paris, la monnaie américaine s'inscrivait à 5,68 F contre 5,650 mercredi à la cotation officielle, tandis que le mark était stable, à 3,3830 F contre 3,3838 F la veille. Les opérateurs attendaient la publication des indices des prix américains en mars.

dit en Allemagne, le dollar a repris	(SBF, base 100 : 31-12-81)
jeudi 11 avril le chemin de la	Indice général CAC 40 937,8 499,60
hausse. A Paris, la monte américaine	(SBF, base 1000 : 31-12-87)
s'inscrivait à 5,68 F contre	Indice CAC 40 1845,96 1816,92
5,6350 mercredi à la cotation officielle,	
tandis que le mark était stable,	
à 3,3830 F contre 3,3638 F	

---

NEW-YORK (Indices Dow Jones)
9 avril 11 avril

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)	Paris (11 avril)	New-York (11 avril)
Paris (11 avril)	9 - 9 1/8 %	5 1/2 %

### BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)  
9 avril 10 avril  
Valeurs françaises... 120,69 118,70  
Valeurs étrangères... 112,70 111,60  
(SBIF, base 100 : 31-12-91)  
Indice général CAC... 893,76  
(SBIF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40... 1845,56 1816,92

NEW-YORK (indice Dow Jones)	9 avril	10 avril
Industrielles	2 873,84	2 874,50

LONDRES (indice Financial Times)	9 avril	10 avril
100 valeurs	2 527,20	2 518,80
30 valeurs	1 998	1 992,20
Moyenne d'or	140,20	143,10
Fonds d'Etat	85,43	85,39

FRANCFORT	9 avril	10 avril
Dax	1 582,11	1 561,89

TOKYO	10 avril	11 avril
Nikkei Dow Jones	25 765,56	26 425,18
Indice général	1 983,07	1 985,15

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ bas	+ haut	+ bas	+ haut
\$ E.U.	5,6890 5,6920	+ 148 - 138	+ 303 - 233
S. can.	4,9405 4,9453	- 34 - 22	- 3 - 46
Yen (100)	143,60 144,11	+ 32 - 49	+ 79 - 102
DM	3,3823 3,3861	- 2 - 13	- 1 - 21
Florin	3,0013 3,0045	+ 0 - 7	+ 20 - 12
FB (100)	16,5670 16,5900	+ 0 - 50	+ 20 - 30
FS	3,3895 3,3944	+ 11 - 27	+ 36 - 172
L (1 000)	4,5476 4,5536	- 88 - 75	- 167 - 529
E	10,1120 10,1210	- 260 - 230	- 460 - 1120

### TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	1 1/4	1 1/2	2	3	6	12	18	24	36	48	60	72	84	96	108	120	144	168	192	216	240	264	288	312	336	360	384	408	432	456	480	504	528	552	576	600	624	648	672	696	720	744	768	792	816	840	864	888	912	936	960	984	1008	1032	1056	1080	1104	1128	1152	1176	1200	1224	1248	1272	1296	1320	1344	1368	1392	1416	1440	1464	1488	1512	1536	1560	1584	1608	1632	1656	1680	1704	1728	1752	1776	1800	1824	1848	1872	1896	1920	
---------	-------	-------	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	--



## BOURSE DU 11 AVRIL

[illegible]**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

### Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 11/4	COURS DES achet	SAISON vente
Baux-Louis (1 tonne)	5 655			
Ecu	8 978			
Allemagne (100 dm)	328 390			
Belgique (100 p)	15 481			
Italie (100 p)	300 310			
Yens (1000 frs)	4 558			
Danemark (100 p)	58 220			
Suède (100 p)	10 101			
Grèce (100 p)	13 713		4 050	4 600
Grèce (100 drachmes)	399 340			
Suisse (100 frs)	83 890			
Suède (100 p)	10 101			
Norvège (100 p)	48 085			
Autriche (100 sch)	5 478			
Espagne (100 pes)	8 876			
Portugal (100 esc)	4 905			
Canada (1 \$ can)	4 300		3 850	3 800
Japon (100 yens)	4 175			

Marché libre de l'or	
COURS	COURS

MONNAIES ET DEVICES		COURS préc.	1/14
Or fin (dole au barre)	86000		
Or fin (en lingot)	85950		
Napoleon (200)	379		
Pièce Fr (10 fr)	415		
Pièce Suisse (20 fr)	399		
Pièce Latine (20 fr)	393		
Souverain	497		
Pièce 20 dollars	2065		
Pièce 10 dollars	1080		
Pièce 5 dollars	655		
Pièce 50 peset	2450		
Pièce 10 florins	396		

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

**Renseignements :**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - □ : vide



## CARNET DU Monde

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Botte, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

## DIMANCHE 14 AVRIL

- S. 5 et 6 - 10 h 30 et 15 h. Judaïsme. Peintres juifs de l'École de Paris et contemporains. M. LOUDMER.  
S. 8 - Vins et alcools. M. JUTHEAU. M. de Clout, expert.  
S. 9 - 15 h ART CONTEMPORAIN « Grands et Jeunes d'aujourd'hui ». M. ADER, PICARD, TAJAN. M. Marie-Aline Prat, expert. Expo. le 13-4 de 11 h à 17 h. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).  
S. 11 - Archéologie. M. BOISGIRARD.  
S. 16 - Archéologie. PARIS AUCTION (M. de CAGNY).

## LUNDI 15 AVRIL

- S. 1 et 7 - 14 h Tableaux modernes. Sculptures. ARCOLE.  
S. 4 - Tableaux. Sculptures du XX<sup>e</sup> siècle. Arman, Black, Chassac, Hantaï, Masson, Matta. M. Catherine CHARBONNEAU.  
MARDI 16 AVRIL  
S. 5 - Tab. bib. mob. - M. BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.  
S. 12 - 11 h Estampes modernes. 14 h Peintres roumains. Tableaux. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

## MERCREDI 17 AVRIL

- S. 2 - 14 h 30 BIBLIOTHEQUE HENRI M. PETIET. Très beaux livres illustrés fin de siècle et art déco. Importantes reliures. M. ADER, PICARD, TAJAN. MM. Guérin et Courvoisier. Exposition chez les experts : « Librairie Girard Badin », 22, rue Guyonnet 75006 Paris. Tél. : (1) 45-48-30-58 Fax. (1) 42-84-05-87, jusqu'au lundi 15 avril 9/13 h et 14/18 h.  
S. 4 - 11 h 14 h Estampes modernes et contemporaines. - M. BRIEST.  
S. 5 - Bijoux. PARIS AUCTION (M. de CAGNY).  
S. 14 - Art déco. - M. BOISGIRARD.  
S. 16 - Tableaux, meubles et objets d'art. - M. DELORME.

## JEUDI 18 AVRIL

- S. 1 et 7 - 14 h 30 Oeuvres de Jean PEYRISSAC. 14 h 30 et 21 h Tableaux modernes. - M. BRIEST.  
S. 2 - 14 h Monnaies antiques, françaises et étrangères. Ordres et décorations français et étrangers. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 3 - Autographies. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 9 - Tableaux, meubles. - M. BINOCHÉ, GODEAU.  
S. 10 - Tableaux anciens. M. ADER, PICARD, TAJAN. M. Turquin, MM. Herdubaut et Latreille, M. Ryau, experts. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).  
VENDREDI 19 AVRIL

- S. 2 - Suite de la vente du 18 avril. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 3 - Suite de la vente du 18 avril. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 4 - 14 h 30 Art abstrait et contemporain. - M. BRIEST.  
S. 5 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M. MILLON, ROBERT.  
S. 8 - Tabatières chinoises. - M. JUTHEAU.  
S. 11 - 14 h et 21 h Art d'Orient. - M. BOISGIRARD.  
S. 14 - 14 h 15 Objets d'art et de bel ameublement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. M. ADER, PICARD, TAJAN. M. Dillée, MM. Le Fiel et de l'Espée. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).  
S. 15 - Mobilier. - M. ROGÉON.



**DROUOT MONTAIGNE**  
15, AVENUE MONTAIGNE  
75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 80  
Téléc. : 650 873

## SAMEDI 13 AVRIL à 10 h ET 14 h

MONNAIES DE COLLECTION  
en or et en argent appartenant à divers amateurs.  
M. ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs, M. J. Vinchon, M. F. Berthod-Vinchon, A. Vinchon, experts. Expo. à Paris, Drouot-Montaigne, le 12-4 10/12 h et 13/17 h.

## LUNDI 15 AVRIL à 20 h 15

EXCEPTIONNELS TAPIS D'ORIENT  
M. MILLON, ROBERT, commissaires-priseurs, MM. Chevalier, experts. (Expo. le 15-4 de 11 h à 18 h).

## MERCREDI 17 AVRIL à 14 h 30

TABLEAUX MODERNES  
M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, commissaires-priseurs. (Expo. le 16-4 de 11 h à 21 h).

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
ARCOLE (Groupe de C.F.), 32, rue Talbott (75009), 48-74-19-84.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Botte (75008), 47-42-78-01.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.  
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.  
Catherine CHARBONNEAU, 134, rue Saint-Honoré (75008), 43-59-66-56.  
DELOORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.  
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (ensemblement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 48-78-89-89.  
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-00-99-44.  
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.  
PARIS-AUCTION : DE CAGNY, CARVINET-KALCK, DEURBERGUE, ROEBANK-COUTURIER, 23, rue le Peletier (75009), 42-47-03-99.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
ROGÉON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

## HIPPODROME DE VINCENNES

## LUNDI 15 AVRIL 1991 à 19 h

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES  
PAR RÉALISATION DE GAGES ET LEASING :  
Mercedes 560 SEC, 300 CE, SE, E, 230 E, 200 E, 190 E, 190 D, (1988 à 1991) - BMW 735 iA, 730 i, 335 i, 320 i - (1987 à 1991) PORSCHE 928 GT, CARRERA Cabriolet (1989 à 1991). JAGUAR, ALFA ROMEO, etc.  
(Exposition publique de 15 h à 18 h - VENTE à 19 h).

## JEUDI 18 AVRIL 1991 à 19 h

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES  
50 AUTOMOBILES DE COLLECTION  
ET OBJETS, AFFICHES, PEINTURES  
(Exposition 17 avril de 14 h à 22 h, 18 avril de 10 h à 18 h)  
M. Claude BOISGIRARD, commissaire-priseur.

**HOTEL GEORGE-V (salon « Vendôme »)**  
31, avenue George-V, 75008 Paris

## MERCREDI 17 AVRIL à 14 h 30

OBJETS D'ART ET DE TRÈS BEL AMEUBLEMENT  
principalement du XVIII<sup>e</sup> siècle  
M. ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs.  
M. Dillée, expert.  
Expo. pub. le 16-4 14 h à 22 h.  
(Veuillez contacter Pierre Gibour au (1) 42-61-80-07, poste 410.)  
Catalogue : veuillez contacter le poste 469.

## Naissances

- Nancy TEITELBAUM-LEVAÏN et Antoine LEVAÏN, Myriam et David ont la joie d'annoncer la naissance de

Benjamin,

le 3 avril 1991, à Paris.

- Anne Catherine et Laurent COUDÉ ont la joie d'annoncer la naissance de sa sœur

Laura

le 3 avril 1991, chez Catherine et Laurent TOURTOIS-SANDRAS.

- Véronique et Guy FAILLOUX, Marie-Jeanne et Gilbert MANUELLAN, sont heureux de faire part de la naissance de leur petite-fille

Laura,

chez Annabell et Pierre-Etienne, à Papeete, Tahiti, le 6 avril 1991.

- Isabelle SAVARY et Alain de BILLY, ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Pierre,

le 8 février 1991, 156, avenue de Suffren, 75015 Paris.

- Hélène LEBRUN, née Logerot-Puissochet, et Louis LEBRUN, ont la joie d'annoncer la naissance de

Victor,

le 6 avril, à Paris.

## Mariages

- M. et M<sup>me</sup> Maurice PRIOU (Arrouy), M. et M<sup>me</sup> Adèle AKA, sont heureux de faire part de mariage de leurs enfants,

Jean-Yves PRIOU et André AKA.

## Décès

- M. Pierre BOUF, son épouse, Ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, font part du décès de

M. Pierre BOUF,

ingénieur civil des ponts et chaussées, survenu le mercredi 10 avril 1991 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Chauriat (Puy-de-Dôme).

Ni fleurs ni couronnes.

193, rue de l'Université, 75007 Paris.

- Le conseil d'administration et l'ensemble du personnel de l'entreprise Bouff & Legrand ont la tristesse de faire part du décès, le 10 avril 1991, de leur président honoraire

M. Pierre BOUF,

ingénieur civil de l'école des ponts et chaussées, membre honoraire du bureau de la Fédération nationale des travaux publics.

- M. Louis Denis de Cazotte, M. et M<sup>me</sup> Jacques de Cazotte et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Richard Touzet et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Louis Denis de CAZOTTE,

née Marie-Claire Touzet, à Pittsburgh, le 8 avril 1991.

Chatham Tower,

Apr. 19 A,

Pittsburgh, Penna,

15219 USA.

**Pompes Funèbres**  
Marbrerie

**CAHEN & C<sup>ie</sup>**

43-20-74-52

MINITEL par le 11

- André et Marie-Claire Coudé Du Foresto, Bernard et Solange Coudé Du Foresto, Monique et Jacques Bonhomme, leurs enfants et petits-enfants, font part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

M<sup>me</sup> Yvon COUDÉ DU FORESTO, née Charlotte TILLÉ,

le 9 avril 1991, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Beauvoisin-sur-Vier (Deux-Sèvres), le vendredi 12 avril, à 15 heures.

Ils rappellent à votre souvenir son époux,

Yvon COUDÉ DU FORESTO, sénateur, ancien ministre, décédé en 1980.

Priez pour eux !  
Ni fleurs ni couronnes.

Mais vous pouvez manifester votre sympathie par un don aux Petites Sœurs des pauvres : CCP Bordeaux 168311 H.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Michel Détrouy, son épouse, Le comte et la comtesse Hugues Lepic, Pierre-Eric et Laurent Détrouy, ses enfants,

M<sup>me</sup> Hubert Schlienger, sa mère, M<sup>me</sup> Monique Détrouy, M<sup>me</sup> François Détrouy, Dorothea et Sébastien, M. et M<sup>me</sup> Olivier Détrouy, Romain, Stéphanie et Mathieu, sa sœur, son frère,

sa belle-sœur, ses neveux et nièces, M. Jean Martin, M<sup>me</sup> Virginie Martin, M<sup>me</sup> Raymonde Carpentier, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Michel DÉTROUY, le 9 avril 1991, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 12 avril, à 8 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6.

L'inhumation aura lieu à Bornes-les-Mimons (Var) dans l'intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

- L'ensemble des collaborateurs de Détrouy Associés à l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Michel DÉTROUY, leur président.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 12 avril, à 8 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6.

Ni fleurs ni couronnes.

- Le 10 avril 1991, Paul-Albert FÉVRIER, professeur à l'université de Provence, vice-président de l'Inventaire général, s'est endormi dans la paix de Dieu et l'attente de la Résurrection.

Ses amis sont invités à prier autour de lui, le samedi 13 avril, à 11 heures, en la cathédrale de Fréjus.

Pas de fleurs, mais, en signe de partage, un don à une organisation humanitaire.

« Ce ne sera plus le soleil qui te servira de lumière pendant le jour, mais l'Éternel sera ta lumière à tous jours. » Esaie, LX 19.

- Les administrateurs, La direction générale, Et l'ensemble du personnel de la SA d'HLM France Habitation, ont la douleur de faire part du décès de leur président,

Michel GITTON.

Une messe à sa mémoire sera célébrée en l'église Saint-Augustin, place Saint-Augustin, Paris-8, le lundi 15 avril 1991, à 18 h 45.

- Le président-directeur général, Le conseil d'administration et le personnel d'AOTEP-SA d'HLM Tradition et Progrès, ont la douleur de faire part du décès, le 9 avril 1991, de

M. Michel GITTON, son ancien directeur,

et invitent à participer à la cérémonie religieuse qui est organisée à sa mémoire le lundi 13 avril, à 18 h 45, en l'église Saint-Augustin, Paris-8.

- M. Guy Jehiel, M<sup>me</sup> Hala Topalian et Sarah, M. et M<sup>me</sup> Roland Topalian et Loup, M<sup>me</sup> Dominique Jehiel, M. Philippe Jehiel, son mari, Ses enfants et petits-enfants, La famille Bouchérot,

Sa sœur, son beau-frère, Ses neveux et cousins, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacqueline JEHIÉL, née Bouchérot,

survenu le 9 avril 1991 à l'âge de soixante-deux ans, à la suite d'une longue et cruelle maladie.

L'inhumation aura lieu le samedi 13 avril au cimetière parisien de Saint-Ouen. On se réunira à la porte du cimetière à 11 h 15.

66, boulevard Malenherbes, 75008 Paris.

- Les conseils d'administration des Fondations M. Loez et J. Thibaud s'associent à la grande tristesse éprouvée à la suite du décès de leur président,

M. Louis JOXE.

32, avenue Matignon, 75008 Paris.

- M<sup>me</sup> Teresa Maus, son épouse, Diego Maus, son fils, Virginia et Dardo, ses beaux-enfants, M<sup>me</sup> Henri Maus, sa mère, M. et M<sup>me</sup> Serge Maus et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard MAUS,

survenu le samedi 30 mars 1991 à l'âge de soixante et un ans.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

Calle Velazquez, 75, Madrid 28006. 62 bis, rue des Belles-Feuilles, 75116 Paris.

- Madeleine Bondu-Chaillet, sa grand-mère, Jean Bondu, son grand-père, ont la grande douleur de faire part du décès accidentel, survenu le 2 janvier 1991, de leur petite-fille chérie

Marie-Axelle MONTERO,

âgée de vingt-quatre ans, 76, avenue de Foulness, 92150 Suresnes.

- L'Association marxiste révolutionnaire internationale, au nom de ses camarades albanais et internationaux, partisans d'un socialisme authentique, démocratique, fondé sur l'autogestion sociale généralisée, a le regret d'annoncer le décès de

M. Sadik PREMTAJ, dit « Victor »,

né le 1<sup>er</sup> janvier 1915 à Gjormi Vlore (Albanie).

Prestigieux dirigeant et antifasciste d'Albanie, cofondateur du Parti communiste albanais, persécuté pour ses idées révolutionnaires par la fraction d'Enver Hoxha, en exil depuis 1944 à la suite de différentes tentatives d'assassinat, adhérent de la IV<sup>e</sup> Internationale depuis 1947, membre de la TMRJ depuis 1963.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 12 avril 1991, à 11 h 30, au cimetière parisien de Saint-Ouen.

- Les enseignants de la faculté de médecine et le corps médical du centre hospitalier régional de Rennes, et le regret de voir s'effacer de la disparition de leur collègue, le

professeur Jacques SIMON,

survenu le mardi 9 avril 1991.

Les obsèques se dérouleront dans la plus stricte intimité familiale.

**Remerciements**  
- Samuel Talib Et sa sœur Miletta Talib remercient tous ceux qui se sont associés à leur douleur lors du décès de leur père.

Michel TAÏEB,

survenu le 21 mars 1991, à l'âge de quarante-deux ans.

11, boulevard Diderot, 75012 Paris. 24, rue Boccard, 75012 Paris.

**Messes anniversaires**  
- Le 13 avril 1990, disparaissait tragiquement

Ludovic BLONDÉ, élève ingénieur à l'ENSIAA Massy.

Une pensée pour lui.

La messe de 11 heures, dimanche 14 avril 1991, en l'église Sacré-Cœur de Valenciennes, sera célébrée à son intention.

## Anniversaires

- Le 11 avril 1990, Jean BARRAS, sénateur des Français établis hors de France,

quittait les siens.

Que tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui en ce jour anniversaire et se joignent par la prière aux messes qui seront célébrées à son intention.

- Il y a dix ans, le 11 avril 1981, mourait

Nicolas LECARME.

Mourir est un pays que tu aimais. Je viens. Mais éternellement par les sommets éternels. Yves Bonnefoy.

**Manifestations du souvenir**  
- Honneur et patrie.

Les familles des militaires tombés pour la France. En Nouvelle-Calédonie, au Liban, au Tchad, dans le golfe Persique et sur tous les théâtres d'opérations extérieures, et en métropole.

Le Comité du 22 avril 1988, prie d'assister aux cérémonies commémoratives du troisième anniversaire de la mort des

gendarmes d'OUVÉA, et à l'hommage à tous les

militaires morts pour la France.

Le dimanche 21 avril 1991, 9 h 30 : messe solennelle en l'église Saint-Louis des Invalides.

11 h 30 : cérémonie officielle sur la tombe du Soldat inconnu, à l'Arc de triomphe.

Dépôt de gerbes par les familles et les autorités, en présence des autorités civiles et militaires.

48, rue du Colibri, 99653 Villeneuve-d'Ascq.

**Communications diverses**  
- Société d'ethnographie, Conférence, Collège de France, 11, place Marcelin-Berthelot, salle 6, le samedi 13 avril 1991, à 15 heures. Les Tarasques (Mexique), par Joseph Grellier, avec projection en couleurs.

**EN BREF**  
□ Les médias et la guerre. - Le Centre d'études critiques (CEC), le laboratoire médias-fiction de l'université Paris-VIII et le Forum international de politique organisent un forum sur ce thème le 13 avril, de 14 heures à 19 heures, à la salle des Agriculteurs, 8, rue d'Antenne, 75009 Paris.

► Renseignements au CEC. Tél. : 43-38-38-92.

□ Prix « découverte du Japon » 1991. - L'association de presse France-Japon attribuera, comme chaque année, deux bourses d'un mois d'été, en deux sections : culture et science. Les can 'idats, de nationalité française, doivent être âgés de dix-huit à trente ans et n'avoir jamais séjourné au Japon. Ces bourses sont dotées de billets d'avion et de chemin de fer ainsi d'une aide pécuniaire. Les candidats doivent adresser avant le 4 juin à l'association un mémoire de quatre pages sur le sujet de l'étude qu'ils souhaitent mener au Japon, un curriculum vitae d'une page et une photo d'identité, le tout en dix exemplaires.

► Association de presse France-Japon, 14, rue Cimara, 75116 Paris.

□ Entraide des polios et des handicapés. - L'Association d'entraide des polios et handicapés (ADEP) rappelle qu'elle assure la location d'appareils de neurostimulation transcutanée, fournis uniquement sur prescription médicale. Elle n'effectue aucun démarchage à domicile et demande qu'on lui signale immédiatement toute démarche extérieure au 45-45-37-13.

Par ailleurs, le barreau de Paris assure un service de consultations juridiques gratuites à la permanence parisienne de l'ADEP. Ces consultations sont ouvertes à toutes les personnes handicapées ainsi qu'à leurs familles. Elles sont données sur rendez-vous (tél. : 45-45-40-30) pris au moins quarante-huit heures à l'avance et ont lieu un jeudi sur deux, de 10 heures à 12 heures.

L'Association nationale des médecins-conseils de victimes d'accidents (ANAMEYA) ouvre un service de préconsultation médicale gratuite. Ces consultations sont ouvertes aux victimes d'accidents, plus généralement aux invalides civils, afin de les éclairer sur l'évaluation de leur invalidité avant expertise.

► Pour toute information, s'adresser à l'ADEP, 184, rue d'Alésia, 75014 Paris. Tél. : 45-45-40-30.







سكنى الالاحل

38 • Vendredi 12 avril 1991 •

# Le Monde

Selon « l'Express »

## Un rapport de la Cour des comptes mettrait en cause la gestion de l'Institut de France

La « vieille dame » du quai Conti a dû se réveiller en sursaut. Un rapport confidentiel de la Cour des comptes, révélé par l'Express (daté 11-17 avril), met en cause la gestion de l'Institut de France, institution séculaire, légè- rement assoupie dans une glorieuse poussière, souvent moquée, toujours enviée.

Le vénérable établissement (composé de l'Académie française et des Académies des sciences, des sciences morales et politiques, des inscriptions et belles lettres, des beaux-arts) aurait été le lieu, selon l'hebdomadaire, de « prébendes, détournements de fonds, pots-de-vin, marchés passés sans appels d'offres », les « appa- reils extrajuridiques », les « com- missions d'académiciens », les « commissions injustifiées pour des opérations immobilières » et la « gestion chaotique de

ses musées », en particulier celle du musée Jacquemart-André. Dans cet établissement, sans inven- taire depuis 1912, trois cent ving- t-cinq œuvres auraient disparu et un « ingénieur culturel », M. Jean-Pierre Scarpitta, est cité pour le rôle qu'il aurait joué dans la location des espaces du musée pour diverses man- ifestations. La conservatrice, M<sup>me</sup> Lydie Huyghe, rejette totale- ment les affirmations de l'Express : « Aucun objet n'a disparu, nous a-t-elle déclaré, l'inventaire de base date effec- tivement de 1912. Il est constamment remis à jour. Nous avons engagé une personne à la demande de la Cour des comptes qui voulait avoir des préci- sions sur l'état de nos collections. Cette personne est partie sans achever son travail. D'où la confusion qui s'est éta- blie. Quant à Jean-Pierre Scarpitta, qui a rendu de réels services au musée

grâce à ses liens avec Armand Ham- mer, le collectionneur, M. Pierre Bergé ou M<sup>me</sup> Mitterrand, il a abusé de sa situation et nous envisageons contre lui une action judiciaire. »

### « Des informations inexactes »

Mais la Cour des comptes - selon l'Express - s'en prend surtout à la gestion du patrimoine de l'Institut qui aurait été particulièrement malheu- reuse à partir de 1985. Le principal responsable serait M. Frédéric Gérard, conseiller technique du chan- celier de l'Institut, M. Edouard Bon- nefous. La Cour relèverait la location d'appartements à bas prix à des proches des académiciens, le verse- ment de sommes injustifiées lors de la vente d'immobiliers, des con- trats discutables avec des entreprises char- gées de la sécurité des membres de l'Institut.

M. Eric Peuchot, actuel directeur administratif de l'Institut reconnaît qu'« il y a eu des problèmes. Nous nous en sommes aperçus l'année der- nière. A la suite de la réunion de la commission administrative centrale, organe décisionnaire de l'Institut, M. Gérard a donné sa démission. L'ancien directeur administratif l'a suivi. Je ne peux en dire plus, puisque je n'ai pas eu connaissance du rapport de la Cour des comptes. En revanche, l'article de l'Express journalière d'ar- rêtée - l'Institut ne possède pas d'im- meuble à Neuilly, ni rue de Bour- gogne ».

Enfin, l'Institut a publié une com- munique soulignant « la situation par- ticulièrement favorable de son par- tiement mobilier et immobilier » et rejetant comme « inexactes et injus- tifiées » toutes les informations sur une mauvaise gestion de ses finances.

E. de R.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Vide-poches

J'ai une copine, elle a trouvé un truc à louer en plein Paris, vraiment super, pas trop cher. L'annuel, c'est qu'il y a une trentaine de jours, et qu'elle sait pas trop à qui filer l'enveloppe qui lui servirait de passe-porte. Ce matin, elle m'a appelé :

- Je suis très embêtée. Si, pour montrer patte blanche faut graisser celle du concierge, du gérant, de l'agent immobilier, du propriétaire, sans parler de celui du parking, jamais je m'en sorti- rai.

- C'est pourtant le seul moyen d'entrer.

- Bon, O.K., mais c'est mar- rant, ça me gêne.

- T'inquiète ! T'as pas besoin de savoir comment t'y prendre pour qu'ils prennent. De toute façon, les dessous-de-table, les cadeaux, les commissions, les pourboires, à force d'en distri- buer, on finit par s'habituer. D'autant qu'il suffit d'ouvrir le journal pour raffiner à plein nez un nouveau parfum de scandale.

T'as vu ce matin, dans l'Express, ce rapport de la Cour des

comptes sur les malversations, les vols, les gabegies Quai Conti ?

- A l'Institut ? Heureusement que l'argent n'a pas d'odeur, dis donc, sinon elles finiraient par sentir le linge sale, toutes ces affaires étalées en pleine lumière.

- Plains-toi ! Comme elles finis- sent toujours dans un tiroir, ça autorise toutes celles qu'on traite au noir. Pour que les politiciens, les footballeurs, les notaires, les promoteurs, les chirurgiens, les percepteurs, les douaniers s'en mettent plein les poches, faut bien qu'on y soit de la nôtre !

- Tiens, ça me fait penser, on m'a proposé d'animer un débat là-dessus justement, la France des trois C, corruption, combine et concussion. Combien faut demander ?

- Tout dépend du mode de paiement. Chèque ou liquide ? Vu les impôts, déposé à ton compte ça te rapportera moins que dans une valise.

- Une valise, comme tu y vas !

- Ils n'ont qu'à te verser dans un pot. Le pot-de-vin qui te servira à arroser la crémillère de ton nouvel appart.

Dramatique collision au large de Livourne (Italie)

## Cent trente-neuf passagers d'un ferry-boat sont portés disparus

ROME

de notre correspondant

Cent trente-neuf disparus, et peu d'espoir d'en retrouver aucun vivant. Tel était, jeudi 11 avril en fin de journée, le dramatique bilan de la collision qui s'est produite la veille au soir près du port de Livourne, entre un pétrolier chargé de 82 000 tonnes de brut et un ferry-boat sur lequel s'étaient embarqués soixante-douze passagers, dont sept femmes et soixante-huit hommes d'équipage. Seul un mousse qui se trouvait en poupe du navire à l'instant du choc a pu sauver sa vie. Le jeune homme a déclaré en arrivant à l'hôpital qu'à son avis, tous les passagers du ferry, marins compris, étaient morts, brûlés vifs.

### La charge de la dette a coûté 124,3 milliards de francs en 1990

Interrogé mercredi 10 avril à l'Assemblée nationale, le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, a indiqué que la charge nette de la dette publique française de 1990, alors que 119,7 milliards avaient été inscrits dans la loi de finances initiale votée en octobre 1989, et 123 mil- liards dans le collectif budgétaire de décembre.

La charge nette de la dette a représenté l'an dernier 9,7 % des dépenses du budget de l'Etat, contre 9 % en 1989, figurant au troi- sième rang après l'éducation natio- nale et la défense. Le ministre a expliqué le léger dérapage de l'an dernier par la hausse des taux d'in- térêt et la situation de « désordre monétaire international ».

En fin de matinée, le pétrolier brûlait toujours, tandis qu'il ne restait plus que des débris calcinés du ferry. Au fil des heures, l'espoir de retrouver des survivants devenait pratiquement nul, et les ambulances amassées sur place étaient peu à peu renvoyées vides dans les hôpitaux de la région. « Il n'y a plus aucun signe de vie », ont déclaré à leur entrée au port les cen- taines de secouristes qui ont patrouillé la zone toute la nuit.

Il était un peu plus de 22 h 30 quand la catastrophe s'est produite. Le ferry, baptisé « Moby Prince », qui relie habituellement Livourne à la Sardaigne et la Corse, venait juste de lever l'ancre pour Olbia. D'après les premières informations, il semble que le brouillard - « un rideau de brume d'une épaisseur jamais vue dans la région », selon les témoins - soit à l'origine directe du drame. D'après certains témoignages non confirmés, une troisième embarcation, une barge chargée de goudron, se serait trou- vée un moment entre le ferry et l'« Agip Abruzzo », le pétrolier de la compagnie nationale de carburant. C'est alors que la collision se serait produite, à moins de trois mille nau- tiques du phare de Livourne.

Les vingt-huit marins du pétrolier

ont eu le temps de se jeter à l'eau, et, si certains d'entre eux sont légèrement blessés, tous sont en vie et se remet- tent du choc à l'hôpital. Le capitaine du pétrolier, qui devait être longue- ment interrogé par les autorités, a laissé entendre qu'il avait été pris par surprise et qu'il n'avait rien pu faire. Son bâtiment aurait été littéralement éparpillé par la poupe du ferry, celle-ci ouvrant une large crevasse de quatre mètres dans le flanc d'une des citernes. Des tonnes de brut se sont alors déversées sur le ferry et ses pas- sagers.

« Il y a eu une forte explosion et le feu a pris tout de suite », a déclaré le capitaine de l'« Agip Abruzzo ». « Nous avons essayé d'éteindre l'incendie sans succès. Nous n'avons pas eu le temps d'apercevoir quiconque à bord. »

L'après-midi, un peu plus tôt le préfet de Livourne, M. Alessandro Pierangeli, a déclaré que le ferry avait disparu. « Le ferry s'est levé, déclara- nant un peu plus tôt le préfet de Livourne, M. Alessandro Pierangeli. L'après-midi, un peu plus tôt le préfet de Livourne, M. Alessandro Pierangeli, a déclaré que le ferry avait disparu. »

PATRICE CLAUDE

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 avril

### Poursuite du repli

Après la baisse de 1,57 % enre- gistrée la veille, le recul se poursui- vait, jeudi matin, à la Bourse de Paris. En léger repli de 0,10 % des premiers échanges, les valeurs françaises accentuaient quelque peu leurs pertes au fil des cota- pions. Aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 affichait un retard de 0,2 %. Dans ce contexte, Sanofi, Pechiney, SAT étaient au nombre des plus fortes baisses. Parmi les hausses, on relevait celles de Cap Gemini, Rémy et Associés, SGE.

Le sort de Télé Free-DOM

## M. Sudre : « L'humiliation continue »

Dans un entretien accordé, mer- credi 10 avril, à l'agence Reuter, M. Camille Sudre, PDG de Télé Free-DOM, dont les émissions ont été interrompues depuis la saisie de son émetteur, a estimé que de nou- veaux incidents sont à craindre, à Saint-Denis de la Réunion, tant que le gouvernement et le Conseil su- périeur de l'audiovisuel (CSA) n'auront pas réglé son dossier : « L'affaire de Télé Free-DOM, a-t-il déclaré, c'est la déshonneur des pauvres. L'humiliation continue. Tant qu'on n'aura pas réglé cette question de la télé gratuite, ça peut exploser. La population restera calme tant qu'il y aura un espoir. »

Au lendemain de son entretien avec le directeur de cabinets du pré- sident de la République, M. Sudre a ajouté : « L'Élysée nous encourage à satisfaire l'attente de la Réunion- naise en matière de télévision. Je vais lancer un appel à la population d'at- tendre. Nous manifesterons notre impatience quand notre dossier sera sur le bureau du CSA. » Interrogé sur les réticences qui s'expriment à son encontre à cause de sa part de res- ponsabilité dans le déclassement des émetteurs qui ont eu lieu à la Réu- nion, M. Sudre a répondu : « Si ces accusations étaient vraies, on n'aurait pas été reçus à l'Élysée et par Louis Le Penec » (ministre des DOM- TOM).

Dans l'entourage de M. Jacques Boutet, président du CSA, on con- state néanmoins d'exprimer de fortes réserves sur la démarche de M. Sudre, nalté controversée de M. Sudre, ainsi que sur le projet de compromis qui pourrait permettre, selon cer- tains indications communiquées par le ministère des DOM-TOM, de faire participer le PDG de Télé Free-DOM au montage d'un nouveau pro- jet de chaîne privée dans lequel il disposerait d'une minorité de blo- c. Le cabinet de M. Le Penec a confirmé, d'autre part, qu'une « mis-

sion d'étude et d'assistance techni- que » sera chargée de préparer le lan- cement d'une quatrième chaîne de télévision privée à La Réunion.

Le ministre de la culture et de la communication, de son côté, doit envoyer, la semaine prochaine, une mission d'étude à Saint-Denis de la Réunion pour préparer l'adaptation aux particularités locales de la régle- mentation audiovisuelle relative aux télévisions privées, en vigueur en métropole. A ce sujet, M. Jack Lang a tenu à faire savoir, après l'article que le Monde du 11 avril a consacré aux réactions que la manifestation de M. Mitterrand à l'égard de Télé Free-DOM provoque à l'intérieur même de ses services et de ceux du minis- tère délégué à la communication, que « depuis plus d'un an » il n'a person- nellement « cessé d'attirer l'attention de tous les responsables sur la néces- sité de traiter ce dossier avec doigté et en tenant compte des singularités de la situation réunionnaise ». « Je suis en pleine harmonie avec le président de la République sur ce dossier, comme sur tant d'autres sujets », nous a précisé le ministre de la culture.

Un envoyé spécial français auprès de M. Arafat - Directeur du service Moyen-Orient-Afrique du Nord au ministère des affaires étrangères, M. Patrick Leclercq devait se rendre, jeudi 11 avril, à Tunis pour préparer une rencontre entre M. Roland Dumas et M. Yas- ser Arafat. Le ministre des affaires étrangères doit effectuer, à partir du 21 avril, une tournée en Algé- rie, Tunisie, Libye et Egypte. Une rencontre avec M. Arafat serait la deuxième depuis le début de la guerre du Golfe. M. Dumas s'était entretenu avec le président de l'O.L.P. l'autisme dernier, à l'oc- casion d'une visite dans la capitale tunisienne.

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Débats

Yugoslavie : « La mémoire manipulée », par Mirko Grmek ; « Ni nationalisme ni populisme », par Boris Vukobrat... 2

#### Polémique en Espagne

Faut-il une armée de métier ?... 5

#### Le débat sur la censure

Le PC renvoie dos-à-dos le pou- voir et la droite. Questions au gou- vernement sur les « affaires »... 10

#### L'affaire Urbatechnic

Les juges d'instruction du Mans déclarent des dommages- intérêts... 12

#### Football

L'OM en bonne position pour la finale de la Coupe d'Europe... 14

#### « Plaisir d'amour »

Quant le Burador - le Trompeur, surnom donné jadis à don Juan - se noie dans l'univers féminin... 15

#### Les capitales du design

Barcelone, Milan et Paris expo- sent leurs productions récentes au centre Georges-Pompidou... 16

#### Les révolutions techniques de la radio

En attendant le son numérique... 18

### SECTION B

#### LIVRES • IDÉES

• Silences et Échos, de Louis- René des Forêts • Les distances de Sirius, par André Fontaine • Alice Dujovne Ortiz, l'arché- type de l'Argentine, par Hector Bianciotti • Le feuilleton de Michel Braudeau : Tristesses et beautés • Histoires littéraires, par François Bon : l'arrière-bouti- que de M. Saba • D'autres mondes, par Nicole Zand : Des cicatrices dans le crâne... 19 à 26

### SECTION C

#### Accord Egypte-FMI

Il consacre les mesures de redressement engagées... 27

#### Le plan Michelin à Clermont-Ferrand

Le gouvernement et les élus de la région vont se concerter... 28

### AFFAIRES

• Air France malade de ses vieux monopoles • Ramue-ménage dans le nettoyage • La course effrénée à l'innovation • La capi- tal-risque joue le rock... 31 à 33

### Services

Abonnements... 4  
Annonces classées... 29  
Carnet... 36  
Loto... 18  
Marchés financiers... 34 et 35  
Météorologie... 37  
Mots croisés... 37  
Radio-Télévision... 37  
Spectacles... 17  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 11 avril 1991 a été tiré à 505 565 exemplaires.

DAVID SHIFF

1995

La plus vaste et belle collection de costumes, tailleurs, vestes et pantalons en SUPER 100 signée par les plus grandes marques.

13 RUE ROYALE PARIS 8<sup>e</sup> - 4 RUE MARBEUF PARIS 8<sup>e</sup>



Le mois de la 309 chez NEUBAUER  
Exceptionnel jusqu'au 30 avril :  
Votre 309 superéquipée "PLUS"



- Alarme GRATUIT !
- Toit ouvrant
- Poste de radio
- Tatouage des glaces

NEUBAUER  
PEUGEOT

• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.58  
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52  
• 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.88.21

\* Offre valable jusqu'au 30 avril 1991 pour toutes les 309 en stock, en présentiel de cette municipalité.